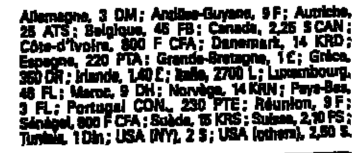
هكذا من الأصل

Le Monde

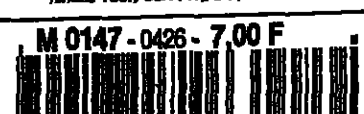
CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 15629 – 7 F

MERCREDI 26 AVRIL 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 360 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 9 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 230 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 800 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.



M 0147 - 0426 - 7,00 F

La droite bute sur l'obstacle du Front national

Charles Pasqua suggère à Jacques Chirac de concéder à l'extrême droite une « dose de proportionnelle » dans le mode de scrutin pour les élections législatives

DES DEUX CANDIDATS qui se préparent à disputer le second tour de l'*élection présidentielle*, Jacques Chirac est celui que les résultats du 23 avril ont le plus surpris. Le maire de Paris a consacré sa journée *de lundi* à s'entretenir par téléphone avec les dirigeants de la majorité et, aussi, avec Edouard Balladur. La première *préoccupation de l'ex*-président du RPR est de rassembler la droite, au sein de laquelle les appels à voter en sa faveur se *sont multipliés. Les différentes* composantes de l'UDF – centristes du CDS, libéraux du Parti républicain, radicaux, adhérents *dirtects* – ont confirmé leur engagement au côté de M. Chirac. Raymond Barre a appelé, lui aussi, à voter pour le maire de Paris le 7 mai.

M. Balladur, qui a réuni ses comités de soutien lundi à Paris, a déclaré à l'AFP, mardi matin, qu'il est *« tout prêt à rencontrer »* M. Chirac, en compagnie, a-t-il ajouté, *« des responsables des forces politiques qui m'ont soutenu »* dans la campagne du premier tour. Le premier ministre avait précisé, devant ses partisans, les *sujets sur* lesquels il entend que les idées de sa campagne soient prises en compte par le candidat de la *majorité au second tour* : le changement *« sans fracture »*, l'Europe, la protection sociale, la *« méthode de gouvernement »* et la *« tolérance »*. En privé, M. Balladur et les ministres qui *l'ont soutenu ne se cachent* pas d'envisager de reprendre leurs sièges à l'Assemblée nationale, en demandant à leurs *suppléants de se* démettre de leurs mandats.

Le niveau atteint par l'extrême droite le 23 avril pose un *problème difficile à la majorité*. Charles Pasqua, qui a rejoint le camp de M. Chirac, s'est prononcé, lundi, pour l'introduction d'une *« dose de proportionnelle »* dans le mode de scrutin des élections législatives, afin que *« toutes les forces politiques soient représentées »*.

Nicolas Sarkozy (RPR), proche de M. Balladur, s'est montré prudent sur cette proposition. Alain Madelin (UDF-PR), partisan de M. Chirac, a ironisé sur la position du ministre de l'intérieur, en observant que *« les conseils de M. Pasqua sont précieux »* et qu'*« ils l'ont été pour M. Balladur »*.

Du côté de M. Chirac, deux stratégies se proposent face à l'extrême droite : ajuster son discours afin de tenir compte *des préoccupations des électeurs* de Jean-Marie Le Pen et de Philippe de Villiers (famille, sécurité, immigration, lutte contre la corruption) ; ou bien dénoncer la tactique du Front national, qui pourrait favoriser l'élection du candidat socialiste afin



de se présenter ensuite comme la principale force d'opposition. *« Si nous ne faisons pas autour de Jacques Chirac ce que nous avons à faire, la victoire de Lionel Jospin est tout à fait possible »*, a déclaré, lundi, Philippe Séguin, pour suggérer qu'un report de voix d'extrême droite sur le candidat socialiste n'est pas à exclure. Lionel Jospin, qui se trouve dans une situation plus facile et estime disposer de *« l'avantage psychologique »* face à M. Chirac, s'est lancé dès lundi, à Valence, dans sa campagne *de second tour.* Il mise beaucoup sur le débat qui l'opposera à M. Chirac, à la télévision, le 2 mai.

Jacques Delors missionnaire

DIMANCHE SOIR à la Maison de la chimie à Paris, quand tous les socialistes exultaient devant les caméras, Jacques Delors attendait tranquillement dans un coin l'arrivée de Lionel Jospin. Cette surprise du premier tour lui procurait-elle maintenant cette indicible tristesse d'avoir manqué le rendez-vous que lui proposait le pays ? On pouvait le penser. Mais décidément M. Delors est un atypique de la politique. D'autres eussent été possédés par ce sentiment de fierté et de remords mêlés, mais ce dimanche soir M. Delors n'avait que ce seul mot à la bouche : *« Je suis soulagé. »*

Soulagé sans doute de ne plus être à partir de cette heure-là l'homme par qui tous les malheurs socialistes seraient arrivés. Soulagé certainement de ne s'être pas ridiculisé en répétant depuis des semaines que la victoire de M. Jospin ne serait pas une fantaisie de la République.

M. Delors n'a jamais changé de discours, et contrairement à ce qu'on a *pu dire*, n'a jamais été chiche de son soutien à M. Jospin. M. Delors a accepté de le soutenir, pas de le parrainer et n'a eu qu'un seul souci : ne pas trop peser sur la campagne du premier tour pour permettre à M. Jospin de s'épanouir pleinement, politiquement et médiatiquement.

Depuis dimanche soir, ce problème peut être à juste titre tenu pour résolu. M. Jospin *existe, M. Delors peut monter en première* ligne. C'est ce qu'il a commencé à faire, dès mardi matin sur Europe 1. L'état-major de campagne de M. Jospin confirmait à la même heure que M. Delors allait *« beaucoup intervenir »*. Meetings, grandes émissions de télévision, il n'en pas fallu davantage pour répandre la rumeur selon laquelle confirmation serait ainsi donnée que M. Jospin songerait à choisir M. Delors pour Matignon. *« C'est à Lionel Jospin de choisir son premier ministre. Un ticket Jospin-Delors, ca m'irait très bien, ça illustre bien la ligne choisie par Lionel Jospin »*, expliquait même sur France 2, lundi soir, Dominique Strauss-Kahn, l'un des porte-parole *du candidat. Sur le fond, celui-ci n'a pas tort.* Il est évident que la montée en puissance de M. Delors ne représentera que des avantages sur le terrain européen. Un terrain que M. Jospin entend de nouveau labourer en profondeur et stratégiquement pour émettre quelques précieux signaux en direction de centristes quelque peu en déshérence. Valéry Giscard d'Estaing, dit-on, semble être le plus attentif à ce retour en pleine lumière de l'an*cien président de la Commission européenne* avec lequel il n'a cessé depuis des années de maintenir des contacts.

Mais, en l'occurrence, M. Strauss-Kahn a pour une fois trop parlé. Sur Europe 1, M. Delors a démenti fermement cette rumeur par cette simple remarque de bon sens : *« Soyons cohérents et raisonnables. Alors que les sondages m'étaient extrêmement favorables, j'ai décidé de ne pas me présenter à la présidence de la République. Je ne vais pas, maintenant, postuler pour le poste de premier ministre. »* Soucieux de ne pas compromettre les chances de sa fille, Martine Aubry, M. Delors sait de toute façon – et là personne ne dé*mentira – qu'il y aura bien « une mission »* pour lui !

Daniel Carton

L'Europe attend des candidats une clarification

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

A entendre les commentaires, dimanche 23 avril, au soir du scrutin, l'Europe pourrait occuper une place importante dans les débats qui vont précéder le second tour de l'élection présidentielle. Les partisans de Lionel Jospin, *se sentant* d'autant plus inattaquables qu'ils bénéficient de la précieuse caution de Jacques Delors, voient *là un moyen de mettre en relief* les divisions de la droite. Au sein de celle-ci, des balladuriens, tel François Léotard, indiquent que c'est sur ce terrain, *et celui (étroitement* lié) de la monnaie, qu'ils entendent obtenir des garanties.

Ceux nombreux, qui, en France ou à l'étranger, *s'interrogent sur* l'avenir de la politique européenne de Paris, vont suivre ces joutes avec une inquiétude mêlée d'impatience. *S'agissant de la droite, le* « camp européen » aurait peut-être préféré un succès d'Edouard Balladur, supposé moins inconstant à l'égard de la construction communautaire que Jacques Chirac. Cependant les résultats inattendus du premier tour lui procurent des motifs de satisfaction.

Le camp de l'Union peut en partie expliquer le bon score réalisé par Lionel Jospin par son engagement européen. Il peut surtout espérer que, dans une compétition encore très ouverte, Jacques Chirac devra effectivement donner des gages aux partisans d'Edouard Balladur (lesquels oublient qu'hier *la présence dans leurs rangs* d'un Charles Pasqua, très rétif à l'égard de tout ce qui est bruxellois, ne les gênait guère !).

L'inquiétude porte sur l'avenir immédiat, sur les dangers que peut receler un débat largement axé sur la politique européenne dans un *contexte international fragile. La* dégringolade non maîtrisée du dollar s'est répercutée sur les monnaies européennes les plus *faibles et a affecté également* le franc. Comme l'a illustré la polémique surgie à la veille du premier tour, à propos des déclarations de Jean-Claude Trichet, le gouverneur de la Banque de France, sur la nécessaire modération de la politique salariale, toute incartade peut avoir des effets négatifs sur la tenue de la monnaie nationale et aggraver une situation déjà périlleuse.

Le marché veille et, n'éprouvant aucune sympathie ni pour le système monétaire européen (SME) ni pour le programme d'union économique et monétaire (UEM), il ne fera pas de cadeau si l'occasion de déstabiliser le dispositif se *présente*. L'Union européenne (UE), incapable de convaincre les Etats-Unis de ne plus utiliser la chute du dollar comme une arme *de politique commerciale, se* trouve dans la situation paradoxale où ses Etats membres, dans leur majorité, sont plus que jamais *déterminés à accomplir les efforts* nécessaires pour parvenir à la monnaie unique, alors que ce projet est laissé sans défense face au désordre américain.

Ou plutôt, où la seule défense consiste dans une attitude irréprochable en matière de convergence des politiques économiques. Vu de Bruxelles, le moindre flirt avec l'« autre politique » pourrait se révéler fatal. Dans la polémique franco-française sur ce thème, nos partenaires donnent raison sans réserve à Jean Boissonat, membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France et avocat acharné de la stabilité monétaire contre Philippe Séguin, encore récemment critique et méprisant à l'égard du *« budgétarisme »*, même s'ils relèvent avec satisfaction la récente profession de foi du président de l'Assemblée nationale *« sur la nécessité d'un franc stable et solide » (lire page 20).*

L'attente impatiente d'un enga*gement résolu des deux candidats* restant en lice, et plus particulièrement de Jacques Chirac afin que soit balayée toute équivoque, est *d'autant plus vive* que l'enjeu, au-delà de la monnaie unique, pourrait bien se situer au niveau de l'existence du Marché unique, toucher le cœur de la construction européenne.

Philippe Lemaitre

Lire la suite page 22

Un cardinal récusé en Israël



JEAN-MARIE LUSTIGER

PAS DE COMMENTAIRE. Le cardinal archevêque de Paris, Jean-Marie Lustiger, s'est refusé à répondre au grand rabbin d'Israël, Israël Lau, qui, lundi *24 avril*, l'avait accusé d'avoir *« trahi son peuple et sa religion »*. Juif converti à l'âge de quatorze ans, en 1940, Aaron Jean-Marie Lustiger doit participer, mercredi 26 avril, à l'université de Tel Aviv à un colloque sur « Le silence de Dieu » durant la Shoah. A cette occasion, il devait aussi se rendre à la traditionnelle cérémonie de commémoration nationale qui a lieu le même jour à Yad Vashem, le Mémorial de l'holocauste à Jérusalem. Bien que le cardinal n'ait pas reçu d'invitation officielle pour cette manifestation, le grand rabbin ashkénaze d'Israël a souhaité que Mgr Lustiger ne s'y rende pas. Dénonçant la conversion de Jean-Marie Lustiger, le rabbin Lau a estimé que le cardinal archevêque représentait, pour le peuple juif, *« la voie de l'extermination spirituelle qui conduit, comme l'extermination physique, à la solution finale »*. Si l'entourage du cardinal s'est refusé à toute polémique, les propos du grand rabbin n'en ont pas moins été jugés sévèrement à Paris. De fait, le cardinal – dont la mère est morte en déportation – s'est toujours efforcé de jouer un rôle de conciliateur à propos des contentieux judéo-catholiques. Et la communauté juive de France lui en a su gré.

Lire pages 5 et 22

NUCLÉAIRE Le plutonium vitrifié réexpédié depuis la Hague par bateau est arrivé au Japon mardi 25 avril. Mais le gouverneur de la province où il doit être stocké a demandé des assurances avant d'accepter, finalement, son débarquement. ● ALLEMAGNE. Un premier chargement de plutonium devait être acheminé par voie ferrée mardi 25 avril pour stockage définitif dans une ancienne mine de sel de Gorleben, en Basse-Saxe. Les militants écologistes et pacifistes ont tout fait pour retarder le convoi. ● NATIONS UNIES. Commencée lundi 17 avril, la conférence sur le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) se poursuit à New York. Le ministre japonais des affaires étrangères, Yohei Kono, a demandé la prorogation illimitée de ce traité et affirmé solennellement la volonté de Tokyo d'utiliser son stock de plutonium à des fins exclusivement civiles.

Le stockage du plutonium civil suscite de vives inquiétudes

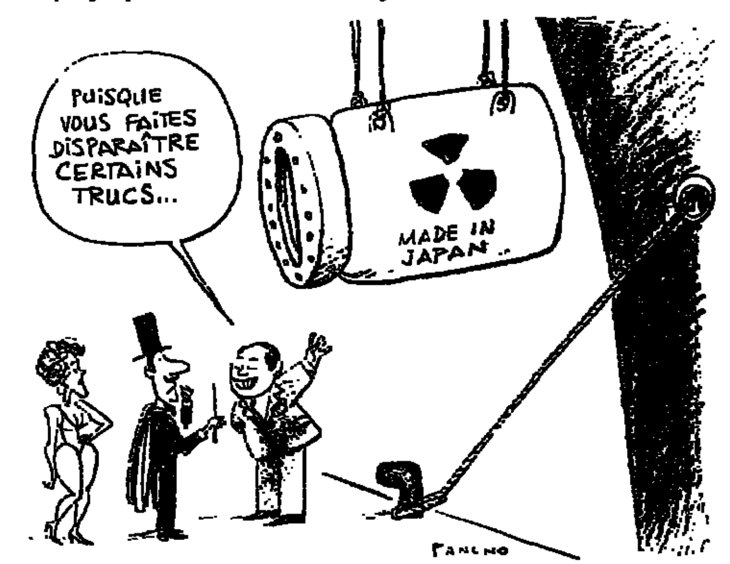
L'Allemagne et le Japon sont confrontés à l'entreposage de leurs déchets nucléaires. Les militants écologistes des deux pays protestent, et Tokyo multiplie les déclarations visant à rassurer ses voisins

MUTSU-OGAWARA
de notre envoyé spécial

Parti il y a deux mois de Cherbourg avec 14 tonnes de déchets nucléaires japonais hautement radioactifs retraités à la Hague, le cargo britannique *Pacific-Pintail* est arrivé le 25 avril au large des côtes japonaises. Mais il est resté en rade du port de Mutsu-Ogawara parce que le gouverneur d'Aomori, Morio Kimura, exige un engagement formel du gouvernement central certifiant que l'entreposage de ces déchets sera temporaire. Les négociations ont duré toute la journée, de sorte que le déchargement du *Pacific-Pintail* a été retardé.

Alors que le cargo britannique venait d'entrer dans les eaux territoriales japonaises, le gouverneur Kimura a brusquement annoncé qu'en l'absence d'un engagement du directeur de l'Agence des sciences et des technologies il n'autoriserait pas l'entrée du navire dans le port de Mutsu-Ogawara. Les autorités locales avaient bien obtenu une lettre de la Nuclear Japan Fuel Ltd – qui gère le site nucléaire de Rokkasho-Mura, où doivent être entreposés temporairement les déchets – confirmant que la préfecture ne sera pas le lieu de stockage définitif. Mais elles ont exigé une assurance analogue de l'Agence des sciences et des technologies.

Le « bras de fer » était latent depuis l'élection en février, à la tête de la préfecture d'Aomori, d'un homme plus ferme que son prédécesseur sur cette question. Mais il a néanmoins surpris dans un pays où, généralement, on évite les situations d'affrontement ouvert. Dans une lettre datée du 24 avril, la direction de l'Agence des sciences et des technologies, Mme Makiko Tanaka, avait confirmé au gouverneur d'Aomori la position antérieure du gouvernement et *« promis que la préoccupation du gouverneur serait prise en considération »*. Ce que M. Kimura juge insuffisant.



LE PREMIER D'UNE SÉRIE

En prévision du déchargement des déchets, quelque quatre cents manifestants, dont une partie campaient depuis la veille à la sortie du port, étaient tenus à distance par un millier de policiers antiémeutes.

Le premier retour des déchets nucléaires nippons dans l'archipel revêt une double importance : pour la société française Cogema (Compagnie générale des matières nucléaires), il confirme les engagements pris pour le rapatriement dans leur pays d'origine des déchets retraités en France. Pour le Japon, il a placé les autorités devant la nécessité de préciser les options de leur politique nucléaire : que faire des déchets après leur stockage temporaire ?

Les 14 tonnes rapatriées résultent du retraitement de 40 tonnes de combustible irradié dans les centrales nucléaires japonaises. Il reste encore 2 900 tonnes à retraiter à la Hague.

FAIBLE RÉSISTANCE

En novembre 1992, la Cogema avait renvoyé au Japon un premier *« colis »* de 1,5 tonne de plutonium. Désormais s'amorce le retour régulier des déchets, au rythme de deux cargos par an. Des opérations analogues seront menées à destination de l'Allemagne et de la Belgique. Il n'est sans doute pas fortuit que le Japon soit le premier pays à rapatrier ses déchets : c'est lui qui a la politique de retraitement la plus affirmée et où le mouvement de résistance paraît désormais le plus faible. On comptait peu d'habitants de Rokkasho-Mura parmi les manifestants venus protester contre l'arrivée du *Pacific-Pintail* : la question nucléaire a été largement absente de la campagne pour les élections locales du 23 avril, dans le bout du monde qu'est cette région pauvre de l'extrême nord du Honshu. Seulement deux conseillers généraux de la préfecture sont hostiles à la politique nucléaire nippone.

Mme Oshita, présidente du mouvement local d'opposants, reconnaît que les onze mille habitants de la commune de Rokkasho-Mura ne sont guère motivés : ils ont été indemnisés, beaucoup ont trouvé de nouvelles possibilités de travail et la majorité semblent s'être résignés. Rokkasho-Mura sera le plus important complexe nucléaire du Japon, avec toutes les installations nécessaires au cycle du combustible : une usine d'enrichissement et des équipements de stockage, déjà achevés, et, au début du siècle prochain, une usine de retraitement de 800 tonnes. Ce qui préoccupe le plus les habitants, comme le reste de la population de la préfecture, c'est que la région devienne la « poubelle de l'archipel ».

MANQUE DE TRANSPARENCE

Le Japon n'a pour l'instant aucun programme précis pour le stockage définitif des déchets, ce qui permet aux opposants de dire que le retraitement est une voie sans issue. Ils dénoncent en outre le manque de transparence sur le transport des déchets. A la suite de l'arrivée du plutonium en novembre 1992, le gouvernement japonais s'était engagé à une meilleure information. Selon la presse japonaise, cet engagement n'a pu être respecté en raison des exigences des deux pays prestataires de services, la France et la Grande-Bretagne, soucieux d'assurer un maximum de sécurité au transport. Du côté français, on fait valoir qu'à l'exception de l'itinéraire du bateau toutes les informations demandées ont été fournies. Le *Pacific-Pintail* a été « escorté » tout au long de sa traversée par un bateau de Greenpeace.

Philippe Pons

Violentes manifestations en Allemagne contre le convoi « Castor »

BONN
de notre correspondant

« Stoppez le Castor » : d'un bout à l'autre de l'Allemagne, ce cri de ralliement rassemble, depuis quelques jours, des milliers de militants antinucléaires. Ceux-ci se sont mobilisés pour stopper un convoi de déchets radioactifs (Castor : *« Cask for Storage and Transport of Radioactive Materials »*), destinés à être stockés à Gorleben, au nord du pays. D'ores et déjà, Gorleben a pris place parmi les hauts lieux du combat contre le nucléaire en Allemagne.

Neuf barres de combustible irradié en provenance de la centrale de Philippsburg, dans le Bade-Wurtemberg, sont finalement arrivées à destination dans la matinée du mardi 25 avril, à la suite d'un voyage mouvementé. Le chargement était accompagné par un impressionnant dispositif policier (6 500 hommes). A Gorleben, les récipients de type « Castor » (120 tonnes) doivent être stockés pendant quarante à cinquante ans dans une halle prévue à cet effet, avant d'être définitivement descendus au fond d'une ancienne mine de sel.Les militants n'ont reculé devant rien pour tenter d'empêcher cette opération. A l'approche du « jour J », en plusieurs endroits du parcours supposé, les voies ferrées ont été rendues inutilisables par de véritables commandos antinucléaires. Entre Hambourg et Brême, Francfort et Heidelberg, Francfort et Mannheim, Mannheim et Mayence, les câbles électriques qui longent les voies ont été sabotés, perturbant le trafic d'une manière spectaculaire et entrainant des dégâts pour un montant de plusieurs millions de marks.

UN DIVORCE DÉFINITIF

Dans la région de Gorleben, des militants ont abattu des arbres sur les voies ferrées, dans la plus pure tradition du western hollywoodien. D'autres opposants se sont allongés sur les voies avant d'être évacués par les forces de l'ordre. La population locale, bien que de manière plus pacifique, manifeste également contre l'arrivée des déchets.

Un contexte décidément tendu pour la première opération de stockage réalisée en Allemagne. Celle-ci a renoncé – déjà en raison de l'opposition de l'opinion publique – à se doter d'une capacité de retraitement des déchets nucléaires à Wackersdorf, en Bavière. Jusqu'ici, elle exporte ses déchets nucléaires à la Hague, en France, ou Sellafield, en Grande-Bretagne. Vingt-six ans après la mise en route de la première centrale en Allemagne, le problème du stockage n'est toujours pas résolu. A Gorleben, le principe du stockage a fini par s'imposer à la suite de longues et pénibles batailles juridiques.

Chaque année, des tonnes de déchets nucléaires sont transportées par voie ferrée vers l'étranger, sans provoquer la moindre protestation de la part des mouvements écologistes. Mais à partir de cette année, l'Allemagne devra reprendre des déchets vitrifiés, notamment en provenance de la Hague.

En s'en prenant au stockage des déchets, en bout de chaîne, les militants antinucléaires entendent remettre en cause l'ensemble de la filière nucléaire allemande. L'avenir de la filière en Allemagne, dans ce contexte, n'est pas assuré, malgré l'intention affichée par le gouvernement de Bonn de réduire de 25 % les émissions de gaz carbonique d'ici 2005. Le nucléaire, qui couvre 9,8 % des besoins énergétiques allemands, a toujours rencontré une vive opposition dans le pays, où on a toujours associé confusément le nucléaire civil au nucléaire militaire. Depuis Tchernobyl, le divorce entre l'opinion publique et le nucléaire paraît définitif.

Des discussions politiques au plus haut niveau ont lieu entre les partis pour définir les grandes lignes de l'approvisionnement énergétique futur du pays. La dernière rencontre a eu lieu lundi 14 avril à Bonn. L'opposition du SPD veut obtenir l'arrêt de toutes les centrales à plus ou moins long terme (le programme du parti prévoit un délai de dix ans). Quant à la CDU, elle entend réserver à l'Allemagne l'option de construire de nouvelles centrales après 2005. Pour l'instant, aucun compromis n'est en vue.

Lucas Delattre

COMMENTAIRE

L'ÉQUATION INFERNALE

La production de plutonium induit-elle la bombe, comme la nuée porte l'orage ? C'est toute la question de l'élimination des déchets nucléaires par la filière du retraitement. Les Américains, qui ont la bombe, ne retraitent pas leurs déchets mais les conservent en piscine sur le lieu de production, en attendant de trouver un endroit où les stocker définitivement. Les Suédois, qui n'ont pas la bombe, ont renoncé au retraitement et entreposent leur combustible irradié sous le granite de la Baltique. Les Français et les Anglais, qui ont la bombe, retraitent non seulement leurs déchets, mais aussi ceux des autres (à la Hague et à Sellafield), et réexpédient donc des colis de plutonium aux pays producteurs.

S'agissant des Japonais et des Allemands, statutairement privés d'arsenal atomique, le retour du plutonium peut apparaître comme une tentation. D'où l'inquiétude des voisins, surtout dans la zone Pacifique autour du Japon. Ne serait-il pas plus sûr que, à l'instar des Etats-Unis et de la Suède, l'Allemagne et le Japon stockent leur combustible irradié sans le retraiter ? En réalité, le plutonium circule pratiquement en vente libre aujourd'hui, depuis la désintégration de l'URSS, et un pays peut s'en procurer sans en fabriquer lui-même.

La seule garantie reste le contrôle international des usines de retraitement effectué par l'Agence internationale de l'énergie atomique, basée à Vienne. Elle seule peut visiter à tout moment les installations et vérifier où sont stockés les déchets et en quelle quantité. Bien sûr, la meilleure garantie serait le démantèlement pur et simple des arsenaux atomiques. Depuis l'accident – civil – de Tchernobyl, on sait que l'usage d'une bombe atomique est pratiquement impossible, car nul ne sait où peut retomber le nuage radioactif qu'elle produit. Mais la tentation est grande, lorsqu'on n'appartient pas au club des Cinq, de se doter de la bombe pour monter dans la hiérarchie, quitte à ne jamais s'en servir.

Roger Cans

Le Japon affirme sa volonté de n'utiliser l'atome qu'à des fins pacifiques

Tokyo se prononce en faveur d'une prolongation indéfinie du Traité de non-prolifération nucléaire

TOKYO
de notre correspondant

Dans son discours sur le TNP, aux Nations unies à New York, le ministre japonais des affaires étrangères, Yohei Kono, a exprimé une position qui, sans lever toutes les ambiguïtés de la politique nucléaire nippone, a le mérite de préciser les options actuelles de Tokyo. Cette politique, dont la clé de voûte est le retraitement du combustible irradié, c'est-à-dire le stockage d'importantes quantités de plutonium sur son territoire, a suscité des commentaires soupçonneux dans la région, en dépit de l'engagement formel de Tokyo de n'utiliser l'énergie nucléaire qu'à des fins civiles.

En se prononçant clairement en faveur de la prolongation indéfinie du TNP, M. Kono a souligné que, pour le Japon, le corollaire est le désarmement, et donc le démantèlement des arsenaux atomiques des cinq « Grands ». Il a en particulier appelé la Chine à accepter le principe d'un moratoire pour ses essais.

Si la position japonaise est désormais plus claire, Tokyo ne semble cependant pas avoir totalement convaincu ses voisins – Indonésie et Thaïlande notamment. Les ambiguïtés de la position japonaise tiennent à plusieurs facteurs. Opposés à la prolifération et soumis à la pression d'une opinion publique allergique à l'arme nucléaire, les dirigeants japonais éprouvent quelque frustration à se trouver en position d'infériorité dans la hiérarchie des grandes puissances. Notamment à l'égard de la Grande-Bretagne et de la France, puissances moyennes dotées de l'arme nucléaire. Le Japon tend donc à partager les réticences des pays qui estiment que le TNP établit une discrimination entre les puissances déjà nucléaires et celles qui aspirent à le devenir. Ce qui conduit Tokyo, par conviction et par intérêt politique bien compris, à chercher à mettre sur le même plan non-prolifération et désarmement. L'insistance du Japon à lier les deux questions tient aussi à son souci de rassurer les pays de la région. D'où son souci de transparence en matière de programme nucléaire. Tokyo fait valoir que, grâce à ce programme, qui fournit 30 % de l'électricité du pays, le Japon est moins dépendant du pétrole du Moyen-Orient. Et le gouvernement japonais souligne qu'il respecte un strict équilibre entre production et consommation de plutonium.

Le Japon est cependant placé dans une position délicate : si la fin de la guerre froide a diminué les menaces, sa sécurité dépend toujours du « parapluie » nucléaire américain. En cas de rupture avec les Etats-Unis, l'archipel serait « désarmé » face à la double menace potentielle constituée par les arsenaux nucléaires chinois et russe. Un engagement international efficace de désarmement est donc un impératif de la diplomatie nippone.

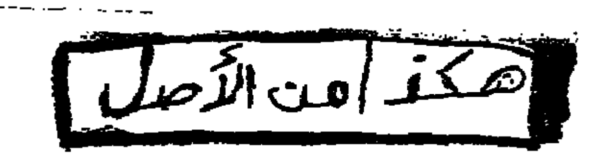
Reste que l'archipel a les moyens techniques, financiers et des réserves suffisantes de plutonium pour se doter de l'arme nucléaire le jour où Tokyo le jugerait nécessaire. Pour des raisons à la fois commerciales – le marché nucléaire connaît un *boom* en Asie – et stratégiques, pour éviter tout détournement d'énergie nucléaire à des fins militaires, Tokyo souhaite créer un organisme de coopération asiatique en matière nucléaire, sur le modèle d'Euratom pour l'Union européenne. *« Si l'Allemagne, qui retraite aussi ses combustibles irradiés, ne suscite pas en Europe les mêmes craintes que le Japon, c'est qu'elle est membre d'Euratom »*, observe-t-on au ministère des affaires étrangères. Bien que la création d'un « Asiatom » semble encore prématurée, la volonté japonaise de jouer un rôle régional dans le développement de l'énergie nucléaire semble s'affirmer.

Ph. P.

Prolifération de centrales

Alors qu'on ne construit pratiquement plus de centrales nucléaires aux Etats-Unis ni en Europe, elles se répandent rapidement en Asie, sous la pression de besoins croissants en énergie et d'une expansion économique soutenue. Sur les sept centrales nucléaires entrées en service en 1994, six étaient situées dans cette partie du monde. Outre la Chine, qui a un programme ambitieux, l'Indonésie envisage la construction de son premier réacteur dans deux ans. La Thaïlande entend se doter de six centrales d'ici à 2006 et le Vietnam y songe pour 2010-2015. Les Japonais entendent tirer parti des retombées commerciales de cette expansion, même si, jusqu'à présent, ils se sont abstenus d'exporter des équipements nucléaires. Une réserve aujourd'hui remise en cause. *« Si les garanties d'utilisation pacifique sont suffisantes, il n'y a aucune raison pour que le Japon n'exporte pas des centrales »*, écrit le populaire *Yomiuri Shimbun*. *« Si le Japon ne s'engage pas sur cette voie, les autres pays prendront sa place »*, renchérit le quotidien économique *Nihon Keizai*.

■ **LE KAZAKHSTAN désarme.** Le Kazakhstan a commencé à démanteler ses silos de missiles balistiques intercontinentaux, a indiqué lundi 24 avril l'agence de presse russe Itar-Tass. Ce démantèlement, conforme au traité START 1 ratifié par le Kazakhstan, est mené à bien par le Groupe des missiles stratégiques des forces russes. Des quatre ex-républiques soviétiques dotées d'armes nucléaires (Biélorussie, Kazakhstan, Russie, Ukraine), l'armée russe est en effet la seule à disposer d'équipes spécialisées dans le démantèlement des installations et la destruction des armes nucléaires – (*AFP*)



L'ex-Parti communiste devient la première formation politique d'Italie

Les élections régionales ont divisé le pays en deux

Selon les dernières projections, les anciens communistes du Parti démocratique de la gauche (PDS) auraient remporté les élections régionales partielles du dimanche 23 avril en Italie avec 25 % des suffrages contre 23 % au mouvement de Silvio Berlusconi, Forza Italia. La coalition de l'ancien premier ministre, avec ses alliés d'extrême droite et du centre, arrive toutefois en tête du scrutin, mais sans obtenir la majorité absolue.

ROME
de notre correspondante

Les élections administratives italiennes du dimanche 23 avril qui devaient être, du moins l'avait-il annoncé, la grande revanche de Silvio Berlusconi, sont en train de s'achever par une victoire surprise du centre gauche. Car, en Italie comme en France, les sondages se sont trompés, et lundi soir, tandis que l'on recomptait presque une à une, les voix de deux régions particulièrement au coude à coude entre gauche et droite, bien qu'avec un avantage à gauche (Latium et Abruzzes), M. Berlusconi et le pôle de ses alliés n'avaient guère engrangé *que six régions sur quinze* (Piémont, Lombardie, Vénétie, Campanie, Pouilles, Calabre), contre sept au centre gauche (Ligurie, Emilie-Romagne, Toscane, Ombrie, Marches, Basilicate, Molise).

Plus significatif encore, le scrutin régional, qui pour 80 % s'effectuait à la proportionnelle, permettait d'effectuer un véritable sondage grandeur nature sur l'état des forces politiques. Là encore c'était la surprise : le Parti démocratique de la gauche (PDS), réussissant enfin à faire oublier son image d'« ex-PCI », si chère à la propagande berlusconienne, se retrouvait, avec 25 % environ des suffrages, le premier parti d'Italie. Un véritable événement en soi que ses militants n'auraient pas osé espérer il y a quelques jours à peine.

A deux points en dessous arrive Forza Italia, qui, associé à la droite du Parti populaire (héritier de la Démocratie chrétienne, actuellement coupée *en deux « tronçons ennemis »*), stagne à 23 %. En revanche, à droite, l'Alliance nationale, qui flirte avec les 15 %, bien qu'en augmentation n'obtient pas les 18 % rêvés par son chef, Gianfranco Fini. Significatif encore, le score plutôt bon des petits partis du centre gauche, *notamment de* l'autre « tronçon » du PPI, qui, en désaccord avec la ligne tracée par le secrétaire Rocco Buttiglione, avait choisi de s'allier avec les progressistes : il emporte 7,3 %.

Quant aux deux partis qui faisaient plutôt cavalier seul, Rifondazione comunista emporte un confortable 8,6 %, et la Ligue d'Umberto Bossi, loin de disparaître pour « payer » politiquement le fait d'avoir, en sortant de l'ancienne majorité en décembre, fait chuter le gouvernement Berlusconi, se stabilise à 6,9 %, *soit 3 % de moins qu'aux dernières élections.*

Au total, outre le coup d'arrêt donné à l'expansion du pôle de centre droit de M. Berlusconi, la leçon de cette élection, c'est surtout qu'une Italie bipolaire semble se dessiner. Certes, le centre droit, qui, avec les centristes chrétiens *démocrates et la Liste radicale Pannella*, totalise 43,7 %, est de loin le pôle le plus homogène, mais, en face, toutes les conditions sont réunies pour qu'un centre gauche s'organise. Théoriquement, si tous les partis de gauche, y compris communiste, et du centre gauche, y *compris la Ligue, s'unissaient*, ils obtiendraient environ 56 % des voix. A ceci près qu'il sera très difficile de transformer ce calcul en une alliance cohérente. D'où l'extrême prudence de Massimo D'Alema, secrétaire du PDS, en évoquant l'éventualité d'un futur grand rassemblement de centre gauche, derrière la *candidature emblématique*, mais encore trop peu visible, de celui qui fait figure d'anti-Berlusconi : le professeur catholique Romano Prodi.

D'ici là, le PDS devra maintenir sa *stratégie* d'ouverture au centre, mais *ménager* également des passerelles sur sa gauche. Et ce ne sera pas le plus simple, car les chrétiens de gauche du PPI ne veulent pas entendre parler des communistes de Rifondazione, tandis que la Ligue, bien que pour l'instant très ouverte au centre gauche, échaudée par son expérience précédente, réclame des réformes immédiates et n'est pas résolue, a déclaré M. Bossi, *« à se faire enrôler sans conditions dans une de ces grosses alliances qui se contentent ensuite de gérer le pouvoir »*. En attendant, dans l'immédiat, MM. Berlusconi et Fini ont beau réclamer la tenue d'élections législatives en juin *« en raison de l'instabilité causée par le résultat des régionales »*, il semble que le gouvernement de « techniciens » de M. Dini, soutenu par la gauche, va pouvoir achever ses réformes sans se presser. En y ajoutant même, qui sait, la loi anti-trust depuis si longtemps réclamée.

Marie-Claude Decamps

L'itinéraire meurtrier « d'anarchistes » américains

Les personnes impliquées dans l'attentat d'Oklahoma City vouaient un véritable culte aux armes à feu

WASHINGTON
de notre correspondant

Pendant au moins six mois, Timothy McVeigh, accusé d'être l'un des responsables de la tuerie d'Oklahoma City, a vécu dans une caravane, à Kingman, une ville du désert située sur la route 66, un peu au sud du Grand Canyon, en Arizona. Il était arrivé au début de l'année 1994. En juin, ses voisins et le propriétaire du camping avaient *demandé de partir à ce garçon solitaire*, âgé de 27 ans, constamment vêtu d'un treillis militaire et chaussé de « rangers ». Il est cependant probable qu'il soit resté jusqu'au milieu de l'hiver dans une région devenue le paradis de groupes paramilitaires s'entraînant au tir, *en raison de son isolement* et de l'absence de loi sur les armes à feu. Timothy McVeigh avait tissé des liens avec l'un de ces groupes, les Patriotes de l'Arizona.

A Kingman, il laisse le souvenir d'un garçon violent, dont la haine envers le gouvernement fédéral s'extériorisait souvent. Cette rancœur venait-elle de ses relations *avec l'armée ? Lorsqu'il quitte* celle-ci, en décembre 1991, il tente de s'engager dans les « forces spéciales ». Sa candidature rejetée, il éprouve un vif ressentiment, expliquant même à l'un de ses amis qu'on lui a implanté une puce informatique dans le corps... pour le suivre à la trace. Incorporé en mai 1988 dans la 1re division d'infanterie de Fort Riley, dans le Kansas, il avait fait ses classes avec Terry Nichols, l'un des deux frères (l'autre est James) qui ont été arrêtés par le FBI, pour l'instant à titre de simples témoins. McVeigh recevra une formation de sous-officier et sa conduite pendant la guerre du Golfe lui vaudra plusieurs décorations.

Bien que son ami Terry Nichols *ait quitté* l'armée au bout d'un an, les deux hommes se retrouvent dans le Michigan, à Decker, où les frères Nichols ont une ferme. Timothy McVeigh continue à s'adonner à son passe-temps favori, le tir. Les deux frères militent à la Milice du Michigan et Timothy les accompagne parfois aux réunions de ce groupe paramilitaire d'extrême droite. Norman Olson, fondateur de cette milice qui revendique quelque dix mille adhérents, bien que lui-même farouchement hostile au gouvernement fédéral, assure que les frères Nichols étaient considérés comme des *« extrémistes »*. Ce qui rassemble les trois hommes, c'est leur marginalité et une passion identique pour les armes à feu. Lors de son arrestation, Timothy McVeigh avait sur lui un pistolet 9 mm de marque Glock, équipé de balles *« cop-killer »* (« tueuses de flic »), pouvant transpercer un gilet pare-balles.

Terry Nichols se considère comme un *« citoyen naturel de la République américaine »*. Les deux frères sont divorcés. James, que Timothy McVeigh, décrit comme son *« plus proche parent »*, refuse de payer la pension alimentaire de son enfant. Quant au fils de Terry, il est mort accidentellement, étouffé dans un sac en plastique. Les deux frères vivent sur une ferme où le travail agricole n'est pas incompatible avec l'entraînement aux armes et, occasionnellement, l'explosion de quelques bombes de faible puissance. La police a retrouvé sur place des explosifs (il est vrai d'origine agricole) du même type que celui utilisé lors de l'attentat d'Oklahoma City, ainsi qu'une demi-douzaine de fusils.

En 1994, Terry quitte le Michigan et s'installe à Herington, dans le Kansas, où il possède une petite ferme, laquelle a peut-être servi de « base avancée » pour préparer la bombe. Cinq jours plus tard, à Junction City, dans le même Etat, il prend une chambre dans un motel. Il est accompagné d'un autre homme, qui n'était pas l'un des frères Nichols : c'est le « M. X... » numéro deux que recherchent toutes les polices d'Amérique. Dans la même localité, les deux hommes louent un camion qui, équipé, déchaînera la terreur aveugle d'Oklahoma City.

Laurent Zecchini

Bill Clinton veut renforcer les pouvoirs du FBI

Le président Bill Clinton a demandé à ses conseillers en matière de sécurité nationale d'élaborer de nouvelles propositions *pour lutter contre le terrorisme, notamment en ce qui concerne* la circulation de produits pouvant servir à la fabrication d'engins explosifs. Il a confirmé, dimanche 23 mai, qu'il allait proposer au Congrès un projet de loi visant à renforcer les pouvoirs du FBI et d'autres agences fédérales pour *« être très sévères à l'égard de ces réseaux terroristes, tant intérieurs qu'étrangers »*.

Les Américains sont reconnaissants au président de sa *façon de gérer l'affaire. Sa cote* de popularité a très sensiblement remonté : 58 % des personnes sondées dimanche se disaient satisfaites de la manière dont le président s'acquitte de sa fonction, contre 47 % vendredi, selon un sondage CNN-USA Today publié lundi. La rapidité avec laquelle le FBI a progressé au début a sans doute contribué à cette amélioration.

Radovan Karadzic devant la justice internationale

Le tribunal de La Haye implique nommément les chefs politiques et militaires serbes bosniaques

LA HAYE
de notre correspondant

Le leader des Serbes sécessionnistes de Bosnie, Radovan Karadzic, et leur chef militaire, Ratko Mladic, seront soumis à une enquête pour génocide et crimes contre l'humanité par le Tribunal pénal international de La Haye (TPI) chargé de l'ex-Yougoslavie. L'initiative, annoncée lundi 24 avril par le procureur du TPI, Richard Goldstone, a suscité l'inquiétude de la Force de protection des Nations unies en Bosnie face aux éventuelles conséquences de la mise en cause des deux chefs serbes avec qui elle est obligée de traiter.

Radovan Karadzic, Ratko Mladic et un troisième suspect, Mico Stanisic, ancien chef de la police spéciale serbe bosniaque, pourront-ils ainsi quitter les territoires sous leur contrôle en Bosnie-Herzégovine sans risquer l'emprisonnement, puis l'extradition vers La Haye ? La question se pose depuis lundi, lorsque le TPI a annoncé qu'il demandait aux autorités judiciaires de Sarajevo de se dessaisir des procédures criminelles engagées contre les responsables de Pale.

Fort de la primauté de l'instance internationale sur les juridictions nationales, Richard Goldstone a décidé de *« reprendre »* les enquêtes menées par la justice bosniaque. *Le procureur n'a pas caché* que ces enquêtes, qui portent sur *« le génocide, d'autres crimes graves à l'encontre de civils, des crimes contre l'humanité, et la destruction de bâtiments culturels et historiques »*, devraient déboucher sur des mises en accusation formelles. Celles-ci entraîneront à leur tour l'émission de mandats d'arrêt internationaux : Karadzic et les siens seront alors susceptibles d'être arrêtés dès qu'ils quitteront Pale et les environs.

Dès aujourd'hui, le Tribunal a les moyens de réduire considérablement la marge de manœuvre de Karadzic. L'article 40 de son statut prévoit en effet : *« En cas d'urgence, le procureur peut demander à tout Etat de procéder à l'arrestation et au placement en garde à vue d'un suspect (...), de prendre toute mesure nécessaire pour empêcher son évasion. »* Or, l'entourage de Richard Goldstone a affirmé lundi, au *Monde*, *« qu'il compte sérieusement faire usage de ce droit »*. Théoriquement donc, l'envoyé spécial des Nations unies, Yasushi Akashi, et les membres du Groupe de contact ne pourront plus rencontrer Karadzic à l'extérieur de son quartier général de Pale. De même, ces responsables auront désormais bien du mal à justifier toute discussion avec *« des suspects officiels »*, selon les termes du Procureur, faisant l'objet d'une enquête pour génocide et crime contre l'humanité.

Après avoir lancé vingt et une mises en accusation relatives au camp de prisonniers bosniaques d'Omarska, le Tribunal remonte la chaîne des responsabilités. A ce propos, le procureur a clairement affirmé au *Monde* que *« les documents remis par Cedomir Mihailovic* [agent des services serbes] (*Le Monde* du 15 avril) *et impliquant le président de Serbie, Slobodan Milosevic, dans la purification ethnique sont des faux »*. En annonçant qu'il enquête également sur la destruction par les Croates du village d'Ahmici, en Bosnie centrale, le procureur veut montrer qu'il ne s'attaque pas aux seuls Serbes.

Alain Franco

Le « bourreau d'Omarska », premier suspect traduit devant la justice internationale

Le Serbe bosniaque, Dusko Tadic, inculpé de meurtres et tortures à l'encontre de détenus musulmans et croates dans le camp de concentration d'Omarska, dans le nord-ouest de la Bosnie, a été transféré lundi 24 avril de Munich, où il était incarcéré depuis février 1994, vers la prison du Tribunal international de La Haye. Le *« bourreau d'Omarska »*, qui comparaîtra mercredi dans la matinée en audience publique devant une chambre de première instance du tribunal, entendra derrière une vitre blindée la lecture de son acte d'accusation. En dépit des accablantes preuves recueillies par les enquêteurs du TPI, tout indique que Dusko Tadic, également accusé d'avoir dressé les listes des non-Serbes qui ont ensuite servi de base aux arrestations et liquidations par les forces serbes, plaidera non coupable. – *(AFP, Reuter.)*

■ **Deux civils ont été tués et trois autres blessés à Sarajevo** par deux obus de mortiers, tirés lundi 24 avril dans la soirée. Par ailleurs, *un avion cargo de l'ONU a été touché* dans la journée par des tirs d'armes légères à son décollage de Sarajevo. L'aéroport, qui n'est actuellement utilisé que par les avions de ravitaillement des « casques bleus », les Serbes refusant de garantir la sécurité des vols humanitaires depuis le 8 avril dernier, a été de nouveau fermé à l'ensemble du trafic. – *(AFP, Reuter.)*

Les tensions monétaires s'exacerbent entre les Etats-Unis et leurs partenaires occidentaux

Les pays du G 7 reprochent à Washington la baisse continue du dollar

WASHINGTON
de notre envoyé spécial

La réunion, à Washington, mardi 25 avril, des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des sept pays les *plus industrialisés* (Etats-Unis, Canada, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon), prend la forme d'un tribunal monétaire où le dollar jouerait le rôle d'accusé principal. Et l'administration américaine celui du complice, Washington étant suspecté de n'avoir rien entrepris pour contrecarrer la chute continue du billet vert.

Commencée à la fin de 1994, la baisse du dollar s'est accélérée au cours des dernières semaines. L'envolée du yen qui en résulte (le dollar a chuté de 17 % par rapport au yen depuis décembre 1994) est préjudiciable au redémarrage de l'économie nippone. De même, l'Allemagne qui a vu le mark s'apprécier de 13 % depuis la même période, subit un handicap majeur pour ses exportations. Sur une longue période, le plongeon est impressionnant. Le dollar, qui valait encore 310 yens lorsque fut mis un terme, en 1971, au système des taux de change fixes, est tombé à son plus bas niveau de l'après-guerre, ne valant plus aujourd'hui qu'un peu plus de 80 yens. *Le préjudice est d'autant plus sensible pour* l'économie japonaise qu'elle a été soumise à d'autres chocs très durs. Son produit intérieur brut (PIB) devait croître de 2 % cette année, mais, avec les effets du tremblement de terre de Kobé et l'appréciation du yen, cette croissance pourrait se limiter, au mieux, à 1 %.

Pour les Japonais et les Européens, groupés autour des Allemands, la situation est devenue insupportable. Les grands pays industrialisés qui sont chargés de le faire savoir à Bill Clinton et à Alan Greenspan, le président de la Réserve, ont déjà choisi des porte-voix inhabituels pour transmettre ce genre de message. *C'est ainsi qu'à quelques jours de la réunion du G 7 de Washington* le chancelier Kohl en personne avait indiqué à la télévision allemande que les politiques pratiquées par les Etats-Unis en matière financière et de changes étaient *« inacceptables »*.

De son côté, Michel Camdessus, le directeur général du Fonds monétaire international – parallèlement *au G 7*, le *FMI* tient son assemblée de printemps à Washington –, a réprimandé les autorités américaines pour leur laxisme à l'égard du dollar, invitant l'Amérique à opérer un *« relèvement supplémentaire »* de ses taux d'intérêt.

Dans un premier temps, les Etats-Unis n'ont pas répliqué, sinon en renouvelant leur engagement de principe envers *« un dollar fort »* et en *démentant toute idée de vouloir* utiliser l'arme du billet vert pour accroître le volume de leurs exportations. Vue des Etats-Unis, cette absence de réaction n'est pas surprenante dans la mesure où, *intra-muros*, le billet vert est plutôt en hausse par rapport aux monnaies de ses principaux partenaires commerciaux, à savoir le Canada, le Mexique, et les quelques pays latino-américains et asiatiques avec lesquels les Etats-Unis réalisent près de 70 % de leur commerce extérieur.

Quand il s'est agi ensuite de répondre aux attaques de Tokyo, l'administration Clinton a expliqué, avec un certain cynisme, qu'à ses yeux la hausse du yen était avant tout un problème *japonais lié à l'excédent commercial chronique de de pays*, qui a atteint 118 milliards de dollars pour la dernière année budgétaire.

Restait à régler le cas de ceux qui, tel M. Camdessus, reprochent aux Etats-Unis de ne pas avoir fait remonter leurs taux d'intérêt au moment où Allemands et Japonais abaissaient les leurs, de façon à effectuer un mouvement de bascule *concerté qui aurait contribué à faire remonter le dollar. A ceux-là*, Robert Rubin, le secrétaire américain au Trésor, a rétorqué le 24 avril, lors d'une conférence de presse, qu'il n'avait aucune autorité pour dicter à M. Greenspan la politique monétaire que le président de la Fed doit mener. Tenus à vingt-quatre heures de la réunion du G 7, ces propos visaient à faire savoir qu'il ne fallait pas compter sur un nouvel accord portant sur des *interventions concertées, du type Plaza en 1985.*

Aujourd'hui, la situation n'est pas la même. *« Les Etats-Unis peuvent offrir leurs sympathie, mais pas davantage »*, estimait, un brin moqueur, le *Washington Post* dans un récent éditorial consacré à la mauvaise humeur nippo-allemande à l'égard des Américains. *Plus diplomate*, M. Rubin a estimé qu'il ne fallait pas se buter sur les questions de taux de change, mais faire porter l'effort de réflexion sur la nécessité d'assainir l'environnement macroéconomique, ce qui devrait constituer un gage de stabilité pour les monnaies. A ce chapitre, les Etats-Unis sont particulièrement bien placés puisque leur *déficit public global, qui représente* 2,7 % du PIB *américain*, est le plus bas des pays du G 7. Un bon moyen de renvoyer la balle dans le camp des accusateurs.

Serge Marti

Une occasion perdue

Washington a manqué *« une bonne occasion »* de faire remonter le cours du dollar à la mi-avril lorsque les autorités monétaires américaines ont refusé de relever leurs taux d'intérêt alors que l'Allemagne et le Japon avaient abaissé leurs propres taux directeurs, a indiqué lundi 24 avril Michel Camdessus, le directeur général du FMI, à l'occasion de l'assemblée de printemps de cette institution.

***« Si des mesures de coordination des politiques monétaires avaient été prises à ce moment-là et de façon simultanée, le tout appuyé par une intervention limitée des banques centrales, cela aurait pu contribuer à freiner la chute excessive que connaît actuellement le dollar »*, a affirmé M. Camdessus, s'attirant aussitôt une réplique de Robert Rubin. Pour le secrétaire américain au Trésor, si coordination il doit y avoir, elle doit porter sur une volonté commune de remettre en ordre l'ensemble des économies, ce qui implique des mécanismes renforcés de surveillance.**

La coalition au pouvoir en Autriche se cherche un nouveau visage

M. Schüssel est élu à la tête des conservateurs

VIENNE
de notre correspondante

Reconduite après les élections d'octobre 1994, la grande coalition qui gouverne l'Autriche, composée des deux grands partis traditionnels, social-démocrate et conservateur, achève un lifting, rendu nécessaire par ses déboires électoraux. Le chancelier Franz Vranitzky, président du Parti social-démocrate (SPÖ), avait opéré fin mars plusieurs changements dans les ministères détenus par sa formation. Il sera désormais secondé au sein de la coalition par un nouveau responsable conservateur, Wolfgang Schüssel, quarante-neuf ans, ministre de l'économie, élu samedi 22 avril à la tête de son parti, réuni en congrès à Vienne.

Ce congrès a mis un terme provisoire à la crise interne qu'avait suscitée, parmi les conservateurs de l'ÖVP, les résultats désastreux des élections de novembre, où le parti de droite nationale de Jörg Haider avait une nouvelle fois gagné du terrain. Elu par 95,5 % des délégués, M. Schüssel succède comme président du parti et comme vice-chancelier à Erhard Busek, qui a dirigé l'ÖVP depuis 1991 et qui abandonne aussi son portefeuille de l'éducation. Avec lui part un vétéran de la scène politique autrichienne, le ministre des affaires étrangères, Alois Mock, qui a dirigé pendant huit ans la diplomatie de l'Autriche et ouvert la voie de son adhésion à l'Union européenne.

Le nouveau président de l'ÖVP a confirmé sa volonté de respecter le pacte de coalition signé par son prédécesseur et de continuer à gouverner avec les sociaux-démocrates pour la durée de la législature, qui se termine en 1998. La reconduite de cette alliance gouvernementale, après que les deux grands partis eurent réalisé leur plus mauvais score depuis 1945, a connu un décollage pénible. Les négociations sur le budget 1995 ont été difficiles, provoquant une crise au sein du Parti social-démocrate lui-même. Après un bras de fer inédit avec les syndicats sur les mesures d'austérité destinées à enrayer la dérive des finances publiques – le déficit est évalué à plus de 100 milliards de schillings (50 milliards de francs) pour cette année –, le ministre social-démocrate des finances, Ferdinand Lacina, avait jeté l'éponge. Il n'avait pas supporté que ses anciens confrères syndicaux l'accuse de manquer de « *conscience sociale* ». Le consensus traditionnel entre les sociaux-démocrates, au gouvernement depuis 1970, et les syndicats, est ébranlé.

Le départ de M. Mock, qui souffre de la maladie de Parkinson, devrait atténuer le conflit permanent qui oppose les membres de la coalition gouvernementale sur des questions fondamentales de politique extérieure. Le ministre sortant, partisan de la première heure de l'intégration européenne, avait une stratégie très claire pour l'insertion progressive du pays dans les structures de sécurité européennes, au prix de l'abandon, tôt ou tard, de sa traditionnelle neutralité. Les sociaux-démocrates, par contre, défendent bec et ongles cette neutralité, dont ils ont fait, depuis l'ère du chancelier Bruno Kreisky, le symbole même de l'identité de la nation autrichienne après la seconde guerre mondiale.

DEUX PARTIS ÉBRANLÉS

Les deux partis gouvernementaux ont bien besoin d'un répit pour revoir leurs stratégies d'avenir. Cinquante ans après la guerre, alors que l'Autriche s'apprête à fêter, le 27 avril, le 50e anniversaire de sa IIe République, les structures politiques traditionnelles sont en pleine crise. La clientèle électorale traditionnelle des deux grands partis – les milieux ruraux et chrétiens pour l'ÖVP, les milieux ouvriers pour le SPÖ – se rétrécit comme peau de chagrin, laissant la place à un important électorat flottant. Sous la direction du populiste Jörg Haider, les libéraux nationalistes ont su tirer profit de la lassitude suscitée par l'incapacité à se renouveler du SPÖ et de l'ÖVP, qui se sont partagé depuis cinquante ans les sphères d'influence politique et économique sans être trop inquiétés par des partis concurrents. Si ses deux protagonistes, soudés par la quasi-certitude de subir de nouvelles pertes en cas d'élections anticipées, semblent condamnés à maintenir leur « grande coalition », il leur faut trouver des solutions originales pour éviter des bouleversements lors de la prochaine échéance électorale en 1998.

Waltraud Baryli

La perspective européenne bouleverse les données de la question chypriote

L'adhésion à l'UE pourrait permettre une fédéralisation de l'île, coupée en deux depuis 1974

La perspective d'adhésion de Chypre à l'Union européenne a totalement bouleversé les données de l'imbroglio diplomatique qui dure depuis l'invasion d'une partie de l'île par l'armée turque en 1974. Déjà, l'économie du Sud, habité par les Chypriotes grecs, répond à la plupart des critères exigés pour passer à la monnaie unique. Mais l'intransigeance du Nord, pro-turc, bloque le processus de réunification.

NICOSIE
de notre envoyé spécial

« *Il n'y a pas de progrès depuis octobre 1994* », constate le président de Chypre, Glafcos Cléridès, pour qualifier les discussions avec les autorités du nord de l'île. C'est à cette date, en effet, que les contacts avec Rauf Denktash, qui vient d'être réélu président de la République turque chypriote, ont virtuellement été rompus. Pourtant, les discussions étaient intenses, à l'époque, entre les deux présidents. A eux seuls, les représentants des Nations unies avaient ainsi pu organiser, à l'automne 1994, quatre rencontres à Nicosie entre ceux qu'on appelle ici les « *deux vieux renards de Chypre* ».

Aujourd'hui, les pourparlers sur les « *mesures de confiance* », entamés après l'élection, en février 1993, de M. Cléridès à la tête de l'Etat, sont au point mort. Pour entamer le processus de réunification, il s'agissait pour chaque camp de donner un gage de confiance : le retrait des troupes turques de Famagouste-Varosha, la grande station balnéaire du pays avant 1974 ; la réouverture de l'aéroport de Nicosie qui aurait permis de donner un peu d'oxygène à l'économie du nord de l'île. La méfiance de M. Denktash à l'égard des Chypriotes grecs conjuguée aux pressions exercées par les partis de droite comme de gauche sur M. Cléridès pour qu'il ne se montre pas trop conciliant avec son interlocuteur, ont fait échouer la négociation.

Le Sud, qui a pour lui, contrairement au Nord, de s'être remarquablement adapté à la situation créée par la coupure de l'île en deux, a les moyens de se montrer patient. Les 160 000 réfugiés chypriotes grecs se sont intégrés plutôt facilement. L'aéroport de Nicosie, toujours sous contrôle de l'ONU, a été avantageusement remplacé par celui de Larnaca. Cette ville et, avec elle, Paphos et Limassol ont si bien développé leurs infrastructures touristiques que Chypre a accueilli l'an dernier deux millions de touristes pour une population qui dépasse à peine six cent mille habitants. Aujourd'hui, les Chypriotes grecs ont un revenu par tête d'habitant supérieur à celui de la Grèce et du Portugal et comparable à celui de l'Espagne.

Le Nord est resté une région pauvre, à l'inflation galopante, qui a vu l'émigration se poursuivre, voire s'accélérer. Selon les estimations généralement admises, soixante mille Chypriotes turcs ont quitté l'île en vingt et un ans tandis que dans le même temps un nombre équivalent de colons venus de Turquie s'y installait. Le tourisme est tombé au plus bas (tout juste soixante-dix mille visiteurs) en raison notamment de la nécessité de transiter par Istanbul ou Ankara pour accéder à Kyrénia ou au Cap-Saint-André. Et surtout, la République de M. Denktash est encore une zone fortement militarisée : la Turquie maintient trente-cinq mille hommes de troupe et plus de trois cents blindés.

Les Chypriotes grecs font d'autant plus preuve de patience qu'ils sont persuadés de tenir définitivement le bon bout avec la décision du 6 mars 1995 des Quinze, qui prévoit l'ouverture des négociations d'adhésion de l'île à l'Union six mois après la conclusion des travaux de la conférence intergouvernementale de 1996. Pour tous à Nicosie, y compris Gustave Feissel, représentant-adjoint de l'ONU à Chypre, l'engagement communautaire a complètement modifié la donne. Selon Alecos Michaëlidès, « *c'est la première fois que se dégage une véritable perspective de règlement de la question chypriote* ». « *Désormais,* ajoute le ministre des affaires étrangères, *les Chypriotes turcs ont deux ans pour se décider s'ils veulent ou non coopérer à la recherche d'une solution.* »

Car, il est tout à fait clair pour la plupart des responsables du Sud que la partition de l'île ne pourra empêcher l'appartenance à l'Union. Le président Cléridès explique ainsi que le gouvernement négociera pour l'ensemble du territoire chypriote ; mais si les pourparlers d'adhésion devaient aboutir avant ceux sur la réunification, le traité conclu avec les négociateurs de Bruxelles s'appliquera, dans un premier temps, à la « *partie libre* ». Alexis Galanos, président de la Chambre des députés n'envisage pas ce scénario de manière aussi sereine : « *Entrer dans l'Union avant de régler la question chypriote serait une tragédie.* » Le parlementaire chypriote grec estime en effet que la conséquence en serait d'isoler à la fois le nord de l'île et la Turquie et les pousser ainsi dans les bras des « *fondamentalistes musulmans* ».

En attendant, les experts du ministère des finances et de la banque centrale affichent ostensiblement les bons indicateurs de l'économie du Sud. Les chiffres officiels font apparaître que tous les critères de Maastricht pour passer à la monnaie unique sont déjà respectés, à l'exception du taux d'inflation qui sera trop élevé au terme de cette année (4,5 %) mais qu'il est prévu de ramener à 3 % en 1997. Ils admettent tout de même que beaucoup d'ajustements seront nécessaires. Chypre applique toujours le contrôle des changes et est encore loin de la libération des mouvements de capitaux. Ils conviennent aussi que le statut du millier de sociétés offshore (dont vint-cinq banques) existant dans le Sud devra être aménagé pour respecter la législation communautaire. Les diplomates européens en poste à Chypre confirment d'ailleurs qu'il sera impérieux d'étudier minutieusement ce dossier.

Quoi qu'il en soit, toutes les énergies sont tendues aujourd'hui vers un seul objectif : réussir la négociation d'adhésion et entrer au plus vite dans l'Union. Forts d'une prospérité visible à l'oeil nu et de l'incontestable succès diplomatique obtenu le mois dernier, les Chypriotes grecs sont persuadés d'avoir franchi une étape capitale qui ne peut conduire le gouvernement d'Ankara qu'à se montrer plus conciliant. « *D'autant,* explique M. Michaëlidès, *que l'Europe ne pourra plus tolérer longtemps que la Turquie puisse faire comme elle l'entend à l'égard de Chypre mais aussi des droits de l'homme et des Kurdes.* »

A supposer que l'analyse soit pertinente, il reste à savoir jusqu'où M. Denktash et ses alliés turcs accepteront de négocier. Même si revenir à la situation d'avant 1974 – retour des deux communautés dans leurs lieux d'origine avec restitution des biens – paraît exclue dans un éventuel processus de réunification, il faudra surmonter l'obstacle de la création d'un Etat fédéral qui se présente de manière singulièrement complexe. Surtout que le gouvernement de M. Cléridès demande une rectification des frontières des futurs Etats fédérés au profit de celui du Sud. Il s'agit d'établir un meilleur équilibre entre les deux territoires. Les Chypriotes turcs occupent 37 % de l'île et 55 % du littoral alors que leur nombre représente seulement 18 % (cent-cinquante mille personnes) de la population de l'île.

Un accord sur cette question serait déjà un signe tangible de la volonté des deux parties de trouver un compromis. Le danger existe pourtant que chacun des camps veuille l'emporter sur l'autre : les « grecs », grâce à la caution européenne ; les « turcs », grâce à la force que représente l'armée d'Ankara. Une autre erreur tout aussi grave serait de croire, comme le dit M. Feissel, que « *Rauf Denktash est un président fantoche, manipulé par la Turquie, alors que politiquement il existe réellement* ».

Marcel Scotto

Rauf Denktash l'intransigeant

Rauf Denktash a été réélu pour la troisième fois, samedi 22 avril, à la tête de la « République turque de Chypre du Nord », reconnue uniquement par Ankara, avec 62,25 % des voix. Cet avocat de soixante et onze ans, fondateur en 1975 de l'« Etat fédéré turc de Chypre », a affirmé, dimanche, qu'il tenterait de faire de 1996 « *l'année d'un règlement* » à Chypre, divisée depuis l'invasion de sa partie nord par l'armée turque en 1974. Elu une première fois en 1985 avec 70,2 % des voix au premier tour, « président » de cet Etat jamais reconnu internationalement, il avait été réélu en 1990 avec 66,7 %, encore au premier tour.

Nationaliste intransigeant et négociateur tenace, de l'avis de ses amis comme de ses ennemis, ce petit homme râblé, marié et père de quatre enfants, a été désigné en novembre 1992 par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU comme le « *principal obstacle à un règlement fédéral* » *de la partition de Chypre*. – (AFP.)

Quand le « mouhtaris » et le « mouhtar » cohabitent

Dans le seul village encore mixte de l'île, les choses se passent plutôt bien

POTAMIA
de notre envoyé spécial

Potamia, à une vingtaine de kilomètres au sud-est de Nicosie, est le seul village de la République de Chypre où « Grecs » et « Turcs » vivent encore ensemble. Le caractère mixte de ce hameau d'un peu plus de quatre cents habitants est presque symbolique : seuls vingt-cinq musulmans y demeurent aujourd'hui alors qu'ils étaient plusieurs centaines en 1963, l'année des premiers affrontements intercommunautaires.

« *Ici, il n'y a jamais eu de difficultés entre les deux communautés, c'est Denktash qui les a obligés à se regrouper dans des ghettos avant même l'invasion de l'armée turque* », s'insurge le maire grec – le *mouhtaris* – de la bourgade, Antonis Michael. « Ensuite, explique le *mouhtaris*, *la plupart sont revenus pour prendre le chemin du nord en 1974.* » Hussein Hami, le *mouhtar*, c'est-à-dire le représentant des « Turcs », n'est jamais parti de Potamia. « *Ma famille vit depuis toujours ici et je n'avais aucune raison de m'exiler* », affirme-t-il en prenant soin de pas être en contradiction, même d'un iota, avec les propos du « Grec ».

Hami confirme que toutes les décisions intéressant l'administration de la commune sont prises d'un commun accord entre le *mouhtaris* et le *mouhtar*. Agriculteur et propriétaire de sa terre, il se dit faire partie de la « *classe moyenne* » et surtout, visiblement pas mécontent de son sort, il considère, les yeux bleus encore plus rieurs que d'habitude, qu'il est « *loin d'être le plus pauvre* » de la commune.

Il n'y a ni école ni lieu de culte pour les musulmans de Potamia. Ce n'est pas un problème pour Hami. Sa fille fréquente une école privée où elle étudie le grec et l'anglais, le turc étant appris à la maison. Pour ce qui est de la religion, il n'en est pas un « *fanatique* ». « *D'ailleurs, moi je mange du cochon et je bois de l'alcool* », s'empresse-t-il de préciser. En cas de besoin, il y a la mosquée de Nicosie. Là où il a emmené sa femme anglaise, qui s'est convertie à l'islam, pour célébrer leur union.

> Seule la présence du drapeau grec fait monter, un instant, la tension

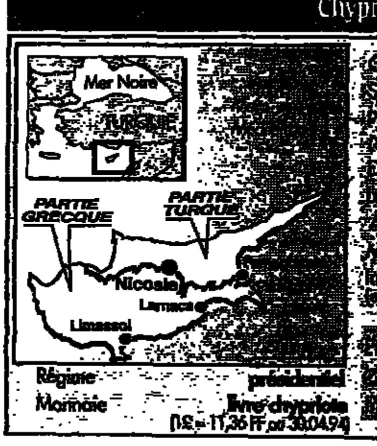
Tout va bien, donc, à Potamia. Jusqu'à ce que la discussion porte sur l'avenir de l'île et son éventuelle réunification. Michael se déchaîne : « *Denktash est un homme qui travaille pour la Turquie et qui se fiche des intérêts chypriotes.* » Hami, gêné mais toujours aussi diplomate, acquiesce de la tête en observant toutefois que le « *nationalisme* » du président de la République du Nord choque ses « *idées progressistes* ».

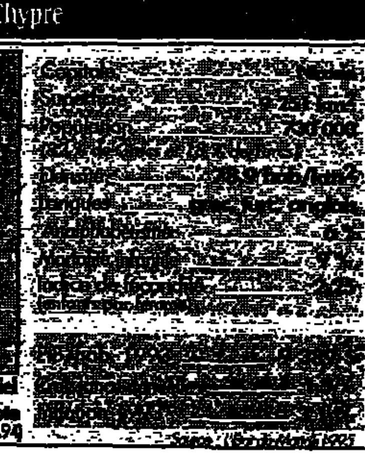
Vient alors la question taboue à Chypre : celle du drapeau grec, presque toujours présent aux côtés des couleurs chypriotes sur les bâtiments publics. Le *mouhtar*, sentant venir l'orage, se défausse immédiatement : « *Le drapeau grec ne me gêne pas ; j'y suis habitué.* » Le *mouhtaris*, lui, a du mal à contenir sa colère. Il argumente, encore et encore, sur l'histoire, la langue et la culture. Il finit tout de même par accepter l'idée – l'Europe et les Européens ne vont-ils pas permettre de trouver une « *solution juste et durable* » ? – de ne plus arborer la bannière hellénique à la façade de la mairie, de l'école et du bureau de poste si elle devait favoriser un accord avec le Nord.

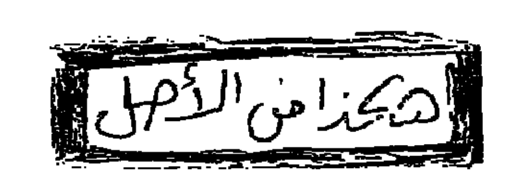
Il faut vite oublier ces instants de tension. La séance est levée. Il suffit de traverser la rue pour se retrouver dans un des trois cafés du village. Autour d'une table ronde, les anciens, « Grecs » et « Turcs », jouent au jacquet en parlant la langue de *L'Iliade*. Le soleil se couche. Il est l'heure de l'apéritif. Hami boit de l'ouzo mais ne touche pas au jambon cru. « *Ce n'est pas parce que c'est du porc mais tout simplement parce que je n'aime pas ça* », se croit-t-il obligé d'indiquer.

M.S.

Chypre







Rabat veut tirer des profits économiques de sa politique pro-occidentale

La voie du libéralisme sans contraintes, sur laquelle le Maroc s'est engagé depuis plus de dix ans, conduit à un développement profondément inégalitaire. Les effets de la récente sécheresse risquent de compromettre la croissance que le pays a connue en 1994

Le gouvernement marocain a adopté, à la mi-mars, un plan d'urgence pour lutter contre les effets de la sécheresse qu'a subie le pays depuis l'automne 1994. Ces mauvaises conditions climatiques ont compromis la récolte céréalière. Compte tenu du poids de l'agriculture dans le PIB, le taux de croissance risque, cette année, *d'être négatif*, alors qu'en 1994 il avait frôlé les 12 %. Les autorités, qui ont lancé, dès 1983, un programme d'ajustement structurel, se sont engagées dans une politique ultralibérale qui conduit à un développement fortement inégalitaire. Elles ont enfin commencé de négocier, lundi 24 avril, avec l'Union européenne le contenu d'un nouvel accord de pêche – le précédent expire le 30 avril – qui devrait s'inscrire dans un plus vaste accord de partenariat. Ces discussions difficiles n'empêchent pas Rabat de chercher des débouchés moins traditionnels. En témoigne la récente visite de Hassan II aux Etats-Unis, qui avait pour but de tirer les dividendes économiques de sa politique pro-occidentale.

RABAT
de notre envoyé spécial

Le mal est fait : des pluies tardives n'y changeront rien. La sécheresse va compromettre la récolte céréalière 1994-95 et, partant, le taux de croissance du PIB, qui, l'an dernier, compte tenu des excellentes conditions climatiques, s'était envolé pour atteindre 11,8 % et qui, cette année, selon les experts, devrait être négatif. Le pouvoir, qui se plaît souvent à présenter le Maroc sous les traits d'une sorte de « mini-dragon » africain, n'en constate pas moins l'extrême fragilité des performances économiques d'un pays dont l'agriculture assure près de 20 % du PIB.

Au-delà des mesures d'urgence – importation de 1,5 million de quintaux d'orge, forage de 1 300 puits –, Mohamed Kabbaj, ministre des finances, a évoqué la nécessité « *de trouver des solutions de substitution* » face au déficit pluviométrique et, d'une manière générale, « *de redynamiser les principaux secteurs d'une économie* » sous-développée par bien de ses aspects. En zone rurale, où vit près de la moitié de la population, le taux d'analphabétisme est de 72 %, le temps moyen d'accès à un point d'eau de deux heures.

Les résultats provisoires du recensement de septembre 1994 ont révélé que la population urbaine dépasse désormais en nombre la population rurale : 51,4 % contre 48,6 %. Or, dans les villes, le taux de chômage oscille entre 17 % et 20 % et touche près d'un jeune sur trois entre 15 et 24 ans. Fait aggravant : la sécheresse a pour effet presque immédiat de pousser hors des campagnes tous ceux qui y vivaient de manière précaire. Exode auquel se contraignent, bon an mal an, selon les chiffres officiels, quelque 300 000 personnes.

Certes, plus tôt que d'autres et avec application, le Maroc est passé sous les fourches Caudines du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Lancé en 1983, son programme d'ajustement structurel a porté ses fruits : les grands équilibres économiques ont été rétablis, le taux d'inflation maîtrisé, le poids de la dette et le montant du déficit budgétaire allégés par rapport au PIB. M. Kabbaj envisage même, « *dans un an ou deux au plus tard* », la convertibilité totale du dirham.

Mais la voie du libéralisme économique, pour ne pas dire du capitalisme sauvage, sur laquelle s'est résolument engagé le Maroc, a conduit à un développement pour le moins discordant, si ce n'est franchement inégalitaire. « *Les investissements à but spéculatif l'emportent trop souvent sur les investissements dans le secteur des infrastructures* », regrette un expert local. C'est dire que le pays manque cruellement de dispensaires, d'écoles, de routes, et que la population en vient, avec ses maigres moyens, à remédier aux carences de l'Etat.

GRANDES FAMILLES

« *Il faudrait transformer le Maroc en un vaste chantier*, lance Habib El Malki, secrétaire général du Conseil national de la jeunesse et de l'avenir (CNJA), *faire en sorte notamment que le produit des privatisations en cours – le capital de la nation – soit utilisé à des fins productives.* » Cette opération, qui a déjà fait entrer dans les caisses du Trésor 6 milliards de dirhams (3,6 milliards de francs) et pourrait en rapporter au minimum encore 20 autres, Abderrahmane Saaïdi, ministre de la privatisation, entend la conduire de manière qu'elle « *génère des emplois, transforme le comportement des agents économiques* ».

D'aucuns jugent, malgré tout, que cette opération n'est peut-être pas menée aussi « *démocratiquement* » qu'elle devrait l'être. Est-ce si étonnant dans un pays où, comme l'écrivait l'hebdomadaire *Maghreb Confidentiel* dans son numéro du 6 avril, « *le commerce est concentré entre les mains d'une petite douzaine de familles qui contrôlent la plupart des grands groupes privés* » ? En tête de liste, l'ONA, le plus grand groupe privé du continent africain, dont « *la famille royale détient 18 % du capital* » et dont le PDG est en même temps gendre du roi et fils du premier ministre.

Cet environnement ne semble pourtant pas favoriser un afflux d'investissements étrangers, qui sont encore loin d'atteindre le milliard de dollars par an – 584 millions en 1993 –, objectif que se sont fixé les responsables locaux. Plus qu'à la taille du marché marocain, coupé de ses arrières régionaux et excentré par rapport au monde arabe, plus qu'à la proximité de l'Algérie et à la montée de l'islamisme, plus enfin qu'à la bureaucratie ambiante, ces réserves semblent tenir au « microclimat » très particulier de ce pays.

Pays où, sous la protection de l'Etat, sévissent de grands prédateurs, où tout se monnaye, où tous les coups bas sont permis, où l'économie parallèle, qui représente au moins le tiers de l'économie officielle, est largement alimentée par les profits tirés de la drogue. « *Si l'on veut attirer ici des partenaires étrangers*, insiste un haut fonctionnaire, *il faut s'attacher en priorité à moraliser la vie publique, à créer une administration au service du développement.* »

Le Maroc n'en continue pas moins de se chercher des partenaires. Le plus naturel, l'Union européenne (UE), lui pose problème. « *Elle nous a beaucoup promis et beaucoup déçus* », se plaint-on en haut lieu. « *Hassan II fait une analyse très pessimiste de l'évolution de cette Europe qui, en s'élargissant, est tirée vers le Nord et en viendrait à oublier le Sud* », assure un diplomate. La laborieuse négociation d'un accord de partenariat trahit cet agacement royal. D'où le très large écho donné, à Rabat, à la récente visite d'Etat du souverain chérifien aux Etats-Unis, entreprise dans le cadre d'une politique, malaisée à mettre en œuvre, de « *diversification des débouchés* ». L'UE n'absorbe-t-elle pas 61 % des exportations locales, et la France, à elle seule, le tiers ?

A vrai dire, Hassan II, qui se pose en fidèle allié du monde occidental, en habile modérateur dans les conflits du Proche-Orient, qui tient en ordre sa propre « maison », s'étonne de ne pas être payé de retour pour bons et loyaux services. « *Nous n'avons pas encore réussi à capitaliser notre rente politique* », admet M. El Malki. Au moment où le roi foulait les pelouses de la Maison Blanche, un proche du palais avait exprimé ce sentiment de fierté mêlé d'amertume : « *On nous sollicite dans la cour des grands quand il s'agit de politique internationale, et on nous renvoie dans la cour des petits quand il s'agit d'économie.* »

Jacques de Barrin

Les lauriers fanés du tourisme

Le réveil est brutal : le nombre des touristes étrangers a baissé de 21,1 % en 1994. L'attentat qui, fin août, à Marrakech, a coûté la vie à deux visiteurs espagnols et la fermeture subséquente de la frontière avec l'Algérie n'expliquent pas, à eux seuls, cette déconvenue. « *Nous avons dormi sur nos lauriers*, avoue-t-on au ministère du tourisme. *Notre produit a vieilli et n'est plus adapté.* » La guerre du Golfe qui avait provoqué, en 1991, une chute de fréquentation, n'a pas servi de révélateur des maux dont souffrait ce secteur « *prioritaire* » à la tête duquel ont défilé, depuis l'indépendance, pas moins de dix-huit ministres. L'anarchie du développement touristique, la dégradation du parc hôtelier, le coût des prestations, le harcèlement des visiteurs par de faux guides et des mendiants ont contribué à ternir l'image du Maroc auprès de la clientèle étrangère. Les autorités locales se disent résolues à reprendre les choses en main. Elles s'apprêtent à mettre sur pied une sorte de police touristique. Elles entendent surtout diversifier la gamme des produit, en exploitant au mieux les multiples facettes – naturelles et culturelles – du pays, et en y associant le secteur privé, auquel l'Etat va rétrocéder trente-sept hôtels.

Au fond des vallées oubliées du Haut Atlas

Les montagnards berbères ont appris à se débrouiller par eux-mêmes pour parer aux carences de l'Etat

IMZILEN (Haut Atlas oriental)
de notre envoyé spécial

Lahssen croit avoir douze ans. Avant d'être berger, il a fréquenté un peu l'école coranique. Il ne connaît rien, ne regrette rien. Chaque chose en son temps : il ira « *voir ailleurs plus tard* ». Pour le moment, il garde, en famille, un troupeau de 200 chèvres et moutons pour le compte d'une vingtaine de propriétaires, dans la vallée de Boutlighmine, au milieu des touffes d'alfa, d'armoise et de thym.

Lahssen ne s'ennuie jamais. Il trouve son plaisir à jouer de la flûte, à prendre au piège lièvres et perdrix, à provoquer deux boucs au combat – « *C'est beau à voir* » –, à suivre la trace d'un chacal ou d'un fennec. Sa mère est assignée aux corvées de bois et d'eau. Tous les mardis, son père, Mohamed, se rend au souk, à trois heures de marche, pour y acheter un peu de viande et quelques légumes et améliorer l'ordinaire, fait de pain, de semoule et de thé.

« *Année moyenne* », juge Mohamed, qui aurait souhaité une saison plus mouillée. Bientôt – *immuable transhumance* –, il quittera les pâturages de cette vallée du Haut Atlas oriental pour regagner ceux de la vallée des Aït Bouguemez, dans le Haut Atlas central. Il gagne 5 000 dirhams (3 000 francs) par an, auxquels s'ajoutent plusieurs pots d'orge et quelques têtes de mouton. Comme tout un chacun, en pays berbère, il n'a pas d'autre ambition que d'avoir, un jour, son troupeau à lui.

LE CORAN CONTRE LES SCORPIONS

Nomades ou sédentaires, ces rudes montagnards ont appris à se débrouiller tout seuls, à parer au plus urgent, puisque l'Etat est oublieux. Dans ces vallées perdues, on se soigne soi-même – « *C'est mieux qu'au dispensaire et à l'hôpital* » –, parfois en recourant aux services du maître de prières (*fqih*), qui guérit, par exemple, une piqûre de scorpion en récitant des versets du Coran. Une fracture ? « *On sait poser des attelles,* dit Mohamed. *On s'est déjà entraîné sur des chèvres.* »

A Imzilen – à deux heures et demie de piste de Kalaat M'Gouna –, comme dans les autres *ksours* (villages) du Haut Atlas, la population a mis la main à la poche pour s'équiper de groupes électrogènes, qui tournent du coucher du soleil jusqu'à 22 heures. C'est elle aussi qui prend en charge les frais de fonctionnement de la mosquée et rétribue le *fqih*. Après la prière du vendredi, il est souvent fait appel aux jeunes pour participer à des travaux d'intérêt collectif, comme l'entretien des canaux qui irriguent jardins et vergers.

Ici, l'école est encore un luxe. Les filles commencent timidement à la fréquenter. La plupart des enfants interrompent leurs études car le collège et le lycée sont à des heures de piste des *ksours*, à Boulmane-du-Dadès et à Ouarzazate. « *Après cinq ans de primaire*, raconte un habitant, *on a un petit bagage en arabe : on peut aller à Casa.* » Les Berbères ont toutefois obtenu du roi que l'enseignement, très souvent confié à un instituteur arabe, le soit désormais à l'un des leurs, et que le dialecte local – tachlhit – figure au programme « *au moins au niveau du primaire* ».

RARES CRITIQUES

A ces altitudes-là, le « berbérisme » n'a guère d'adeptes et paraît n'être qu'un slogan pour politiciens en mal de carrière. La population se sent oubliée, mais pas agressée. Elle vit comme elle l'entend. Les émigrés qui reviennent en « touristes » au pays pour y étaler leur réussite et y construire des demeures aussi prétentieuses que disgracieuses la relient au monde moderne, celui du béton et des antennes paraboliques.

Cette société de face-à-face où tout est étalé sur la place publique ne vit pas la tête dans les nuages, même si, en bout de ligne, les informations lui parviennent parfois déformées. « *Pendant la guerre du Golfe, nous étions tous pour l'Irak*, se souvient un habitant. *Chacun avait acheté une radio. Il y avait des veillées à la mosquée où l'on nous racontait ce qui se passait.* »

Les gens d'ici règlent leurs différends entre eux. Les gendarmes ne se déplacent que si l'affaire est sérieuse. En fidèles sujets de Sa Majesté, ces montagnards, dûment chapitrés, ont versé leur obole pour la construction de la grande mosquée Hassan II, à Casablanca. Cette collecte de fonds a même donné lieu à une compétition entre vallées. Il n'empêche qu'au fin fond du Haut Atlas il commence à se trouver des jeunes pour oser dire que « *le roi est très riche* », et s'exposer aux remontrances du caïd, représentant du pouvoir, qui veille au bon ordre des choses.

J. de B.

Vive polémique en Israël à propos de la visite du cardinal Lustiger

Cédant à la pression du grand rabbinat, l'autorité politique précise que l'archevêque de Paris n'a pas été invité à la commémoration du génocide de six millions de juifs

JÉRUSALEM
de notre correspondant

D'une façon générale, « *le judaïsme n'aime pas les juifs convertis* », constatait, lundi 24 avril, le journal *Maariv*. De là à accuser un homme comme le cardinal Jean-Marie Lustiger d'avoir « *trahi son peuple, sa nation et sa foi* », il y avait un pas que le grand rabbin ashkénaze d'Israël, Yisraël Lau, s'est autorisé à franchir, quitte à gêner l'autorité politique de son pays.

Invité par l'université de Tel Aviv à participer, le 26 avril, avec d'autres personnalités étrangères, philosophes, théologiens et historiens, à une conférence sur « le silence de Dieu » durant les années sombres de la Shoah, le cardinal est arrivé lundi soir en Israël et s'est refusé à toute déclaration.

Théoriquement, l'archevêque de Paris devait également honorer de sa présence, ès qualités, la traditionnelle cérémonie de commémoration nationale, qui a lieu chaque année, le 26 avril, au mémorial de l'Holocauste à Jérusalem. Sous la pression de la hiérarchie du judaïsme local, et notamment du grand rabbin Lau, c'est cette dernière invitation qui a été annulée.

Embarrassé, le ministre de tutelle du mémorial, Amnon Rubinstein, a expliqué qu'il y avait eu « *malentendu* », que Mgr Lustiger n'avait « *jamais été invité à cette cérémonie* » et que le gouvernement israélien ne souhaitait pas qu'il s'y rende « *par crainte des remous* » que sa présence pouvait susciter.

La « destruction spirituelle » mise sur le même plan que l'extermination

Cela étant, « *personnalité de marque* », le cardinal est autorisé, « *à titre privé* », à visiter les lieux, le lendemain, 27 avril, si tel est son désir.

Comme à chaque fois, ou presque, qu'il y a conflit avec le judaïsme officiel ou officieux, l'autorité politique israélienne, quoique laïque – et largement composée de personnalités éminemment laïques, voire anticléricales –, n'oublie jamais le poids électoral des partis religieux, et, cette fois encore, a cédé à la forte pression du grand rabbinat. Dénonçant « *la voie de la destruction spirituelle du peuple juif* » que symboliserait la personne du cardinal Lustiger, le grand rabbin Lau estime que celle-ci conduit, « *au même titre que l'extermination physique, à la solution finale de la question juive* ». L'assimilation reste la grande peur du judaïsme israélien.

Agé de 58 ans, feutre noir et lunettes cerclées, Yisraël Lau n'est pas considéré en Israël comme une grande autorité théologique. Le grand rabbinat, dont il est l'un des deux dirigeants – un grand rabbin ashkénaze préside pour sa part aux destinées spirituelles des juifs originaires d'Espagne et des pays arabes –, est un organisme fortement contesté qui, au nom de l'Etat, dit le droit judaïque et régente la vie civile juive, du berceau au cimetière, en passant par le mariage, le divorce et les règles alimentaires cachères.

Elu en février 1993, à l'issue d'une méchante campagne électorale, qui avait déconsidéré un peu plus l'institution et qui l'opposait à un rabbin jugé nettement plus réformiste que lui, Yisraël Lau fut, en 1944, le plus jeune rescapé du camp de Buchenwald. Bien que proche du Parti travailliste au pouvoir, le grand rabbin ashkénaze est considéré comme un orthodoxe sourcilleux.

Cette semaine encore, il a voué aux gémonies le principal d'un collège de Tel Aviv, Sam Chetrit, qui a décidé de commémorer cette année le génocide nazi en allumant dans son établissement non pas six mais sept cierges, six pour les juifs exterminés, et un à la mémoire des Tziganes, Arméniens, Indiens d'Amérique, esclaves noirs et autres Rwandais massacrés. « *C'est une désacralisation de la mémoire juive* », a jugé Yisraël Lau.

D'autres rabbins, notamment Moshe Zeev Feldman, secrétaire général du parti religieux Agoudath Israël (4 rabbins élus à la Knesset), s'en sont violemment pris à la direction de l'université de Tel Aviv, accusée, en invitant Mgr Lustiger, « *un traître* », de « *se laver les mains du sang des victimes de la Shoah et de bafouer le souvenir de millions de frères exterminés* ». Tout en « *comprenant* » les réactions « *émotionnelles* » des religieux, deux grands journaux, *Maariv* et *Haaretz*, se demandaient néanmoins lundi matin, dans des éditoriaux, pourquoi il serait interdit d'entendre et de débattre avec un homme comme Jean-Marie Lustiger.

Patrice Claude

COMMENTAIRE

LA « PROVOCATION » D'UN JUIF CONVERTI

Si la nomination à la tête du diocèse de Paris, le 2 février 1981, d'Aaron Jean-Marie Lustiger, juif converti en 1940, à l'âge de quatorze ans, ordonné prêtre en 1954 et évêque en 1979, avait suscité à l'époque des grincements dans la communauté juive en France et en Israël, on n'avait plus entendu, à son sujet, de propos aussi provocateurs que ceux du grand rabbin Lau. Sans doute l'archevêque de Paris avait-il commenté sa nomination, il y a quatorze ans, en des termes jugés ambigus. « *C'est comme si tout à coup les crucifix s'étaient mis à porter l'étoile jaune*, avait-il déclaré à *Tribune juive*. *Ma nomination a brusquement mis en évidence la part de judaïsme que porte en lui le christianisme.* » A l'Agence télégraphique juive, il ajoutait : « *Je me suis toujours considéré comme juif, même si cela n'est pas de l'avis des rabbins. Je suis né juif et je le resterai.* » A la télévision israélienne, il aggravait son cas : « *En embrassant le christianisme, je n'ai pas renié mon judaïsme, mais, au contraire, je l'ai accompli.* »

Insister sur l'« *accomplissement* » du judaïsme dans la Nouvelle Alliance avec le Christ, c'était remettre en mémoire la théorie de la « *substitution* » et la captation de l'identité juive, qui avaient justifié tant d'écrits antisémites et de pogroms. « *Un juif chrétien a autant de sens qu'un carré rond* », répliquait Meyer Jaïs, alors grand rabbin de Paris. « *Il faut choisir* », déclarait le grand rabbin de France, Jacob Kaplan.

Le cardinal Lustiger confiera en 1987, dans son livre *Le Choix de Dieu*, qu'il est une « *provocation vivante* », reconnaissant qu'en le choisissant à ce poste-clé à Paris, le pape n'avait pas agi « *par inadvertance* ». Mais il aura eu à se plaindre d'allusions à son origine juive davantage chez les intégristes de Saint-Nicolas du Chardonnet ou les extrémistes de Jean-Marie Le Pen que dans la communauté juive, dont il partagera souvent les épreuves. L'accusation brutale portée par le grand rabbin d'Israël est d'autant plus maladroite qu'elle vise un homme qui a perdu une partie de sa famille – dont sa mère – à Auschwitz.

Dans les contentieux judéo-catholiques de ces dernières années – la béatification de la philosophe convertie Edith Stein, la visite au Vatican de Kurt Waldheim, l'installation d'un carmel polonais à Auschwitz –, le cardinal Lustiger a joué, dans les coulisses, un rôle de conciliateur. La communauté juive de France ne l'ignore pas et, généralement, lui en sait gré.

Henri Tincq

Des dizaines de milliers de réfugiés hutus errent sur les routes du Rwanda

Après le massacre, le camp de Kibeho est pratiquement vide

Le massacre commis, samedi 22 et dimanche 23 avril, dans le camp de Kibeho, par l'armée rwandaise, et dont plusieurs milliers de réfugiés hutus ont été victimes, continue de susciter la réprobation de la communauté internationale. Les Pays-Bas ont suspendu leur aide à Kigali et le Canada n'exclut pas de faire de même. Alain Juppé a déploré que l'ONU n'ait pas les moyens d'envoyer sur place une force importante.

KIGALI
de notre envoyé spécial

Quarante huit heures après le massacre (*Le Monde* du 25 avril), le camp de Kibeho était quasiment vide de ses occupants hutus. Il ne resterait qu'un millier de personnes – dont certaines armées – retranchées dans un bâtiment en dur qu'encercle l'Armée populaire rwandaise (APR), à majorité tutsie. Il est difficile d'avoir des informations sur ce qui se passe à l'intérieur du camp, implanté dans le sud-ouest du pays. Les militaires qui en contrôlent l'accès refusaient, lundi, de laisser passer les véhicules des organisations humanitaires. Des collaborateurs de Médecins sans frontières (MSF), qui s'étaient rendus dans la matinée à l'hôpital du camp, ont dû rebrousser chemin. Les soldats de l'APR menaçaient de tirer au mortier sur l'établissement s'ils persistaient à vouloir s'y rendre. Seuls des « casques bleus » ont pu rester à l'intérieur pour évacuer les derniers blessés, dont nombre de femmes et d'enfants. Plusieurs dizaines de milliers de déplacés errent sur les routes. Beaucoup sont arrivés à Butaré, dans le sud, d'autres se dirigent vers Gikongoro, au nord.

A Butaré, ils défilent dans la rue devant des centaines de femmes et d'enfants amenés là pour identifier ceux qui auraient pris part aux massacres d'avril à juillet 1994. Dans le stade, les déplacés ont été regroupés en fonction de leurs communes d'origine. Depuis lundi matin, des camions des organisations internationales ont commencé à les rapatrier vers leurs collines.

Des témoins affirment que, à certains endroits, les déplacés ont été accueillis par des jets de pierres et des coups de bâton par les villageois. *« Leurs vies ont été menacées et un grand nombre de déplacés ont été arrêtés par les autorités »*, rapporte l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), dans un communiqué diffusé lundi à Kigali. Celle-ci s'élève aussi contre *« la présence de soldats en armes dans chaque camion ou autobus »* qu'elle affrête.

Le massacre de Kibeho continue de soulever l'indignation dans la communauté internationale. Alain Juppé a reconnu, à Bruxelles, *« l'échec de la diplomatie préventive »*. Il a qualifié les tueries d'*« actes odieux et inacceptables »*. Le Quai d'Orsay avait demandé, dès dimanche, aux autorités rwandaises de faire en sorte que les responsables de cette tragédie soient arrêtés et châtiés. Le gouvernement néerlandais a d'ores et déjà suspendu une aide de 30 millions de dollars (150 millions de francs) qu'il s'était engagé à fournir au Rwanda. Si d'autres bailleurs de fonds agissaient de même, cela remettrait en cause les promesses faites en janvier – mais non tenues jusqu'à maintenant – de verser au Rwanda 600 millions de dollars pour la reconstruction du pays.

Frédéric Fritscher

COMMENTAIRE

LA GUERRE DES CHIFFRES

Parce que le comptage des morts de Kibeho s'est fait « à l'œil » – comment aurait-il pu en être autrement en pleine panique ? –, une vilaine guerre des chiffres est née, qui risque de réduire en une malheureuse bavure ce qui, aux yeux des témoins oculaires, fut un effroyable carnage.

Samedi, l'équipe de MSF qui travaillait sur place avait décompté *« des milliers de morts »*. Le lendemain, des médecins militaires australiens membres de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar) avaient avancé le nombre d'*« au moins 4 000 cadavres »*. Puis, de source onusienne, à Kigali, il avait été fait état *« de 4 000 à 8 000 victimes »*. En visite, le même jour, sur les lieux du drame, le président Pasteur Bizimungu a jugé ces bilans *« exagérés »* et parlé de *« 300 morts »*, tandis que les responsables locaux des Nations unies révisaient – spontanément ? – à la baisse leurs précédentes estimations, évoquant un chiffre qui *« n'excède pas 2 000 victimes »*.

« On n'aura jamais la réponse exacte », dit-on au siège parisien de MSF, où l'on n'en confirme pas moins la réalité d'un carnage qui – comble du cynisme – a eu lieu *« en toute transparence »*. Des membres des organisations humanitaires ont vu *« l'armée gouvernementale tirer sur les déplacés hutus »* sans défense. *« La plupart »* de ceux qu'ils ont soignés, notamment à Butare et à Gikongoro, *« ont été blessés par balle »*. Aujourd'hui, les « pensionnaires » délogés du camp de Kibeho errent dans la nature ou sont reconduits *manu militari* vers leur village d'origine.

Ce grand « nettoyage » entrepris par les nouvelles autorités tutsies de Kigali au nom d'une légitime défense qui n'est pas sans fondement – on ne peut exclure que des provocations d'extrémistes hutus aient contribué à mettre le feu aux poudres – se solde, à ce jour, selon les responsables de MSF, par *« des milliers de morts, des centaines de blessés et des dizaines de milliers de Hutus jetés sur les routes rwandaises »*.

Cette vaine querelle de chiffres laisse planer un doute, fort opportun pour certains, sur cette réalité-là, nourrie de peurs et de haines mal maîtrisées, face à laquelle la communauté internationale, pourtant si présente sur le terrain, ne sait plus – ou ne veut plus – réagir.

J. de B.

■ **Le Conseil de sécurité de l'ONU** a franchi une étape supplémentaire dans le processus de mise en place d'un tribunal international pour le Rwanda, en sélectionnant, lundi 24 avril, douze candidats susceptibles de devenir juges. Six d'entre eux deviendront au cours des semaines à venir juges de première instance pour cette juridiction, dont le siège a été fixé à Arusha (Tanzanie). – *(AFP.)*

La paix signée entre l'Etat nigérien et la rébellion touarègue reste fragile

NIAMEY
de notre envoyé spécial

L'Etat nigérien et la rébellion touarègue ont signé un accord de paix, lundi 24 avril, à Niamey. Selon l'article 11 du texte, un cessez-le-feu *« définitif »* devait prendre effet, le lendemain, mettant ainsi fin à quatre ans de combats. L'accord sur les vingt-sept points du texte avait été arraché, samedi, à Ouagadougou, après vingt et un jours de discussions serrées, grâce à la médiation de l'Algérie, du Burkina et de la France. Les négociations s'éternisaient depuis des mois. La lassitude de la population mais aussi des maquisards en a hâté l'issue.

La paix sera-t-elle rétablie dans le nord du Niger ? Alain Deschamps, le médiateur français, veut y croire mais préfère garder une réserve toute diplomatique. *« C'est un pas qui a été fait*, explique-t-il. *L'engagement des deux parties est ferme mais il y a encore beaucoup de méfiance. Il va falloir du temps »*. *« Le plus difficile commence maintenant*, confirme Rhissa Ag Boula, président de l'Organisation de la résistance armée (ORA) qui groupe les six partis touaregs. *Il convient de matérialiser sur le terrain ce document théorique »*.

Mano Dayak, chef d'une des composantes de l'ORA, est plus clair : *« Si le texte est appliqué, il n'y a plus de raison qu'il y ait une rébellion. S'il ne l'est pas, il est possible que certains soient tentés de reprendre les armes »*. La tâche du comité spécial de paix, composé des membres des deux parties, chargé de *« veiller à l'application des dispositions de l'accord »* et à *« l'exécution des opérations de désarmement »*, risque d'être rude.

Le texte paraphé reste flou. En même temps qu'une amnistie générale, est prévue la création d'une *« unité à statut militaire particulier »* au sein de l'armée nigérienne, chargée d'intégrer les combattants touaregs. D'autre part, une loi de décentralisation a été élaborée par une commission spéciale et le président Mahamane Ousmane a souhaité que l'Assemblée nationale qui lui est hostile, *« face diligence »* pour l'examiner. La nouvelle majorité semble cependant cautionner le processus de paix : le premier ministre, Hama Amadou, qui a le soutien de l'armée, tient en privé *« un discours ouvert »*.

Quant aux mesures visant au développement du nord du pays, elles demeurent vagues quant à leur teneur et à leur financement. Depuis l'indépendance, les quelques 800 000 Touaregs ont le sentiment d'être marginalisés. *« Frustration »* qui alimente les réactions identitaires. *« Pour le moment, tout est beau sur le papier »*, ironise Mano Dayak. Il sait que l'application de l'accord sera plus longue que les six mois fixés par l'article 24. Au Mali, le « pacte » entre l'Etat et la rébellion touarègue avait été conclu, en mai 1994, dans l'enthousiasme. Aujourd'hui, le désert s'est de nouveau embrasé et tout est à refaire.

Benoît Hopquin

Irlande du Nord : Londres et le Sinn Fein vont dialoguer

LONDRES à offert au Sinn Fein, l'aile politique du mouvement nationaliste irlandais d'Irlande du Nord, d'organiser *« dès que possible »* une rencontre au niveau ministériel, a annoncé, lundi 24 avril, le ministère britannique à l'Irlande du Nord. Ce serait le premier face-à-face de ce type depuis plus de vingt ans. *« Le gouvernement pense qu'une base suffisante existe maintenant pour que des membres du gouvernement entrent dans un dialogue exploratoire avec le Sinn Fein »*, assure le communiqué du ministère.

Les nationalistes irlandais, qui réclament cette rencontre depuis le début des négociations sur un règlement de l'affaire irlandaise, ont confirmé à Dublin leur accord. Selon le gouvernement britannique, le Sinn Fein a finalement accepté de discuter séparément de l'arsenal de l'IRA, comme l'exigeait Londres, sans lier cette question à la démilitarisation générale de l'Ulster. La rencontre devrait avoir lieu dès la semaine prochaine au château de Stormont, siège de l'ancien Parlement d'Ulster, et devrait mettre face à face le secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, Michael Ancram, et le numéro deux du Sinn Fein, Martin McGuinness. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **GRANDE – BRETAGNE : les neuf députés « euro-sceptiques »** suspendus en novembre dernier du groupe parlementaire conservateur, pour avoir voté contre la politique européenne du gouvernement, ont été réintégrés le 24 avril à la demande du premier ministre, John Major. Celui-ci dispose ainsi, à nouveau, d'une majorité officielle de onze sièges aux Communes. Il était obligé ces derniers mois de s'appuyer sur les voix des neuf députés unionistes modérés d'Ulster pour assurer sa majorité. – *(AFP.)*

■ **SUÈDE : le gouvernement** a décidé le 24 avril de demander aux 5 000 réfugiés bosniaques venus en Suède en raison du conflit yougoslave et qui possèdent un passeport croate, de rentrer en Croatie. Cette décision a été annoncée après des entretiens avec des représentants de Zagreb. De nombreuses organisations redoutent que ces réfugiés soient contraints par les Croates de repartir en Bosnie.

■ **TURQUIE : 41 combattants** du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués le 23 avril dans le nord de l'Irak, a annoncé, lundi, un porte-parole militaire turc. L'Agence anatolienne de presse rapporte que depuis le début de l'opération, le 20 mars, 490 membres du PKK ont été tués. L'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe doit se prononcer, mercredi, sur une demande de suspension des droits de représentation d'Ankara. – *(Reuter, AFP.)*

■ **TCHÉTCHÉNIE : malgré les récents appels à un cessez-le-feu** par le Kremlin, les troupes russes ont continué, lundi 24 avril, à pilonner le village de Bamout, à 50 km à l'ouest de Grozny. Selon l'agence Interfax, les positions des combattants tchétchènes, surplombant Bamout, sont soumises au feu ininterrompu de missiles Grad depuis la nuit de dimanche à lundi. De nombreux accrochages ont également eu lieu, dimanche, dans la ville de Goudermès (est), prise par les troupes russes il y a trois semaines. – *(Reuter, AFP.)*

■ **ARMÉNIE : des milliers d'Arméniens ont défilé** le 24 avril, dans les rues de la capitale, Erevan, pour commémorer le génocide de 1915. La foule s'est rendue au mont Tsitsenakabert, à 5 km du centre d'Erevan, où est érigé un monument à la mémoire des 1,5 million de victimes arméniennes. – *(Reuter.)*

PROCHE-ORIENT

■ **ISRAËL : plus de vingt mille Palestiniens** sont revenus le 24 avril travailler en Israël, après la levée partielle du bouclage des territoires palestiniens. Le 14 avril, l'Etat juif avait totalement interdit l'accès de son territoire aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza pour dix jours, afin de réduire les risques d'attentats durant la Pâque juive. – *(AFP.)*

■ **ARABIE SAOUDITE : le secrétaire américain à la défense, William** Perry, a exprimé dimanche 23 avril son insatisfaction envers l'Arabie saoudite, qui a refusé d'aider des agents américains à arrêter un homme, soupçonné d'avoir participé à l'enlèvement d'otages occidentaux au Liban. – *(AFP.)*

AFRIQUE

■ **OUGANDA : Kampala a annoncé** le 23 avril la rupture des relations diplomatiques avec le Soudan. L'Ouganda reproche à Khartoum de soutenir l'Armée de la résistance du seigneur (LRA), un groupe chrétien intégriste basé dans le nord du pays. Le Soudan reproche lui aussi à l'Ouganda d'aider les rebelles chrétiens et animistes sud-soudanais. – *(AFP.)*

■ **OUA : près de 20 millions d'Africains** seront atteints du sida en l'an 2000, indique un rapport de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), examiné, lundi, au Caire, par des experts africains. – *(AFP.)*

ASIE

■ **JAPON : les deux formations dominant la coalition gouvernementale**, le Parti libéral démocrate (PLD) et le Parti socialiste, ont essuyé un recul d'environ 25 points lors du second tour des élections municipales, dimanche 23 avril. Trente et un des 86 maires élus sont des indépendants, tandis que 7 028 « sans-parti » (60 %) entrent dans les assemblées municipales, un chiffre record depuis seize ans. – *(AFP.)*

■ **JAPON : Hideo Murai**, le « ministre » de la science de la secte Aum Shinri-kyo, est décédé de ses blessures après avoir été poignardé, le 23 avril, par un Sud-Coréen. Les enquêteurs cherchent toujours à découvrir si ce dernier a vraiment agi de sa propre initiative. – (AFP.)

ÉCONOMIE

■ **Pays-Bas : les objectifs de réduction du déficit** et de l'endettement public fixés par le gouvernement néerlandais de Wim Kok *« manquent d'ambition »*, a estimé lundi le président de la Banque centrale des Pays-Bas, Wim Duisenberg, en présentant son rapport pour 1994. Le budget 1995 prévoit de ramener le déficit à 2,9 % du PIB en 1998 en prévision de la 3e phase de l'Union économique et monétaire (UEM) européenne. M. Duisenberg a averti que ce pourcentage ne permettrait pas aux Pays-Bas de répondre à temps au critère d'admission fixé en matière d'endettement public, limité à 60 % du PIB. – *(AFP.)*

■ **PAYS – BAS : l'avionneur américain McDonnell Douglas et le consortium franco-allemand Eurocopter** ont présenté leurs arguments lundi au Parlement néerlandais, qui doit se prononcer à la mi-mai sur l'achat d'hélicoptères de combat. Il y a deux semaines, le gouvernement a décidé d'acheter l'Apache américain. L'approbation de la commission défense de la Chambre est nécessaire pour la signature du contrat.

■ **RUSSIE : le gouvernement russe chercherait** déjà à obtenir de nouveaux crédits de la part du Fonds monétaire international (FMI) qui vient à peine de lui accorder un crédit de confirmation (stand-by) de 6,8 milliards de dollars. Selon l'agence Interfax, Moscou voudrait négocier un nouveau crédit de 9 milliards de dollars, distribuable au cours de la période 1996-1999.

Le groupe Fininvest condamné pour avoir favorisé Silvio Berlusconi

ITALIE. Le groupe Fininvest de Silvio Berlusconi, qui possède trois chaînes de télévision nationales, s'est vu infliger lundi 1,055 milliard de lires (4,49 millions de francs.) d'amende pour des infractions au règlement sur l'égalité d'accès des partis aux médias télévisés pendant la campagne des élections régionales et municipales. Le gouvernement de M. Lamberto Dini avait adopté en mars un décret-loi régulant l'accès aux médias des partis politiques. Il a été reproché aux chaînes de la Fininvest une présence, au-delà du temps autorisé, de Silvio Berlusconi dans leurs journaux télévisés. – (AFP.)

هكذا من الأصل

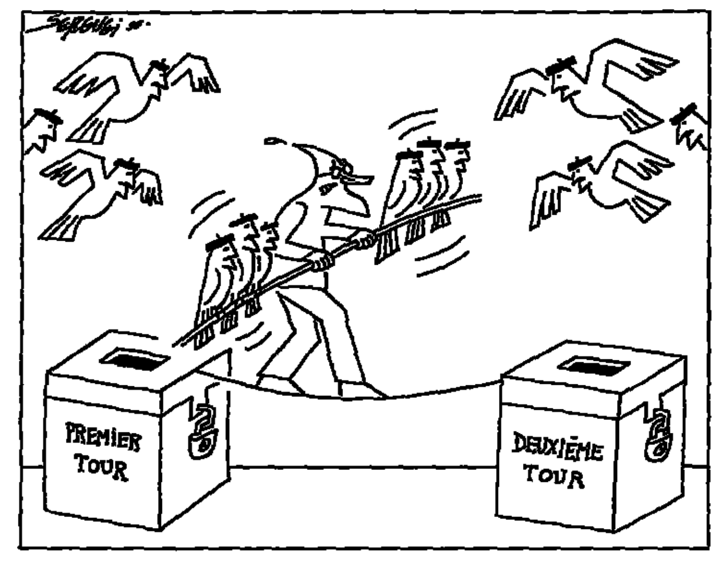
SECOND TOUR Sous la pression des électorats de Jean-Marie Le Pen et de Philippe de Villiers, M. Chirac devait ajuster son discours, sans le *modifier sur le fond*, lors de sa première réunion publique pour le second tour, mardi 25 avril, à Orléans. Les proches du maire de Paris estiment que ce dernier doit mettre davantage l'accent sur la famille, la sécurité, l'immigration. ● Patrick Stéfanini, directeur de campagne de Jacques Chirac, énarque et fidèle d'Alain Juppé, a pour mission d'organiser cette quinzaine décisive. ● A Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), dont le maire, Jacques Baumel, s'était engagé sans réserves derrière Edouard Balladur, les militants néo-gaullistes se demandent comment réduire la fracture au sein du RPR. Il n'est pas acquis que les frères ennemis de ce parti se retrouveront sur la même liste pour les *élections municipales*.

Jacques Chirac hésite sur la conduite à adopter face à l'extrême droite

Le maire de Paris ne s'attendait pas à disputer le second tour autrement qu'en tête de la compétition. Le score de M. Le Pen l'oblige à ajuster son discours, soit pour séduire les électeurs du dirigeant du Front national, soit pour dénoncer leur éventuel report à gauche

LA SITUATION ne se présente *pas du tout comme les prévoyaient* les stratèges chiraquiens. A l'exception de quelques-uns, qui craignaient l'effet « dernière semaine », la plupart des membres de l'état-major de Jacques Chirac pensaient que l'ancien président du RPR arriverait en tête du premier tour de l'élection présidentielle avec une avance confortable. Ils lui attribuaient environ, d'entrée, un quart de l'électorat. Ils s'étaient persuadés de l'existence d'une dynamique en faveur du maire de Paris et de la réalité d'un effondrement pour Edouard Balladur : le premier ministre-candidat « valait », à leurs yeux, moins de 15 % des suffrages exprimés.

Cette configuration – elle écartait le danger d'un duel à l'intérieur d'une seul famille politique, par élimination du chef du gouvernement, et elle plaçait Lionel Jospin en position de dominé – donnait une série d'atouts incontestables à M. Chirac : place de « leader », validation de sa thématique et victoire nette. Elle faisait, de lui, certes, une cible pour son adversaire, mais elle *contraignait le candidat de gauche* à calquer sa campagne de second tour sur celle de celui d'un candidat de droite dominateur.



Au *soir du 23 avril, les mêmes* stratèges ont été contraints de revoir totalement leur copie, ce qui donne, depuis lors, une impression de flottement dans le camp chiraquien. Elle devait être levée, dès mardi 25 avril, par la première réunion publique de M. Chirac à Orléans. *La configuration réelle*, en effet, nécessite une analyse très fine et des ajustements de précision, même si le message général tend à *assurer que le maire de Paris ne* changera en rien son discours de fond. M. Chirac n'est pas premier, mais deuxième derrière M. Jospin ; sa *thématique lui a permis de passer*, de justesse, la barre des 20 % ; M. Balladur ne s'est pas effondré, mais il le talonne ; Jean-Marie Le Pen et Philippe de Villiers réunissent sur leurs noms le vote extrême d'un Français sur cinq. A première vue, c'est plutôt en accentuant un discours sécuritaire et indentitaire qu'en poursuivant sur une ligne sociale que le maire de Paris peut débloquer les plus gros bataillons.

L'ATTITUDE DES BALLADURIENS

La tournure prise par les événements confirme cette approche. L'ancien président du RPR a pris *soin de téléphoner, lundi matin*, au premier ministre pour le remercier d'avoir appelé à voter pour lui, sans ambiguïté, mais rien de plus n'a filtré sur cette conversation. « On » laisse seulement entendre que M. Balladur a été ferme sur ses positions, *ce qui signifie qu'il a choisi* un soutien sans participation pour la campagne de second tour et avec future participation gouvernementale *pour ceux qui* l'ont soutenus. Quoi qu'il en soit, les chiraquiens misent sur un report massif et naturel des électeurs balladuriens, le *7 mai, ce qui ne leur impose pas de* concessions au conservatisme et à l'immobilisme qu'ils n'ont cessé de dénoncer dans la première partie. *Les amis du premier ministre*, toutefois, attendent des amendements au discours sur « l'autre politique » *qu'a tenu M. Chirac*.

Les ajustements du candidat de droite porteront essentiellement sur l'accentuation d'une thématique à laquelle *les électeurs* lepénistes et villiéristes ne peuvent se montrer insensibles : la famille, la sécurité, l'immigration et la lutte contre la corruption. Autant de sujets sur lesquels le maire de Paris plaidera ce qui est, selon lui, une *absence de crédibilité du candidat* socialiste, qui traîne, de plus, le bilan de quatorze ans de mitterrandisme et de progression du lepénisme.

M. Chirac va devoir faire œuvre pédagogique, en entrant dans le détail de son programme présidentiel et en étant plus précis sur certains sujets qui, par manque de choix clairs entre les options de Philippe Séguin et celles d'Alain Juppé, peuvent être marqués par le flou. Les positions développées par le président de l'Assemblée nationale *et par le ministre des affaires étrangères* pourraient laisser percer des différences d'appréciation. En tout état de cause, ces adaptations de discours *devront ce faire* au millimètre, sous peine d'effrayer l'électorat centriste de M. Balladur.

C'est, précisément, ce moment qu'attend Jean-Marie Le Pen, dont la stratégie actuelle est tout simplement celle d'une prise de pouvoir *programmée*. En multipliant les compliments adressés à M. Jospin et les critiques destinées à *M. Chirac*, il conditionne son électorat pour le pousser, soit vers l'abstention, soit vers le vote socialiste. Le but du Front national est de *parvenir à faire battre la droite*, en mettant la gauche en position de ne pouvoir gouverner faute de majorité parlementaire, avec ou sans dissolution. Viendrait alors l'heure de la « *grande alternance* », celle de la victoire électorale de l'extrême droite.

C'est cette menace que les chiraquiens veulent mettre en évidence dans la campagne du second tour.

Olivier Biffaud

A Rueil-Malmaison, les retrouvailles difficiles des frères ennemis

« ON EST tous derrière Chirac pour le deuxième tour ! » Résolument serein, Denis Gabriel en oublierait presque qu'il a mené campagne en faveur d'Edouard Balladur dans son canton de Rueil (Hauts-de-Seine). *« C'était les mêmes équipes avant, ce sera les mêmes équipes après »*, dit-il, sans état d'âme. *« Je suis un peu triste, mais, vous savez, j'ai fait voter Chirac pendant vingt ans, alors je n'ai pas de problème. »* Dimanche soir 23 avril, autour de 22 heures, ils sont peu de militants et sympathisants du RPR à attendre la proclamation des résultats par le député des Hauts-de-Seine et maire de Rueil Jacques Baumel, un des premiers barons du gaullisme à avoir soutenu – et avec quelle énergie ! –, la candidature de M. Balladur. *« Les militants du mouvement et même les rueillois n'ont pas compris sa position »*, commente un chiraquien. *« Pendant des années, Pasqua et lui nous ont répété : le seul président possible, c'est Chirac. Et, tout d'un coup, les voilà avec Balladur ! »*

Dans un sous-sol mal éclairé de l'hôtel de ville, un vieux gaulliste remâche : *« Ils ont marché au plafond, les gars ! Ils ont roulé pour Balladur sans leurs troupes. Vous voyez, on a eu une impression de déloyauté. »*. Une militante du secteur de Buzenval essaie de surmonter sa déception : *« On est du RPR avant tout. Et puis on suit notre maire. Mais il n'y a eu aucun incident sur le terrain entre compagnons. »* Nicolas Bellier n'est pas de cet avis. Avec Danièle Küss, élue municipale comme lui, ils ont créé une association des amis de Jacques Chirac à Rueil, dès l'annonce de la candidature du maire de Paris. *« On nous a aussitôt montrés du doigt. On était mis à l'index. M. Baumel attaquait Jacques Chirac en demandant qu'il se retire, ajoutant qu'il n'avait aucune chance de rassembler ni d'être présent au second tour. »*

La balladurienne Francine Roussel vole au secours de son maire : *« Ici, on n'a reçu aucune pression. L'engagement du maire se situait à l'échelon national. Il ne faut pas oublier le contexte : lors de la prise de position de M. Baumel, le premier ministre était alors le mieux placé dans l'hypothèse d'un affrontement avec Jacques Delors. »* Mais Nicolas Bellier se demande encore comment les vieux gaullistes ont pu soutenir Balladur : *« Ont-ils voulu aller à la soupe ? »*

LA CLANDESTINITÉ DES CHIRAQUIENS

Pour sa part, Danièle Küss n'oublie pas qu'elle a dû œuvrer clandestinement pour organiser le soutien à M. Chirac : *« Aux gens qui m'appelaient à la permanence RPR de Rueil, on répondait qu'on ne me connaissait pas ou qu'on ne savait pas où me joindre. Je n'avais pas de structure, alors j'ai donné l'adresse d'une boîte postale. »* Si les élus se prononçaient en majorité pour M. Balladur – avec sans doute quelques arrière-pensées à l'approche des municipales –, Danièle Küss reprenait espoir en réalisant combien les militants restaient *« profondément chiraquiens »*.

Vers 11 heures du soir, Jacques Baumel est venu confirmer cette réalité en lisant les résultats du premier tour à Rueil : 27,4 % des voix pour Chirac ; 20,9 % pour Balladur. Le maire n'a ajouté aucun commentaire, aucun mot de soutien en faveur du maire de Paris, *à la surprise des chiraquiens. Un responsable* du Front national a interpellé un balladurien : *« Alors, ça va ? » « Excellent, excellent »*, a répondu l'intéressé, sous l'œil goguenard du lepéniste. *« Tu parles que ça doit aller, avec la claque qu'ils viennent de prendre... »* L'assistance s'est dispersée en silence, et les militants du RPR n'ont pas été conviés à l'habituelle coupe de champagne. *« A moins qu'elle ait été réservée aux balladuriens »*, persiflait un partisan de M. Chirac.

L'affrontement laissera-t-il des séquelles ? Jacques Baumel affirmait n'en rien croire dimanche : *« Le faible écart entre les deux candidats du mouvement va tempérer le ressentiment des uns et la supériorité un peu suffisante des autres. Depuis vingt ans, je bataille ici pour le gaullisme. Rueil est une citadelle RPR. Il est normal que Chirac ait obtenu plus de points que Balladur. Mais, au second tour, il faudra être tous ensemble. Chirac aura bien besoin des voix de Balladur et des autres. »* Et le maire de préciser : *« A Rueil, nous allons vers une liste municipale de large union. Personne ne comprendrait des listes de division, surtout face aux résultats de Le Pen et de Jospin. »* Mme Küss, elle, refuse d'évoquer les municipales avant l'issue de la présidentielle. *« La liste d'union est une hypothèse »*, lance-t-elle simplement.

Quant à l'Elysée, un balladurien glissait à un chiraquien : *« Regardez votre score. Vous voyez bien que les gens ne veulent pas de Chirac ! »*

Eric Fottorino

Patrick Stéfanini, tour de contrôle du RPR

DANS CE MILIEU où la paranoïa galopante le dispute aux grossières *contre-vérités*, Patrick Stéfanini a deux qualités appréciables : il n'a pas la grosse tête et, s'il ne dit jamais toute la vérité, il ne se croit pas pour autant obligé de mentir comme un arracheur de dents. A quarante et un ans, il va probablement vivre, jusqu'au dimanche *7 mai*, une des *quinzaine* les plus importantes de sa vie. M. Stéfanini est directeur de la campagne présidentielle de Jacques Chirac. C'est *lui qui, le 20 décembre 1994, avait* présenté au maire de Paris un programme complet de campagne.

Petit air de professeur Nimbus, *mèches rouquines* et rares, grands yeux bleutés derrière une immense paire de lunettes, M. Stéfanini a le profil de l'école qui l'a formé : l'ENA. *Il fait partie de la promotion* Michel-de-l'Hospital, sortie en mai 1979. Il intègre le ministère de l'intérieur, où il atteindra le grade de *sous-préfet*.

Corse d'origine et Savoyard d'adoption, M. Stéfanini entre, en 1986, au cabinet de Robert Pandraud, *ministre délégué à la sécurité* publique auprès d'un certain Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, à l'occasion de la première



PATRICK STÉFANINI

cohabitation. A la veille de la seconde victoire de M. Mitterrand, en 1988, et du retour des socialistes au *pouvoir, il est nommé à la tête de la* sous-direction des étrangers, rue des Saussaies à Paris. La gauche le garde, mais il ne reste pas très *longtemps*. En 1990, *Alain Juppé lui* propose de le rejoindre au siège du RPR, rue de Lille, dont il est le nouveau secrétaire général. Il attendra *un an pour adhérer au mouvement* néo-gaulliste, une définition du parti chiraquien qu'il enrage de voir imprimée dans les journaux.

« GARDE-CHIOURME »

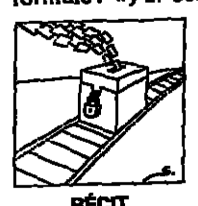
Très rapidement, il s'est imposé comme la tour de contrôle tech*nique du RPR et l'observateur poli*tique de M. Juppé dans le mouvement. Chargé des élections en sa qualité de directeur de cabinet de *M. Juppé, il a été au cœur de* l'attribution des investitures législatives en 1993 ; il a le titre officiel de directeur des affaires politiques. Direct, rigoureux, *méthodique*, M. Stéfanini est, certes, chiraquien, mais avant tout un fidèle du ministre des affaires étrangères d'Edouard Balladur. Au début de la seconde cohabition, les balladuriens penseront, du reste, à tenter de le débaucher pour l'attirer vers l'Hôtel Matignon.

Se définissant parfois, avec une pointe d'humour, comme un *« garde-chiourme », ce qui* ne lui crée pas que des amis parmi les élus RPR qui font les frais des investitures, M. Stéfanini n'exclut pas *de faire un jour de la politique* pour son propre compte. Le duel entre MM. Chirac et Balladur l'en aura-t-il dissuadé ? Un an avant, il espérait que les deux hommes épargneraient cette épreuve à leur mouvement. Il n'a pas été entendu. Récemment, il affirmait que les Français ont une autre vision de M. Chirac. Il lui reste le second tour pour le prouver.

O. B.

Les adieux du co-prince d'Andorre

CETTE PHRASE, Jacques Chirac l'a répétée mille fois depuis le début de la campagne. D'une voix grave et d'un air inspiré, il lâchait cette formule : *« J'ai beaucoup écouté, beaucoup réflechi... »*. Soulagé d'avoir échappé au pire, mais *quand même* un peu sonné de s'être fait voler, subrepticement, par Lionel Jospin la première place qui lui semblait promise, Jacques Chirac a dû, à nouveau, *« beaucoup écouter »* et *« beaucoup reflechir »*, lundi, pour *surmonter sa* déconvenue.



RÉCIT

Dans la matinée, le maire de Paris a d'abord *« écouté »* les principaux membres de son *comité de campagne*, Philippe Séguin, Alain Juppé, Alain Madelin, Charles Millon, Bernard Pons ou encore Hervé de Charette. Chacun a été prié de livrer son analyse de la situation. *« Ça va se jouer ric-rac »*, a souligné, plutôt sombre, le président de l'Assemblée nationale, lundi soir sur TF 1. Jusqu'à présent, les chiraquiens espéraient que cela se jouerait *« pile-poil »*. C'est toute la différence. *« Rien n'est joué. Quand on nous dit, c'est 60-40 ou 57-43, ça n'a aucun sens. Il faut faire campagne, mais je suis confiant parce que la mayonnaise est en train de prendre »*, expliquait Alain Juppé, sur France 2, au même moment. Or chacun sait que la mayonnaise est affaire de tour de main, de température des œufs, sans parler du filet de vinaigre final. Subtil dosage de ces quinze prochains jours.

Fort de ces avis, Jacques Chirac a donc *« réflechi »*, avant de décrocher son téléphone et d'appeler son *« ami »* Edouard. Rude exercice après des mois de rivalités entre les deux hommes, puis des semaines d'accusations non voilées. Mais *l'Elysée vaut bien un coup de fil*. Et quelques remerciements du maire de Paris au premier ministre pour son soutien clair, net et immédiat de dimanche soir. Pour l'instant, cependant, il ne semble pas que l'on ait évoqué la possibilité d'une rencontre. Moins encore de meetings communs et c'est seul que Jacques Chirac devrait tenir réunion à Orléans, mardi, puis à Rennes, mercredi, et à Paris, samedi. Signe des temps : ce rassemblement *dans la* capitale se tiendra dans le cadre plus huppé de Bagatelle et non, comme prévu initialement, dans l'enceinte plus populaire du stade de Charlety...

L'entourage du premier ministre assure qu'Edouard Balladur a été *« ferme »* lors de sa conversation téléphonique avec M. Chirac. Il l'a été tout autant, dans l'après-midi, devant ses partisans réunis à l'hotel Méridien de la Porte Maillot. Seuls Bernard Bosson, retenu à Annecy mais représenté, et Philippe Mestre, en déplacement en Turquie dans le cadre de ses obligations de ministre des anciens combattants, manquaient à l'appel. Tous les autres étaient venus, les ministres et les sans grade, même ceux que l'on avait peu vus ces derniers temps.

LA BONNE ÉTOILE DE M. JOSPIN

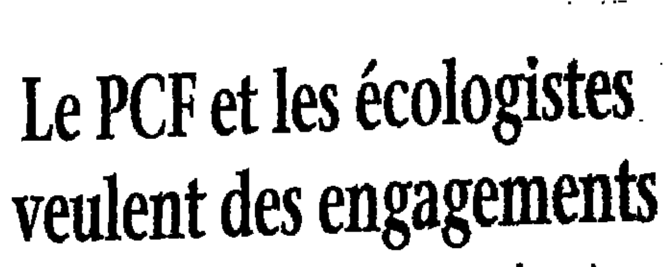
L'émotion de tous était perceptible. Quelques uns se souvenaient *de la même cérémonie en 1988*, lorsque le professeur Barre, battu et grincheux, avait passé un savon à tous ses partisans, les tenant pour responsables de sa défaite. Rien de *tel avec Edouard Balladur. Il y avait* de l'espoir et de la ténacité dans son propos. Puis il a longuement serré la main de chacun de ses ministres *et chaleuresuement embrassé* Simone Veil, avant de repartir. Ses partisans avaient du mal à se quitter, ils sont restés longtemps à bavarder. Ils avaient perdu, mais *« dans l'honneur »*. Ils n'étaient *« pas morts »*.

Il fallut quand même se séparer. Le second tour n'attend pas, ni le troisième, celui des grandes manœuvres au sein des partis, des re*compositions espérées ou redoutées* à l'UDF. Chacun des caciques du parti républicain, du CDS, du parti radical, des Adhérents directs a donc rejoint les *siens*, pour appeler à soutenir le maire de Paris, sans états d'âme mais non sans arrière-pensées. *La « tambouille » UDF* n'est pas moins subtile que la mayonnaise de M. Juppé.

Rien de tel pour Lionel Jospin, *plus confiant que jamais dans la* bonne étoile qui le suit depuis sa désignation, le 5 février. Dès lundi, il a *« repris son bâton de pèlerin »*, commençant à Valence, avant le sud-ouest mardi et mercredi, *puis* Marseille jeudi, son *« décathlon »* électoral. Philippe de Villiers, lui, n'a plus que ses yeux pour pleurer : *n'ayant* pas franchi la barre fatidique de 5 % des suffrages qui donne droit au remboursement des dépenses de campagne par l'Etat, il a assuré, dans un sobre communiqué, lundi, qu'il *« fera face à cette situation en toute indépendance, avec les ressources de son mouvement et les dons des sympathisants »*. Espérons pour lui qu'il lui en reste.

Au même moment, impavide, François Mitterrand *sacrifiait* aux devoirs de sa charge et faisait ses adieux officiels aux autorités de la Principauté d'Andorre, dont il est le co-prince. Il en profitait pour noter qu'il veillerait *« à ce que la transition avec* [son] *successeur »* se fasse sans *le moindre « hiatus »*. Sans doute compte-t-il les jours, lui aussi. Comme ses deux successeurs potentiels.

Récit de la séquence France



Lionel Jospin prépare le second tour en s'appuyant sur la surprise qu'il a créée

Le candidat du PS estime avoir un « avantage psychologique » sur M. Chirac

Arrivé en tête du premier tour, le 23 avril, Lionel Jospin a repris dès lundi 24 avril le chemin de la province et des meetings. Estimant que « psychologiquement », il a l'« avantage » et que la confrontation avec Jacques Chirac se présente mieux pour lui que s'il avait dû faire face à Edouard Balladur, le candidat socialiste prépare soigneusement le débat télévisé prévu pour le mardi 2 mai.

EN CE LUNDI de lendemain de fête, en partance pour son premier meeting de second tour à Valence, Lionel Jospin navigue sur... Air Liberté ! Au Bourget, « terre d'envol » depuis des semaines pour tous candidats pressés, la petite compagnie requise a affiché dans sa salle d'attente un seul mot et trois points d'exclamation : « bravo ». Ayant désormais statut de grand candidat, M. Jospin ne navigue désormais plus avec hélices, mais à réaction. Plus rapide, plus confortable, plus chic, le standing socialiste est monté d'un sérieux cran. Le plan de vol du deuxième tour a une autre allure.

En ce lundi après-midi, M. Jospin s'en est allé, donc, comme il le dira avec emphase une fois atterri dans la Drôme, *« reprendre le chemin du dialogue avec le peuple »*. Dans le ciel, il revit cette incroyable soirée du 23 avril, cette nuit qu'il avait du mal à achever, cet enthousisame autour de lui, qui, aujourd'hui, annihile toutes les fatigues, donne un moral de champion. Car la première impression est bien celle-là : M. Jospin rayonne, plane, pourrait-on dire à cette altitude. Comme si, pour lui, l'essentiel était déjà fait : prouver qu'il méritait la confiance de ses camarades socialistes, celle des Français ne venant que de surcroît.

LES HUMEURS DE L'ÉLYSÉE

Dimanche soir, sur le coup de 23 heures, M. Jospin avait pu joindre au téléphone François Mitterrand. Il avait appris qu'à Château-Chinon, le matin, le chef de l'Etat avait voté en ne choisissant délibérément sur la table qu'un seul bulletin, le sien. *« Ce n'était pas franchement républicain*, lui a-t-il dit, *mais c'était bien. »* M. Jospin ne se fait d'ailleurs plus de souci sur les humeurs de l'Elysée. A l'entendre, on les a grossies exagérément. *« Le président et moi*, soutient-il, *on se comprend à demi-mot, mais cela, personne ne peut le comprendre. »* Le 28 avril, M. Jospin a prévu de faire étape dans les Landes, chez Henri Emmanuelli. L'illustre voisin de Latche sera-t-il, comme on le murmure, de la fête ? M. Jospin ne répond pas, mais ne dément pas.

Pendant de longues minutes, il dissèque dans *Le Monde* les résultats du premier tour. Ceux de la Haute-Garonne, qui l'émeuvent ; de Paris, qui l'intéressent ; de l'Alsace, qui l'inquiètent. Il relit, pour s'en amuser, la déclaration de dimanche soir de Jacques Chirac, qu'il complète par quelques phrases empruntées au registre balladurien. *« Ce second tour va être difficile*, commente-t-il, *mais, psychologiquement, j'ai maintenant l'avantage. Chirac a fait une bourde incroyable avec cette histoire du franc et de la lettre de Trichet. A chaque fois, il retombe dans les mêmes errements. Je ne le comprends pas ! »*

LE DÉBAT TÉLÉVISÉ

Depuis le matin, M. Jospin sait qu'il retrouvera le maire de Paris, le 2 mai, pour ce face-à-face télévisé qu'il espère depuis des semaines. Il aurait voulu un *« débat le plus libre possible »*, mais il se doute déjà que les exigences du camp chiraquien ne répondront pas à ce souhait. Depuis plusieurs jours, des spécialistes de son état-major sont chargés de préparer ce tournoi du moyen âge médiatique. Le trac à la télévision, M. Jospin dit ne plus le connaître. *« Ma seule préoccupation*, confie-t-il, *sera de pouvoir faire passer tous les messages que je veux délivrer aux Français. » « Avoir Chirac devant moi*, ajoute-t-il, *ça m'intéresse plus que Balladur. Lui, je ne le sentais pas ! »*

M. Jospin sait que cette campagne du second tour va passer vite. *« Je vous préviens*, glissait-il avant d'arriver à Valence, *je vais démarrer assez doucement. »* De fait, devant les deux mille à trois mille personnes qui l'ont accueilli, il a donné le sentiment de tâter ce nouveau terrain en attendant que M. Chirac veuille l'y rejoindre. Sur l'Europe et sur le social, M. Jospin compte remettre cent fois son ouvrage sur le métier. Pour cette nouvelle plongée en province, M. Jospin ne boude pas son plaisir de déguster son succès : présentant des excuses ironiques aux *« sondeurs et commentateurs »*, qui n'avaient rien vu venir ; s'attardant sur cette certitude que *« le peuple français continue d'avoir un problème avec M. Chirac »*.

« On va gagner, on va gagner ! », scande la foule. Tous ces vivats le portent. M. Jospin se souvient de la campagne du premier tour ; ces premiers cris entendus de *« Jospin président ! »* faisant prendre conscience de tous les espoirs portés sur ses épaules ; ce meeting de Lille sans doute le plus bouleversant ; de toutes ces traversées de foule aussi éprouvantes qu'un 3 000 mètres steeple. Depuis son entrée en campagne, M. Jospin a arrêté de jouer au tennis. La forme, dans ces périples de campagne, s'entretient toute seule. *« Et puis*, s'amuse-t-il, *imaginez si je m'étais foulé le pied ! »*

Sans doute, « Les Guignols » en eussent-t-il avantageusement tiré parti. M. Jospin ne les a vus qu'une fois, mais, ce lundi soir, il imagine : *« Je vois bien ce qu'ils vont me faire. Un Jospin ahuri se demandant : qu'est-ce que je f... là ? »*

Daniel Carton

Daniel Vaillant, ou le soutier devenu capitaine

IL EST des grandes joies muettes, celles nourries par le sentiment du devoir accompli et une fidélité de vingt ans. Dimanche, dans la foule qui exultait autour de son candidat béni par les dieux électoraux, un homme se tenait en retrait, regardant presque avec distance ces débordements : Daniel Vaillant, le premier des jospinistes, ancien soutier de toutes les navigations, passé directeur de campagne, constamment sur le pont. *« Je suis heureux »*, confiait-il, et comme pour s'excuser de *« ne pas exploser »*, il ne trouvait que cette fausse ironie : *« Ce soir, je ne bois que du Perrier ! »*



DANIEL VAILLANT

AMITIÉ COMPLICE

Le moment fort fut vécu ailleurs, plus tard, au siège de campagne. Partage de minuit, rue du Cherche-Midi, quand chacun se repassait le film de cette campagne sur l'écran blanc des émotions. Lionel prit Daniel dans ses bras, comme dans ces cérémonies de remise de légion d'Honneur. La décoration fut une plaisanterie qui en dit plus que tout. *« Ah, Daniel*, lui glissa Lionel, *qu'est-ce que ç'aurait été si on n'avait pas eu un candidat terne, un mauvais directeur de campagne, et une mauvaise communication. On aurait pu passer au premier tour ! »* Tous deux n'avaient rien ignoré de la contestation née dans leurs rangs, propagée par la peur de perdre et les éternelles bisbilles dans tout état-major politique. Ce Vaillant, selon certains, n'était pas assez politique, pas assez médiatique, n'avait pas la pointure. On accusait même le candidat d'avoir pour son ami indulgences coupables et peut-être fatales. M. Jospin ne voulut pas entendre. M. Vaillant laissa dire. L'un et l'autre n'avaient même pas à s'expliquer, sachant que leur amitié complice étoufferait ces complaintes.

Auprès du candidat, Daniel Vaillant reste l'homme qui rassure, qui arrange, qui précède sans esbroufe. *« Je ne suis pas quelqu'un qui se pousse du col*, dit-il. *Il n'y a pas que les caméras dans la vie. »* Sans caméras, il s'en est allé ainsi dans sa circonscription du XVIII[e] arrondissement de Paris visiter, dimanche, la centaine de bureaux de vote pour sonder à sa façon cœurs et reins. Car Daniel Vaillant reste un homme de terrain, un Parisien qui hait le parisianisme, un paysan de la Nièvre mitterrandiste immergé aujourd'hui en plein quartier de la Goutte d'or.

Pendant la campagne du premier tour, il aura fait aussi une quinzaine de réunions publiques, et pas les plus glorieuses. Dans l'Ariège, dans le Nord, dans sa Bourgogne aussi, pour sentir toujours et encore et pour rapporter en vrac toutes ses impressions à son patron. *« Moi*, assure-t-il, *je n'ai jamais eu l'œil rivé sur les sondages. Je voyais, j'entendais et je n'ai jamais douté de notre présence au second tour. »*

De jour en jour, il aura vu aussi *« son »* Lionel prendre une autre dimension, s'épanouir, comme il dit. *« Le fameux rêve qu'on nous réclame, c'est, pour les Français, le changement et le sérieux. On sait maintenant que le second tour ne se jouera pas avec l'arithmétique. »* M. Vaillant s'est remis à la tâche, justifiant plus que jamais son patronyme !

D.C.

Le PCF et les écologistes veulent des engagements

Les dirigeants communistes estiment que la situation « ne se prête pas » à un accord avec les socialistes

SANS ATTENDRE la réunion, mercredi 26 avril, du comité national du PCF, le porte-parole des refondateurs communistes, Guy Hermier, député des Bouches-du-Rhône, a indiqué que *« la gauche doit se rassembler (...) avec d'autant plus de détermination que le progrès de l'extrême droite, dont Jacques Chirac va bénéficier, est très inquiétant pour la France et la démocratie »*. *« Lionel Jospin rassemblera d'autant plus qu'il tiendra compte de la volonté exprimée par près de la moitié des forces de gauche d'une vraie politique de transformation sociale »*, a-t-il ajouté.

Plus réservé, le directeur de *L'Humanité*, Pierre Zarka, a affirmé, lundi sur France 2, que *« les communistes sont toujours hostiles à la droite »*, mais, pour le dirigeant communiste, *« la situation ne se prête pas à un accord »* politique avec le Parti socialiste. *« On voit bien ce que sont devenus les espoirs de 1981. Il ne faut pas avoir la mémoire courte »*, a rappelé M. Zarka.

L'ARRÊT DE SUPERPHÉNIX

Dans ses éditions du 25 avril, *L'Humanité* témoigne, du reste, des inquiétudes du PCF en annonçant le soutien apporté à M. Jospin, dès lundi matin sur France-Info, par Alain Minc, auteur du rapport sur *La France de l'an 2000*, et partisan, au premier tour, d'Edouard Balladur. M. Minc est présenté comme *« un ultralibéral, favorable à une intégration européenne, politique et monétaire rapide »*. Son souhait de voir M. Jospin dissoudre l'Assemblée nationale, pour aboutir à *« une majorité socialo-centriste »*, se situe évidemment à l'opposé des attentes du PCF.

Du côté des écologistes, Dominique Voynet a réuni une conférence de presse pour rappeler ce qu'elle attend du candidat socialiste : l'arrêt du surgénérateur Superphénix, de l'usine de retraitement nucléaire de La Hague, du chantier du tunnel du Somport et du projet de canal Rhin-Rhône ; la réduction du temps de travail à trente-cinq heures ; l'instauration de la proportionnelle et l'abrogation des lois Pasqua sur l'entrée et le séjour des étrangers en France.

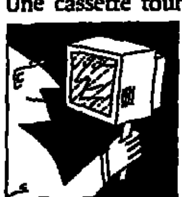
Se défendant de *« faire du chantage »*, M[me] Voynet a précisé : *« Nous sommes convaincus que ce n'est pas du côté de Jacques Chirac qu'il faut chercher des réponses à ces attentes. C'est à Lionel Jospin de convaincre* [les écologistes] *de sa volonté et de sa capacité à répondre à leurs attentes. »* Après son piètre résultat du premier tour (3,32 %), la candidate écologiste a aussi besoin de ces réponses pour affronter, le 29 avril, le conseil national interrégional des Verts et démontrer à ses opposants que sa candidature n'a pas été inutile.

Autre composante de la candidature de M[me] Voynet, l'Alternative rouge et verte (AREV) s'est donné un délai de réflexion, en demandant à M. Jospin de *« rassembler au-delà des propositions du PS »* et *« d'entendre les aspirations des mouvements sociaux, notamment sur les trente-cinq heures, l'arrêt de Superphénix et l'abrogation des lois Pasqua »*. En revanche, la Convention pour une alternative progressiste, composée pour l'essentiel de dissidents communistes et qui soutenait aussi la candidature de M[me] Voynet, a déjà choisi : comme elle l'avait annoncé dès le mois d'octobre, elle appelle à voter au second tour pour le candidat de gauche.

J.-L. S.

« J'ai envie de détester Jospin »

AU PREMIER ÉTAGE du showroom qui sert de permanence à Lionel Jospin, rue du Cherche-Midi, on entend la voix de M. Fabius. Une cassette tourne dans le magnétoscope. Pierre Moscovici est assis devant sa télé. Les phrases sont vieilles : *« ... un peu comme un roquet »*. *« Vous parlez au premier ministre de la France. »* Avec Gilles Finkelstein, une « plume » du candidat, le trésorier du PS étudie. *Rewind.* Arrêt sur image. Du jeu de l'adversaire, rien ne doit être ignoré.



HORS CHAMP

Bien avant la « divine surprise » du 23 avril, l'équipe du débat télévisé de l'entre-deux-tours était sur pied. En face, chez Jacques Chirac, Claude, sa conseillère de fille, Jean-Michel Goudard, le responsable de l'international du groupe Euro-RSCG, et Alexandre Basdereff, jeune et discret patron de l'agence de communication Optimus, ont eux aussi commencé à travailler. Chez M. Balladur, la semaine dernière, rien n'était vraiment sur pied. Anticipation d'une défaite annoncée ? Dès dimanche soir, dans les couloirs de TF 1, Hervé Bourges annonçait pour le lendemain une réunion avec les états-majors, au CSA, histoire de régler la somme de détails de ce marronnier de la démocratie télévisée. Le matin, Claude Estier est venu avec le réalisateur Serge Moati, conseiller en image de M. Jospin. L'après-midi, M. Bourges a reçu M. Goudard et le réalisateur Alexandre Tarta pour le camp opposé.

Rien n'est facile. D'abord, il faut choisir une date. Ce sera le 2 mai : pas de match de football, et, le cas échéant, le temps nécessaire à un candidat de « rebondir une dernière fois ». L'heure : 20 h 45, plutôt que les vingt coups du JT. Le lieu : le studio 101 de la Maison de la radio, neutre, pratique, comme en 1988. Pour le réalisateur, on a hésité. Il fallait un *« pro »*, mais pas trop *« exubérant »* : *« Un débat présidentiel, ce n'est pas « Taratata »*, résume M. Bourges. Un consensus semble s'être dessiné autour de Jean-Luc Léridon (« *L'Heure de vérité* »).

Le casse-tête, ce sont les journalistes-animateurs. TF 1 et France 2 ont fait acte de candidature pour diffuser le grand débat en direct. Etienne Mougeotte a sorti de son chapeau Gérard Carreyrou, puis Anne Sinclair et Patrick Poivre d'Arvor, d'après les candidats. PPDA, après la condamnation du tribunal de Lyon ? *« Franchement, c'est un peu indécent »*, dit-on avenue d'Iéna, tandis qu'au PS certaines voix s'élèvent pour qu'on *« retoque fermement »* cette proposition. Jean-Pierre Elkabbach n'a sur le papier jamais été candidat. France-Télévision a proposé Jean-Luc Mano, Arlette Chabot et Alain Duhamel. La candidature de ce dernier suscitant quelques remous au sein de la rédaction, qui ne le considère pas comme un journaliste-maison, M. Elkabbach a ajouté in extremis les noms de Bruno Masure et de Daniel Bilalian. Cependant, lundi soir, Alain Duhamel était, avec Anne Sinclair, le favori des deux camps.

Avenue d'Iéna et rue du Cherche-Midi, on travaille. Avec le CSA, Moati et Tarta cherchent les moyens d'assouplir les règles de réalisation d'un autre temps, imposées en 1981 par Robert Badinter et François Mitterrand. On songe à autoriser quelques plans et coupes : *« Pas un candidat qui s'éponge le front ou fouille dans sa serviette*, explique Alexandre Tarta, *mais la possibilité de montrer un visage, qu'un candidat dise :* « Dans les yeux, je le conteste ». »

Rue du Cherche-Midi, on a cherché et retrouvé la semaine dernière les trois débats du premier secrétaire : avec M. Marchais à la fin des années 80, avec M[me] Veil en 1984, avec M. Le Pen enfin, sur RTL en 1987. Des trainings ? L'homme n'aime pas ça, mais on saura le convaincre. Pour l'occasion, Pierre Moscovici jouera à Jacques Chirac. Déjà, dans un exercice d'autosuggestion, il répète : *« J'ai envie de détester Jospin... »*

Ariane Chemin

Aux usines Chausson, la tentation du « troisième tour social »

Sans illusions, les ouvriers hésitent entre amertume et combativité

CREIL (Oise)
de notre envoyée spéciale

Vingt ans déjà ! Gennevilliers n'était que colère. Retranchés dans leur usine vétuste, noire et glacée comme un four éteint, les « Chausson » menaient leur premier conflit avec une foi de bagnards en révolte. Comme les « Lip », les « Manufrance » et tant d'autres, en ce printemps 1975. Un autre monde ! Aujourd'hui, la forteresse ouvrière a perdu ses usines, et les « Chausson » leurs illusions. Le bistrot est toujours à la même place, mais, de l'énorme site industriel, ne restent que quelques bâtiments proprets en face d'une friche où, l'hiver, s'installent les « Restos du cœur ».

Décimés par la crise, les 17 000 « bagnards de l'automobile » répartis dans la France entière ne sont plus, vingt ans après, que 2 200, condamnés à plus ou moins brève échéance, répartis sur deux sites, Gennevilliers, en Seine-Saint-Denis, et Creil, dans l'Oise. Et s'ils se battent encore, c'est sans vrai espoir, tout juste pour prolonger le sursis, et arracher les garanties ou les mesures d'âges qui leur permettront de *« ne pas se retrouver directement à l'ANPE »*.

Alors, les élections, dans ce gâchis, ça fait plutôt sourire. Tristement. Un amateur de bière a voté Jospin, *« bof »*, parce qu'il *« n'allait quand même pas voter à droite ! »* ; un autre a choisi Robert Hue, *« par habitude »* – on est dans une municipalité communiste. Et Jacques Chirac ? N'a-t-il pas récemment, à Creil, assuré que Chausson ne devait pas mourir ? N'a-t-il pas promis le changement ? La question provoque de francs ricanements. *« Tous pareils, Balladur aussi y a été de son couplet rassurant, c'est pour ça qu'on n'a pas voté pour eux ! »*, s'emporte un ouvrier.

> « Il y a de plus en plus de gens qui disent : il faudrait un nouveau mai 68. Ça fait des années qu'ils subissent. Alors, ce ne sera peut-être pas pour juin, mais ça va venir... »

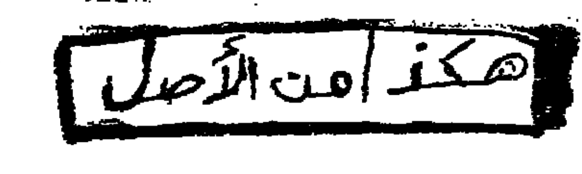
« Des illusions, personne ne s'en fait, explique un syndicaliste. *Pour lâcher ne serait-ce que quelques miettes, il faudrait s'attaquer à des tas de choses, Chirac ne le fera pas plus que les autres. Voyez ces histoires de droit au logement, c'est du tragi-comique ! »* Manifestement, les occupations sauvages de bureaux dans la capitale ont fait beaucoup réfléchir ici. *« Mettez-vous à la place des habitants de Gennevilliers qui, entassés dans leurs cités, voient de l'autre côté de la Seine, sur Levallois, se multiplier les immeubles de luxe et les bureaux, vides. Cela fait des années qu'ils ont ça sous le nez... »*

Exit, donc, les « grands » partis, de gauche comme de droite, avec l'illusion d'un changement « par le haut ». Reste Le Pen, arrivé deuxième à Creil et troisième à Gennevilliers... Lancinante et muette tentation. Personne ne se vante d'y avoir cédé, mais tout le monde comprend pourquoi *« certains l'ont fait »*. *« C'est un vote de désespoir et de dépolitisation*, explique un militant trotskiste. *Depuis quinze ans, la gauche est au gouvernement, mais dans les HLM ou dans les usines, la situation s'est considérablement dégradée. Il y en a qui expriment leur raz-le-bol comme ça. C'est plus facile de s'en prendre à Mohammed qu'aux vrais responsables ! » « Mohammed »* et quelques autres, dans le bistrot à côté, approuvent : *« C'est pour protester, ce n'est pas vraiment du racisme... »*

Reste enfin *« Arlette »*. Une vraie satisfaction : *« elle a fait presque 7 % ici ! »* Et, derrière, la tentation d'un « troisième tour social ». Là, on ne sourit plus. Ce n'est pas un thème de meeting à Gennevilliers. On prend même le sujet très au sérieux, dans la petite baraque en préfabriqué du comité d'entreprise. *« Ça se discute dans les ateliers »*, assure un militant. Déjà, depuis un an et demi, on sent la mobilisation monter jusque chez les gardiens de l'usine, aimables, qui font tout pour aider les syndicalistes. Une preuve ? Les débrayages très suivis pour les dernières négociations salariales, qu'on refuse désormais d'opposer à la sauvegarde de l'emploi : *« Après tout, c'est pour ça qu'on travaille ! »*

Est-ce la fin du repli sur soi, qui a muselé les syndicats pendant des années ? *« Quand on se retrouve au coude à coude, l'égoïsme et même le racisme disparaissent »*. Bref, il faut – on veut – que ça change. *« Il y a de plus en plus de gens qui disent : il faudrait un nouveau mai 68. Ça fait des années qu'ils subissent, y compris dans l'entreprise, ils en prennent plein la tête. Alors, ce ne sera peut-être pas pour juin, mais ça va venir »*...

Véronique Maurus



هكذا من الأصل

Le PCF et les écologistes veulent des engagements

Pascal Perrineau, directeur du Centre d'étude de la vie politique française

« Le vote du 23 avril permet de parler d'une vraie élection de crise »

Les partis de contestation n'avaient jamais été placés aussi haut dans une présidentielle

Un premier tour d'élection présidentielle gagné par le syndrome de la « fracture » et marqué par l'expression des protestations et du rejet des partis et des hommes de gouvernement : c'est ainsi que Pascal Perrineau, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, directeur du Centre d'étude de la vie politique française (CEVIPOF), analyse le scrutin du 23 avril. Il observe que le vote en faveur de ce qu'il appelle les « forces périphériques » atteint un niveau record. Si les partis de gouvernement restent forts dans la partie la plus aisée et la plus éduquée de l'électorat, ils se heurtent au mécontentement des autres catégories sociales. Ce phénomène est particulièrement flagrant dans le caractère de plus en plus populaire du vote pour le Front national, dont le président, Jean-Marie Le Pen, a fait progresser le score auprès des milieux urbains défavorisés. En outre, le directeur du CEVIPOF estime que Jacques Chirac a échoué dans sa tentative pour séduire l'électorat populaire en mettant en avant des thèmes de gauche.

« Le premier tour de l'élection présidentielle reflète-t-il, selon vous, la « fracture sociale » du pays ?

– On peut parler, pour la première fois dans l'histoire de la V[e] République, d'une vraie élection de crise. La crise sociale, le malaise de nombreuses couches populaires, la perte des repères, se sont exprimés dans cette élection de manière extrêmement vive, comme cela n'avait jamais été le cas dans une élection présidentielle. On voit apparaître 38 % d'électeurs qui ont voté pour des formations périphériques, dans lesquelles le poids des forces extrêmes est loin d'être négligeable : environ 13 % pour l'extrême gauche, 15 % à 16 % pour l'extrême droite, avec un poids important des extrêmes.

» Autrement dit, toute une série d'électeurs ont utilisé l'élection présidentielle comme vecteur de leur protestation. Or, jusqu'à maintenant, l'élection présidentielle avait peu joué ce rôle. Les forces protestataires occupaient une place beaucoup plus marginale. Les Français votaient utile dès le premier tour en se rapprochant des grandes forces et des grands candidats de gouvernement.

– Ne pourrait-on pas vous opposer que, finalement, le niveau du vote communiste, d'extrême gauche et d'extrême droite est assez comparable à celui de 1988 ?

– Les six candidats périphériques totalisent 38 %, près de quatre Français sur dix. Dans les élections présidentielles précédentes, ces forces représentaient plutôt un quart des suffrages. Il y a donc une progression de plus de dix points, qui est un signe. La légitimité des candidats de gouvernement a une base de plus en plus ténue. Si M. Chirac l'emporte au second tour, il sera parti d'une base de 20 %, soit 15 % des inscrits. On n'avait jamais vu un candidat élu à partir d'une telle base. M. Mitterrand, en 1981, part de 26 % au premier tour.

» Cela montre l'état d'éclatement et de fragmentation de la donne politique en France, mais il y en a d'autres symptômes : les abstentions se situent un peu plus haut que la moyenne pour un premier tour d'élection présidentielle (21,63 % au lieu de 18,6 %) ; les bulletins blancs et nuls ont doublé (2,83 % au lieu de 1,1 % en moyenne) ; et cet éclatement de la donne politique est d'autant plus fort que l'on descend dans l'échelle sociale. Chez les cadres supérieurs et professions libérales, la tendance à voter encore pour les candidats de gouvernement est forte : il n'y a que 24 % d'électeurs appartenant à ces catégories qui ont voté pour les forces périphériques. En revanche, à l'autre bout de l'échelle sociale : chez les ouvriers, 53 % de vote pour les forces périphériques, et, chez les chômeurs, 58 % *(voir graphique)*.

» On voit donc que ce malaise ne s'exprime pas de manière égale dans toutes les couches sociales, mais qu'il recoupe, d'une certaine manière, la fracture sociale. On le voit, aussi, quand on prend pour critère le vote au référendum sur le traité de Maastricht. Les électeurs qui avaient voté « oui » votent aujourd'hui, de manière très majoritaire, pour les forces « centrales », c'est-à-dire M. Jospin, M. Chirac et M. Balladur. En revanche, ceux qui avaient voté « non » à Maastricht, cette France des protestations, du repli, vote en majorité pour les forces périphériques.

» Le deuxième phénomène, c'est la mobilité, l'électeur « volatil ». C'est ce qui a permis de dire que « les sondages se sont trompés », alors qu'ils ont mesuré, en fait, les évolutions d'un électorat en perpétuel mouvement : il y a eu l'effet Delors à l'automne ; puis, en janvier, M. Balladur triomphait ; en mars, c'était au tour de M. Chirac ; enfin, dans la dernière période, il y a eu la poussée de Le Pen et, apparemment, dans la toute dernière ligne droite, la poussée jospiniste. Toute cette campagne a été marquée par la mobilité des électeurs, accompagnée d'un taux d'indécision record. Les sondages ont même montré, dans la dernière semaine, un pourcentage d'indécis qui remontait. Selon le sondage « sortie des urnes » de CSA, 12 % des électeurs ont choisi au dernier moment, 16 % dans les quelques jours qui ont précédé.

– Cela veut-il dire que les sondages deviennent eux-mêmes un facteur de choix pour les électeurs ? Si l'indécision croît quand les sondages ne sont plus publiés...

– L'essentiel reste les médias écrits et audiovisuels, à partir desquels le choix se façonne.

– On a reproché à ces médias, précisément, de donner la première place aux informations sur les sondages !

– Cela relève peut-être de l'intime conviction, mais aussi un peu de l'analyse : je ne crois pas que les sondages jouent un rôle décisif dans l'orientation du comportement des électeurs. Les électeurs les intègrent comme un élément d'information parmi d'autres pour faire leur choix, mais il n'est pas apparu un vote sous influence sondagière.

» Les Américains avaient déterminé deux types d'effet des sondages : l'effet *underdog*, qui consisterait à aller vers la victime, et l'effet *bandwagon*, qui consisterait à se porter vers celui qui se détache en tête. Or la campagne nous a montré tout et le contraire de tout. Il n'y a pas eu de mouvement irrésistible pour M. Balladur quand il était en tête, fin janvier et en février, ni, inversement, de mouvement pour le récupérer quand il était en situation difficile, fin mars. D'ailleurs, toutes les enquêtes qui ont été faites aux Etats-Unis montrent que, quand ils existent, les deux mouvements en question s'annulent.

> La stratégie chiraquienne, qui consistait à s'ériger en candidat du mouvement, a largement échoué

– La répartition des électeurs entre M. Chirac et M. Balladur s'est-elle faite en conformité avec le discours du premier ?

– La stratégie chiraquienne, qui consistait à s'ériger en candidat du mouvement, à l'assaut du camp conservateur, a largement échoué. Quand on regarde la structure de l'électorat de M. Chirac, on s'aperçoit qu'il fait ses meilleurs scores dans les couches traditionnelles de la droite traditionnelle : les patrons de l'industrie et du commerce, les professions libérales, les agriculteurs. Son score dans les couches populaires reste, en général, en dessous de son score national.

» Cependant, l'évolution des soutiens de M. Balladur montre qu'il a été peu à peu rabattu sur une France conservatrice. Quand on regarde la sociologie de son électorat, on voit qu'il est plutôt âgé et aisé, mais toute une partie de la substance populaire de la droite, qui aurait dû, dans la logique de sa candidature, se retrouver derrière M. Chirac sur des thèmes de gauche, se retrouve en fait chez Jean-Marie Le Pen. Le premier candidat en milieu ouvrier, c'est lui. Chez les chômeurs, selon CSA, il arrive à 35 %. L'électorat lepéniste est plus populaire que jamais.

– De quoi est fait l'électorat de M. Chirac ?

– La carte de M. Balladur est une carte classique de la droite en France et de la démocratie chrétienne. Elle ressemble à celle de M. Barre en 1988, avec l'Alsace en plus, et, là, on voit le poids de la démocratie chrétienne. La carte de M. Chirac est différente. On l'avait déjà connue dans le passé : le phénomène d'implantation personnelle, la tache autour de son implantation en Corrèze, correspond au phénomène que les politologues américains appellent *friends and neighbours* (« amis et voisins »), la logique de l'implantation locale, qu'on avait déjà rencontrée dans le passé. Regardez le score de la liste que conduisait M. Chirac aux élections européennes de 1979, vous trouvez déjà ce type d'implantation localisée : Paris et la Corrèze. Lorsqu'on regarde les sondages « sortie des urnes », on a la certitude qu'au fil de la campagne M. Balladur est devenu un candidat UDF, et M. Chirac, un candidat RPR.

» Il y a une préoccupation européenne de l'électorat Balladur, au sein de la majorité, qui est plus affirmée que celle de l'électorat Chirac, laquelle est plus importante que celle de l'aile extrême Villiers. Enfin, le vote Le Pen est, lui, carrément antieuropéen. M. Chirac, qui a retrouvé le vote RPR anti-Maastrich t, se situe quelque part entre le pôle d'ouverture – libéral centriste et européen –, représenté par M. Balladur, et le pôle de fermeture – de droite nationaliste et d'exclusion –, représenté par Le Pen. D'où le problème de la campagne de second tour de M. Chirac : comment tenir les deux bouts de la chaîne ?

> Lionel Jospin a fait passer le message de la rupture « douce » avec le mitterrandisme

– La dissidence Villiers a-t-elle nui davantage à M. Chirac ou à M. le Pen ?

– C'est un électorat bourgeois, âgé et agricole : Villiers a donc pris davantage à M. Chirac qu'à Le Pen, ce qui ne veut pas dire que, dans le milieu des patrons de l'industrie et du commerce, la séduction Villiers n'ait pas privé Le Pen d'une partie de sa marge de progression.

– La composition de l'électorat s'est-elle modifiée ?

– Le phénomène majeur, c'est la popularisation d'ensemble de l'électorat de Le Pen. Le thème de l'immigration écrase tous les autres parmi les électeurs urbains du Front national. Or, pour la première fois, dans la droite classique, il n'y avait pas de contre-feu, Charles Pasqua ayant été neutralisé par l'affaire Schuller-Maréchal. La crise algérienne et l'entrée en vigueur de la convention de Schengen sont intervenues, aussi, au cours de la campagne.

– Qu'est-ce qui explique la percée de M. Jospin ?

– Il y a eu un phénomène de vote utile important dans la toute dernière période, et une érosion des positions de M[me] Voynet et Laguiller et de M. Hue. La campagne « pédagogique » de M. Jospin a porté sur la fraction de l'électorat qui l'a rejoint : c'est celle qui accorde le plus d'importance, dans les motivations de son vote, au programme. En outre, c'est la première fois qu'un candidat socialiste affiche clairement la couleur social-démocrate. Enfin, M. Jospin a montré le chemin du renouveau de la gauche socialiste. Il a fait passer le message de la rupture « douce » avec le mitterrandisme. »

Propos recueillis par Patrick Jarreau

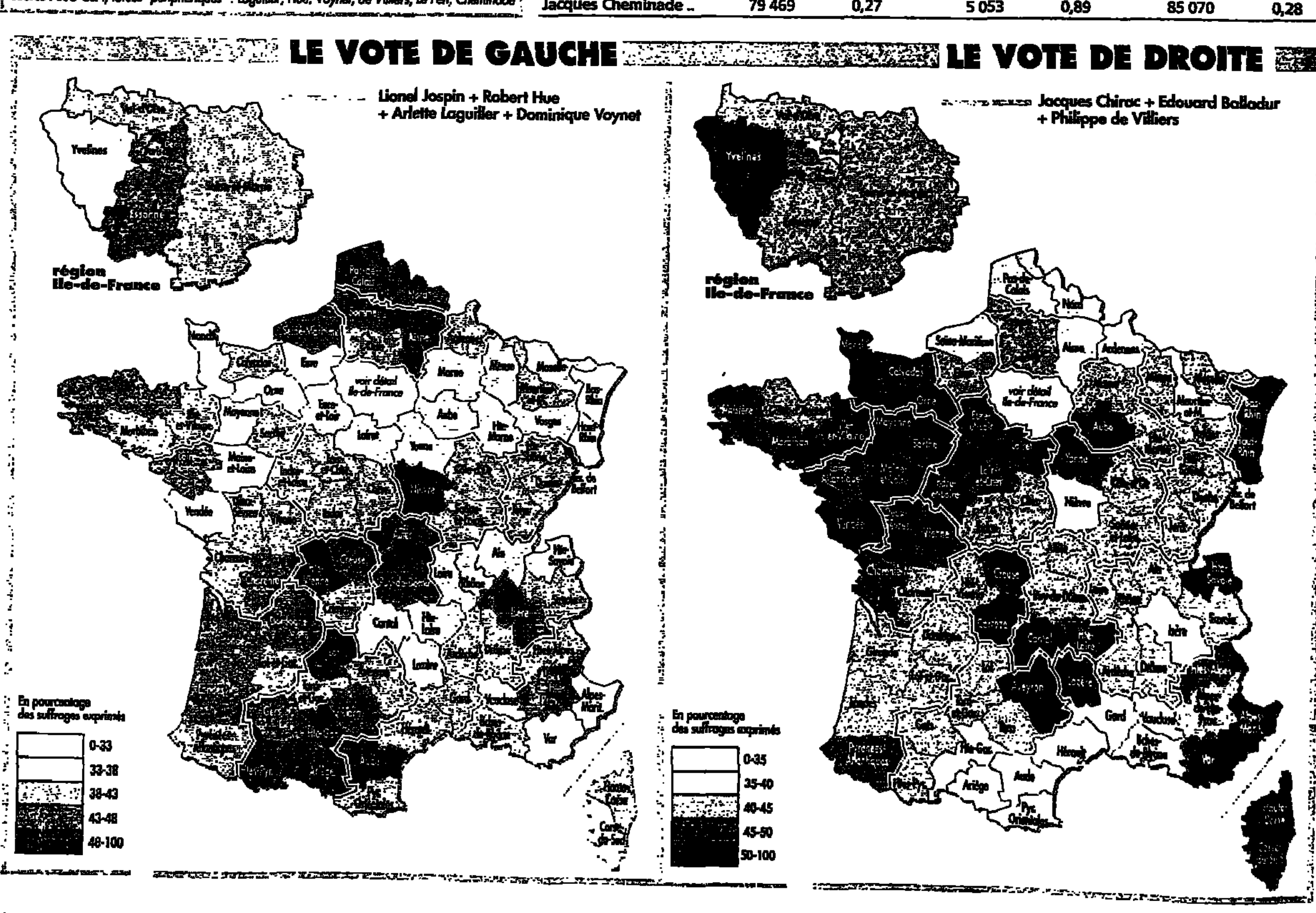
en pourcentage

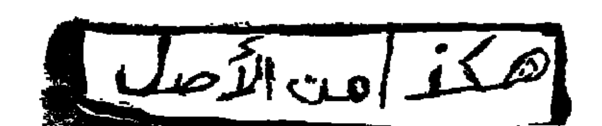
CHÔMEURS	
OUVRIERS	
"NON" À MAASTRICHT	53
PATRONS DE L'IND. ET DU COM.	
CADRES SUP. PROF. LIB.	
ENSEMBLE SUP.	
"OUI" À MAASTRICHT	25
ENSEMBLE ÉLECTORAT	38

Source : SSU-CSA, forces "périphériques" : Laguiller, Hue, Voynet, de Villiers, Le Pen, Cheminade

Les résultats définitifs selon « Le Monde »

	MÉTROPOLE		OUTRE-MER		TOTAL	
Inscrits	38 588 990		1 192 625		40 026 937	
Votants	30 646 197		598 036		31 369 029	
Abstentions	(20,58 %)		(49,86 %)		(21,63 %)	
Blancs ou nuls	(2,79 %)		(5,23 %)		(2,83 %)	
Exprimés	29 789 868		566 747		30 480 211	
CANDIDATS	Nombre de voix obtenues	Suffr. expr. (%)	Nombre de voix obtenues	Suffr. expr. (%)	Nombre de voix obtenues	Suffr. expr. %
Lionel Jospin	6 913 429	23,21	155 864	27,50	7 101 992	23,30
Jacques Chirac	6 097 390	20,47	212 908	37,57	6 351 672	20,84
Edouard Balladur	5 523 231	18,54	109 258	19,28	5 662 116	18,58
Jean-Marie Le Pen	4 547 559	15,27	19 255	3,40	4 573 202	15,00
Robert Hue	2 599 963	8,73	32 102	5,66	2 634 187	8,64
Arlette Laguiller	1 600 860	5,37	12 762	2,25	1 616 546	5,30
Philippe de Villiers	1 431 317	4,80	10 011	1,77	1 444 053	4,74
Dominique Voynet	996 650	3,35	9 534	1,68	1 011 373	3,32
Jacques Cheminade	79 469	0,27	5 053	0,89	85 070	0,28





M. Balladur demande à M. Chirac de prendre en compte une partie de son programme

Le premier ministre envisage de revenir siéger à l'Assemblée nationale

Devant ses comités de soutien, réunis lundi 24 avril à Paris, le premier ministre a confirmé son soutien à M. Chirac *mais lui a demandé de tenir compte de la volonté de tous ceux qui ont « voté Balladur ». Les balladuriens, qui veulent continuer à travailler ensemble, préparent leur* retour à l'Assemblée nationale. M. Balladur lui-même pourrait faire démissionner son suppléant *pour retrouver son siège de député.*

LE « BALLADURISME » ne veut pas mourir. Les conditions de la défaite du chef du gouvernement au premier tour de la présidentielle lui ont permis de faire passer ce message haut et fort, dès lundi 24 avril dans l'après-midi, devant les responsables de ses comités de soutien, réunis à Paris. Le rendez-vous avait été pris il y a quinze jours – *« quoi qu'il arrive »*, avait promis Edouard Balladur. La promesse a été tenue. Par lui, certes, mais surtout par tous ceux qui s'étaient rangés sous sa bannière. Ils étaient tous là en rang serré : les ministres, les parlementaires, les sans-grade. La déception et la fatigue se lisaient sur leurs visages. Mais aussi la fierté d'avoir réussi à se battre jusqu'au bout, sans avoir cédé au découragement. Et surtout l'émotion.

Cette émotion, celui qui n'était déjà plus candidat, et qui fut le seul à s'exprimer au cours de cette réunion, ne la camoufla pas. Dans un discours qui fut loin d'être un simple remerciement, il donna l'impression de s'épancher vraiment. Pour la première fois.

Les regrets des erreurs du passé n'empêchèrent pas les préoccupations du futur proche et lointain d'être omniprésentes. Pour les quinze jours à venir, la consigne d'Edouard Balladur est, à entendre les applaudissements, largement approuvée : tout faire pour aider Jacques Chirac à remporter le tour décisif, car il est le seul candidat de la majorité à qui les électeurs ont accordé le droit d'être présent le 7 mai. Mais si le premier ministre n'entend ni mesurer ni négocier ce soutien, il a clairement fait comprendre que, pour qu'il soit efficace, il fallait que son ancien rival prenne en compte la volonté exprimée par les cinq millions et demi de Français qui, dimanche, ont « voté Balladur ».

Ce soutien sans réserve permet justement à M. Balladur de se montrer exigeant. *Les conditions* qu'il s'est interdit de poser lors de sa déclaration de dimanche soir, il les a exprimées lundi après-midi. Clairement et fermement. Or elles portent, comme par hasard, sur les points qui l'ont distingué le plus de M. Chirac tout au long de la campagne : le changement sans fracture, le refus des promesses impossibles à tenir, la nécessité de la *construction européenne*, une méthode privilégiant le dialogue, la tolérance à l'égard de ceux qui ne pensent pas comme vous. Même si nombre de ceux qui ont travaillé pour M. Balladur se disent prêts à aider maintenant M. Chirac, la synthèse des deux programmes, pourtant demandée avec force par le premier ministre, paraît bien difficile à réaliser.

RESTER PRÉSENT

Les rapports entre balladuriens et chiraquiens vont, ainsi, être bien délicats dans les jours à venir – et, si les premiers réussissent à transformer leur rêve en réalité, tout au long des prochains mois. Edouard Balladur l'a annoncé, là encore, avec netteté : son combat politique personnel ne s'est pas arrêté le 23 avril au soir. Il compte bien rester présent dans la vie politique pour défendre des idées et une méthode que les Français ont semblé apprécier, au moins tant qu'il n'était que premier ministre. Cet engagement, là aussi à entendre leurs applaudissements, a satisfait ceux qui l'ont soutenu pendant sa campagne présidentielle.

Eviter que cette intention ne soit qu'un feu de paille est le premier des soucis actuels de l'entourage proche d'Edouard Balladur. Pour cela aussi, ils se souviennent de ce qui est survenu à Raymond Barre il y a sept ans. Pas question, donc, pour le premier ministre de rendre les dirigeants des partis qui étaient derrière lui responsables de sa défaite. Bien au contraire, il veut se mettre en position de pouvoir continuer à travailler avec eux dans l'avenir. Pas question, non plus, de créer un mouvement qui, à l'image de la Convention libérale européenne et sociale du député du Rhône, viendrait rivaliser avec eux. A l'inverse, c'est à une sorte de confédération regroupant tous ceux qui ne voudraient, ou qui ne pourraient, se laisser satelliser par un RPR entièrement chiraquisé que rêvent certains. Elle pourrait associer des néogaullistes en rupture avec leur famille d'origine et des libéraux refusant de rejoindre le grand parti centriste auquel travaille François Bayrou.

Pour exister, il faut être présent à l'Assemblée nationale. Or tous les balladuriens de poids sont au gouvernement. Nombre de ministres actuels, y compris le chef du gouvernement, préparent donc déjà leur retour au Palais-Bourbon après la démission de ceux qui n'étaient que leur suppléant. La seule incertitude porte sur la date de cette nouvelle bataille électorale : avant l'été ou après les sénatoriales de septembre. *Mais le futur président de la* République, que ce soit Lionel Jospin ou Jacques Chirac, doit savoir qu'il lui faudra probablement compter avec Edouard Balladur et ses amis.

Thierry Bréhier

« Grâce à vous, je ne suis pas un homme seul »

« CE QUE JE VOULAIS vous dire est, à mes yeux, plus nécessaire encore, les choses étant ce qu'elles sont », a affirmé Édouard Balladur, lundi 24 avril, devant les dirigeants de ses comités de soutien réunis à Paris. Après les avoir remerciés, il a ajouté : *« Grâce à vous, si je reste un homme libre, je ne suis pas un homme seul. Et, croyez-moi, cela me va droit au cœur. »*



VERBATIM

Faisant l'analyse de la situation, l'ancien candidat a expliqué : *« Il y a des risques pour le second tour. Et, de cela, tous nous devons être conscients. Et tous nous devons nous sentir responsables. Cela nous oblige à un effort de rigueur, de responsabilité vis-à-vis de notre pays, de nos idées. Effort qui ne s'accompagne (...) d'aucune compromission, quels que puissent être, par ailleurs, les regrets, les sentiments qu'il faut savoir dominer. C'est pourquoi j'ai tenu, hier soir, sans hésiter, à annoncer que je soutiendrai pour le second tour Jacques Chirac. Mon soutien a été immédiat. Il a été net et sans ambiguïté. Je n'ai pas dit que c'était mon soutien à moi, personnellement. Je vous ai demandé, et je vous redemande ce soir, de faire de même (...). Je ne veux pas revoir ni 1981 ni 1988. J'ai toujours dit que je ne voulais pas voir un troisième septennat socialiste. »*

« Mais il va de soi, a-t-il continué, *que ce soutien (...) doit permettre le rassemblement de l'ensemble de la majorité (...). Cela signifie que, dès lors que la majorité s'est exprimée de façon à peu près équilibrée, il faut tenir compte de l'ensemble pour être le plus efficace possible. Il ne s'agit pas d'imposer nos idées, d'exiger qu'elles soient prises en compte à cent pour cent. Mais il s'agit de faire en sorte que véritablement le projet sur lequel les Français auront à se prononcer dans quinze jours soit un projet qui émane de la majorité réunie et rassemblée. »* Citant les points de son programme qui lui paraissent essentiels, M. Balladur parle du *« changement »* qui doit se faire dans la *« sécurité »* et qui n'est possible que si *« la croissance que la France a retrouvé grâce à nous* [est] *maintenue »*, de *« la vérité »*, car il croit *« dangereux de prendre des engagements que l'on n'est pas sûr de pouvoir tenir »*, de l'Europe qui *« ne doit pas se faire sans nous »*, de la *« méthode »* faite de *« dialogue, d'échanges »*, de la *« tolérance »*, la possibilité de *« rassemblement »* tenant *« à ce qu'on a dans l'esprit, dans le caractère »*.

M. Balladur reconnaît qu'il n'a pas le *« monopole »* de ces idées, mais il ajoute : *« Nous avons défini un projet original (...) qui, dès lors, mérite de rester en vie (...). Les idées que nous avons défendues ensemble (...) représentent (...) une bonne part de l'avenir de la France. Il nous faut donc continuer à les défendre, et, en ce qui me concerne, c'est bien mon intention. Dès lors, que l'on ne s'y trompe pas, je conserverai ma place dans la vie politique nationale et je tenterai d'y jouer un rôle (...). En somme, vous pouvez compter sur moi. »*

L'UDF au grand complet derrière le candidat gaulliste

UNE FOIS n'est pas coutume, Raymond Barre a pris de vitesse tout son monde en apportant, dès lundi matin 24 avril, son soutien à Jacques Chirac pour le second tour de l'élection présidentielle. L'ancien premier ministre, qui avait assisté, jeudi, à la réunion publique organisée à Lyon par Edouard Balladur – après s'être entretenu la veille, il est vrai, avec le chiraquien Alain Juppé –, a apporté son *« entier soutien »* au maire de Paris. M. Barre a souhaité que M. Chirac *« puisse mobiliser une large majorité de Françaises et de Français sur les objectifs précis d'une politique libérale, sociale et européenne »*.

Les principales composantes de l'UDF, qui s'étaient majoritairement prononcées pour M. Balladur, ont réuni leurs instances politiques dans la journée de lundi. Ces dernières ont toutes conclu à la nécessité du soutien au candidat néo-gaulliste, en dépit des critiques virulentes qu'il leur avait inspirées au cours des derniers mois.

AMERTUME

Cela n'a pas toujours été sans amertume. Sans attendre les conclusions du bureau politique du PR, convoqué en fin d'après-midi, son porte-parole, Ladislas Poniatowski, a d'ailleurs appelé à voter pour M. Chirac, dans un communiqué, non sans inviter *« les poids lourds de l'UDF qui se sont ralliés »* au maire de Paris *« au premier tour, au gré des sondages »* à se faire *« beaucoup plus discrets »*.

« Ils n'ont pas pesé lourd dans le score de Jacques Chirac. Ils doivent savoir qu'ils constituent tous un élément de rejet fort aux yeux des Françaises et des Français », a assuré M. Poniatowski. Le porte-parole du PR a également estimé, à l'intention de ceux qui restent rétifs à la personne du maire de Paris, que le candidat RPR devra *« rassurer ceux qui ont toujours refusé les discours démagogiques »* et *« convaincre ceux qui redoutent le retour à un Etat RPR »*.

La confrontation, à l'occasion du bureau politique du PR, entre « chiraquiens » et « balladuriens », n'a pas été non plus sans légères crispations liées à l'organisation du parti. *Fort, si l'on peut dire*, de la défaite honorable du premier ministre, François Léotard, président d'honneur du PR, a invité sa formation à se remettre sans attendre en ordre de marche pour pouvoir jouer, face au RPR conforté par la victoire annoncée de son candidat, un rôle de partenaire indépendant au sein de la majorité.

Confrontés à la déclaration – implicite – de candidature de M. Léotard, prêt à reprendre le titre de président que Gérard Longuet, empêché par ses démêlés judiciaires, a décidé de son propre chef d'abandonner au cours des prochaines semaines, les « chiraquiens » du parti, Alain Madelin, Charles Millon, Philippe Vasseur et Jean-Pierre Raffarin, se sont montrés assez peu emballés. Les deux camps sont finalement tombés d'accord pour remettre à un prochain bureau politique fixé après le second tour, le 9 mai, la succession de M. Longuet. Ils se sont séparés après avoir apporté un soutien *« sans réserve »* au candidat RPR.

Au CDS, Dominique Baudis, maire de Toulouse, et les 62 députés rassemblés au sein de l'Union centriste n'ont pas attendu la réunion de leurs instances pour apporter leur appui à M. Chirac. Le bureau politique réuni *lundi* en fin d'après-midi a conclu au rassemblement autour du candidat RPR. *« Ce rassemblement ne peut se faire que dans le respect et l'association de toutes les sensibilités et notamment de la sensibilité du centre, sociale, européenne et démocrate »*, a cependant ajouté le CDS dans un communiqué.

Les prises de positions du PR et du CDS ont été complétées par les choix similaires des Adhérents directs, des clubs Perspectives et *Réalités ainsi que du Parti radical*. Valéry Giscard d'Estaing ayant choisi dès le premier tour M. Chirac plutôt que M. Balladur, l'UDF s'est donc retrouvée, lundi, au grand complet derrière le candidat gaulliste.

G. P.

Charles Pasqua apporte son soutien au maire de Paris

CHARLES PASQUA, ministre (balladurien) de l'intérieur, a annoncé lundi 24 avril au « Club de la presse » d'Europe 1 qu'il allait *« évidemment »* soutenir Jacques Chirac au second tour de l'élection présidentielle. Il a aussi souhaité que M. Chirac propose d'instaurer *« une dose de proportionnelle pour que toutes les forces politiques soient représentées »*. Ce mode de scrutin aux élections législatives est réclamé notamment par les écologistes et le Front national. *« Jacques Chirac peut être élu*, a-t-il déclaré. *Il faut qu'il trouve en lui-même la force nécessaire pour être aimé des Français »* et les convaincre. *« Il ne le fera que s'il élargit très largement le rassemblement qui doit se constituer. Ce n'est pas avec 20 % qu'il va le faire. »*

M. Pasqua a confié qu'il regrettait de ne pas avoir été candidat et qu'il déplorait que les candidats aient *« oublié de parler de la place de la France dans le monde, de l'identité personnelle et culturelle, des problèmes de sécurité et d'immigration »*. *« Le Pen est le seul à en avoir parlé, en dehors de moi, mais je n'étais pas candidat »*, a-t-il ajouté. Le ministre de l'intérieur a considéré que ce serait *« une catastrophe que Lionel Jospin soit élu »*. Prêt à *« faire tout ce qu'il pourra »* pour que Jacques Chirac soit élu, il a ajouté : *« C'est à lui de savoir s'il a besoin de nous ou pas. Pour l'instant, personne ne me demande de conseil. »*

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

■ **RALLIEMENTS : Nicolas Sarkozy, ministre du budget**, et Patrick Devedjian, député RPR des Hauts-de-Seine, tous les deux partisans d'Edouard Balladur, ont annoncé, lundi 24 avril, qu'ils voteront pour Jacques Chirac au second tour de l'élection présidentielle. M. Sarkozy a notamment indiqué sur France-Inter qu'il voterait pour M. Chirac *« parce qu'il faut choisir »* dans une logique de scrutin majoritaire : *« Je dois choisir en totale transparence pour éviter à la France un troisième septennat socialiste. »*

■ **FRONT NATIONAL : les partisans de Lionel Jospin et de Jacques Chirac** polémiquent sur les reports de voix du Front national. Henri Emmanuelli, premier secrétaire du PS, a affirmé lundi 24 avril sur France 3 que, s'il était élu, Jacques Chirac serait l'*« otage de l'extrême droite »*. Philippe Séguin (RPR), président de l'Assemblée nationale, a rétorqué sur TF 1 : *« M. Jospin serait l'élu du FN, avec toutes les conséquences que cela peut comporter. »*

■ **PS : le président de la République portugaise, Mario Soares,** a estimé lundi 24 avril que la position de Lionel Jospin au premier tour de l'élection présidentielle allait donner *« un nouvel élan au Parti socialiste français »*. M. Soares, fondateur du PS portugais dont il a été le secrétaire général jusqu'à son élection à la présidence portugaise en 1986, s'est déclaré *« surpris »* par le score de Lionel Jospin. *« Il a réussi quelque chose d'extraordinaire »*, a-t-il affirmé.

■ **GIFLE : le député européen Jean-Yves Le Gallou,** président du groupe du Front national au conseil régional d'Ile-de-France, a annoncé le 24 avril qu'il portait plainte pour *« violences »* contre Patrick Balkany, député des Hauts-de-Seine et maire RPR de Levallois-Perret. On confirme à France-3/Ile-de-France que M. Balkany *« a giflé M. Le Gallou »* au terme d'un débat télévisé qui réunissait également Gisèle Moreau (PCF), Pierre Lellouche (député RPR du Val-d'Oise, conseiller de Jacques Chirac) et le socialiste Daniel Vaillant. M. Le Gallou avait *« affirmé ne pas partager les valeurs des voleurs des offices HLM RPR de la région parisienne »*.

■ **SYNDICAT : la CFTC a souhaité**, lundi 24 avril, que Jacques Chirac et Lionel Jospin donnent dans le débat électoral *« toute leur place aux questions sociales »*, qui ont motivé *« pour une grande part l'inquiétude exprimée par les Français »*. La confédération chrétienne, tout en réitérant sa volonté de laisser libre le choix des électeurs, *« attend des positions claires et argumentées »* de la part des deux candidats sur l'emploi, l'exclusion, la protection sociale et la famille.

DÉPÊCHES

■ **SALAIRES : la proportion d'ouvriers et d'employés** qui ont bénéficié d'une augmentation en mars a légèrement augmenté par rapport au mois de février. Cette hausse confirme la tendance de début d'année, a indiqué mardi 25 avril le ministère du travail. Les hausses (1,3 % en moyenne pour les ouvriers, 1,2 % pour les employés) sont *« plus importantes que celles des deux années précédentes »*. Le rythme mensuel d'augmentation des salaires reste supérieur à celui des prix.

Les exportations françaises à un niveau record

DE MÉMOIRE DE STATISTICIEN, on n'avait jamais vu cela : les exportations françaises ont atteint 119,4 milliards de francs en février, selon le bilan *publié mardi 25 avril par les douanes. Sans précédent dans l'histoire du* commerce extérieur hexagonal, ce chiffre, qui prend en compte la vente de quatorze Airbus pour 6,4 milliards de francs, prouve que la croissance de l'économie est toujours essentiellement tirée par la demande étrangère. Encore faut-il souligner que la demande intérieure est, elle aussi, soutenue puisque les importations s'élèvent à 108,4 milliards, deuxième meilleur résultat de l'histoire commerciale. Au total, la France engrange donc en février *un très fort excédent de 11,03 milliards de francs – après 8,6 milliards en janvier* –, et profite toujours d'une excellente compétitivité de ses entreprises. La balance industrielle, à elle seule, est excédentaire en février de 7,9 milliards, contre 4,2 milliards en janvier.

Les révoltés de la cité de la Bourgogne à Tourcoing ne sont pas mécontents du vote d'extrême droite

Le candidat du FN est arrivé en tête avec près de 27 % des suffrages

A la cité de la Bourgogne à Tourcoing (Nord), le centre social était transformé, dimanche 23 avril, en bureau de vote, et Jean-Marie Le Pen a plus que doublé son score national, en obtenant 31 % des suffrages exprimés. Dans le département du Nord, le candidat du Front national a obtenu 18,17 %, derrière Lionel Jospin, mais il est arrivé en tête à Tourcoing avec 26,98 %.

TOURCOING
de notre envoyé spécial

Nasser s'est levé de sa chaise, et derrière les vitres du bureau, tout le monde l'a vu saisir la jeune fille. *« Je te tue »*, lui a dit Nasser. Emmanuelle, la conseillère en économie sociale et familiale, a téléphoné aux allocations familiales et celles-ci refusent d'avancer une partie du RMI (2 325 francs par mois) que Nasser est en droit de toucher. *« Je te tue ! »*, dit aussi le frère de Nasser à un copain qui attend dans le couloir. Les jeunes rigolent, se donnent des coups de pied, se poussent dans l'escalier. A l'entrée, sur les panneaux électoraux, le visage de Jacques Chirac est lacéré, celui de Lionel Jospin intact, Jean-Marie Le Pen, absent. Dimanche, le centre social de la Bourgogne à Tourcoing (Nord) était un bureau de vote. Sur l'ensemble de la cité, M. Le Pen a attiré 31 % des bulletins exprimés.

Monique, trente et un ans, mère de cinq enfants, fume sa gitane avec Catherine, trente-quatre ans, mère de trois enfants, à la sortie de la halte-garderie. *« Mon père me l'avait dit : les Arabes, c'est pire que les souris »*, s'exclame-t-elle en montrant un petit Maghrébin de cinq ans. Monique et Catherine prononcent *« crouille »* à voix basse, disent que c'est dommage qu'*« il ne soit pas passé »*, pensent qu'*« il faudrait un bateau pour les mettre dedans, une bonne bombe... »*. Sauf pour Fatima, la voisine de palier, *« elle est crouille mais alors sympa, vraiment sympa »*, la défend Catherine avec la même colère. *« Pendant le ramadan, elle me donne du couscous, des gâteaux, incroyable. »* Le fils de Monique, le petit Anthony, dit que son « papy » a voté Le Pen et sa « mamy » Jospin. *« Quand je pense qu'autrefois dans les filatures nos parents changeaient de place quand ils voulaient »*, dit Monique. A midi, elle prépare un bon repas pour les enfants, le soir *« c'est fromage avec du pain »*. Son mari est en contrat d'emploi-solidarité depuis deux ans, *« il n'a jamais eu de métier »*.

« CE N'EST PAS LE BRONX »

Une pharmacie, une épicerie qui s'appelle « Mondial », *« tenue par un Maghrébin »*, peste une autre habitante. Autrefois, il y avait un marché hebdomadaire, un libraire, des marchands de chaussures, de poissons, une boulangère, *« qui s'est sauvée car les enfants lui piquaient le pain, ses bonbons »*. Les intervenants sociaux ont remplacé les boutiques : une antenne de développement social des quartiers, une entreprise intermédiaire de réinsertion, une association antiraciste intitulée Réagir. *« On n'est jamais à l'abri de voir venir une bande tout casser, c'est arrivé à chacune des structures ici,* avoue Annette, directrice adjointe d'Interm'aid, l'entreprise de réinsertion. *Ce n'est pas non plus le Bronx. »* La cité est plutôt jolie. Les policiers îlotiers se promènent dans les cours.

Jean, un ouvrier retraité de soixante ans, a sa carte du PS dans la poche et *« plusieurs flingues »* sur sa table de nuit. Jean s'entraîne au ball-trap et soutiendra le Front national aux municipales, *« comme ça, nos bougnoules feront moins les marioles »*. Il est heureux du score de M. Jospin, il a voté pour lui. Il n'est pas mécontent du résultat de M. Le Pen, *« le seul à parler de l'immigration »*. *« Dans ma section du PS, on me traite de raciste ou de socialiste révolutionnaire. Je m'en fous. Je suis encarté mais je garde les yeux ouverts. »* Jean annonce que la voiture de son fils a été cassée *« dix fois »*, sa maison *« cambriolée deux fois »*. Un jour, il s'est entendu dire *« toi le vieux, tu fermes ta gueule »* par des jeunes *« Arabes »* qui tentaient, allongés sous sa voiture, de lui voler des pièces. Jean les a poursuivis, les jeunes avaient appelé leurs copains et le retraité fut cerné. *« J'ai sorti le pétard, en deux secondes ils étaient partis. »* Jean trouve qu'ils sont *« Français pour toucher le RMI, Arabes pour faire des conneries »*. Il serait content si Jospin devenait président, *« on a toujours été socialistes »*. En même temps, *« point de vue immigrés, avec Jospin, ça va débouler »*. A Tourcoing, le maire (socialiste), *« un copain d'accord, faut voir comment il les protège. Il a inauguré un terrain de basket qui ne servira qu'à eux. Le Français, il voudra y aller, mais il se fera démonter. »* André, quarante-cinq ans, carriste dans une filature, est aussi un socialiste qui vote Le Pen *« aux petites élections »* : *« Je me suis fait ouvrir le crâne en voulant défendre mon fils de seize ans agressé par des Maghrébins »*.

Ghislaine, vingt-huit ans, ouvrière à l'usine textile de La Lainière, est en chômage partiel. Elle a voté Jospin car *« Chirac, Balladur n'ont jamais été de notre côté »*. Mais *« avec les frisés d'ici, il y a tout à raser »*, dit-elle. Longtemps, *« ils venaient se droguer dans notre jardin, il y avait les seringues. Maintenant, on a grillagé »*. Thérèse, sa mère, parle à voix basse parce que de chaque côté *« de la maison, il y a des A-ra-bes »*, précise-t-elle encore plus doucement. *« Remarquez, il y a rien à redire. Le petit a treize ans, il est gentil, mais ça peut tellement vite changer. »* De l'autre côté de la rue, Suzanne, cinquante et un ans, ouvrière à La Redoute, est presque soulagée de lancer à la cantonnade : *« Parfaitement, j'ai voté Le Pen ! »*, ce qui fait rigoler Jean, Ghislaine, Thérèse, *« nous, les voisins français »*. Affectée autrefois à la « manutention lourde » dans les entrepôts de La Redoute, Suzanne a fait une rechute de paralysie d'épaule due un accident du travail. *« Je n'arrive pas à faire reconnaître mes droits, je vis avec 3 500 francs par mois en invalidité, je viens de divorcer, mon loyer est de 2 500 francs et ils m'ont piqué l'autoradio la semaine dernière »*, énumère-t-elle en préférant presque en rire.

Suzanne, syndiquée à la CGT, se souvient qu'en 1970-1980, on pouvait s'arrêter pour fumer une cigarette, *« les déléguées descendaient au moindre problème, on tenait tête à nos monitrices* [les chefs d'équipes]. *Aujourd'hui, une monitrice te répond :* "Tu vois le bureau de recrutement derrière toi, il y en deux mille qui attendent pour avoir ta place". » Suzanne aurait habité un autre quartier, elle n'aurait sans doute pas donné sa voix au Front national, pense-t-elle. *« Mais ici, on n'est pas français, on n'est pas chez nous. Ce sont eux les Français. Ils nous le disent en nous crachant à la figure : on est plus français que vous. »* Suzanne affirme que *« les petits Arabes nés ici agressent même les vieux dans le cimetière »*, elle se plaint des policiers qui ont peur et lui conseilleraient *« de* [se] *faire justice* [elle-même] *sans témoin et intelligemment »*. Electrice de François Mitterrand en 1981 et 1988, Suzanne a voté pour M. Le Pen pour la première fois *« en sachant bien qu'il ne gagnerait pas »*, elle espère que M. Jospin l'emportera. *« Lui, il sait qu'il y a de l'argent dans les caisses, il veut en redistribuer. Il est pour l'ouvrier. Moi, je ne veux pas me retrouver comme en Russie où on doit apporter ses médicaments à l'hôpital pour se faire opérer. »* Mohammed, un militant de l'association Réagir, regarde, lui aussi, sa cité au volant de sa voiture. Encore sous le choc des résultats du Front national, il lâche en ne plaisantant qu'à moitié : *« Finalement, ces vieux, ils sont comme nos jeunes à nous. Faut de l'énergie pour les éduquer. »*

Dominique Le Guilledoux

Jean-Marie Le Pen fait monter la pression

Le président du Front national devrait annoncer le 1er mai s'il donne des consignes de vote en faveur de l'un ou l'autre des candidats

FORT DE SON SCORE de 15 % au premier tour, Jean-Marie Le Pen entend faire monter la pression pour le second tour. Il prendra position le 1er mai, lors du rassemblement du FN en l'honneur de Jeanne d'Arc. Lundi 24 avril, le ton était donné. Attaques contre Jacques Chirac, dont les lieutenants n'ont pas ménagé le leader d'extrême droite, et remarques flatteuses pour Lionel Jospin. Sur France-Inter puis sur France 2, il a prévenu que ceux qui s'attendent à *« un grand report de voix du Front national »* en faveur de M. Chirac se font *« quelques illusions »*. *« Je le sais,* a-t-il déclaré à propos de M. Chirac, *tout à fait capable de faire beaucoup de promesses, et nous connaissons ses responsabilités, souvent écrasantes, dans le domaine de l'immigration. »* Il a souligné la *« réputation, méritée sans doute, d'incorruptible »* de M. Jospin et parlé *« d'homme respectable »*, en expliquant qu'il s'agit d'*« un jugement de valeur sur un candidat qui, dans sa campagne, a observé un certain nombre de règles, une certaine retenue »*. Les deux candidats, a-t-il affirmé, *« sont deux sociaux-démocrates pratiquement en accord sur tout »*.

« CHEVAU-LÉGERS »

Lundi, les responsables du FN réunis d'abord en bureau exécutif puis en bureau national, ont étudié en détail le premier tour. Les résultats des deux candidats de tête donnent à leurs yeux encore plus de poids aux 15 % de M. Le Pen, surtout lorsqu'on prend ses scores dans une centaine de villes qui mettent le Front national en position d'arbitre. A plusieurs reprises M. Le Pen a énoncé trois conditions qui pourraient éventuellement déterminer son soutien au second tour : un *« recul sur la position fédéraliste européenne »*, un élargissement du droit au référendum et l'introduction d'une dose de proportionelle, notamment aux élections législatives. Mais ces trois points semblaient aux yeux de nombreux dirigeants du FN bien faibles pour soutenir un candidat qui leur a toujours été hostile. Ils rappellent que lorsqu'il était premier ministre de 1986 à 1988 M. Chirac est revenu sur la proportionnelle aux législatives. Ou qu'il a déclaré en 1988 : *« On ne me fera jamais pactiser avec le diable. »*

Alain Juppé a affirmé, lundi 24 avril, que parmi les *« préoccupations »* à prendre en compte, il y a *« tout ce qui a trait à la sécurité dans nos villes et dans nos banlieues et à la préservation d'une certaine forme d'identité nationale »*. Mais ses affirmations de dimanche, selon lesquelles M. Chirac *« n'a pas l'intention d'engager un dialogue avec le FN »* et son aveu sur le fait qu'il n'a *« jamais éprouvé des sentiments extrêmement amicaux »* à l'égard de M. Le Pen – ajoutés aux propos de M. Séguin selon lesquels *« il n'y aura pas de discours attrape-tout »* de la part du maire de Paris en direction des électeurs du Front national – ont attisé les braises. Sans parler de la gifle de Patrick Balkany, député RPR, maire de Levallois (Hauts-de-Seine), à Jean-Yves Le Gallou, président du groupe FN au conseil régional d'Ile-de-France, lundi sur le plateau de FR 3 *(lire pages 11 et 37)*. Ce n'est pas la déclaration de Charles Pasqua, sur Europe 1, sur la nécessité de prendre acte du vote Le Pen qui parvient à faire le poids. Le ministre de l'intérieur déclare aujourd'hui qu'*« à partir du moment où Jean-Marie Le Pen fait 15 %, le problème existe, il faut le résoudre »*. En 1988, il avait parlé du FN qui *« se réclame des mêmes valeurs que la majorité »*.

Lundi soir, M. Le Pen avait donc beau jeu de déclarer que les lieutenants de M. Chirac *« agissent en chevau-légers, en recruteurs »* du candidat socialiste. Dimanche soir, des militants et responsables du FN indiquaient qu'ils pourraient bien voter Jospin. Pour les uns, la provocation n'était pas exclue. D'autres rappelaient que la gauche avait introduit la proportionnelle et que c'est sous la gauche que le *« mouvement de droite nationale »* a prospéré. Mais la difficulté d'explication d'un tel choix et la responsabilité qui pourrait leur être reprochée de faire battre la droite les retiendraient.

Christiane Chombeau

« Remettre de l'ordre dans ce bazar »

MAMOUDOU, vingt-deux ans, n'a pas exercé son devoir de citoyen français, dimanche. Mais il affichait, lundi 24 avril, dans le hall de HLM, de claires convictions politiques. *« Je suis heureux que la gauche soit au premier rang. Mais Chirac va passer avec ses belles paroles. Il va nous cisailler les jambes et les gens vont se révolter. D'ici à deux ans, ce sera la guerre civile »*, prophétise ce grand Noir affable, résident de la cité du Franc-Moisin à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), vaste quartier populaire au coeur des vestiges de la « banlieue rouge », face au futur Grand Stade. Mamoudou, chômeur depuis l'abandon, l'an passé, d'un bac professionnel, a peur du monde actuel *« où tout peut basculer du jour au lendemain »*. Il se sent ancré à gauche *« parce que c'est la solidarité, le droit à l'immigration, le refus du racisme et la conviction que tout le monde est intégrable »*. *« Avec Mitterrand, c'était cool »*, précise-t-il, nostalgique. Alors que, si la droite passe, *« ils vont peut être supprimer la Sécurité sociale et la France va devenir les States, avec de la drogue partout »*. Mais de là à voter Jospin, non. *« A quoi ça sert ? Ils ne font rien pour nous. »*

Loin des clichés sur les jeunes-qui-ne veulent-plus-entendre-parler-politique, les enfants d'ouvriers du Franc-Moisin, souvent d'origine étrangère, arborent une sensibilité certaine pour les affaires du pays, qui s'aiguise nettement dès que l'on prononce le nom du président du FN. *« Au lycée,* raconte Mohamed, dix-huit ans, *on se vante tous de voter Le Pen parce qu'il est le meilleur pour faire le ménage. L'humour noir nous aide à avaler la haine. »* Si sa carte d'identité, obtenue de haute lutte, lui était parvenue à temps, Mohamed aurait voté « blanc » ou socialiste. *« Si la droite passe, on va me rappeler que je suis arabe, me montrer du doigt. Ce sera plus difficile de trouver du travail »*, assure cet élève de terminale, Français d'origine algérienne. *« Le Pen, lui, passera en 2002. Ça m'est égal, je rentrerai chez moi. »* Mais Mohamed avoue sa vaine bravade : s'installer en Algérie, par les temps qui courent...

Parmi les sportifs qui, toutes origines mêlées, attendent pour une partie de basket dans le complexe sportif flambant neuf de la cité, Le Pen casse encore l'ambiance. *« J'espère que je pourrai continuer à me sentir libre »*, lâche Lamine, dix-sept ans, lycéen français d'origine sénégalaise, jospiniste de coeur, qui a mal digéré le score de l'extrême droite. *« Quand on voit ses 15 %* [19,24 % à Saint-Denis, NDLR], *on comprend qu'il y a de plus en plus – excusez-moi ce terme – de racistes qui vivent autour de nous et qu'ils vont se sentir encore plus en sécurité,* craint cet élève de terminale « action commerciale ». *On pourrait nous emmerder sur notre couleur. »* Mamoudou a beau qualifier d'« enculé » le chef du Front national et esquisser un rap sur le thème *« Le Pen, c'est pas la peine »*, il explique que ses partisans *« se confient à lui, car ils n'ont rien d'autre »*. *« On les plaint,* commente-t-il. *Ce ne sont pas des hommes. Ils n'osent même pas nous parler en face. »* Larbi, un retraité algérien de soixante-quatre ans, annonce que, *« si un jour Le Pen arrive, je ferai comme les Français : je me défendrai, comme j'étais prêt à le faire en 1961, lors du putsch des généraux »*.

Yann, né au Franc-Moisin et français d'origine, juge M. Le Pen *« dangereux »*. Mais il connaît, dans son escalier, *« de vieilles personnes qui votent Le Pen. Elles n'ont rien lu de son programme mais elles ont peur de sortir »*. Il avoue les *« comprendre »*, même si lui ressent surtout l'insécurité lorsqu'il se fait contrôler et palper par les policiers, *« systématiquement le vendredi soir »*. *« Heureusement, Balladur ne sera pas au second tour. Sinon, Pasqua aurait été premier ministre »*, se réconforte ce lycéen qui a étrenné sa carte d'électeur avec Arlette Laguiller.

Par élimination, Fatima, vingt-cinq ans, a fait le même choix. Elle a biffé Jospin *« à cause des magouilles du PS »*, Chirac *« parce qu'il promet tout sans dire où il trouvera l'argent »*, et Balladur *« à cause des lois Pasqua »*. Chômeuse depuis deux ans, Fatima s'est sentie concernée lorsqu'Arlette Laguiller a lancé qu'*« un chômeur ne peut attendre des réformes pendant quinze ans »*. Elle s'étonne d'avoir osé ce *« vote contestataire »* qu'elle tempérera au second tour en choisissant M. Jospin. Mais elle a voulu dire : *« Oui, on vit dans un bazar, avec cette pauvreté, cet environnement sans perspective ! »* Fatima comprend que les électeurs de Le Pen veulent *« remettre de l'ordre dans ce bazar : en rendant les Arabes responsables de tout »*.

Philippe Bernard

L'extrémisme fait plus recette en France que dans le reste de l'Europe

CONTRAIREMENT à une idée répandue (en France surtout), le score élevé de l'extrême droite est devenu, en dix ans, une particularité de la France en Europe. Si des mouvements d'inspiration nationaliste, xénophobe et anti-européenne existent dans d'autres pays, nulle part ils n'ont la permanence, à un taux égal ou supérieur à 10 % de l'électorat, que s'est acquise le Front national de Jean-Marie Le Pen. Si l'on ajoute les voix recueillies par Philippe de Villiers, un électeur français sur cinq est entré en dissidence par rapport à la culture politique commune aux démocraties européennes.

Une telle proportion ne se retrouve guère qu'en Autriche, où Jörg Haider, qui a pris la tête du Parti libéral (FPOe) dans les années 80, est parvenu, à force de démagogie anti-partis, xénophobe et antisémite, à troubler le jeu politique traditionnel, à infliger, en octobre 1994, aux deux grandes formations autrichiennes (sociale-démocrate et conservatrice) leur plus cuisant revers depuis la guerre et, avec près d'un quart de l'électorat, à engager l'assaut pour la chancellerie autrichienne en 1998.

Dans aucun des grands pays de l'Union, le phénomène français n'a d'équivalent, sauf à lui assimiler les succès remportés depuis 1994 par l'Alliance nationale italienne (13 % aux législatives de mars 1993). Gianfranco Fini, le chef de file de cette formation héritière du mouvement néofasciste MSI, affirme lui avoir fait accomplir sa « révolution culturelle » et récuse toute analogie avec l'extrême droite française. De fait, si l'Alliance nationale s'est construite sur le sentiment de rejet envers une classe politique traditionnelle profondément corrompue, elle n'a eu besoin de miser ni sur le racisme et la xénophobie, ni sur la haine de l'Europe communautaire, qui ne fait toujours pas largement recette en Italie.

LES REPUBLIKANER ALLEMANDS

Quant à l'Allemagne, l'éventualité que l'extrême droite y remporte un tel score déclencherait une véritable crise internationale. Depuis la guerre, à l'exception d'un bref passage du Deutsche Partei au Bundestag dans les années 50, les mouvements d'extrême droite (le NPD, puis le parti des Republikaner) n'ont jamais franchi le seuil des 5 % de voix qui permet d'avoir une représentation au Parlement fédéral. Il y a quelques années, les Republikaner ont cependant aligné quelques succès dans des élections régionales et européennes : en janvier 1989, ils recueillaient 7,5 % des voix à Berlin et, la même année, 7,1 % aux européennes.

Ils se sont effondrés aux européennes de 1994 et ne se sont plus faits remarquer de façon inquiétante qu'en avril 1992, en dépassant les 10 % dans le Land de Bade-Wurtemberg, une région proche de l'Alsace et, comme elle, plutôt prospère, où ils ont, là aussi, cristallisé les peurs face à l'avenir. Ce que chacun redoutait le plus ne s'est pas produit : que ce parti, nationaliste et anti-immigrés, ratisse large dans l'est de l'Allemagne, où la réunification a entraîné de douloureuses adaptations. Les Republikaner ne sont pas parvenus à s'implanter sérieusement dans les nouveaux Länder.

La Belgique, en revanche, a donné prise, ces dernières années, à une forte poussée de l'extrême droite, particulièrement marquée en Flandre aux législatives de 1991 et aux communales de 1994, où le Vlaams Blok a remporté des scores à la française. Encore faut-il relever qu'en plus des thèmes xénophobes, qui l'apparentent à l'extrême droite française, ce parti se nourrit d'un nationalisme flamand toujours vivace dans le nord du pays. Le Front national, francophone, très proche, de son homonyme français, a fait une percée remarquée aux dernières élections communales, notamment à Bruxelles.

Quant à l'Europe du Nord, seules la Finlande et l'Islande, fermées à l'immigration, échappent aux crispations que cette dernière engendre ailleurs ; mais, mise à part la Norvège, où le Parti du progrès (droite ultralibérale populiste) est représenté au Parlement, il ne s'agit, dans les autres pays, que de mouvements extra-parlementaires qui ne sont pas parvenus à se structurer en partis qui comptent.

Claire Tréan

Les pays où l'extrême droite dispose d'une représentation parlementaire

en pourcentage des voix aux dernières élections législatives

Pays	Parti	%	Date des élections
AUTRICHE	FPOe (Parti libéral)	22,6	octobre 94
ITALIE	Alliance nationale	13,4	mars 94
FRANCE	Front national	12,5	mars 93
DANEMARK	Parti du progrès	6,4	septembre 94
BELGIQUE	Vlaams Blok (extrême droite flamande)	6,6	novembre 91
BELGIQUE	Front national (francophone)	1,1	novembre 91

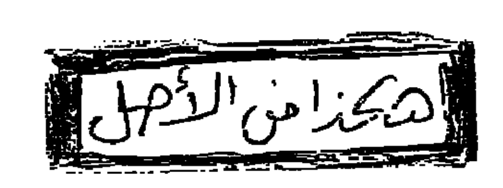
L'extrême droite au Parlement européen

Non inscrits (1)	
Front national (France)	11
Alliance nationale (Italie)	11
FPOe (libéraux autrichiens)	5*
Vlaams Blok (belge, flamand)	2
Front national (belge, francophone)	1
Unionistes du pasteur Ian Paisley (R-U)	1

Groupe de l'Europe des nations	
FRANCE (liste de Villiers)	13
DANEMARK	4
PAYS-BAS	2
ESPAGNE	1
BELGIQUE	1

(1) Partis qui ne se sont rattachés à aucun groupe parlementaire

* Membres de la délégation parlementaire de l'Autriche depuis l'entrée de ce pays dans l'Union au 1-1-1995



Les divisions de la droite expliquent la progression lepéniste en Alsace

C'est dans cette région que le président du Front national a réalisé son meilleur score pour le premier tour de l'élection présidentielle en obtenant 25,4 % des suffrages devant Edouard Balladur

STRASBOURG
de notre correspondant

Que Jean-Marie Le Pen soit arrivé en tête du premier tour de l'élection présidentielle en Alsace ne constitue qu'une demi-surprise. Certes, aux dernières élections européennes, le Front national n'avait obtenu que 14 % des voix, mais son président avait atteint 22 % des suffrages en 1988 dans la course à l'Elysée. Le choc vient de ce qu'il devance tous les autres candidats dans les deux départements alsaciens, y compris dans celui du Bas-Rhin que préside Daniel Hoeffel (UDF), qui soutenait Edouard Balladur.

Le ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales minimise néanmoins le phénomène : *« Gardons-nous de dire que c'est une montée de l'extrême droite ; les électeurs de Le Pen viennent d'un peu tous les milieux. »* Catherine Trautmann (PS), maire de Strasbourg, voit dans le score lepéniste *« une sanction de la droite classique »*. En règle générale, l'analyse ne va guère plus loin, la majorité des commentateurs se limitant à dire que c'est la division de la droite qui explique l'ampleur des dégâts.

Il reste que l'Alsace, avec 25,4 % des voix à M. Le Pen, est dix points au-dessus de la moyenne nationale. Et cela dans une région où le chômage représente la moitié du taux que connaissent les *« Français de l'intérieur »*, grâce, il est vrai, aux frontaliers qui vont travailler chaque jour en Suisse et en Allemagne. L'insécurité dans les cités alsaciennes n'est guère plus forte, elle le se serait même moins, que dans les autres villes françaises de taille comparable. La meilleure preuve est qu'à Strasbourg, c'est Lionel Jospin qui arrive en tête et à Colmar, Edouard Balladur ; seule Mulhouse, qui compte 22 % d'étrangers hors communauté européenne, a placé le candidat du FN en première position.

BONS SCORES EN MILIEU RURAL

En réalité, c'est surtout en milieu rural que M. Le Pen fait ses meilleurs scores. Autant dire que le vote identitaire et confessionnel se porte sur l'extrême droite, les Alsaciens jugeant visiblement que la « majorité alsacienne », l'alliance entre l'UDF et le RPR, n'est plus en mesure de défendre leurs valeurs. Comme le dit un haut fonctionnaire du Conseil de l'Europe, ulcéré par les résultats de dimanche : *« Il y a des villages qui votent Le Pen alors qu'ils n'ont jamais vu un étranger, même pas un Grec comme moi. »*

Une partie de l'Alsace suit donc le FN dans son discours nationaliste et xénophobe alors que les réponses à une enquête conduite au lendemain des élections cantonales de 1994 par le conseil général du Bas-Rhin faisaient apparaître une large majorité se prononçant pour un renforcement des *« relations avec les régions suisses et allemandes voisines »* et contre un regroupement avec les régions de l'est de l'Hexagone. Paradoxe en apparence seulement, qui correspond au discours distillé le plus souvent par l'ensemble des responsables alsaciens, toutes tendances confondues. A force de réduire l'Europe au couloir rhénan, ils accréditent la thèse, sans s'en rendre compte pour la plupart, que l'« étranger », c'est tout ce qui *n'est pas de la zone comprise entre* les Vosges et la Forêt-Noire.

Jusqu'ici, l'attrait du FN n'a pas eu de conséquences trop fâcheuses. Qu'en sera-t-il aux prochaines élections municipales ? A Mulhouse, la municipalité socialiste conduite par Jean-Marie Bockel se trouve en mauvaise posture. La deuxième ville d'Alsace pourrait élire en juin un maire du FN. M. Le Pen y a réalisé un score de 26,7 % le 23 avril, et l'élection municipale a toutes les chances de se terminer par une quadrangulaire, sauf constitution d'un front républicain. A Strasbourg, Mme Trautmann tire quelque satisfaction des scores de dimanche, dans la mesure où le résultat de M. Jospin vient conforter son espoir de garder l'hôtel de ville. Il n'empêche : dans la capitale parlementaire de l'Europe et des droits de l'homme, l'extrême droite réalise 20 % et, si on ajoute les suffrages qui se sont portés sur Philippe de Villiers, la droite nationaliste, 23 %.

Marcel Scotto

Le premier tour dans les DOM-TOM

Nous publions ci-dessous les derniers résultats du premier tour de l'élection présidentielle dans les départements et territoires d'outre-mer qui ne nous étaient pas parvenus hier.

MAYOTTE

Mayotte n'ayant jamais été franchement chiraquienne – l'ancien premier ministre de 1986-1988 avait déçu en reportant aux calendes grecques la perspective d'une départementalisation de l'archipel – il était prévisible que Balladur arrivât en tête. Toutefois, ce dernier ne récupère pas le potentiel barriste de 1988 tandis que M. Chirac améliore sensiblement son score.

I., 35 188 ; V., 20 303
A., 14 885 (42,30 %) ; E., 20 066.

Edouard Balladur	9 463	47,15
Jacques Chirac	7 872	39,23
Lionel Jospin	1 047	5,21
Dominique Voynet	345	1,71
Robert Hue	323	1,60
Jacques Cheminade	304	1,51
Jean-Marie Le Pen	264	1,31
Philippe de Villiers	240	1,19
Arlette Laguiller	208	1,03

1994. – *I., 31 919 ; A., 69,25 % ; E., 9 721.* – Maj., 5 335 (54,88) ; MRG, 1 972 (20,29) ; PS, 1 046 (10,76) ; PLN, 429 (4,41) ; Verts, 314 (3,25) ; aut. p., 232 (2,39) ; aut. E., 162 (1,67) ; FN, 135 (1,39) ; PCF, 96 (0,99).

1993. – *I., 29 192 ; A., 24,93 % ; E., 21 792.* – UDF, 11 423 (52,42) ; RPR, 9 661 (44,33) ; PS, 708 (3,25).

1988. – *I., 22 254 ; A., 30,96 % ; E., 15 222.* – Barre, 8 352 (54,87) ; Chirac, 5 615 (36,89) ; Mitterrand, 610 (4,01) ; Le Pen, 196 (1,29) ; Lajoinie, 190 (1,25) ; Juquin, 89 (0,58) ; Laguiller, 79 (0,52) ; Boussel, 54 (0,35) ; Waechter, 37 (0,24).

WALLIS-ET-FUTUNA

Cet archipel lilliputien du Pacifique sud fait figure d'exception dans l'outre mer français : les candidats de la droite classique s'effondrent par rapport à 1988 – une chute de plus de vingt cinq points – tandis que le candidat de gauche frôle la barre des 30 %, un score sans précédent qui illustre une spectaculaire évolution sociologique du territoire.

I., 7 063 ; V., 5 319
A., 1 744 (24,69 %) ; E., 5 298.

Jacques Chirac	2 306	43,52
Lionel Jospin	1 583	29,87
Edouard Balladur	1 155	21,80
Jean-Marie Le Pen	64	1,20
Arlette Laguiller	46	0,86
Jacques Cheminade	46	0,86
Dominique Voynet	37	0,69
Robert Hue	32	0,60
Philippe de Villiers	29	0,54

1994. – *I., 6 770 ; A., 28,14 % ; E., 4 829.* – PS, 2 789 (57,76) ; maj., 1 646 (34,09) ; aut. E., 168 (3,48) ; MRG, 88 (1,82) ; FN, 49 (1,01) ; PLN, 35 (0,72) ; PCF, 31 (0,64) ; aut. p., 23 (0,48).

1993. – *I., 6 618 ; A., 13,66 % ; E., 5 674.* – MRG, 2 600 (45,82) ; RPR, 2 148 (37,86) ; div., 926 (16,32).

1988. – *I., 8 316 ; A., 27,61 % ; E., 6 013.* – Chirac, 3 143 (52,27) ; Barre, 2 364 (39,31) ; Mitterrand, 434 (7,22) ; Le Pen, 37 (0,62) ; Waechter, 12 (0,20) ; Laguiller, 10 (0,17) ; *Boussel, 7 (0,12) ; Juquin, 4 (0,07) ; Lajoinie, 2 (0,03).*

POLYNÉSIE FRANÇAISE

Gaston Flosse, le président du gouvernement territorial, peut s'estimer satisfait : le candidat qu'il soutient, M. Chirac, arrive largement en tête en passant la barre des 50 %, résultat unique dans l'ensemble de l'outre mer. Tout comme en Guadeloupe, le soutien prodigué au maire de Paris par un féodal controversé n'a pas permis à M. Balladur de s'attirer un courant de sympathie au sein de l'électorat légitimiste, même si le premier ministre fait mieux que M. Barre en 1988. A gauche, l'heure est aux désillusions : M. Jospin recueille 30 points de moins que M. Mitterrand. Le plus inquiétant reste toutefois une abstention massive.

I., 123 285 ; V., 61 746
A., 61 539 (49,91 %) ; E., 59 887.

Jacques Chirac	30 918	51,62
Edouard Balladur	14 930	24,93
Lionel Jospin	7 494	12,51
Jean-Marie Le Pen	1 866	3,11
Philippe de Villiers	1 607	2,68
Arlette Laguiller	978	1,63
Dominique Voynet	922	1,53
Robert Hue	739	1,23
Jacques Cheminade	433	0,72

1994. – *I., 111 248 ; A., 77,30 % ; E., 23 573.* – Maj., 13 813 (58,60) ; PS, 2 342 (9,94) ; MRG, 2 044 (8,67) ; aut. E., 1 495 (6,34) ; PLN, 1 327 (5,63) ; FN, 1 102 (4,67) ; Verts, 687 (2,91) ; aut. p., 534 (2,27) ; PCF, 229 (0,97).

1993. – *I., 110 650 ; A., 33,14 % ; E., 72 837.* – RPR, 29 598 (40,64) ; nat., 16 458 (22,60) ; div. g., 14 115 (19,38) ; UDF, 7 781 (10,68) ; div. d., 4 108 (5,64) ; écol., 777 (1,07).

1988. – *I., 107 984 ; A., 43,89 % ; E. 59 381.* – Mitterrand, 26 051 (43,87) ; Chirac, 23 700 (39,91) ; Barre, 5 992 (10,09) ; Le Pen, 1 728 (2,91) ; Waechter, 555 (0,93) ; Lajoinie, 512 (0,86) ; Laguiller, 394 (0,66) ; Juquin, 304 (0,51) ; Boussel, 145 (0,24).

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

La droite progresse sensiblement à Saint-Pierre-et-Miquelon où MM. Chirac et Balladur recueillent près de 57 % des suffrages, soit dix points de plus que le total du maire de Paris et de M. Barre en 1988. M. Jospin est la grande victime de ce glissement.

I., 4 489 ; V., 2 577
A., 1 912 (42,59 %) ; E., 2 449.

Jacques Chirac	832	33,97
Edouard Balladur	575	23,47
Lionel Jospin	424	17,31
Jean-Marie Le Pen	184	7,51
Arlette Laguiller	157	6,41
Robert Hue	117	4,77
Dominique Voynet	82	3,34
Philippe de Villiers	68	2,77
Jacques Cheminade	10	0,40

1994. – *I., 4 358 ; A., 85,08 % ; E., 594.* – Maj., 205 (34,51) ; MRG, 131 (22,05) ; PS, 101 (17,00) ; aut. E., 60 (10,10) ; FN, 29 (4,88) ; LO, *22 (3,70) ; Verts, 15 (2,53) ; aut. p., 14 (2,36) ;* PCF, 10 (1,68) ; PLN, 7 (1,18).

1993. – *I., 4 264 ; A., 17,03 % ; E., 3 379.* – UDF, 2 493 (73,78) ; RPR, 886 (26,22).

1988. – *I., 4 426 ; A., 43,97 % ; E., 2 150.* – Chirac, 752 (34,98) ; Mitterrand, 693 (32,23) ; Barre, 304 (14,14) ; Waechter, 181 (8,42) ; Le Pen, 106 (4,93) ; Laguiller, 60 (2,79) ; Juquin, 20 (0,93) ; Lajoinie, 20 (0,93) ; Boussel, 14 (0,65).

FRANÇAIS VIVANT HORS DE FRANCE

L'inclination conservatrice des Français de l'étranger ne s'est pas démentie. 65,26 % d'entre eux (contre 64,16 % en 1988) se sont prononcés pour les candidats de droite. La compétition au sein de la majorité a tourné à l'avantage de M. Chirac, qui devance M. Balladur de près de 10 points, tandis que M. de Villiers n'obtient qu'un score modeste. M. Le Pen est en net recul puisqu'il perd 4,5 points. A gauche M. Jospin peut se prévaloir de n'avoir perdu que 2 points par rapport à M. Mitterrand il y a sept ans.

I., 245 322 ; V., 124 796
A., 120 526 (49,12 %) ; E., 123 596.

Jacques Chirac	41 374	33,47
Lionel Jospin	32 699	26,45
Edouard Balladur	29 627	23,97
Jean-Marie Le Pen	6 388	5,16
Dominique Voynet	5 189	4,19
Arlette Laguiller	2 924	2,36
Philippe de Villiers	2 725	2,20
Robert Hue	2 122	1,71
Jacques Cheminade	548	0,44

1994. – *I., 196 542 ; A., 74,62 % ; E., 48 563.* – Maj., 17 198 (35,41) ; PS, 10 787 (22,21) ; aut. E., 4 806 (9,90) ; MRG, 3 699 (7,62) ; FN, 2 726 (5,61) ; Verts, 2 305 (4,75) ; aut. p., 1 496 (3,08) ; PCF, 820 (1,69) ; LO, 492 (1,01) ; CPNT, 356 (0,73) ; div., 3 871 (7,97).

1988. – *I., 163 296 ; A., 37,22 % ; E., 101 904.* – Chirac, 35 650 (34,98) ; Mitterrand, 29 004 (28,46) ; Barre, 19 987 (19,61) ; Le Pen, 9 745 (9,56) ; Waechter, 3 933 (3,86) ; Juquin, 1 640 (1,61) ; Lajoinie, 905 (0,89) ; Laguiller, 865 (0,85) ; Boussel, 175 (0,17).

La poussée du FN pourrait multiplier les triangulaires dans les grandes villes

Les candidats lepénistes peuvent être les arbitres des municipales

Au second tour des élections municipales de 1989, le Front national s'était maintenu dans les onze grandes villes où il le pouvait, provoquant des triangulaires. Ce cas de figure pourrait se multiplier aux élections municipales de juin, au profit, notamment, de municipalités actuellement détenues par la gauche.

COMME POUR le reste de la France, la progression du Front national dans les villes de plus de cent mille habitants est l'un des éléments marquants du premier tour de l'élection présidentielle. Le FN peut se targuer d'être le premier devant le Parti socialiste à Marseille et à Perpignan, et devant un candidat de droite à Nice, à Metz et à Mulhouse. Dans toutes ces villes, ainsi qu'à Saint-Etienne, à Reims, au Havre ou à Toulon, plus d'un électeur sur cinq a choisi de lui donner sa voix.

Surtout, le FN a acquis une position d'arbitre qui risque d'entraîner, à l'occasion des élections municipales de juin, un grand nombre de triangulaires. Ce rôle de censeur apparaît évident à Saint-Etienne et à Nîmes. Dans ces deux villes, gérées par des élus de droite, Lionel Jospin et Jean-Marie Le Pen prennent les premières places, avec plus d'un cinquième des voix chacun. La forte représentation du FN débouche, paradoxalement, sur un jeu largement ouvert pour la gauche. Tout dépendra pour elle de l'attitude du FN au second tour des élections municipales. Or, dans vingt-huit communes de cent mille habitants sur trente-quatre (sans compter Paris), celui-ci pourrait disposer des 10 % des suffrages exprimés nécessaires pour maintenir ses candidats. Ce cas de figure ne se présentait que dans onze grandes villes, lors des élections de 1989. Chaque fois, le parti de Jean-Marie Le Pen avait choisi de rester présent au second tour.

Selon l'instantané fourni par le scrutin de dimanche, l'ensemble des composantes de la gauche ne serait majoritaire qu'à Rennes, avec un total de plus de 52 % – dont 33 % pour le PS –, ce qui devrait mettre du baume au cœur blessé d'Edmond Hervé, l'ancien ministre socialiste de la santé. En fait, là où les deux candidats du RPR et celui du FN sont au coude à coude, les maires socialistes peuvent miser sur d'éventuelles divisions à droite. C'est le cas pour Georges Frêche à Montpellier, pour Gilbert Chabroux à Villeurbanne, Robert Schwint à Besançon et Pierre Mauroy à Lille, où la bataille risque d'être particulièrement chaude. En se fiant à l'équilibre actuel, à Clermont-Ferrand – où Roger Quilliot se retrouve face à Valéry Giscard-d'Estaing –, le président de la région Auvergne aurait du mal à s'imposer sans les voix de l'extrême droite.

En revanche, les maires socialistes de Brest et de Nantes, où le FN n'atteint pas, aujourd'hui, la barre des 10 %, ne pourraient pas compter sur une triangulaire. De même, le maire de Limoges, Alain Rodet, n'est pas dans une situation vraiment confortable, malgré un total des voix de gauche de 48 %. Il peut toutefois espérer profiter des dissensions au sein du RPR : Alain Marsaud, tête de liste de l'opposition municipale, avait choisi en solitaire de soutenir M. Balladur, qui a obtenu, à *Limoges, moins de la moitié des* voix de M. Chirac.

Dans les villes de tradition communiste, comme au Havre *(avec une forte percée du FN)* et au Mans, la gauche est bien placée. A Saint-Quentin, dans l'Aisne, PC et PS auront besoin de renouer avec l'union. Mais là aussi, il faudra compter avec les surprises que peuvent provoquer les électeurs d'extrême droite.

Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle dans les villes de plus de 100 000 habitants

	Total gauche PS, PC, LO, Ecolos	Total droite Chirac, Balladur, de Villiers	FN	Abst.
06. Nice (RPR)	30,3	45,74	23,75	28,81
13. Marseille (ex. maj. prés.)	39,5	38,35	22,32	27,36
13. Aix-en-Provence (PS)	32,1	46,45	16,21	22,00
14. Caen (UDF)	45,22	45,14	9,39	24,12
21. Dijon (RPR)	40,61	45,24	13,95	21,00
25. Besançon (PS)	44,7	40,98	14,01	20,74
29. Brest (PS)	47,3	42,72	9,73	22,69
30. Nîmes (UDF)	40,3	39,41	20,01	23,70
31. Toulouse (UDF)	47,56	39,53	12,65	24,81
33. Bordeaux (RPR)	40,82	48,64	10,31	23,11
34. Montpellier (PS)	44,1	39,04	16.60	22,44
35. Rennes (PS)	52,8	39,44	7,54	23,34
37. Tours (DVD)	41,5	46,21	12,05	24,69
38. Grenoble (RPR)	49	38,44	12,29	22,79
42. St-Etienne (UDF)	39,97	37,71	22,12	26,17
44. Nantes (PS)	46	44,43	9,27	25,03
45. Orléans (PS)	40,1	47,12	12,47	21,25
49. Angers (Div. G.)	44,2	48,42	9,61	20,04
51. Reims (RPR)	41,81	42,15	15,77	26,17
57. Metz (Div. D.)	35,15	43,50	21,10	26,29
59. Lille (PS)	44,6	39,08	16,06	24,98
63. Clermont (PS)	47,2	41,48	11,06	20,81
66. Perpignan (UDF)	35,0	41,99	22,83	23,00
67. Strasbourg (PS)	36,8	42,83	20,03	24,36
68. Mulhouse (PS)	32,9	40,09	26,72	25,14
69. Villeurbanne (PS)	43,75	36,25	19,76	21,87
69. Lyon (Div. D.)	37,18	46,59	15,98	21,43
72. Le Mans (Div. G.)	47,76	41,64	10,39	23,16
76. Rouen (UDF)	42,47	43,58	13,73	22,25
76. Le Havre (PC)	46	34,53	19,17	26,19
80. Amiens (UDF)	43,27	40,02	16,47	22,62
83. Toulon (UDF)	31,41	44,45	23,98	27,33
89. Limoges (PS)	48,2	42,93	8,64	17,54
92. Boulogne-Billancourt (RPR)	30,57	59,79	9,48	24,60
93. Saint-Denis (PC)	54,02	26,47	19,24	31,03

RÉSISTANCE COMMUNISTE

Enfin, restent les mairies socialistes qui apparaissent de toute façon mal en point. Jean-François Picheral à Aix-en-Provence, l'ancien secrétaire d'Etat Jean-Pierre Sueur à Orléans et Jean Monnier (div. g.) à Angers semblent bien menacés. Le succès du tramway dans le centre de Strasbourg suffira-t-il à sauver Catherine Trautmann ? Quant à Jean-Marie Bockel, il retrouve une situation encore plus difficile qu'en 1989 (où il avait été élu précisément à la faveur d'une triangulaire), alors qu'il ne dispose plus du fort soutien des Verts (12,5 %).

A l'inverse, il se confirme que le parachutage d'Alain Juppé à Bordeaux s'annonce sous de bons augures : bien que le PS arrive en tête, le RPR totalise à lui seul plus de 44 % des voix. En outre, Jacques Chirac dépasse Edouard Balladur. *Or c'est l'inverse qui se* produit dans la majorité des cas, l'ancien président du RPR semble ne pas avoir séduit les citadins *des grandes villes... à l'exception* notable de Paris. Les auspices sont favorables aussi au RPR – s'il parvient à surmonter les *divisions de la droite locale* – à Boulogne-Billancourt, l'une des rares communes de cent mille habitants à pencher pour Jacques Chirac. A Marseille, Jean-Claude Gaudin (UDF-PR) peut enfin se frotter les mains. Certes, le FN est premier, mais la tendance est à la baisse pour M. Le Pen comme pour le PS. Avec, en outre, l'éviction de Bernard Tapie, Marseille semble bien à portée de main de la majorité gouvernementale. A Toulouse en revanche, Lionel Jospin occupe une bonne première place (30 % sur un ensemble gauche de 47,5 %). Mais, sauf surprise, la popularité de Dominique Baudis devrait suffire à conforter les troupes de l'actuelle majorité gouvernementale. De même, le médiatique maire d'Amiens, Gilles de Robien (UDF-PR) – un balladurien prompt à appeler à voter Jacques Chirac au second tour – peut avoir du souci à se faire dans un ancien fief communiste, où ce dernier retrouve de sa vitalité, encore que, pour le moment, la gauche se présente en ordre dispersé. Autre mauvaise surprise pour la droite : le bon score du PS à Caen, chez le sénateur Jean-Marie Giraud (UDF-PR), et sa forte progression à Rouen, où François Gautier (UDF-CDS) ne semble pas jouir de la même hégémonie que son célèbre prédécesseur, Jean Lecanuet. A Tours, en revanche, les traditions sont respectées et confortent l'inamovible Jean Royer (div. d).

Les « affaires » locales devraient peser lourd sur les campagnes municipales dans la région Rhône-Alpes. A Grenoble d'abord, où les bons scores du PC et de l'extrême gauche permettent à ce camp de se saisir de près de la moitié des voix. Cependant, malgré les ennuis du maire, le parti d'Alain Carignon, le RPR, se maintient, si l'on compare les résultats de ses candidats au score du RPR et de l'UDF en 1988. De même, à Lyon, l'écart entre M. Balladur et M. Chirac (près de quatre points en faveur du premier) comptera peut-être moins que les querelles et les enjeux internes de la métropole. Ce qui, après tout, est le propre des *élections municipales.*

Martine Valo

Nicolas Sarkozy contesté à Neuilly

« Le comportement et les excès de Nicolas Sarkozy contre son propre camp ont été bien au-delà du débat que peut connaître une campagne électorale. » **C'est en ces termes peu amènes que le secrétaire général du Centre national des indépendants (CNI), Pierre-Olivier Mahaux, a justifié, lundi 24 avril, sa décision de conduire une liste aux municipales à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine) contre l'ancien porte-parole du premier ministre-candidat, maire de la ville depuis 1983. Il est vrai que les résultats du premier tour à Neuilly ont été particulièrement défavorables à Edouard Balladur, qui n'a recueilli que 33,19 % des voix contre 41,22 % au maire de Paris. Souhaitant placer sa liste *« au cœur de la future majorité présidentielle, appelée à se constituer dans la perspective de l'élection de Jacques Chirac à l'Elysée »*, M. Mahaux n'a apparemment pas été convaincu par l'appel de M. Sarkozy, au soir du premier tour, afin qu'il ne soit pas tenu rigueur de leur position à ceux qui ont mené un combat *« avec leur cœur »*.**

Bonn n'exclut pas une victoire du candidat socialiste au deuxième tour

La poussée de l'extrême droite préoccupe les Allemands

Les dirigeants allemands, préoccupés par la poursuite de la coopération avec la France, suivent avec une grande attention le scrutin présidentiel. Déplorant le score du Front national alors que l'extrême droite est électoralement très faible aussi bien au niveau national que dans les Länder, ils considèrent que la dispersion des voix de droite peut faire dans l'entre-deux-tours le jeu du candidat socialiste.

BONN
de notre correspondant

« Tout est ouvert pour le 7 mai » : telle est l'analyse faite en coulisses à Bonn au lendemain du premier tour. De retour de ses vacances en Autriche, le chancelier Kohl, en expert de la chose électorale, a observé de très près les résultats. Sans naturellement s'exprimer officiellement, il semble estimer que les reclassements du second tour peuvent réserver quelques surprises.

Lors d'une réunion du comité directeur de la CDU, lundi 24 avril, le chancelier a parlé pendant une dizaine de minutes de l'élection française. Principal objet de discussions : le bon score obtenu par le Front National, dont beaucoup d'analystes allemands estiment qu'il s'agit d'une *« honte »* pour la démocratie française. *« Il faudra parler de ce problème »*, aurait dit le chancelier, visiblement préoccupé.

L'extrême droite allemande (Republikaner et Deutsche Volksunion) est inexistante au plan électoral. Non seulement elle n'est pas représentée au Bundestag, mais elle semble en perte de vitesse dans les régions : à l'approche des prochains scrutins dans les Länder (Rhénanie-Westphalie et Brême le 14 mai), aucun sondage ne lui accorde plus de 5 % des voix.

« Si l'Alsace était restée allemande, elle aurait sans doute un comportement plus démocratique » : cette analyse, résolument provocatrice, est celle de Daniel Cohn-Bendit, qui s'exprimait en public à Dusseldorf, lundi soir, devant un parterre franco-allemand d'industriels et de banquiers. L'ancien leader de la révolte étudiante, député écologiste au parlement européen, a estimé, en marge de cette conférence, que *« l'Allemagne a su, contrairement à la France, endiguer le phénomène d'extrême-droite après quatre décennies d'apprentissage démocratique »*.

Daniel Cohn-Bendit : « Si l'Alsace était restée allemande, elle aurait sans doute un comportement plus démocratique »

Pour Daniel Cohn-Bendit, comme pour beaucoup d'autres observateurs allemands, le scrutin du 23 avril révèle – outre l'importance de l'extrême-droite –, la faiblesse de l'écologie politique dans le paysage politique français. A la suite d'un récent entretien dans *Libération* ou il critiquait les divisions des partis écologistes de l'Hexagone (sans exclure de revenir un jour en France afin d'y faire davantage entendre sa voix), Daniel Cohn-Bendit a déclenché la colère de nombreux écologistes français.

A Bonn, les yeux sont désormais fixés, comme partout, sur le second tour de la présidentielle. Or, on estime généralement, dans les milieux politiques, que les différents courants de la droite française pourraient avoir du mal à se rassembler.

« Comment l'amalgame des différents courants va-t-il se faire, quelles conséquences cela aura-t-il sur l'intégration européenne ? » : telles sont les questions posées en priorité sur les bords du Rhin. Le rôle contesté des sondages intéresse peu les Allemands, qui sont régulièrement confrontés au même type de problème.

On estime généralement que si Edouard Balladur était sorti en tête du premier tour, cela aurait constitué un gage de rigueur budgétaire et financière. Avec Jacques Chirac, on n'est pas autant rassuré dans ce domaine (bien que la personnalite d'Alain Juppé joue comme une garantie, de même que Jacques Delors auprès de Lionel Jospin).

« Incertitude à Paris » : tel est le titre, mardi, du commentaire de la rubrique économique de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Le grand quotidien conservateur estime qu'aucun des deux candidats encore en lice n'a affiché d'intentions claires en matière de politique économique et financière, avant de conclure : *« Le franc doit s'attendre à des turbulences sur les marchés. »*

L'élection du 23 avril a révélé, selon un observateur, *« un sentiment général de malaise des Français »*. D'où l'idée que, malgré l'arithmétique du premier tour, une dynamique pourrait se créer en faveur de Lionel Jospin. Celui-ci répondrait mieux que Jacques Chirac à l'attente du citoyen européen d'aujourd'hui : *« Sécurité sociale et perspectives d'avenir. »* Cette analyse est d'autant plus fondée, vue d'Allemagne, qu'ici les reclassements des voix de l'extrême-droite ne se font pas nécessairement en faveur des partis conservateurs.

Beaucoup d'Allemands sont surpris de constater que Jacques Chirac, au bout de trois tentatives, est toujours candidat aux plus hautes fonctions de l'Etat. *« En Allemagne, ce phénomène est presque inimaginable »*, souligne un observateur, qui oublie néanmoins qu'Helmut Kohl a tenté pendant des années sa chance avant de devenir chancelier.

Lucas Delattre

Le score de M. Le Pen inquiète aux Etats-Unis

M. Jospin a provoqué la surprise des commentateurs américains, et la victoire de M. Chirac n'apparaît pas acquise

WASHINGTON
de notre correspondant

Droite-gauche, la continuité : en un sens, ce schéma classique des élections françaises a de quoi rassurer les Américains, alors qu'un face-à-face Chirac-Balladur aurait comporté le risque d'une fracture durable au sein de la majorité. La presse américaine avait fait de cette rivalité *« entre amis de trente ans »* l'élément le plus marquant de la campagne, et plusieurs éditorialistes se demandent dans quelle mesure il va être possible de réparer les pots cassés. L'élimination d'Edouard Balladur, écrit le *Wall Street Journal*, *« évite à la France un duel fratricide sans précédent »*, mais la tâche de Jacques Chirac, qui consiste à *« maintenir unies des forces conservatrices disparates »*, n'apparaît pas *« simple »* au *Washington Post*. Quant au résultat du 7 mai, le suspense est faible pour la plupart des commentateurs, même si, en insistant sur le fiasco des sondages, certains relèvent un élément d'incertitude : le *New York Times* rappelle qu'en 1981 François Mitterrand était arrivé en seconde position au premier tour (derrière Valéry Giscard d'Estaing), pour l'emporter ensuite.

La chaîne de télévision CNN a diffusé un long reportage de son envoyé spécial à Paris, pour qui Jacques Chirac est apparu *« choqué »* par les résultats, le premier ministre étant, pour sa part, *« mis KO »*. Mais la droite conservatrice, a estimé CNN, *« espère toujours tirer profit du profond malaise »* résultant du long *« règne de François Mitterrand »*. Le *New York Times*, qui publie en première page une photo de Lionel Jospin en train de porter un toast à sa propre victoire, estime que, si le candidat socialiste aura du mal à atteindre la barre des 50 % au second tour, M. Chirac va éprouver, de son côté, bien des difficultés à *« restaurer l'unité de son parti »*.

« MÉCONTENTEMENT GLOBAL »

Aucun journal ne s'avance à donner une explication globale de la *« surprise »* du premier tour, mais le *Los Angeles Times* souligne que *« l'élection de dimanche s'est révélée l'une des plus remarquables de l'histoire moderne de la France, reflétant un mécontentement global envers les forces politiques classiques »*. Les Français, remarque le *Wall Street Journal*, *« veulent le changement, mais sont profondément divisés et s'écartent des courants politiques dominants »*, notamment parce que la France connaît *« le plus fort taux de chômage de tous les pays industrialisés »*. La plupart des journaux insistent sur le score obtenu par Jean-Marie Le Pen, le *Washington Post* voyant même en lui un possible *« faiseur de roi »* pour le second tour.

L. Z.

La première place de M. Jospin étonne en Italie

ROME
de notre correspondante

En dépit du test électoral crucial des élections administratives qui se sont tenues dimanche 23 avril en Italie *(lire en page 3)*, le premier tour de la présidentielle française n'a pas été ignoré. Loin de là. D'autant que, toutes proportions gardées, il y a entre les deux scrutins comme un air de parenté : en France comme en Italie, les sondages se sont trompés et, dans les deux pays, les forces de gauche données comme « défavorisées » au départ ont créé la surprise à l'arrivée.

« DON QUICHOTTE SOCIALISTE »

« Surprise » était d'ailleurs le mot-clef de la plupart des commentaires lundi matin. Surprise d'abord, bien sûr, pour le bon score de Lionel Jospin, que presque personne ne connaît ici, le *« Don Quichotte socialiste »*, comme l'a surnommé *La Repubblica*. Influencée par les sondages, la presse avait multiplié les portraits de Jacques Chirac. C'est *« l'ultime coup de Mitterrand »*, explique encore *La Repubblica* *(lire en page 15)*, tandis que le *Corriere della Sera* consacre un long article au *« retour d'un socialiste propre »* ; le quotidien milanais note que, au second tour, *« la victoire de Jospin n'est plus impossible. Peut-être est-ce seulement une hypothèse d'école*, écrit-il, *mais, pour la gauche, miser sur une hypothèse d'école, c'est mieux que de miser sur rien du tout »*.

UN VOTE QUI FAIT PEUR

L'autre surprise que tous ont notée, c'est le fort score de l'extrême droite, créditée dans son ensemble d'environ 20 % : un vote qui fait peur et trouble en Italie, un des pays le plus fervents partisans de la construction européenne. *« Un vote inquiétant, nationaliste et profondément anti-européen qui regarde un Français sur cinq*, ajoute toujours dans le *Corriere della Sera* Arturo Guatelli, pour qui *« il ne s'agit pas seulement d'un vote de protestation, mais d'un courant de pensée qui en dit long sur la faillite des conformismes politiques de droite et de gauche »*.

Et cette idée, d'un électorat déçu par ses élus et leur façon de « faire la politique », revient souvent pour expliquer que les extrêmes, à droite et à gauche, se soient renforcés, au-delà des raisons immédiates sur le fait que M. Balladur *« avait trop l'image d'un homme du passé »* ou encore que Jacques Chirac, décidément *« trop populiste »*, *« en voulant jouer sur les inquiétudes sociales d'un électorat plus à sa gauche, n'a pas réussi complètement son opération »*.

« Adieu Mitterrand, arrive la droite », résume un autre titre, tandis qu'une des éditorialistes de *La Stampa*, Barbara Spinelli, sous le titre *« La patrie des mécontents »*, ajoute : *« Le maire de Paris n'a pas su compter avec la mobilisation* in extremis *d'un électorat de gauche qui semblait endormi, titubant, éteint après quatorze ans de mitterrandisme... Surtout, il n'a pas su convaincre la France protestataire, la France qui est fatiguée non seulement de la crise, mais aussi de ses propres élites ; dégoutée par ses gouvernants, par l'entrée du pays en Europe et par tous les hommes politiques qu'ils soient de droite ou de gauche. »*

Quant au diagnostic pour le second tour, *« Jospin aura la vie plus facile*, prévoit *La Stampa*, *la gauche modérée absorbe mieux la gauche extrême »* ; en revanche, les voix d'extrême droite *« pourraient devenir un danger »* pour le néo-gaulliste Chirac, *« à moins que* [celui-ci] *ne décide de céder sur l'Europe, l'émigration, la drogue, la peine de mort »*.

M.-C. D.

Israël n'a pas de préférence entre les deux candidats

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Jospin-Chirac, blanc bonnet, bonnet blanc ? *« Les deux hommes*, écrivait lundi 24 avril le quotidien *Haaretz*, *ont en tout cas la même approche »* vis-à-vis du conflit israélo-palestinien. Avis qui mériterait sans doute d'être nuancé, mais qui était partagé par tous ceux, diplomates et journalistes, invités lundi à brièvement commenter, sur les médias locaux, les résultats du premier tour de l'élection présidentielle française.

A en juger par la place extrêmement limitée accordée par ces médias à l'événement, la première phase de la consultation hexagonale n'a pas passionné les foules israéliennes. Résultats sans commentaires, dimanche soir 23 avril, sur les trois chaînes de télévision, articles factuels le lendemain dans la plupart des quotidiens, sauf *Haaretz* qui représente le centre gauche.

La même absence d'intérêt est perceptible parmi les Français d'Israël : sur 50 000 personnes environ, immatriculées dans les consulats de la République – la plupart disposant de la double nationalité –, 9 491 avaient pris la peine de s'inscrire sur les listes électorales et 2 778 seulement ont voté dimanche (70 % d'abstentions). Jacques Chirac, dont *Haaretz* estime qu'il *« a su faire oublier son image pro-arabe des années 70 »*, a recueilli ici 43,95 % des voix. Edouard Balladur, que *« les juifs de France*, toujours selon *Haaretz*, *jugent* [être] *le chef de gouvernement le plus pro-israélien depuis des dizaines d'années »*, n'a obtenu que 15,77 %. La petite phrase accrocheuse du candidat-premier ministre sur Jérusalem, qui appartiendrait *« un peu plus aux judaïsme »* qu'aux autres religions, n'a pas eu l'effet escompté.

« APPROCHE POSITIVE »

En revanche, les électeurs israélo-français ont, semble-t-il, apprécié à sa juste valeur le petit reproche adressé par le candidat socialiste à une politique gouvernementale israélienne *« qui s'appuie trop sur les Etats-Unis et pas assez sur l'Europe »*. Lionel Jospin, dont Yehuda Lancry, l'ambassadeur d'Israël en France, notait lundi matin à la radio militaire *« l'approche positive »* vis-à-vis de son pays, a obtenu 32,51 % des voix françaises d'Israël.

Lionel Jospin, note-t-on au ministère des affaires étrangères de Jérusalem, serait peut-être un président plus actif dans la région qu'un candidat de droite. Mais au total, estimait un diplomate, qu'on s'en réjouisse ou s'en désole, le fait est que le Proche-Orient n'est pour aucun des deux candidats restants *« une priorité très élevée »*. Les deux hommes, soulignait *Haaretz*, sont favorables *« à une patrie pour les Palestiniens et à des frontières sûres pour Israël »*.

Le seul phénomène susceptible d'accrocher, à ce stade, l'intérêt des Israéliens est la montée du Front national. Sans doute tombés un peu trop tard pour donner lieu à des analyses éclairées dans la presse écrite, les résultats de Jean-Marie Le Pen ont, en revanche, suscité de nombreux commentaires sur les radios. Plusieurs personnalités juives de France, dont Jean Kahn, ont fait part de leur *« inquiétude »* face à ce phénomène.

Nul ne doute que les journaux israéliens publieront sur ce sujet de nombreux articles. Mais dès avant le scrutin un quotidien de droite comme *Maariv* dénonçait *« la montée potentielle d'un néofascisme antisémite, qui ne doit pas seulement inquiéter les juifs, mais tous les hommes honnêtes de France et d'ailleurs »*.

Patrice Claude

Après une baisse, les marchés financiers se rassurent

APRÈS L'IMPULSION, la réflexion. Après la baisse, la hausse. Le franc s'échangeait, mardi matin 25 avril, à 3,5350 pour un mark, ayant regagné 5 centimes en vingt-quatre heures. A l'annonce des résultats du premier tour de l'élection présidentielle, le franc et l'ensemble des marchés français d'actions et d'obligations s'étaient vivement repliés. Dans la nuit de dimanche à lundi, sur la place de Tokyo, le franc était tombé à 3,5850 pour un deutschemark. Le pire était à craindre. Mais, dès le milieu de la matinée, la tendance s'est brutalement inversée.

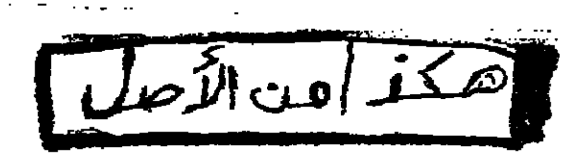
Les investisseurs n'aiment pas les surprises. Ayant anticipé, sur la foi des sondages, une confortable avance du maire de Paris, ils ont eu comme premier réflexe de vendre le marché français dès qu'ils ont appris que le candidat socialiste arrivait nettement en tête. Mais, réflexion faite – elle a pris quatorze heures ! –, ils ont observé que les résultats du premier tour ne constituaient pas une mauvaise nouvelle.

Premier point positif : toutes les projections donnent Jacques Chirac largement vainqueur du second tour. Or, même après douze années de politique du franc fort, même si Lionel Jospin est un partisan de la monnaie unique, un socialiste inspire la méfiance sur les marchés financiers internationaux. Second élément favorable : le duel Jacques Chirac-Édouard Balladur a été évité. Les opérateurs redoutaient plus que tout une telle confrontation, qui aurait poussé M. Chirac vers une politique de « rupture ». Leurs soupçons concernant sa volonté réelle de maintenir le cap de la politique monétaire s'en seraient trouvés renforcés.

Au contraire, désormais, la performance décevante de M. Chirac et le faible écart qui l'a séparé de M. Balladur pourraient l'obliger à réorienter sa campagne en direction de l'électorat conservateur. En conséquence, M. Chirac devrait s'abstenir entre les deux tours de tout commentaire sur la politique monétaire française, sinon pour en vanter les mérites. Il sait que, si la polémique sur le rôle de la Banque de France a fait perdre quelques centimes au franc, elle lui a peut-être aussi coûté *in extremis* quelques pour cents d'électeurs. Ce qui est fait pour séduire la veuve fortunée est aussi de nature à rassurer le gérant d'un fonds de pension américain : *« Les opérateurs sont désormais persuadés que c'est Alain Juppé qui s'installera à Matignon »*, observe un économiste d'une banque française.

A New York, Chicago, Tokyo, Londres, Singapour, cette perspective est accueillie favorablement. Les investisseurs étrangers étaient effrayés à l'idée d'un futur gouvernement dirigé par leur bête noire, Philippe Séguin. Depuis dimanche soir, ils jugent que ce scénario tant redouté est devenu moins probable.

P.-A. D.



هكذا من الأصل

Le score de M. Le Pen inquiète aux Etats-Uni

Les commentaires de la presse internationale sur le premier tour

Le Monde avec **Courrier international**

La presse étrangère a souffert dimanche dans la soirée et au cours de la journée de lundi. La plupart des correspondants parisiens et des éditorialistes s'étaient préparés à commenter les résultats que prédisaient les sondages. La « *surprise* » Jospin a *entraîné un flot de commentaires acides* sur la « folie française des sondages ». Les grands quotidiens européens ont été les plus prompts à analyser la situation issue du premier tour de l'élection présidentielle. C'est la *prégnance de la fracture gauche-droite* et le score de Jean-Marie Le Pen qui ont principalement retenu leur attention. La plupart de nos confrères constatent, le plus souvent avec effroi, que la droite *extrême représente désormais le cinquième* de l'électorat, le plus fort taux du monde occidental. Ils estiment aussi que les 40 % de voix qui ne se sont pas portées sur l'un des trois principaux candidats en liste *indiquent l'extrême fragilisation d'une société* française « *désorientée et qui doute* », comme l'indique le quotidien britannique *The Independent*.

Mitterrand ne laisse pas que des ruines !

LA REPUBBLICA
Rome
850 000 exemplaires

Lionel Jospin en tête ! Personne ne l'avait prévu ! Le candidat socialiste s'est détaché du peloton dans un sprint qui a coupé le souffle aux Français. Le pays se demandait qui arriverait deuxième, qui affronterait Chirac, auquel personne n'osait nier la première place que lui attribuaient les sondages. Et pourtant c'est le maire de Paris qui a subi, avec Balladur, l'humiliation de la longue et angoissante attente du verdict final. [...]

Ce succès est peut-être éphémère, car, à quinze jours de l'élection, la droite reste dans son ensemble largement majoritaire. Mais c'est un succès lourd de signification. Pour Jospin, c'est bien entendu une victoire personnelle, qui lui réserve d'ores et déjà la place de leader de la gauche et de chef du PS. Avec son air un peu hagard, trop rigide, légèrement revêche, il a battu les deux candidats de la droite donnés pour invincibles. Tout le monde reconnaissait la rigueur de son programme, la crédibilité de ses promesses, mais, durant la campagne, aucun sondage ne l'a jamais placé en tête. Aucun commentateur politique, moi y compris, n'a osé ni pensé contredire les résultats virtuels qui lui étaient défavorables des résultats prodigués jour après jour, généreusement et avec aplomb. Les auteurs des sondages *n'ont qu'une circonstance atténuante* : le nombre des indécis, resté très élevé jusqu'au dernier moment – presque 15 millions, plus d'un tiers de l'électorat. *[...]*

Ce résultat inattendu a été un baume pour l'Elysée, où Mitterrand, vieux et malade, vit ses derniers jours de président. Un baume, parce que les suffrages accordés au candidat socialiste montrent que ses quatorze ans de présidence n'ont pas laissé un souvenir si désagréable aux Français. Le passé mitterrandien n'a pas été un handicap insurmontable pour Jospin. En partant, le président ne laisse pas que des ruines, comme le répètent les intellectuels de droite et de gauche.

Un autre personnage, sur le front opposé, à l'extrême droite, se réjouissait hier soir tandis que les chiffres du scrutin se précisaient sur les écrans. C'était l'autre vainqueur du premier tour, Jean-Marie Le Pen, le chef du Front national, le mouvement xénophobe et antieuropéen, qui a obtenu le meilleur score de sa longue carrière. Il a arraché à Chirac ou à Balladur des suffrages précieux, décisifs. Aux voix de Le Pen, il faut ajouter les 5 % de Philippe de Villiers, le vicomte de Vendée, qui partage ce même électorat xénophobe et antieuropéen. Un électorat qui, durant toute la Vᵉ République, n'a jamais été aussi fort. C'est l'autre aspect de ces élections. L'aspect sombre. Le candidat de gauche est arrivé en tête, mais l'extrême droite s'est renforcée ; elle s'est renforcée aux dépens de la droite démocratique, en favorisant indirectement Jospin. Mitterrand a toujours excellé dans l'art de jeter entre les pattes de ses adversaires modérés le parti de Jean-Marie Le Pen. Cette fois-ci, il n'y est pour rien. Il est resté spectateur. C'est Chirac, et lui seul, qui a buté sur l'extrême droite.

Avec son discours de gauche, en se présentant soudain comme un chef progressiste, comme l'homme du changement par rapport à une politique qui a créé un million et demi de chômeurs et cinq millions d'exclus, le maire de Paris voulait conquérir l'électorat populaire resté orphelin. Chirac aura peut-être récupéré des voix à gauche, mais pas assez pour compenser celles des électeurs effrayés par son tournant, et qui ont viré plus à droite. *[...]*

C'est Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale et représentant d'un gaullisme social, qui lui avait suggéré un discours de gauche. Aujourd'hui, cette tendance est perdante. Ce sont deux autres courants d'idées qui devraient prévaloir désormais : celui du libéral conservateur Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, et celui d'Alain Madelin, ministre du développement économique, qui tient un discours *[...]* aux accents reaganiens.

Prise dans son ensemble, la droite est majoritaire à 60 %, mais il ne sera pas facile de conserver un front uni. Le Pen déteste Chirac. Il ne lui fera pas cadeau de son électorat. Chirac devra le récupérer morceau par morceau. Les troupes vaincues de Balladur se rallieront au candidat RPR resté en lice, mais elles ne lui permettront pas de dérives vers l'extrême droite. L'état-major du premier ministre a déjà posé des conditions : les engagements européens doivent être respectés et il n'est pas question de toucher à la politique économique du gouvernement, autrement dit le franc fort et la rigueur qui le soutient. Précisément tout ce dont Le Pen ne veut pas. *[...]*

La course présidentielle, qui apparaissait comme un mélodrame entre « deux amis de trente ans », deux néogaullistes divisés par la même ambition, est revenue en définitive sur le terrain traditionnel : celui de la confrontation droite-gauche, sur laquelle se jouera le second tour, même si le panorama politique a changé.

Bernardo Valli



Chappatte collabore, entre autres, à « La Tribune de Genève »

La droite peut remercier Jospin

ROSSISKAÏA GAZETA
Moscou
820 000 exemplaires

La liste des candidats à la succession du président François Mitterrand, étonnante au premier abord par sa variété, s'est révélée conforme aux stéréotypes de la politique française. Robert Hue, secrétaire national du PCF, a montré que les communistes actuels ne disposaient pas d'un leader proche des masses. Jean-Marie Le Pen a confirmé que 15 % de l'électorat français est atteint de xénophobie chronique. Et la candidate des Verts a fait la preuve qu'une société vieillissante se préoccupe de moins en moins de protection de l'environnement. *[...]*

Contre la plupart des pronostics, c'est donc *Jospin, le socialiste*, qui est arrivé en tête du premier tour. Pour comprendre la raison du succès relatif d'un parti qui semblait avoir tant lassé l'électorat, il suffit de comparer son résultat à celui des communistes, l'un des plus bas de toutes les présidentielles. Les socialistes sont ainsi parvenus à jouer sur la « menace de la droite » et à imposer l'idée simple du vote utile.

Même si Jospin était seul à apparaître *comme* un candidat sérieux à gauche, cet héritier spirituel de Mitterrand n'a dû son score qu'au schisme catastrophique de la droite. La leçon a porté. Ainsi, Chirac, après avoir passé le premier tour de peu, va rassembler tous les libéraux et antisocialistes, alors que les réserves d'électeurs de Jospin semblent épuisées. La droite est à la veille d'un regroupement historique autour du maire de Paris, qui devra désormais brandir le spectre de la scission de la droite qui a tant effrayé la France ce dimanche. Il est clair qu'il part favori. En outre, la menace de division de la droite s'est désormais envolée. Ainsi, Jospin s'est révélé extrêmement utile pour le maintien de la stabilité politique en France. Quant à Balladur, il va devoir faire ses valises politiques. *[...]* Du moins pour un temps.

Mikhaïl Chtchipanov

Un président numérique

Courrier international **a ouvert, à l'occasion de l'élection présidentielle, un forum international sur une adresse électronique. Voici deux des premières réactions de « cyberlecteurs », parvenues immédiatement après les résultats.**

Vinton Cerf, « père » d'Internet, président de l'Internet Society, vice-président de MCI :

« Que ce soit Jacques Chirac ou Lionel Jospin, j'espère que le futur président aura une approche très positive des nouvelles technologies de la communication et de leurs retombées économiques, politiques et sociales. L'homme d'Etat d'aujourd'hui doit mettre l'accent sur l'interconnexion de toutes choses. La France n'est pas seule au monde, et son économie comme son peuple tireraient de grands bénéfices d'un chef conscient de l'importance de la coopération internationale à tous les niveaux. Aux Etats-Unis, le pouvoir politique s'est rapidement converti aux nouvelles technologies de l'information. Dans ce domaine, forte de l'expérience du Minitel, la France se doit d'agir de façon décisive, y compris en faveur de l'unité européenne. »

Nicholas Negroponte, directeur du Medialab du MIT (Massachusetts Institute of Technology) :

« Je ne suis certes pas qualifié pour juger des résultats du premier tour de l'élection présidentielle en France. Je sais simplement que les deux candidats ne sont pas assez jeunes pour être en phase avec leur époque. C'est d'un président *numérique* (1) que vous avez besoin. »

(1) En français dans le texte.

La France est entrée dans l'ère du doute

THE INDEPENDENT
Londres
290 000 exemplaires

La France est sur le point de se donner un président dont elle ne veut pas vraiment. Lionel Jospin, contre toute attente, est arrivé en tête du premier tour de l'élection présidentielle, mais il fait peu de doutes qu'en mai les gaullistes remporteront la deuxième manche. Néanmoins, tout indique qu'une vaste majorité de Français (les deux tiers d'entre eux, selon une enquête) ne tiennent pas à ce que Jacques Chirac, désormais épaulé par son rival d'hier, Edouard Balladur, succède à François Mitterrand.

Cette ambivalence reflète le doute profond qui étreint la nation, pourtant attachée à paraître sûre d'elle-même dans ses relations avec le monde. Après l'évanouissement du rêve socialiste du début des années 80, brisé par la politique monétariste, la montée du chômage et les tensions sociales, le référendum de 1992 sur l'Europe a représenté un moment *crucial pour la France. En apparence*, la consultation portait sur le traité de Maastricht. En réalité, elle a donné lieu à un affrontement entre ceux qui voyaient d'un bon œil le monde de cette fin de siècle, y compris Maastricht, et ceux qui s'en effrayaient. Les progressistes l'ont emporté d'une courte tête, mais la division de la société, faisant fi des frontières politiques, continuera à marquer les années 90.

M. Chirac croit qu'il peut combler ce fossé et recueillir les fruits de l'affaiblissement du Parti socialiste au cours des dernières années Mitterrand en appelant au rassemblement. Mais le maire de *Paris est un homme politique chez* qui le style l'emporte sur le fond. Il a beau prêcher aux électeurs un discours plus à gauche et arborer un visage plus serein, plus présidentiel, la méthode de travail qu'il applique depuis trente ans, celle du populisme national-bonapartiste, relève d'un esprit énergique mais velléitaire. Il serait surprenant qu'il change de tempérament à soixante-deux ans.

En France, l'élection du président, figure quasi monarchique, est l'occasion de faire le point sur la situation du pays. Cette fois, la *France est désorientée*, et les sondages reflètent le doute. Elle ne prend pas cette élection à cœur, et cela ne rejaillit pas seulement sur elle, mais aussi sur ses partenaires européens.

C'est surtout du score de Jean-Marie Le Pen qu'il faut s'inquiéter. Le chef du Front national est désormais installé pour longtemps sur la scène politique française, et *il ne peut plus être considéré* comme le produit éphémère des craintes passagères qu'inspirent l'immigration, l'insécurité et le chômage. Il incarne un phénomène beaucoup plus profond, comme l'indique le succès qu'il s'est taillé auprès d'un électorat qui, à l'évidence, n'appartient pas à l'extrême droite.

M. Le Pen fera sentir son influence sur le futur président. Cela risque de renforcer, à l'aube du XXIᵉ siècle, le manque de confiance en soi de la nation. Les conséquences pourraient être lourdes pour la France elle-même comme pour ses partenaires européens.

L'*euroscepticisme* rallie une fraction croissante du parti gaulliste, et le résultat de l'extrême droite (20 %) est aussi un vote contre l'Europe. Le nouveau gouvernement français se sentira donc peut-être obligé, pour des motifs nationalistes, de faire des manières et d'adopter une attitude agressive vis-à-vis de l'Union européenne.

Qui plus est, l'arrivée au pouvoir d'un démagogue en France redonnera du poil de la bête aux démagogues britanniques.

Inquiétudes africaines

Selon Tunde Fatunde, d'*AM News*, un quotidien d'opposition publié à 70 000 exemplaires à Lagos (Nigeria), « *l'une des retombées les plus importantes et inquiétantes de ce premier tour est la bonne performance de Jean-Marie Le Pen qui a toujours soutenu l'idée selon laquelle il fallait procéder à la déportation massive de tous les étrangers pour résoudre le problème du chômage* ». Par ailleurs, au Sénégal, Mademba Aas Njaay écrit dans *Walfadari-L'Aurore* (Dakar, 15 000 exemplaires) : « *Finalement, que Jospin gagne ou que Chirac l'emporte le 7 mai au soir (la froideur naturelle de Balladur, père de la dévaluation du franc CFA, inquiétait les dirigeants africains), le septennat « africain » sera celui de la transition. La complexité des relations économiques internationales et la disparition presque totale de toute crise politique permanente de type Est-Ouest, ainsi que l'absence de Mitterrand, vont entraîner une réorientation qui devrait déboucher sur la fin de la coopération et l'immersion de l'Afrique dans la stratégie diplomatique française.* [...] *Car jusqu'à présent l'Afrique a plus été un continent « coopéré », pour lequel on réclame 0,7 % du PNB des pays développés, qu'une zone diplomatique, avec tout ce que cela implique dans les échanges.* »

La force du vote protestataire

SÜDDEUTSCHE ZEITUNG
Munich
397 000 exemplaires

Si les anciennes loyautés fonctionnent encore en France, c'est Jacques Chirac qui sera élu président de la République le 7 mai : 60 % environ des Français ont voté à droite et 40 % à gauche. Mais la surprenante victoire du socialiste Lionel Jospin au premier tour de l'élection présidentielle entraîne sa dynamique propre. Depuis dimanche soir, le personnage un peu raide de Jospin semble être plus séduisant. Et les échecs de Chirac ont tendance à se répéter. « *Décidément, les Français n'aiment pas mon mari* », avait constaté Mme Chirac en 1988, lorsque son époux n'avait obtenu que 19,9 % des suffrages au premier tour. La déception de n'avoir obtenu qu'un peu plus de 20 % sept ans plus tard, après *une campagne résolument* populiste, se lit aujourd'hui sur les traits du maire de Paris.

Comment transformer, en deux courtes semaines, ce résultat de 20 % en un score dépassant les 50 % ? Pour atteindre son objectif, M. Chirac a besoin de l'aide de tous ceux qui étaient ses rivaux, ses adversaires et ses critiques. Il lui faut le concours du premier ministre Edouard Balladur et de ses partisans issus des rangs centristes et libéraux. Jacques Chirac *doit endosser* leur engagement européen s'il veut parvenir à mobiliser les 20 % d'électeurs qui se reconnaissent dans leurs idées. En même temps, il doit réaliser le tour de force de séduire la fraction nationaliste et conservatrice du malheureux Philippe de Villiers, qui ne veut pas entendre parler de Bruxelles. Certes, M. de Villiers n'a obtenu, à sa grande déception, qu'un peu moins de 5 % des voix, mais il les monnaiera d'autant plus cher. *[...]* Enfin, Jacques Chirac ne pourra arriver à ses fins sans une partie du potentiel du Front national. Or celui-ci représente 15 % de l'électorat et se compose d'antieuropéens qui goûtent fort peu la personne du maire de Paris... En tout état de cause, avec un cinquième seulement des suffrages exprimés au premier tour, Jacques Chirac disposerait d'une base bien réduite pour imposer une politique personnelle en tant que chef de l'Etat, comme le veut la pratique de la Vᵉ République.

Presque un quart des Français se sont décidés en faveur de Lionel Jospin, cet homme intègre qui n'a jamais eu de scandale sur les bras et a ostensiblement pris ses distances avec la « gauche caviar » de la « génération Mitterrand », il s'est refusé à serrer la main du parvenu politique Bernard Tapie. Néanmoins, les problèmes de M. Jospin pour le second tour sont le reflet de ceux de M. Chirac. Européen convaincu, Lionel Jospin doit *attirer vers lui les voix des* partis situés à gauche du PS, qui sont opposés à une Union européenne capitaliste et à l'intégration de la France dans les marchés mondiaux. Mais il ne pourrait l'emporter qu'à condition de bénéficier en outre des sympathies d'une partie des électeurs de la bourgeoisie centriste. Sans que Lionel Jospin s'y risque lui-même, d'autres dirigeants socialistes ont même entrepris de briguer les suffrages *des électeurs du Front* national. Et le lendemain du premier tour, Jean-Marie Le Pen lui-même a qualifié le candidat socialiste « *d'homme respectable* », même si ce n'est probablement que pour faire monter les enchères auprès de Jacques Chirac.

Depuis toujours, un cinquième des voix des Français se sont portées sur les partis protestataires, en rupture avec le système. *[...]* Mais le résultat de dimanche dernier permet de constater que le mouvement populaire des déçus, de ceux qui se détournent des partis établis, est aujourd'hui deux fois plus important. Le Front national et les communistes, Philippe de Villiers et la candidate trotskiste Arlette Laguiller, ainsi que la fraction écologiste de Dominique Voynet, sont cette fois parvenus à priver les trois grands partis de deux cinquièmes des suffrages exprimés. Avant le premier tour, les candidats n'ont su offrir à leur public que monologues et lieux communs. Il n'y a pas eu de débat sur ce qui intéresse véritablement les Français. Dans la traditionnelle confrontation entre la droite et la gauche, les finalistes devront jouer cartes sur table. La rose fanée au poing de Lionel Jospin et le pommier de Jacques Chirac ne leur permettront pas de récupérer une voix de plus.

Rudolph Chimelli

ENQUÊTES Soucieux d'échapper aux clichés attachés à leur métier et de faire oublier quelques dérapages et malhonnêtetés passés, les détectives privés multiplient les initiatives pour redorer leur blason : carte professionnelle nationale délivrée depuis ce mois-ci, serveur Minitel consultable dès le mois de mai, annuaire professionnel en préparation, institut de formation dont les portes ouvriront à la rentrée... ● IL Y A UN AN, une Coordination nationale des détectives et enquêteurs professionnels parvenait, pour la première fois, à réunir l'essentiel des nombreux syndicats de détectives. Elle plaide aujourd'hui en faveur d'une réglementation plus stricte de la profession. ● L'AVENIR des détectives, davantage au service des entreprises que des particuliers, passera-t-il par un encadrement aussi strict qu'en Belgique, où les enquêteurs privés défrayèrent souvent la chronique ?

Les détectives souhaitent mieux organiser leur profession

Les « enquêteurs professionnels » se battent pour réhabiliter et mieux réglementer leur métier, plus souvent tourné vers les entreprises que vers les particuliers : c'est la fin de la « brigade des cocus »

ILS ONT tombé le borsalino, troqué sur leur bureau la bouteille de whisky contre un ordinateur, et ne supportent plus qu'on les appelle détectives privés. Les « agents de recherches », ou « enquêteurs professionnels », se cherchent une nouvelle crédibilité, rejetant un rien agacés le folklore des polars. *« Il s'agirait de démythifier. Nous sommes des techniciens du renseignement et rien d'autre »*, pose, comme préalable à toute discussion, l'enquêteur privé Daniel Robillard.



Avec une belle ardeur, ces techniciens du renseignement se battent depuis quelques mois pour qu'enfin leur profession acquière ses lettres de noblesse, soit mieux connue et considérée. Pour la première fois, à partir de ce mois d'avril, une carte professionnelle nationale est délivrée sous l'égide d'une coordination nationale réunissant onze des quatorze syndicats, fédérations et autres associations du métier, habituellement incapables de s'entendre. *« Cette carte prouvera que l'enquêteur exerce légalement la profession, qu'il est inscrit en préfecture, déclaré aux organismes sociaux et fiscaux, et peut se prévaloir d'une année d'expérience au moins »*, indique Roger-Marc Moreau, responsable des relations extérieures de la Coordination. Car les « privés », habitués à travailler dans l'ombre des portes cochères, se sont dotés depuis peu d'un service de communication en bonne et due forme. Une charte de déontologie de la profession est en voie d'élaboration, ainsi qu'un annuaire de la profession. Dès le mois d'avril, un fichier national des titulaires de la carte professionnelle sera même consultable sur Minitel (36-29-00-39).

Plus cruciale encore, aux yeux des enquêteurs, pour la réhabilitation de leur métier, l'ouverture en octobre prochain à Paris d'un institut de formation des agents de recherche (IFAR). Au programme, six mois de stages pratiques et de cours de droit, mais aussi de *« filature et signalement »*, ou encore de *« psychologie et technique d'entretien »*. On s'assure tout d'abord d'une chose : *« Qu'ils ne souhaitent pas faire ce métier pour porter un pistolet et rouler dans une voiture rouge. »* Après, les cinquante jeunes admis chaque année seront soigneusement mis en garde par M. Robillard, chargé de concevoir cette formation. *« C'est un métier passionnant, mais aussi enquiquinant, où l'on planque des heures dans le froid, où l'on travaille la nuit, les week-ends... »*

A l'en croire, cette école serait devenue une impérieuse nécessité. *« Nous sommes souvent amenés à poursuivre nos enquêtes à l'étranger, où le droit et les façons de travailler sont différents. En France, les cabinets se sont tournés depuis une quinzaine d'années vers le renseignement économique et financier, qui implique de solides compétences en comptabilité, fiscalité, droit des affaires. »*

Au final, ces multiples efforts d'organisation ont pour but d'inciter les pouvoirs publics à mieux réglementer l'exercice de la profession, régie par une loi de 1942, modifiée en 1980 et 1981, que tous les détectives jugent insuffisante. Profitant d'un projet de loi sur la sécurité, actuellement à l'étude au ministère de l'intérieur, les « privés » souhaitent obtenir des pouvoirs publics un décret d'application définissant et encadrant plus rigoureusement leur activité.

« Ailleurs en Europe, les agents de recherches ont souvent un statut d'auxiliaire de justice. La profession est plus institutionnalisée, mieux connue, et les jeunes choisissent indifféremment entre les métiers de notaire, huissier, avocat ou détective, ce qui est loin d'être le cas en France... », soupire Roger-Marc Moreau.

Pour l'instant, n'importe quel membre de l'Union européenne, dont le casier judiciaire est vierge, peut, après une simple déclaration en préfecture, se dire du jour au lendemain directeur d'une agence de détective.

« Et, la crise aidant, les gens ne s'en privent pas, d'autant que les feuilletons continuent de les faire rêver... Ils ne se rendent pas compte que c'est un vrai métier qui exige des compétences, et sont persuadés de pouvoir gagner très vite beaucoup d'argent », raconte Jean-Jacques Parenti, directeur de SOS-Détecte.

Pierre Nguyen, président du Conseil national des agents de recherches, fait les comptes : *« Début 1993, il y avait environ 240 enquêteurs à Paris. Cette année, on arrive à 400, faute d'une réglementation sérieuse de l'entrée dans la profession. »*

> « Début 1993, il y avait environ 240 enquêteurs à Paris. Cette année, on arrive à 400, faute d'une réglementation sérieuse... »

Même le filtre de l'annuaire a disparu, qui permettait de repérer les plus professionnels – ceux qui payaient cher de grands espaces, et avaient dû patienter un an avant d'apparaître. Il a été remplacé par le Minitel, où certains nouveaux arrivants, pour être omniprésents, multiplient les domiciliations fictives.

Il faut maintenant *« faire le ménage »*, *« assainir »*, *« séparer les pros des imposteurs »*, martèle-t-on de tous côtés. *« Alors seulement nous offrirons à nos clients toutes les garanties d'honorabilité et de qualité du service »*, assure le détective Christian Borniche. Car dans le domaine du respect de la vie privée notamment, un simple fil sépare parfois le légal de l'illégal, et les dérapages sont fréquents en cas d'insuffisante maîtrise du droit. Les apprentis détectives doivent ainsi refuser à une femme de faire suivre celui qui n'est pas son mari ; il leur faut passer la main dès qu'ils remontent jusqu'à des affaires de drogue ou de prostitution ; se garder des écoutes téléphoniques et ne jamais jouer de la confusion avec les services de police, *« ce qui est une ineptie, car les Français en disent toujours davantage à quiconque n'est pas policier »*, relève, goguenard, M. Parenti, qui poursuit : *« De toute façon, lorsque l'on va en justice, les preuves doivent avoir été récupérées de manière légale, sinon cela peut se retourner contre notre client. »*

Déjà, bien du chemin a été parcouru, selon lui, vers le changement d'image de la « brigade des cocus », comme était jadis baptisée la profession. *« Il y a vingt ans, nous étions tout juste tolérés. Quand j'ai démarré, on me disait que détective, ce n'était pas un métier... Aujourd'hui, 90 % de nos dossiers sont utilisés dans le cadre de procès : nous sommes devenus des spécialistes de l'apport de preuves et de renseignements donnés à l'avocat pour plaider. »*

Pascale Krémer

Davantage d'espionnage industriel, moins de maris jaloux

La crise économique a réduit le marché des affaires conjugales

ENVIRON 20 % d'affaires privées pour 80 % de missions confiées par les entreprises : ce ne sont plus les maris trompés qui font vivre les « privés », chaque jour plus nombreux. Ils seraient 1 500 en France, répartis en un peu plus de 800 agences et dégageant un chiffre d'affaires global d'environ 1 milliard de francs l'an.

« Le développement de notre profession s'est particulièrement accéléré ces cinq dernières années », note avec satisfaction Roger-Marc Moreau, chargé de communication de la Coordination nationale des détectives et enquêteurs professionnels. *« Un seul exemple : dans les années 70, il y avait deux agences en Bourgogne. Aujourd'hui, on en compte une vingtaine. »*

Depuis 1975, le divorce par consentement mutuel a sonné le glas du constat d'adultère *« qui ne survit que pour assouvir des jalousies ou lorsque des intérêts financiers sont en jeu »*, au dire du détective Christian Borniche. Surtout, la crise économique a réduit comme peau de chagrin ce marché des particuliers qui, cependant, offre toujours son lot de recherches d'héritiers, détournements d'héritages, vols, chantages, lettres anonymes, recherche de personnes disparues, etc.

FILATURES

Depuis François-Eugène Vidocq, premier « privé » au monde, les méthodes n'ont, en ce domaine, guère évolué. Rien ne vaut une bonne filature à l'ancienne. *« Tout un art »*, selon Jean-Jacques Parenti, enquêteur privé depuis plus de vingt ans. Et d'évoquer la filature à pied, la plus exigeante, celle qui ne supporte pas la moindre seconde d'inattention sous peine de voir réduites à néant des heures de planque et qui est *« infernale à Paris où il faut apprendre à ne pas se laisser semer dans les grands magasins, bloquer devant une porte à code, berner par un immeuble à double sortie... »*.

En voiture, le jeu, subtil, consiste à se garer de façon à ne pas être vu, tout en étant capable de repartir rapidement dans les deux sens. Quant aux innovations techniques, elles se révèlent parfois traîtresses. *« La diffusion du téléphone portable a été fabuleuse pour nous, puisqu'on ne se fait plus repérer comme avant lorsqu'on passe un coup de fil en pleine rue. Mais le renvoi téléphonique nous empêche maintenant de savoir si une personne est bien chez elle... »* De plus en plus souvent, c'est sur conseil de leur avocat que les particuliers sollicitent les détectives. *« Dans le domaine pénal, nous permettons de rétablir l'équilibre, puisque les instructions sont souvent trop menées à charge : pour étayer la contre-enquête de l'avocat, nous recherchons des preuves d'innocence »*, explique M. Moreau.

Pour l'essentiel, depuis le début des années 80, les détectives se sont donc plongés dans le monde des affaires. Notamment *« parce qu'il y a de plus en plus d'affaires d'espionnage industriel en France et que les entreprises nous demandent de* « déminer »*, de vérifier si elles ne sont pas sur écoute*, témoigne M. Parenti. *Ce qui est le cas deux fois sur dix environ... Et pas seulement dans les très grandes entreprises. Il n'est pas rare que les PME dont le chiffre d'affaires est bon, et réalisé pour une grosse part à l'exportation, soient espionnées »*.

Jusqu'où les fils des micros remontent-ils ? *« Souvent* [aux] *Etats-Unis,* [en] *Grande-Bretagne ou* [au] *Japon : depuis cinq ou six ans, avec la crise et le combat effréné pour les marchés, on s'espionne beaucoup entre grandes puissances industrielles... »* Si les entreprises sont de plus en plus conscientes du phénomène, *« qui leur coûte 100 milliards de francs par an »*, selon M. Moreau, faire appel à un enquêteur privé ne constitue pas un réflexe naturel, *« alors qu'aux Etats-Unis, toutes les sociétés ont régulièrement recours à une ou deux agences »*.

CRÉDIBILITÉ

Autres combats rémunérateurs pour les « privés » : la lutte contre les contrefaçons *« qui proviennent de plus en plus des pays de l'Est, et non d'Asie »*, indique Jean-Jacques Parenti, et *« qui exigent une parfaite maîtrise des législations des pays étrangers »*, ou encore la lutte contre la concurrence déloyale, lorsqu'un cadre indélicat quitte l'entreprise avec son fichier clients. On sollicite aussi les détectives pour enquêter sur une société avant rachat, pour vérifier un *curriculum vitae* avant embauche, ou encore pour déjouer les tentatives d'escroquerie aux assurances, qui connaissent une belle progression. Banques et sociétés de recouvrement de créances demandent aussi que l'on retrouve des débiteurs qui se sont volatilisés. *« Dès qu'il y a crise, il y a des problèmes de solvabilité dont nous profitons »*, reconnaît Roger-Marc Moreau.

« Si elle acquiert un véritable statut, notre profession va se développer considérablement, car il y a d'énormes besoins non satisfaits poursuit-il, optimiste. *Pour l'instant, parce que nous manquons de crédibilité, les entreprises françaises font systématiquement appel à des cabinets anglo-saxons, même pour enquêter en pays francophone ! »* Sans compter, laisse-t-il entendre, que cela revient alors à faire entrer le loup dans la bergerie...

P. Kr

Des « privés » belges très encadrés

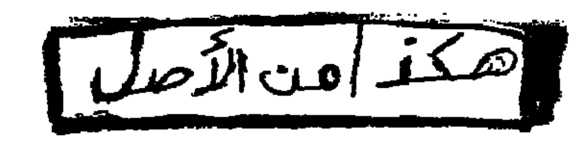
« AVANT LA LOI DE 1991, il y avait deux types de détectives en Belgique : les escrocs, qui, pour un minimum de travail, extorquaient un maximum d'argent à leurs clients. Et les anciens gendarmes, reconvertis parce que trop mal payés, qui trempaient à l'occasion dans diverses affaires criminelles. » Marcel Dehareng, enquêteur privé et directeur de l'agence Survex, à Liège, ne se voile pas la face. Premier à reconnaître que la réputation de sa profession est désastreuse en Belgique, il évoque les fameux « tueurs fous du Brabant », qui, de 1981 à 1985, ont semé la terreur en Belgique à coups de vols à main armée et de massacres dans les supermarchés, laissant au final vingt-huit cadavres derrière eux : *« Deux détectives ont été mêlés à cette affaire. L'un vient d'être condamné à dix ans de prison, l'autre à perpétuité... »*

En 1991, le ministère de l'intérieur réagit, et une loi extrêmement sévère est promulguée qui régit l'exercice de la profession. Il y avait six cents détectives en exercice en 1991, il n'y en a plus que soixante-dix-sept (pour une population de 10 millions d'habitants) agréés auprès du ministère de l'intérieur, en possession de la carte professionnelle délivrée par ce même ministère. Les conditions d'entrée dans la profession sont désormais draconiennes : il faut avoir vingt et un ans, ne pas avoir été condamné, même avec sursis, ne pas exercer simultanément un certain nombre d'autres activités, ne pas avoir été, au cours des cinq dernières années, membre d'un service de police ou titulaire d'une fonction militaire (ce délai étant porté à dix ans pour ceux qui auraient été révoqués) et, enfin, *« satisfaire aux conditions de formation arrêtées par le roi »*.

Tous les aspirants détectives se voient donc contraints de suivre des cours dans un établissement agréé par les pouvoirs publics. Depuis 1991, quatre centres de formation ont été mis sur pied, dont l'un est francophone (à Liège). Un arrêté royal prévoit jusqu'aux matières enseignées, jusqu'au nombre d'heures que doit comprendre la scolarité, et les détectives privés chargés de cours doivent y avoir été autorisés officiellement. Ce n'est qu'après cette scolarité obligatoire d'un an que les aspirants détectives gagnent le droit de demander leur agrément au ministère, qui peut toujours leur être refusé, ainsi que celui de payer un droit de licence annuel d'environ 1 500 francs.

« Malgré tout cela, il faudra du temps pour que notre image s'améliore, prévoit Marcel Dehareng. *Récemment, nous avons appris qu'un confrère, pourtant agréé, se trouvait en prison en Floride pour espionnage industriel... »* Il poursuit : *« Les avocats, encore traumatisés, ne nous adressent la parole qu'après nous avoir demandé combien cela allait coûter à leur client. Il est si facile, dans notre métier, d'être malhonnête : nous avons une obligation de moyens, mais pas de résultat. Tout est question de confiance. »*

P. Kr.



iser leur profession

Jean Paul II devrait désigner prochainement le successeur de Mgr Decourtray

Le futur primat des Gaules aura à réconcilier les catholiques lyonnais

Un peu plus de sept mois après la mort de l'archevêque de Lyon, le pape Jean Paul II cherche un successeur à Mgr Decourtray. A moins d'une surprise, toujours possible s'agissant d'un poste éminemment stratégique, les trois favoris sont Mgr Balland (Reims), Mgr Duval (Rouen) et Mgr Marcus (Nantes). Quel qu'il soit, il aura fort à faire pour réconcilier les différentes sensibilités du catholicisme lyonnais.

LYON
de notre envoyé spécial

A Pâques, dimanche 16 avril, il y a eu sept mois jour pour jour que Mgr Decourtray, archevêque de Lyon, est mort, terrassé par une hémorragie cérébrale. Le délai que s'accorde l'Eglise pour lui trouver un successeur – qui ne serait pas désigné avant la Pentecôte, début juin – en dit long sur la position stratégique de ce siège, celui *du primat des Gaules*, en fait le numéro deux d'une hiérarchie catholique qui vient d'être secouée par l'affaire Gaillot. Un tel poste ne peut être confié qu'à un évêque d'expérience et, très attentif aux nominations dans les grandes métropoles, le pape devrait choisir un nom, sauf surprise, parmi ces trois *personnalités : Mgr Jean Balland*, soixante ans, archevêque de Reims, Mgr Joseph Duval, soixante-six ans, archevêque de Rouen, président de la conférence des évêques depuis 1990, et Mgr Emile Marcus, soixante-quatre ans, évêque de Nantes, vice-président de la conférence *épiscopale, appelé sans doute* à en devenir président dans un an.

Le choix d'un « poids lourd », représentatif de cet épiscopat français à la fois soucieux de discipline à l'égard de Rome et d'ouverture aux sensibilités nouvelles, s'explique aussi par la lourdeur du cahier des charges qui attend le nouvel archevêque de Lyon. Celui-ci devra gérer le capital de sympathies accumulé par le cardinal Decourtray dans les milieux politiques et médiatiques ainsi que dans les communautés chrétienne, musulmane et juive. Il lui faudra tenter de renouer avec l'héritage intellectuel, social, missionnaire et œcuménique du catholicisme lyonnais. Il aura enfin à faire passer le cap de l'an 2000 à une Eglise-laboratoire, riche d'initiatives souvent disparates, en s'appuyant sur un clergé zélé, mais diminué, âgé, réputé frondeur, et une avant-garde de laïcs animateurs (près de trois cents, dont la moitié de permanents salariés) souvent remuante.

UN CLERGÉ À REMOBILISER

L'Eglise de Lyon vivrait-elle sur son passé ? Elle a gardé la nostalgie de noms illustres bien au-delà du Rhône et de la Saône : les jésuites Chaillet, fondateur de *Témoignage chrétien*, de Lubac ou Varillon ; Joseph Colomb, qui après-guerre rénova la catéchèse française ; l'abbé Paul Couturier, Joseph Michalon et René Beaupère, pionniers de l'œcuménisme, et Joseph Folliet. *« C'était une belle Eglise, un vivier considérable de praticiens de la mission, théologiquement bien formés »*, se souvient le Père Christian Montfalcon, administrateur du diocèse depuis la disparition de Mgr Decourtray.

Longtemps suspecté, ce catholicisme lyonnais a eu raison trop tôt. Le concile Vatican II (1962-1965) a repris à son compte l'essentiel de ses intuitions théologiques, sociales, catéchétiques, œcuméniques. Mais à cette fierté a succédé un sentiment d'*« humiliation »*, dit un historien local. Les jésuites ont quitté Fourvière pour Paris. L'enthousiasme missionnaire de l'après-guerre s'est essoufflé. Les aumôneries universitaires ont périclité. Au cardinal Gerlier, qui encourageait les initiatives nouvelles, ont succédé des personnalités plus conformistes, comme les cardinaux *Villot* – futur secrétaire d'Etat de Paul VI, Jean Paul Ier et Jean Paul II – et Renard, en froid avec tout son clergé.

Par sa stature nationale et internationale, Mgr Decourtray a rendu à l'Eglise de Lyon une partie de sa fierté. Mais ses absences répétées, à Paris (quand il fut président de la conférence des évêques) ou à Rome, ont été du plus fâcheux effet. Si, sept mois après sa mort, l'estime pour lui demeure intacte, les militants catholiques admettent que Mgr Decourtray « planait » trop loin des réalités, accueillant toutes les initiatives (celles de communautés charismatiques ou d'ex-intégristes de Mgr Lefebvre) sans *« discernement »* suffisant.

Son successeur aura donc la lourde tâche de remobiliser le clergé, de faire converger des sensibilités et des courants qui s'ignorent (des charismatiques du Chemin neuf aux prêtres contestataires de Jonas ou à la revue *Golias*), d'articuler des réseaux et des initiatives dispersés (celles des Pères Christian Delorme en direction des immigrés ou Bernard Devert pour le logement social).

Pour un tel poste, les militants catholiques lyonnais se sont épuisés *au jeu des pronostics*. Outre les trois favoris, ils ont cité d'autres noms pour se faire peur ou plaisir : celui de Mgr Gérard Defois, soixante-quatre ans, archevêque de Sens-Auxerre, ancien recteur de l'université catholique de Lyon, connu et estimé entre Rhône et Saône ; du nouveau cardinal Pierre Eyt, soixante ans, archevêque de Bordeaux, dont le transfert à Lyon serait peu apprécié en Gironde ; de Mgr Lucien Daloz, soixante-cinq ans, archevêque de Besançon.

Une surprise n'est pas exclue venant de « jeunes » comme Gérard Daucourt, évêque de Troyes, cinquante-quatre ans, connu pour son travail œcuménique au Conseil romain pour l'unité des chrétiens ; François Garnier, cinquante et un ans, évêque de Luçon, « fils spirituel » de Mgr Decourtray, dont il avait été le proche collaborateur à Dijon ; Henri Brincard, évêque du Puy, cinquante-cinq ans, un conservateur dont la nomination serait considérée dans le clergé lyonnais comme une provocation. Certains rappellent enfin qu'il arrive à Jean Paul II de nommer des religieux sans expérience épiscopale, y compris à des sièges importants (Martini à Milan ou Groër à Vienne), et circule aussi le nom du dominicain Jean-Louis Brugues, qui, cette année, a prêché le carême... à Notre-Dame de Paris.

Henri Tincq

L'effet « anti-stress » des temps de parcours affichés sur le périphérique

UN JOUR de mai 1994, les automobilistes virent apparaître sur les panneaux lumineux du boulevard périphérique de Paris des informations inédites. Ils n'y lisaient plus seulement l'heure ou l'imminence d'un ralentissement mais pouvaient prendre connaissance de la durée du parcours prévisible jusqu'au prochain embranchement autoroutier. Une donnée particulièrement appréciable pour les habitués de cet anneau routier de 35 kilomètres où le trafic dépasse de 75 % la capacité maximale, plus de douze heures par jour.

En place depuis presque un an, les trois cents « panneaux à message variable » installés sur le périphérique mais aussi sur les boulevards des maréchaux qui ceinturent Paris ne constituent encore qu'une *« expérience », assure prudemment* la Mairie de Paris. L'Hôtel de Ville n'en a pas moins décidé de la prolonger jusqu'à la fin 1995 car, de toute évidence, les résultats semblent probants.

Le succès de la formule tient à la crédibilité des informations recueillies à partir des boucles électromagnétiques. Espacés de cinq cents mètres, ces capteurs noyés dans la chaussée permettent de déterminer le débit et la vitesse du trafic. Calculés automatiquement par algorithme, les temps de parcours correspondent à la moyenne des trois dernières minutes et sont actualisés toutes les soixante secondes, ce qui garantit une assez grande exactitude. L'indication *« périphérique fluide »* s'affiche dès que la durée prévisible du parcours correspond à une vitesse moyenne de 60 kilomètres heure (la vitesse maximum autorisée sur le périphérique est de 80 kilomètres heure).

« Les premiers résultats des études montrent que l'affichage engendre une conduite plus tranquille, plus sereine, assure Jean-Marie Perrin, directeur de la voirie à la Mairie de Paris. *Quelle que soit l'information, les automobilistes savent à quoi s'en tenir. D'une certaine manière, ils se sentent rassurés, confortés dans leur choix. Le temps de parcours, notion plus proche du vécu des usagers que celle de distance en kilomètres, suscite moins de stress, moins de pollution. Sans doute, tout cela est-il impossible à chiffrer. Mais là est pourtant l'essentiel . »*

« UNE FORME DE CONFORT »

Une enquête menée auprès de 4 450 automobilistes à la sortie du périphérique et une autre, portant sur 3 840 usagers des boulevards des maréchaux, reflètent l'accueil favorable réservé à ce nouveau système d'information. Ainsi 49 % des personnes interrogées jugent les informations diffusées tout à fait *utiles, 22 % les considèrent comme plutôt* utiles et quatre sur cinq estiment qu'elles sont tout à fait (43 %) ou plutôt (40 %) fiables.

« Comparée à l'affichage en vigueur en Ile-de-France – parfois un peu ésotérique –, l'annonce du temps de parcours est bien mieux comprise par l'automobiliste. Il semble que, quitte à passer un peu plus de temps dans leur véhicule, les usagers préfèrent connaître à l'avance la durée du parcours. C'est une forme de confort », constate Simon Cohen, chercheur à l'INRETS (Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité). M. Cohen, qui a observé à la loupe le comportement des automobilistes entre mai et juillet 1994, fait état d'un léger transfert de circulation au détriment du boulevard des maréchaux dont le résultat est *« une très légère dégradation de la vitesse moyenne sur le périphérique et corrélativement une très légère amélioration sur les maréchaux »*.

Bien que les difficultés de circulation dans la capitale rendent pratiquement nulle la marge d'amélioration envisageable, l'intérêt de cette opération – intégrée dans le cadre du projet européen EUROCOR *(European urban corridor control)* – ne fait guère de doute. Dans quatre ou cinq ans, le système Sirius de gestion en temps réel du trafic routier de la région parisienne pourrait s'enrichir de panneaux permettant de connaître le temps de parcours sur des tronçons d'autoroute voire de disposer de données météorologiques. A *condition que les financements nécessaires* soient débloqués et en attendant le temps, peut-être pas si lointain, où chaque véhicule disposera de ses propres instruments de navigation par satellite.

Jean-Michel Normand

Le directeur de l'administration pénitentiaire établit de nouvelles consignes pour les sanctions disciplinaires prises à l'encontre des détenus

DANS UN COURRIER adressé le 24 février à l'ensemble de ses directeurs régionaux, le directeur de l'administration pénitentiaire, Bernard Prévost, donne de nouvelles consignes en matière de sanctions de détenus. Cette note attire l'attention des chefs d'établissement sur un récent arrêt du Conseil d'Etat : amené à examiner le dossier d'un détenu envoyé au « mitard » de Fleury-Mérogis, la haute juridiction a considéré le 17 février que les sanctions disciplinaires n'étaient pas de simples mesures *« d'ordre intérieur »* mais des décisions *« faisant grief »*. A ce titre, elles peuvent désormais faire l'objet de recours devant les juridictions administratives.

Une semaine après le prononcé de cet arrêt, l'administration pénitentiaire en a tiré les conséquences. Dans la note du 24 février, elle insiste sur le respect de certaines garanties : les chefs d'établissement doivent désormais contrôler la matérialité des faits qui sont reprochés au détenu – le dossier doit donc comporter un rapport *d'incident motivé* –, qualifier ces faits en précisant en quoi ils constituent une faute disciplinaire et motiver leur décision. Ils sont en outre tenus de notifier les sanctions disciplinaires par écrit : les détenus doivent désormais recevoir une copie de la décision et être avisés qu'il existe une voie de recours *hiérarchique auprès du directeur* régional. Enfin, M. Prévost rappelle que les sanctions disciplinaires doivent toujours être proportionnées à la gravité de la faute.

AUCUNE ÉCHELLE DES PEINES

Actuellement, les détenus qui *comparaissent* au « prétoire », le tribunal disciplinaire de la prison, ne bénéficient d'aucune garantie, ou presque. En cas d'incident, ils sont présentés sans avocat devant le directeur de l'établissement, qui peut envoyer le détenu au « mitard » pour une durée maximale de 45 jours. Il peut également prononcer *un avertissement* avec inscription au dossier, retirer au détenu son emploi si l'infraction a été commise pendant le travail, lui interdire de recevoir des subsides de l'extérieur ou d'acheter des produits autres que les objets de toilette. Si l'incident a un rapport avec la télévision, le directeur peut *retirer son poste au détenu*. Si l'infraction a eu lieu pendant un parloir, il peut lui imposer des visites avec dispositif de séparation.

Les textes s'abstiennent de définir clairement la faute disciplinaire. Un décret de 1972 se contente d'interdire *« tout cri, chant, interpellation ou tapage, toute réunion en groupe bruyant et, généralement, tous actes individuels ou collectifs de nature à troubler le bon ordre »*, tandis qu'un autre ajoute que *« tous dons, échanges, trafics, tractations, paris et toutes communications clandestines ou en langages conventionnels sont interdits aux détenus »*. *« Les détenus doivent obéissance aux fonctionnaires ou agents ayant autorité dans la prison en tout ce qu'ils prescrivent pour l'exécution des règlements »*, résume un décret. Les textes ne fixent en outre aucune échelle des peines, ce qui autorise *de facto* un directeur à prononcer la peine maximale – 45 jours de punition de *cellule – pour un incident mineur.*

Consciente de ces difficultés, l'administration pénitentiaire travaille actuellement sur un projet de réforme de la procédure disciplinaire. Ce texte réunit les infractions disciplinaires en trois groupes et définit les sanctions maximales qui peuvent être prononcées. En 1993, plus de 43 000 sanctions ont été décidées, soit une augmentation de 7,6 % par rapport à l'année précédente.

Anne Chemin

Un Livre blanc dénonce certaines pratiques de prix chez les dentistes

PUBLIÉ mardi 25 avril par le Centre odontologique de médicométrie et d'évaluations (COME), un Livre blanc indique que la santé bucco-dentaire des Français s'est améliorée, mais qu'elle *« risque cependant de se détériorer »* si le désengagement progressif de la Sécurité sociale se poursuit. Les experts dénoncent des pratiques de prix *« peu transparentes et malsaines »*, qui consistent par exemple pour un dentiste à compenser les prix fixes des soins conservateurs (plombage, détartrage), jugés *« trop bas pour permettre au dentiste de s'assurer un revenu décent »*, en se *« rattrapant »* sur les prothèses, à tarif libre.

Les experts déplorent vigoureusement la faiblesse des taux de remboursement par la Sécurité sociale des actes les plus chers. La part des remboursements de soins dentaires a en effet chuté de 50,7 % en 1970 à 34,5 % en 1992, *« alors que les mutuelles ont presque triplé leur participation »*, précise le Livre blanc. Les dépenses de soins dentaires sont pourtant passées de 60 francs par personne en 1970 à 695 francs en 1992. Les prothèses donnant lieu à de fréquents dépassements d'honoraires, ce montant a atteint en 1993 plus de 15 milliards de francs, soit 46,8 % du total des honoraires (contre un peu plus de 25 % en 1980). Conséquence de ces remboursements à deux vitesses : plus d'un Français sur dix a déjà renoncé au moins une fois dans sa vie, faute d'argent, aux soins dentaires.

DÉPÊCHES

■ **STRASBOURG : Claude-Guy Charlotte, directeur général des hôpitaux universitaires, a été mis à la retraite à sa demande,** a annoncé l'intéressé lundi 24 avril. Mis en examen le 4 décembre 1994 pour abus de confiance, faux et usage de faux, corruption et favoritisme, M. Charlotte, âgé de soixante-deux ans, a affirmé que cette demande résultait d'une *« démarche personnelle »* et qu'elle n'était *« absolument pas dictée par l'instruction en cours »*. Simone Veil et Philippe Douste-Blazy, ministres en charge de la santé, ont indiqué avoir *« pris acte de cette décision »* et précisé que M. Charlotte sera réintégré le 1er août 1995 et admis à bénéficier de ses droits à pension le même jour. M. Charlotte devrait être entendu par le juge d'instruction Sophie Thomann à la fin du mois de mai.

■ **SANTÉ : pour la première fois, trois médecins** viennent d'être sanctionnés en appel pour ne pas avoir respecté les références médicales opposables (RMO), l'un des instruments de maîtrise des dépenses de santé. Prévues par la convention médicale d'octobre 1993, les références médicales, assorties de sanctions financières, indiquent pour un certain nombre de pathologies les traitements dangereux et inutiles. Condamnés à des *« retenues financières »* allant de 2 000 F à 8 000 F (calculées par leurs caisses primaires d'assurance maladie), par les comités médicaux paritaires locaux (CMPL), ils avaient fait appel au comité médical paritaire national (CMPN). Le docteur Jacques Maes, vice-président du CMPN, a assuré lundi 24 avril que les traitements prescrits par les médecins sanctionnés étaient *« inutiles »* et non dangereux, *« sauf à long terme »*. Au 31 janvier, dix-sept médecins avaient été sanctionnés financièrement pour la gravité et la fréquence de leurs infractions aux RMO par les comités locaux (CMPL).

■ **VACCINATIONS : la Sécurité sociale prendra désormais en charge les vaccinations** contre une série d'affections, dont l'hépatite B et la rougeole, selon un arrêté paru samedi 22 avril au *Journal officiel*. Sur la liste des maladies concernées figurent également la coqueluche, la diphtérie, l'infection à Haemophilus influenza B (bacille à l'origine des complications de la grippe et de méningites), les oreillons, la poliomyélite, la rubéole, le tétanos et la tuberculose.

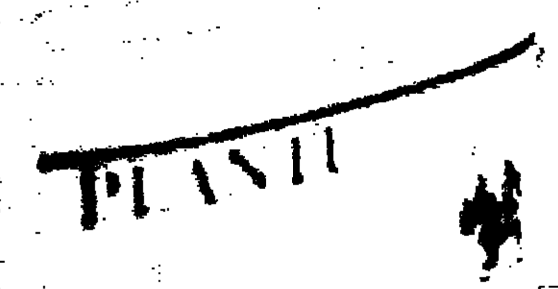
■ **DÉPÔT : la préfecture de police demande en appel la remise en rétention de dix-huit étrangers.** Ceux-ci avaient été mis en liberté par un juge du tribunal de Paris, après que la police eut refusé l'accès du dépôt aux avocats de l'un d'entre eux (*Le Monde* du 22 avril). Le conseiller Jean-André Collomb-Clerc a déjà rejeté deux appels semblables, considérant que la remise en rétention était impossible dès lors que s'était écoulé le délai légal de dix jours avant la reconduite à la frontière. Le représentant du préfet soutient, pour réclamer l'annulation des mises en liberté, que les mesures de rétention ne comportaient aucune voie de fait ni atteinte à la liberté individuelle. La décision du conseiller Collomb-Clerc devait être rendue mercredi 26 avril.

■ **DIVERS : Jean-Francis Pasini, le chauffeur du « camion fou »** qui avait fait neuf morts et une trentaine de blessés le 6 décembre dernier dans la principauté d'Andorre, a indiqué lundi 24 avril qu'il avait été licencié fin janvier pour faute grave par son employeur à la suite de l'accident meurtrier et qu'il avait porté l'affaire devant les prud'hommes. Le chauffeur a réagi à la publication d'un rapport technique remis au juge andorran chargé de l'enquête, qui vient de faire ressortir que le poids-lourd disposait de freins *« en mauvais état »*. Au lendemain de l'accident, Me René Roche, avocat du transporteur, la société Salvatori (STS) basée à Ternay (Rhône), avait affirmé de son côté que le camion, acheté en mars 1994, avait pris la route après *« remise en état complète »*.

La Fondation Vasarely devrait fermer prochainement

INSTALLÉE depuis 1976 à Aix-en-Provence, la Fondation Victor-Vasarely, qui se trouve au centre de plusieurs enquêtes judiciaires et de multiples querelles de gestion, va fermer dans les prochains jours. La famille Vasarely, membre du conseil d'administration, estime que la *« vétusté »* du bâtiment de 6 000 m^2 *« ne permet plus d'assurer la sécurité »* de la centaine de toiles confiées par le peintre cinétiste, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-neuf ans. *« La Fondation est très endettée, et nous ne pouvons faire de réparations urgentes, malgré la notoriété mondiale de Victor Vasarely »*, a déclaré la belle-fille de l'artiste, Michèle Vasarely.

Opposé à cette fermeture, le critique d'art parisien André Parinaud, qui présidait la Fondation Vasarely depuis janvier, a annoncé sa démission lundi 24 avril. *« La famille veut remettre en cause la donation de Victor Vasarely pour des raisons d'héritage. Je ne veux pas couvrir de mon autorité une décision qui pourrait déstabiliser l'avenir de la Fondation »*, a-t-il expliqué à l'AFP. Après des années de procédure, la famille Vasarely a obtenu l'an dernier le départ de l'ancien directeur de la Fondation, le professeur Charles Debbasch de l'université de droit d'Aix-en-Provence. M. Debbasch, accusé de malversations par la famille, a été mis en examen pour *« abus de confiance »* en novembre 1994, et écroué du 28 novembre 1994 au 15 février 1995.



DISPARITIONS

Georges Plescoff

Un financier inventif et un grand serviteur de l'Etat

ON NE REVERRA plus ce large sourire que découpaient deux rides profondes dans un visage un peu basané ni ces yeux noirs et vifs sous d'épais sourcils : Georges Plescoff, breton de Paris, a quitté la vie à soixante-dix-sept ans, au terme d'une longue et brillante carrière, essentiellement au service de l'Etat.

Né en 1918, il est d'abord instituteur de 1936 à 1945 (l'intermède de la guerre mis à part), puis rédacteur au Conseil d'Etat, avant de passer le concours de l'Ecole nationale d'administration et de sortir inspecteur des finances en 1947. Conseiller technique dans plusieurs cabinets ministériels, il entre, en 1957, à la Caisse des dépôts où, pendant dix ans, il se montrera un grand directeur financier, collaborant avec le directeur général de l'époque, François Bloch-Lainé, acquérant à ce poste une expérience précieuse pour l'avenir.

Après un passage rituel de trois ans à l'ambassade de Washington comme conseiller financier et administrateur du Fonds monétaire international, le voilà porté à la présidence des Assurances générales de France (AGF) où, pendant douze ans, après avoir remis un peu d'ordre, il sera à la fois bon assureur et financier performant. En 1982, Georges Plescoff est nommé par François Mitterrand à la tête de la Compagnie financière de Suez, fraîchement nationalisée. Il défend avec énergie les intérêts de sa nouvelle maison, notamment dans l'assurance, où ils risquaient de lui échapper.

Touché (avec amertume) par la limite d'âge en 1983, il est chargé par le gouvernement d'une délicate mission d'analyse sur l'affaire Boussac puis, en 1984, crée une banque privée, Eurofin, qui a réussi un certain nombre d'opérations discrètes, dont certaines assez brillantes. En 1985, dans le cadre de la réforme du financement de la construction, il crée et préside la Caisse de refinancement hypothécaire qui, à ce jour, a levé plusieurs dizaines de milliards de francs pour le compte des principaux établissements de crédit au logement. Georges Plescoff, tout en observant l'obligation de réserve des hauts fonctionnaires, n'a jamais mâché ses mots, ce qui n'est pas si fréquent dans cette corporation. Financier à l'esprit particulièrement inventif, il laisse le souvenir d'un homme chaleureux.

François Renard

■ **DOMINIQUE DEBUS**, chef de cabinet de Catherine Trautmann, maire (PS) de Strasbourg depuis 1989, est décédé d'un infarctus vendredi 21 avril, à l'âge de quarante-deux ans. Licencié en droit et titulaire d'une maîtrise de linguistique, diplômé de l'Ecole nationale des services du Trésor et de l'Ecole nationale de la magistrature, il avait commencé sa carrière comme inspecteur du Trésor avant de devenir magistrat. Secrétaire général de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie quand Mme Trautmann en était présidente (1988-1989), il était devenu son chef de cabinet après son élection à la mairie de Strasbourg. Il était marié, père de deux enfants.

AU CARNET DU MONDE

Naissances

Corinne et Pascal BRASSART,
laissent à
Raffaël,
la joie d'annoncer la naissance de

Elsa,

le 1er avril 1995, à Paris-12e.

6, rue des Bourreliers,
94440 Marolles-en-Brie.

Isabelle, Yves et Victor SCHMIDT,
ont la joie de faire part de la naissance de

Jeanne,

vendredi 14 avril 1995.

78, rue de la Roquette,
75011 Paris.

Isabelle et Philippe AGRET,
leur fille Alix,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Sophie,

le 20 avril 1995, à Clermont-Ferrand.

18, rue Phung-Khac-Khoan,
Hanoï (Vietnam).

Anniversaires de naissance

Didi,

de tout cœur, happy birthday !

Sabine, Anne, Noémi.

– To,

Paul-Henri SIRIEX,

happy birthday !

Catherine, Annick.

Mariages

M. et Mme Lucien SGHERRI,
Mme née Jocelyne Perse,
sont heureux de faire part du mariage de leur fils

Guillaume,

avec

Mlle Sandrine ROBERT,

célébré ce jour dans l'intimité familiale.

7, chemin de l'Ermitage,
95320 Saint-Leu-la-Forêt.

Philippe FAVRE et Han Hye JUNG,

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité, le 5 novembre 1994, à Ramatuelle.

1, square de Padirac,
75016 Paris.
8 B Bowen-Road,
Hongkong.

M. et Mme LAYGNIEZ-WILLIAME,
et Mme KNOCKAERT Michel,
ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants,

Virginie et Daniel,

le samedi 29 avril 1995, à 15 heures, en l'église Saint-André-de-Mairieux, à Mairieux (59600).

Décès

– Jean Astruc,
son mari,
Jean Astruc,
André et Françoise Astruc,
Marie-Noëlle et Jean-Charles Dalaine,
Marie-Françoise et Alain Crindal,
Dominique Astruc et Hervé Message,
ses enfants,
Marie-Claude Raoult,
sa sœur,
Julien, Régis, Adrien, Marie-Laure, Céline, Audrey, Jean-Baptiste, Laurent, Emilie, Juliette, Marie, Vincent, Aurélie et Fanny,
ses petites-enfants,
Les familles Astruc, Bouchon, Monestier, Payen, Raoult,
Ses belles-sœurs, beaux-frères, neveux, nièces et cousins,
Tous ses amis qui l'ont fidèlement entourée de leur affection,
ont la douleur de faire part du décès de

Madeleine ASTRUC,
née Monestier,

survenu le 21 avril 1995, à l'âge de soixante-treize ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 26 avril, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-de-Lourdes, route nationale 3, 93320 Les Pavillons-sous-Bois.

L'inhumation aura lieu le jeudi 27 avril, à 15 heures, au cimetière de Tours-sur-Meymont, 63590 Cunlhat.

« Le Seigneur fit pour moi des merveilles. »
« L'amour est aussi fort que la mort. »

17, rue Emile-Zola,
93320 Les Pavillons-sous-Bois.

– Mme Maurice Ben Guigui,
son épouse,
Mme Jeanne Elkouby,
sa sœur,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Maurice BEN GUIGUI,

survenu le 22 avril 1995, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

– Le colonel Maurice Boret,
Olivier et Emmanuelle Boret,
Claude et François Bouley
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Maurice BORET,
née Ella Ruben de Couder,

survenu le jeudi 20 avril, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 26 avril, à 14 h 30, en la chapelle de l'hôpital du Val-de-Grâce, 1, place Laveran, Paris-5e.

– M. Camille Bouscal,
M. et Mme Claude Dalmayrac,
Martine Bouscal
et Thierry Lacalmontie,
M. Eric Magnier,
Christel et Daniel, Arnaud, Sarah, Lucie et Agathe,
Les familles Delmas, Miquel, Bouscal,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Armand BOUSCAL,

survenu brutalement le 23 avril 1995, à l'âge de quarante-trois ans, à l'Hôpital américain de Neuilly.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 26 avril, à 11 heures, en l'église Saint-Sulpice, à Paris-6e.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Lunel (Aveyron).

Antoine-Françoise CELLI,
croix de guerre avec palmes,
médaille militaire,

a quitté les siens le 20 avril 1995.

De la part de
Joëlle Nuttin,
sa fille,
Benjamin Nuttin,
son petit-fils,
Des familles Celli et Cain.

Selon sa volonté, son corps a été donné à la science.

6, rue du Petit-Pont,
75005 Paris.

Claudine CHONEZ,
poète,

correspondant de guerre, romancière,
journaliste littéraire à l'ORTF,

nous a quittés le 15 avril 1995.

De la part de
Jacqueline et Roger Texier,
France et René Galand,
Claire et Jacques Lory,
Joël, Caroline, Antoine, Elizabeth,
sa sœur, son beau-frère, ses nièces, neveux et leurs enfants.

Selon sa volonté, son corps a été donné à la médecine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue Albert-Sorel,
75014 Paris.

– Rouen (Seine-Maritime).

Le président et les membres du conseil d'administration du port autonome de Rouen, la direction et le personnel de l'établissement
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre CINTRAT,
ancien président
du conseil d'administration
du Port autonome de Rouen,
de sa création, en 1966, à fin 1977,
président d'honneur du conseil,

survenu le 16 avril 1995.

Ils s'associent pleinement à la douleur de sa famille.

– Pierre Rouyer,
son ami,
Claude et Yolande Crine,
ses parents,
Boris et Floriane Crine,
ses frère et sœur,
Mme Louis Louinet,
sa grand-mère,
Toute sa famille,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Rudy CRINE,

survenu à Paris, le 22 avril 1995, à l'âge de trente-cinq ans.

Une bénédiction sera donnée à l'amphithéâtre de l'hôpital Cochin, 12, rue Méchain, à Paris-14e, le jeudi 27 avril, à 10 h 15.

L'incinération aura lieu, le même jour, à 12 h 15, au crématorium du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

23, rue Rambuteau,
75004 Paris.

– On nous prie d'annoncer le décès survenu le 21 avril 1995, à l'âge de quarante-deux ans, de

Dominique DEBUS,
magistrat,
directeur de cabinet du maire
de la ville de Strasbourg.

De la part des familles Debus et Mappes.

37, avenue de la Forêt-Noire,
67000 Strasbourg.

(Lire ci-dessus.)

– M. et Mme Alain Gillis,
ses parents,
Georges, Olivier, Godefroid, et Marie-Hélène,
ses frères et sœur,
Noël Lee,
son ami,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Patrick GILLIS,
musicologue,

survenu le 24 avril 1995, à trente-six ans.

34, rive de Meuse,
5170 Profondeville (Belgique).
4, villa Laugier,
75017 Paris.

– Le supérieur général de la Société des missions étrangères de Paris,
fait part du décès de

Mgr Charles LEMAIRE,
ancien missionnaire en Chine
et évêque-coadjuteur de Kirin,
supérieur général de la Société
des missions étrangères
de 1945 à 1960,

survenu le 22 avril 1995, à Hongkong, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans.

Une messe à sa mémoire sera célébrée au séminaire des Missions étrangères, 128, rue du Bac, 75007 Paris, le samedi 29 avril, à 10 heures.

– Sa famille
Et ses amis
ont la tristesse de faire part du décès de

André LORSIGNOL,

survenu dans sa quatre-vingt-douzième année, le 20 avril 1995.

– Hyacinthe Moreau Lalande,
sa fille,
Anne et Charlotte David,
ses petites-filles,
Joseph et Alexandre Loutfi,
ses arrière-petits-fils,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme René MOREAU LALANDE,
née Yvonne
Chapelain de La Villeguérin,

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 26 avril, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, à Paris-6e.

88, boulevard Raspail,
Paris-6e.

– Marseille.

M. le colonel Jean Mourlot,
et Madame,
M. et Mme Claude Mourlot
et leurs enfants Pascale et Eric,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Michel MOURLOT,

survenu le 23 avril 1995.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale, le jeudi 27 avril.

– Marseille.

L'Association pour le prix de peinture Jean-Michel Mourlot,
a la grande tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Michel MOURLOT,

survenu le 23 avril 1995.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale, le jeudi 27 avril.

– Sa famille a la douleur de faire part du décès de

M. Etienne NAUD,
directeur de collège honoraire,
chevalier des Palmes académiques,

survenu le 20 avril 1995, dans sa soixante-quatorzième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité familiale.

– Le conseil d'administration,
La direction générale,
Les collaborateurs de la Caisse de refinancement hypothécaire,
ont la tristesse d'annoncer le décès de leur président d'honneur et ancien président,

Georges PLESCOFF,
grand officier de la Légion d'honneur,
inspecteur général
des finances honoraire,

survenu le 22 avril 1995.

(Lire ci-dessus.)



– Yves Quéré,
son mari,
Rose Jaulmes,
sa mère,
Sylvie Jaulmes,
sa sœur,
David et Agnès Quéré,
Anne et François Amblard,
Irène, Elise, Esther, Emmanuelle Quéré,
ses enfants et petits-enfants,
Thérèse et Michel Henry,
Alain et Maryse Quéré,
ses beaux-frères et belles-sœurs,
Tous ses proches et amis,
ont la profonde douleur de faire part du décès, le 14 avril 1995, à l'âge de cinquante-huit ans, de

France QUÉRÉ,
écrivain,
théologienne,
membre du Comité consultatif
national d'éthique
et du Haut Conseil de la population
et de la famille,
chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, en l'Eglise réformée du Luxembourg, rue Madame.

Une cérémonie œcuménique aura lieu, à sa mémoire, le 17 mai, à 17 heures, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, place du Panthéon, à Paris.

Des dons peuvent être envoyés à Votre école chez vous, établissement scolaire pour enfants malades, BP 106, 92106 Boulogne-Billancourt (CCP Paris 10 703 54 J), qu'elle présidait.

3, rue Laplace,
Paris-5e.

– Le président
Et le président d'honneur,
Le secrétaire général,
Et les membres du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé,
ont la profonde tristesse de faire part du décès brutal de

France QUÉRÉ,
membre du Comité consultatif
national d'éthique
depuis sa création,
écrivain,
théologienne,
membre du Haut Conseil
de la population et de la famille,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 14 avril 1995, dans sa cinquante-neuvième année.

Hommage sera rendu, à sa mémoire, lors d'une cérémonie œcuménique célébrée le 17 mai, à 17 heures, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, place du Panthéon, Paris.

(Le Monde du 18 avril.)

– M. et Mme François Malrieu,
ses enfants,
Anne-France Malrieu,
Claire Malreu,
ses petites-filles,
Et leur famille,
ont la profonde tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Mme Simonne RIVIÈRE,
docteur ès sciences,
chevalier des Palmes académiques,

le 22 avril 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 22 avril, à 16 heures, en l'église de Saint-Sulpice-de-Favières (Essonne), par l'abbé Jean-Luc Mairot.

39, quai de Grenelle,
75015 Paris.

– Mme Samarine
et ses enfants
ont la douleur de faire part du décès de

M. Serge SAMARINE,

survenu le 19 avril 1995.

Les obsèques ont eu lieu le 25 avril, à Cloghan, en Irlande.

Mme Samarine,
Glebe House, Cloghan,
CO. Donegal,
(République d'Irlande).

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Messes anniversaires

– Il y a un an,

Jean BERNARD-BRUNEL

nous quittait.

Une messe sera célébrée à sa mémoire le mardi 2 mai 1995, à 19 heures, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Courbevoie.

Anniversaires

– Le 25 avril 1944,

Simon (SLZOJME) GUTMAN

est mort à Auschwitz.

« Depuis, j'y pense toujours. »

Manifestations du souvenir

– Le sculpteur argentin,

Carlos CAIROLI,

nous a quittés le 31 janvier 1995.

Les artistes et ses amis du Salon des Réalités nouvelles lui rendent un hommage du 28 avril au 14 mai, à l'Espace Eiffel-Branly, 29 à 55, quai Branly, 75007 Paris.

Le vernissage aura lieu le vendredi 28 avril, de 11 heures à 22 heures.

Ceux qui l'ont connu et aimé sont chaleureusement invités.

– L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France,
Et la Société des amis de

Léon JOUHAUX,
(1879-1954),
fondateur de Force ouvrière,
prix Nobel de la paix,

déposeront une gerbe sur sa tombe le vendredi 28 avril 1995, à 16 h 30, et devant le mur des Fédérés.

– 1915-1995.

Baghdassar TAHMAZIAN.

Il y a quatre-vingts ans, notre grand-père fut arrêté par la gendarmerie turque, à Keskin, près d'Ankara.

Nul ne l'a jamais revu.

De quoi était-il coupable, sinon d'être arménien ?

Nous n'avons pas de désir de vengeance, mais le devoir de nous opposer au négationnisme du génocide arménien.

Ses petits-enfants,
Agop, Astrik, Jean-Pierre, Michèle, Missak et Philippe,
Les familles
Bonnefoi, Chertemps, Erganian, Hammoudi, Juncker, Tahmazian et Voisin.

Communications diverses

– **Droits de l'Homme** (cours par correspondance). Renseignements au CEDL, 5, rue de l'Arc-de-Triomphe, 75017 Paris. Tél. : (1) 53-81-87-20.

– **La Maison de l'hébreu : 47-97-30-22.** Stages express individuels (moderne/sacré). Livres et cassettes d'études.

– Maurice-Ruben Hayoun débattra avec Gérard Israël du thème suivant : « Le judaïsme est-il un humanisme ? », avec la participation du grand rabbin de Paris, M. David Messas, le mardi 25 avril 1995, à 20 h 30, au centre Edmond-Fleg, 8 *bis*, rue de l'Eperon, 75006 Paris.

– Le grand rabbin de Paris, le président et les membres du Consistoire de Paris vous informent de l'entrée solennelle d'un rouleau de la Torah, dédié à la mémoire de toutes les victimes de la déportation, le jeudi 27 avril 1995 (2 nissan 5755), à 18 heures, jour du Yom Hashoa, à la synagogue, 44, rue de la Victoire, 75009 Paris.

Cette cérémonie commémorative du cinquantième anniversaire de la libération des camps de concentration est placée sous le haut patronage de Mme Simone Weil, présidente.

هكذا من الأصل



Anna Smulowitz

Les mémoires de la Shoah – II

Les enfants miraculés

Ils n'étaient pas supposés naître, comme leurs parents n'étaient pas supposés vivre. Pour les enfants des rescapés du génocide, la vie prend parfois des allures de mission

LES nuits d'Anna Smulowitz furent longtemps harassantes. Mais c'était un secret entre elle et sa maman. Au petit matin, les yeux tristes et la mine pâlichonne, elle bouclait silencieusement son cartable, et prenait en b^aillant le chemin de l'école, son secret cadenassé au plus profond d'elle-même. Le soir, elle traînait à rentrer, un œil inquiet vers le ciel de plus en plus obscur. Mais la nuit du Kentucky finissait toujours par recroquer le jour.

Tout alors redevenait possible. Le passé pouvait submerger le présent ; les morts rejoindre les vivants à moins que ce ne soit l'inverse ; et la mère d'Anna, rescapée d'Auschwitz, s'en retournait là-bas. Entourée de fantômes. Et dans les pires tourments. C'est au milieu de la nuit qu'elle se glissait dans la chambre de sa fille, la tirait de son sommeil, et puis, assise sur le bord du lit et secouée de sanglots, entreprenait de lui raconter souvenirs et cauchemars. Le camp, la sélection, la tonte des cheveux, le tatouage ; la faim, la torture, la destruction des bébés, la chambre à gaz... Anna écoutait, pétrifiée. Et puis sa mère repartait, la laissant affronter seule le reste d'une nuit peuplée de monstres.

Anna qui avait six, sept, huit ans, ne comprenait pas la moitié des histoires. Mais elle savait qu'il y avait des ennemis capables de choses atroces comme de vous enfermer toute nue dans une cage de chiens bergers. C'était arrivé à sa mère pour avoir craché à la face d'un SS. Anna avait vu les cicatrices. Depuis, elle avait peur des chiens. Et de tous les trains.

Le matin, son père, pourtant si rassurant, s'enfermait seul dans la salle de bains et longtemps, en yiddish, s'adressait à ses parents, ses trois frères, ses quatre sœurs et sa jeune femme enceinte qui, tous, avaient disparu à Auschwitz. Clouée devant la porte, Anna écoutait là encore. Dans la journée, plus personne ne parlerait de ces histoires. Anna garderait son secret avec le sentiment de transporter une bombe.

IL lui faudrait attendre de nombreuses années pour apprendre que d'autres enfants nés de l'Holocauste partageaient ce sentiment. Qu'on leur en ait parlé ou non, qu'ils aient eu ou non accès aux livres ou aux photos, qu'ils habitent aux Etats-Unis, en France, en Allemagne ou en Israël : les enfants de rescapés de la shoah ont toujours su qu'ils portaient en eux quelque chose de terrible, d'énorme et d'explosif. Que l'innocence et la désinvolture ne leur étaient pas permises. Pas plus que la médiocrité ou la couardise. Que le mal absolu avait existé, qu'il les avait frôlés. Et qu'ils aient eu la vie, après cet immense chaos, ne tenait qu'au miracle. Ils n'étaient pas supposés naître comme leurs parents n'étaient pas supposés vivre. Leur présence était à la fois aberrante et magnifique. Comme d'improbables petits bourgeons sur un chêne calciné.

Ils auraient voulu ne penser qu'à l'avenir, puisqu'ils étaient l'avenir. Mais c'était impossible. Le passé phagocytait le présent, et les morts dont ils avaient hérité du nom étaient trop nombreux et trop lourds pour ne pas les retenir dans un monde « entre deux ». Des centaines de gens pour lesquels il n'y avait eu ni tombe, ni deuil, vivaient à travers eux. Leur vie n'était donc pas une simple vie. Elle avait, leur semblait-il parfois, des allures de mission.

Anna *« Adolescente, après avoir lu le journal d'Anne Frank et suivi à la télévision le procès d'Eichmann contre lequel ma mère avait dû témoigner, j'ai pu donner un visage aux monstres nocturnes de mon enfance et recoller les morceaux. Tout était donc vrai. J'ai ressenti une colère formidable. Ma famille engloutie ? Comment était-ce possible ? Comment mon père pouvait-il être le seul survivant de huit enfants qui tous, avaient eu eux-même pleins d'enfants ? Pourquoi n'aurais-je jamais de grands-parents, de cousins ? Pourquoi avait-on fait cela ? Pourquoi ? Comme un phénix, moi j'étais née des cendres. J'étais la* « deuxième chance ». *Et pour faire perdre Hitler, j'avais le devoir de triompher de la vie.*

Mon père avait été cuisinier à Auschwitz et livrait les repas des nazis dans leurs bureaux. C'est dans l'un d'eux que travaillait ma mère, chargée de tenir à jour la liste des condamnés à mort. C'est par elle qu'il apprit que sa femme avait été gazée. Comme elle sut la première, pour avoir tapé leurs noms et numéros, la mort de ses propres père et frère. Le hasard la fit porter elle-même son repas à Eichmann, occupé à observer les fournées entrant dans la chambre à gaz, le jour où son frère y pénétra. Quand elle retrouva et épousa mon père à Munich en 1946, ma mère était déjà détruite.

J'avais quatre ans quand ils ont immigré en Amérique, en 1951. Et j'ai compris qu'il valait mieux ne pas dire d'où je venais. Il y avait du soufre dans cette histoire-là. Moi, je voulais être américaine, fuir le yiddish, la langue des morts, embrasser la culture McDo. Mais comment me libérer ? Ma mère coulait, entourée, croyait-elle, d'ennemis et de traîtres. Et quelques-uns de ses cauchemars sont même devenus miens. Mon frère, lui, s'est brisé. « Stress post-traumatique » *ont diagnostiqué les psychiatres,* « mêmes symptômes que chez les anciens du Vietnam ». *Son Vietnam à lui avait été ma mère. Il fut longuement soigné. A 37 ans, il ne se plaît qu'en compagnie des vieux qui parlent yiddish ; il ne comprend que les survivants.*

Moi j'ai fui dans l'écriture et le théâtre, couru à la recherche de mes racines, étudié le yiddish à Londres, le judaïsme en Israël, milité contre le racisme et la haine, écrit une pièce sur Theresienstadt. Il n'est de jour où je ne pense à l'Holocauste. C'est inscrit dans mes os. »

Dans les os, dans le sang, dans le *cœur...* Ils ne trouvent pas assez de mots pour décrire leur intimité avec la Shoah. Mais le docteur Martin Bergmann parle plus volontiers de leur inconscient. Pour ce psychanalyste new-yorkais qui a traité plusieurs centaines de cas d'enfants de survivants, cela ne fait aucun doute : *« Le traumatisme se transmet. L'empreinte de l'Holocauste dans l'inconscient des enfants est similaire à celle de leurs parents. »* Peu importe que ces derniers aient ou non raconté leur histoire. *« Les enfants captent de toute façon le message »*. Les rêves se ressemblent de façon plus que troublantes ; les phobies, les obsessions peuvent devenir les mêmes.

ANNE-MARIE LÉVINE, née en Belgique en 1938, au moment même où se déroulait en Allemagne la Nuit de cristal, s'est toujours sentie *« hantée »*. Il lui a fallu quarante ans pour comprendre par quoi. Elle avait apparemment eu de la chance : ses parents et leur cuisinière belge avaient réussi à s'enfuir la veille même de l'invasion allemande. Destination : Beverly Hills. Sylvain, le père, avait de l'optimisme et de l'argent. Sous le soleil de Californie, la vie s'organisa.

Anne-Marie *« C'était comme vivre à Disneyland dans un soleil sans saison. Rien ne rappelait l'Europe si ce n'est un poste de radio ondes courtes que mon père, je m'en souviens, écoutait parfois. De l'Holocauste il n'était pas question, pas plus à la maison qu'à l'école où personne ne savait où était la Belgique. Tout était irréel et mes parents, entre leurs livres et leurs tableaux, menaient un exil heureux. J'étais la seule qui n'allait pas.*

Chaque nuit, sans exception, me plongeait dans d'affreux cauchemars. Cela consternait mes parents. Mes angoisses n'étaient-elles pas incongrues dans la ouate de Beverley Hills ? J'étais l'erreur, la faille. La seule ombre au tableau. Ils voulaient oublier. Je les en empêchais. J'avais hérité de peurs sans nom, et de leur inconscient. C'était diabolique. Ce n'est qu'à la fin de la guerre que mes cauchemars ont pris fin. Comme par miracle. J'avais juste sept ans.

Personne, pourtant, n'avait parlé de ce qui s'était passé. Quand on évoquait notre fuite en Amérique, c'était sous forme rocambolesque, dépouillée de sentiments. Une suite d'aventures amusantes. On accepte tout lorsque l'on est enfant. Je n'ai pas posé de questions, pas plus d'ailleurs que mes parents lorsqu'ils sont revenus en Belgique. La sœur de mon père était morte avec sa famille à Auschwitz. Mais personne n'a rien dit. Moi seule, apparemment, restais hantée, inquiète, traquée. Je ne savais rien et je portais tout. Et je peinais à oublier ce dont pourtant je ne pouvais me rappeler. Il s'était passé quelque chose de terrible qui m'avait ébranlée, mais je ne savais pas quoi. »

Anne-Marie Lévine est devenue artiste, poète et pianiste concertiste. *« Il fallait autre chose que le verbe pour exprimer quelque chose qui n'était pas verbal. La musique gaie ne m'intéressait pas. »* Le silence est souvent vénéneux. L'enfant doit deviner ou pire, imaginer. Se renseigner où il peut. Sauf auprès des siens s'ils les sent réticents. Car l'enfant a conscience du danger. Celui d'émotions incontrôlables, *« dont les parents ont depuis longtemps perdu le thermostat »*, analyse Anne Adelman, psychiatre à Boston et fille de rescapé. Celui aussi de se mesurer à une souffrance à la fois inaccessible et monstrueuse. *« On veut savoir mais on a peur de savoir, peur que cela leur fasse du mal, peur qu'ils regrettent d'avoir parlé. »* Coupables les enfants. Oui, coupables. C'est en tout cas le sentiment qu'ils expriment le plus fréquemment. Coupables de n'être point parfaits comme devrait l'être cette génération, porteuse de tant d'espoirs ; coupables de n'être pas à la hauteur des êtres disparus et idéalisés dont ils ont pris la place et qui deviennent parfois d'insupportables rivaux (*« Mes vêtements, mes premiers livres, me ramenaient à une petite cousine* « sage comme une image » *et qui avait été gazée au camp »*) ; coupables de n'être point heureux (*« C'était une obligation : j'étais en bonne santé, je devais afficher pour ma mère l'image idéale du bonheur »*). Coupables de réagir parfois comme les autres enfants en chahutant, en désobéissant, oubliant un instant un passé que certains parents savent cruellement rappeler : *« Petit Hitler ! Tu veux donc la mort de ton père ? »*

Le lien avec les parents est pourtant d'une force rare. *« Au fond, l'amour qui nous unit est ma seule certitude. La seule chose que j'ai jamais considérée comme acquise. Tout le reste, y compris la vie, peut nous être ôté à tout moment. »* Liens solides, liens ambigus parfois.

David *« Ils m'étouffent à me surprotéger depuis que je suis bébé. Impossible d'aller seul à l'école ! Ma mère devait m'accompagner. Quand j'ai gagné le droit d'être seul, elle s'est mise à téléphoner chaque jour à une autre maman postée sur le chemin pour vérifier si j'étais passé dans les temps ! Et quand je revenais en retard, ils avaient téléphoné à tous les hôpitaux... Pourtant les apparences étaient trompeuses. J'ai toujours eu le sentiment d'être le parent de mes parents. »*

Denise *« En entendant mon père gémir dans son sommeil, j'étais prise de rage et de volonté de vengeance. Avoir un nazi, là, devant moi ; lui cracher dessus, le faire souffrir... Et puis j'ai voulu militer, devenir une combattante, manifester contre le Vietnam, embrasser toutes les causes relatives aux droits de l'homme. C'est pour eux que je le faisais. Eux, moi... je ne fais plus très bien la distinction. On est un bloc. »*

Stuart *« Mon père à table ! L'air concentré et grave. Préparant chaque bouchée de même taille et mâchant, ruminant interminablement, respectueux de chaque miette. Cela me rendait fou lorsque j'étais enfant. Aujourd'hui, cela me ferait pleurer de douleur et de tendresse. »*

Ariane *« L'Holocauste me modèle, me fait juive. Je ne suis pas religieuse, mais je suis de cette communauté de souffrance, comme ma grand-mère ou ma mère. J'aimerais que mon fils reste leur messager. »*

Rares furent parmi les juifs allemands qui survécurent au génocide, ceux qui, après la guerre, restèrent vivre en Allemagne. Dans les années 50, on n'y comptait plus guère que 5 % du nombre de ceux qui y avaient vécu en 1933 ! Le père de Sabine K. était de ceux-là.

CAPTURÉ en 1942 par les Russes, il avait passé la guerre dans un camp de Sibérie. Le reste de sa famille avait été exterminé. Quand il revint en 1946, la vérité lui parut invraisemblable. Il rouvrit son magasin près de Cologne et se mit à attendre un hypothétique retour : son fils Rafaël, blond comme un aryen, ne pouvait pas avoir été gazé comme les autres. Il finit pourtant par se remarier et fut à nouveau papa.

Sabine *« Il m'amenait tous les jours en promenade, et tous les jours me racontait le passé. Je savais tout, de la guerre, des camps, de la famille, des traditions. De Rafaël surtout :* « Il aurait tel âge, je sais qu'il aimerait ça, il aurait choisi cela... » *Et puis il ajoutait :* « Heureusement tu es là maintenant ! » *Je ne voulais pas le contrer, je savais qu'il souffrait, il criait fort la nuit.*

J'étais très isolée. Il n'y avait pas d'autre enfant juif de mon âge dans toute la région. Seulement un garçon de dix ans mon aîné que mon père a vite repéré comme un mari convenable, mais qui ne m'a pas attendu ! Je rêvais d'Israël comme d'un pays de liberté et de confiance entre les gens. C'était impossible en Allemagne et j'étais en colère que mon père m'ait placée dans l'obligation de vivre sur la terre des criminels. Je faisais de mon mieux pour ne pas me faire remarquer.

A dix-neuf ans, j'ai épousé un garçon très allemand. J'ai pris de la distance avec mon père et le judaïsme et mené une existence très allemande. Ce n'est que vers trente ans que tout cela m'a manqué. J'ai écouté de la musique yiddish, compris combien mon identité juive était si importante, repensé à l'Histoire, l'Holocauste, mes racines. Mon mari s'en est agacé. Et quand mon père est mort, il m'a dit : « Maintenant, tu peux enfin quitter la communauté». *J'étais sidérée. Il a rajouté :* « Tu mets notre famille et notre fils en danger ». *On s'est finalement séparés.*

C'est étrange d'être ici, sur ce sol, de croiser des visages de vieux et de me dire : que faisait-il il y a cinquante ans ? Pourtant je suis allemande, enfin, juive allemande et fille de survivant ! Donc consciente du danger, l'antisémitisme n'a pas disparu. Il se pourrait que je parte quand mon fils sera grand. En Amérique. Pas en Israël. On y fustige les juifs qui, après la guerre, ont choisi de vivre en Allemagne. »

Etre vigilants, insistent tous ceux qui sont restés en Europe. Ne jamais être pris de cours. Disposer toujours de valises et d'un passeport valable. Réagir à la moindre manifestation de racisme et d'antisémitisme. Savoir que le pire est possible. Que tout peut recommencer. Et sans faire de l'Holocauste une nouvelle religion – comme s'en inquiètent certains – en garder la mémoire. Une mémoire avertie et sacrée.

Annick Cojean

Prochain article :

Le fardeau des enfants de nazis



Encore un effort, monsieur Chirac !

par Jean François-Poncet

CE n'est pas sans soulagement que j'ai vu prendre fin, il y a quelques semaines, mon mandat de président de la branche française du Mouvement européen. Non que je ne croie plus en l'Europe, ce qui suit le démontrera assez. Non que je ne sois pas fier de la place conquise par cette organisation longtemps poussiéreuse dans le débat européen de ces dernières années. Non pas surtout que je regrette, en quoi que ce soit, l'initiative prise au cours de l'été 1992, en pleine campagne de Maastricht, de réunir sur un même podium Valéry Giscard d'Estaing et Elisabeth Guigou, Pierre Bérégovoy et François Léotard pour défendre le traité. Le progrès de la construction européenne ne saurait, en effet, se passer d'un large consensus national, et les inimitiés que cela m'a valu n'ont en rien altéré mon sentiment d'avoir rendu service à mon pays et à l'Europe.

Ma décision de ne pas solliciter un second mandat n'a pas eu d'autre motivation que de retrouver la liberté de m'exprimer publiquement à l'approche d'échéances décisives pour la construction européenne, sur lesquelles le choix de la France sera déterminant. Libre de tout engagement, je souhaite, aujourd'hui comme hier, intervenir avec pour seul souci ce que je crois l'intérêt de la France et de l'Europe.

L'Europe, dit-on, n'a pas la place qu'elle mérite dans la campagne présidentielle. Ce n'est pas tout à fait exact. Les principaux candidats ont confirmé leur engagement européen en des termes identiques, ce dont on doit se réjouir. Il est vrai que cette unanimité permet d'éviter le débat sur les échéances européennes toutes proches et sur leur lien avec les débats de politique intérieure. Après les divisions de Maastricht, les électeurs ont bien du mal à trouver leurs marques dans le tiède consensus qui caractérise le positionnement européen des présidentiables. Qu'on en juge. Les deux promoteurs de l'opposition à Maastricht, Charles Pasqua et Philippe Séguin, se sont ralliés au traité, mais dans deux camps opposés !

Aussi, à la veille du deuxième tour de l'élection présidentielle, est-il devenu urgent d'obtenir des candidats – et en particulier pour ce qui concerne les électeurs de la majorité à laquelle j'appartiens et que Jacques Chirac entend rassembler le 7 mai – une prise de position claire, dont dépend le choix de ceux pour qui la construction européenne constitue la grande affaire du prochain septennat, comme elle l'a été de celui qui vient de s'achever.

Qu'on ne se méprenne pas sur le sens de mon propos : la présidence du Mouvement européen ne m'a pas transformé en fédéraliste béat. Je suis ainsi l'un des rares partisans de l'institution, au niveau européen, d'une seconde Chambre législative émanant des Parlements nationaux. Et je ne me cacherai pas de prêter vertu principale aux accords de Schengen, de permettre à chaque nation de lutter plus efficacement contre l'immigration clandestine et une criminalité aujourd'hui organisée à l'échelle européenne, sinon mondiale.

Le véritable test de l'engagement européen de la France n'est donc pas dans on ne sait quelle conversion aux Etats-Unis d'Europe. Il est dans une prise de position claire sur les vrais problèmes dont dépend l'avenir.

Fonctionnement des institutions européennes, monnaie unique, noyau dur, entente franco-allemande : faute de choix clairs, des voix de la majorité manqueront le 7 mai

L'élargissement progressif de l'Union aux pays d'Europe centrale, orientale, balkanique, voire méditerranéenne (Chypre, Malte) modifie profondément et définitivement les données de la construction européenne, telle qu'on l'envisageait, il y a un demi-siècle. Valéry Giscard d'Estaing l'a excellemment souligné il y a quelques semaines. Quant à MM. Lammers et Schäuble, ils en ont, au nom de la Démocratie chrétienne allemande (CDU), publiquement tiré une conclusion que personne, à ma connaissance, n'a contredite : la nécessité de constituer, au cœur de la « grande Europe », un noyau dur, une *« Kerneuropa »*, formé par et autour de la France et de l'Allemagne.

Telles sont les bases nouvelles du débat européen. C'est à partir de là que les candidats à la présidentielle doivent se situer sur deux points essentiels.

Premier point : quelles règles de fonctionnement proposent-ils pour l'Europe des Trente ? Le mode intergouvernemental, c'est-à-dire l'unanimité, est à l'évidence exclu. Certains affirment que cette « Europe espace », dont la compétence se limitera à la libre circulation des marchandises et des capitaux, n'a nul besoin d'institutions et moins encore de décisions majoritaires. C'est oublier que l'espace économique unique emporte avec lui un « bloc » important de compétences. Pas de libre pratique sans tarif extérieur commun, sans protection communautaire aux frontières, sans politique commerciale commune, conduite au nom de la Communauté au sein de la nouvelle organisation mondiale du commerce. Point de marché unique sans politique de concurrence, sans politique agricole, sans politique régionale, dont il sera bien difficile de faire l'économie, même si on la réforme en profondeur, comme il le faut pour en limiter le coût. La paralysie menacerait à tout instant cet espace si les décisions dont dépend son fonctionnement étaient soumises à l'unanimité. L'Europe des Trente ne serait qu'un géant aux pieds d'argile si ses décisions requéraient l'approbation de tous.

Il est vrai que la France ne saurait souscrire à une procédure majoritaire sans une révision profonde des pondérations de vote. Celles qui sont en vigueur ont été fixées par le traité de Rome et n'ont jamais été modifiées depuis. Elles donnent aux petits Etats un poids démesuré. Or les nouveaux membres, à l'exception de la Pologne, auront tous moins de dix millions d'habitants. Adapter ces règles anciennes à la composition nouvelle de l'Union élargie est un exercice aussi indispensable que difficile. Tout indique que les petits Etats, à commencer par le Luxembourg, s'accrocheront à leurs privilèges, et on ne se trompe guère en affirmant qu'il s'agira d'une des principales pierres d'achoppement de la conférence intergouvernementale de 1996. Mais, pour la France comme pour l'Allemagne, il y a là un domaine où aucune concession n'est acceptable. Un compromis ingénieux a été proposé : la procédure de la « double majorité », qui combine majorité des Etats et majorité des populations. Jacques Chirac n'y a jusqu'ici fait aucune référence.

Reste le second point : le noyau dur, l'« Europe-puissance », celle de la monnaie, de la politique étrangère, de la défense et de la sécurité intérieure. Celle du « cercle central » qui, même s'il reste ouvert à de nouvelles adhésions, ne regroupera pendant longtemps qu'une poignée d'Etats conduits par la France et l'Allemagne.

La monnaie unique en sera le premier et le principal pilier. Les candidats à la présidentielle ont tous – à l'exception des extrêmes – pris position en faveur de la monnaie unique. Edouard Balladur lui préféra jadis la *« monnaie commune »*, et Jacques Chirac rêva d'un second référendum sur Maastricht avant de se satisfaire d'*« un vrai débat national »*. Mais chacun sait qu'une adhésion platonique à la monnaie unique n'a de sens qu'en fonction d'une politique économique, budgétaire et financière se donnant pour objectif la réalisation des critères de convergence de Maastricht. Une priorité que l'Allemagne leur a, en ce qui la concerne, dès à présent accordée. La sincérité de l'engagement européen se mesure à son prolongement de politique intérieure. Une sincérité que les promesses démagogiques qui ont déferlé à la veille du premier tour ont largement battue en brèche.

Un engagement clair de Jacques Chirac sur ce point sera suivi avec attention non seulement en France, mais à Bonn. Mettre la France en état de réaliser la monnaie unique dès 1997 est l'engagement-clé sur lequel sa conviction européenne sera jugée. Que cet objectif soit, comme l'indique Valéry Giscard d'Estaing, difficile à atteindre, chacun le sait. Il n'empêche que le gouverneur de la Banque de France, dans l'indépendance enfin acquise de l'institution qu'il dirige, la juge réalisable. Sachons que toute défaillance sera interprétée outre-Rhin comme le refus français du « noyau dur » proposé par la CDU et comme un encouragement donné à ceux qui en Allemagne prônent le *« Sonderweg »* – le chemin solitaire – celui qui conduit à la constitution d'une zone mark, formée du Benelux, du Danemark, de l'Autriche, à laquelle s'agrégeront peu à peu les pays d'Europe centrale. Une zone mark dans l'orbite de laquelle la France n'aura d'autre choix que de s'intégrer, en en subissant les disciplines unilatéralement définies à Francfort. Disciplines que la monnaie unique lui permettrait de codéfinir à égalité avec l'Allemagne.

Qui dit « noyau dur » ne dit pas seulement monnaie unique. C'est à l'intérieur du même cercle que doivent se définir les grandes orientations de politique étrangère et se construire la défense européenne. Encore faut-il que, contrairement à ce qu'Edouard Balladur avait un instant imaginé, la France ne cherche pas à faire naitre plusieurs cercles : la monnaie avec l'Allemagne, le nucléaire avec la Grande-Bretagne, etc. Ce serait la négation même du noyau dur. Avec l'illusion naïve de voir ces différents cercles coïncider en un unique point central : la France. Légitime ambition, mais vain espoir. C'est l'Allemagne et non la France qui, à défaut du couple, sera l'axe de l'Europe, comme les Etats-Unis l'ont été au sein de l'OTAN.

Vote majoritaire, monnaie unique, noyau dur, entente franco-allemande : que Jacques Chirac expose clairement ses choix s'il veut pouvoir compter sur toutes les voix européennes de la majorité dont il porte les couleurs.

Jean François-Poncet, *ancien ministre des affaires étrangères, est sénateur (RDE) du Lot-et-Garonne.*

Profil bas

par Henri Madelin

APRÈS ce premier tour du 23 avril, le constat d'une dépolitisation générale des Français n'est plus à l'ordre du jour. C'est pourtant ce qu'annonçaient savamment depuis quelques années des Cassandre porteuses de lunettes trop noires. L'élection présidentielle est un legs de l'héritage gaullien à nouveau plébiscité par le corps électoral ; elle demeure populaire et bien adaptée à notre tempérament national. Les déplacements liés aux sacro-saintes vacances et l'indécision prolongée de près de 30 % des électeurs potentiels n'ont pas empêché un taux de participation tout à fait honorable si on le rapporte à celui d'autres grandes démocraties. Il est légèrement inférieur aux scrutins de 1981 et 1988, où la possibilité d'alternance conduisait à une surenchère démocratique. Ce sont plutôt les instituts de sondage qui sortent affaiblis de la compétition. Car ils ont eu du mal à adapter leurs instruments de mesure à une volatilité électorale persistante. Ils ont surestimé la cote de Jacques Chirac et mésestimé la mobilisation autour de Lionel Jospin. C'est pour les scores d'Arlette Laguiller et de Philippe de Villiers qu'ils se sont montrés les plus perspicaces !

Il est vrai que cette campagne a connu beaucoup de rebondissements avec les parcours en forme de montagnes russes inversées des *« vieux amis de trente ans »* : Edouard Balladur et Jacques Chirac. Une sorte de premier tour négatif s'est déroulée en décembre 1994 avec le renoncement de Jacques Delors, porté malgré lui sur le pavois suprême par la vague montante des sondages. Il s'est chargé de la faire retomber brutalement en parlant vrai à des millions de Français aux aguets devant leur écran de télévision. Il les a obligés à ouvrir le débat politique en famille, entre adolescents et parents, dans les usines et les bureaux.

Raymond Barre n'a pas franchi le pas non plus. Quelques semaines plus tard, Valéry Giscard d'Estaing s'est vu obligé à son tour de déclarer forfait ; malgré son désir d'en découdre, il a bien senti la bouderie du pays à son endroit. Tour à tour, ces trois renoncements nous ont privés de débats prometteurs sur l'Europe et le renouveau des solidarités, sur l'exigence d'un *« Etat impartial »* et sur la décentralisation à mener de pair avec un engagement plus ferme de notre pays dans une Europe qui s'élabore.

Il n'est décidément pas facile de prétendre recevoir l'onction démocratique suprême de la part de citoyens volontiers sceptiques. Il y a quarante ans, les Français avaient un niveau de vie personnel quatre fois inférieur à celui d'aujourd'hui. Les électeurs ressortent de cette traversée à la fois satisfaits et malheureux. Nous vivons une sorte de dépression collective. Nous faisons pourtant partie d'une toute petite aristocratie planétaire où le niveau de vie et la protection sociale sont d'un niveau remarquable.

Mais la France est aussi un pays où les inégalités ont recommencé à croître et où une nouvelle espèce, en voie de disparition ailleurs, est réapparue, celle des rentiers. Car le PNB global a crû de 75 % au cours des années 80, cependant que le nombre des chômeurs était multiplié par cinq dans le même temps. Cela signifie donc que certains sont devenus plus égaux que d'autres. Des *« fractures »* se sont creusées dans le corps social, mais l'art et la manière du futur président seront de savoir à qui principalement adresser les *« factures »*.

Des « fractures » lézardent le corps social ; à qui le futur chef de l'Etat adressera-t-il les « factures » ?

Comment tolérer qu'un pays inventeur des droits de l'homme méconnaisse à ce point les droits de l'étranger venu chez nous et parle de chômeurs de longue durée *« en fin de droits »* ? La société civile l'a compris mieux et plus vite que le monde politique. La *« pensée unique »* n'est pas cultivée dans le milieu associatif, qui cherche de multiples façons des issues *« à hauteur d'homme »* pour pallier cette crise redoutable du lien social. C'est même parce qu'ils sentent les politiques trop peu préoccupés et inventifs dans ce domaine que les électeurs les gratifient de scores médiocres, sources de délégitimations potentielles.

Prenons garde à ne pas voir ressusciter le mythe du sauveur suprême chargé de mettre de l'ordre à tout prix. Pour la première fois dans l'histoire de la V[e] République, le vote protestataire est exprimé par un Français sur quatre, si l'on additionne Jean-Marie Le Pen, Philippe de Villiers et Arlette Laguiller. Si l'on rajoute Robert Hue, il s'agit même d'un Français sur trois. Un score du Front national supérieur à 15 % ne facilitera pas la campagne du second tour et les prochaines élections municipales. Cela devrait nous conduire à une plus grande modestie en face de nos partenaires européens, et notamment de l'Allemagne.

Henri Madelin, *jésuite, maître de conférences à l'IEP, est aumônier national du Mouvement des cadres et dirigeants chrétiens.*

L'Europe n'a pas gagné

par Roger de Weck

IL était *« proche des gens »* durant la campagne du premier tour. S'éloignera-t-il plus encore de l'Europe dans les deux semaines qui nous séparent du second tour ? D'une part, Jacques Chirac sera en butte à l'inertie d'une partie des troupes d'Edouard Balladur, et il subira, d'autre part, la pression des bataillons ultra-nationalistes de Jean- Marie Le Pen ainsi que celle des contingents de Philippe de Villiers.

Si la première place de Lionel Jospin, dont les convictions européennes sont les plus fermes, a surpris les observateurs étrangers au même titre que les électeurs français, c'est surtout la réussite de l'extrême-droite qui frappe l'opinion publique et les médias des pays voisins. Pourtant, cette montée et cette vigueur reflètent une tendance qui se manifeste un peu partout en Europe – à l'exception notable de l'Allemagne où l'extrême-droite est beaucoup plus violente, mais va aujourd'hui de défaite en défaite aux élections.

Bien sûr, la gauche est en droit de se réjouir de l'exploit du candidat socialiste, qui dorénavant inspirera le respect à ses faux amis et ses vrais ennemis. Cependant, vu de l'étranger, il est peut-être dommage que Chirac – qui de fait reste le mieux placé – n'ait pas été en mesure de confirmer l'avance que lui donnaient les sondages. Avec un score meilleur, Jacques Chirac serait aujourd'hui moins tributaire de l'extrême-droite et de la droite extrême. Et dans le camp des chiraquiens, ce dimanche d'élection aura renforcé ceux qui, opposés au Traité de Maastricht, rechignent parfois à jouer en sourdine. Mettra-t-il encore plus d'eau dans son vin qu'il aime à couper en toute désinvolture ?

Le pire n'est jamais certain, et nul doute que, désormais, du côté d'Edouard Balladur, certains grands ténors chanteront l'air européen avec plus de tonus qu'en début de campagne. Ils élèveront la voix si Chirac venait à déraper, et on ne peut que souhaiter qu'ils jouent efficacement ce rôle de contrepoids ! Mais il ne nous feront pas oublier que le 23 avril la France a confirmé, voire accentué sa profonde défiance devant la construction européenne, telle qu'elle s'était exprimée lors du référendum sur le Traité de Maastricht.

C'est une pierre de plus dans ce jardin européen déjà bien caillouteux. Qu'il s'appelle Chirac ou Jospin, le successeur de François Mitterrand y sera à la dure !

Roger de Weck *est directeur du journal suisse « Tages Anzeiger ».*

Philippe Séguin aurait dû me lire !

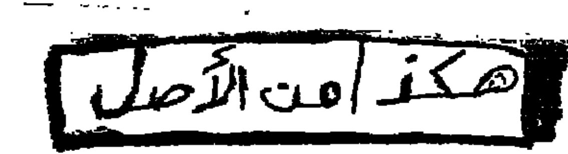
par Jean Boissonnat

PHILIPPE Séguin, qui a beaucoup à faire ces temps-ci, aurait pu s'épargner la peine d'écrire l'article publié dans *Le Monde* daté du 22 avril. Mais il lui aurait fallu, pour cela, lire mon article paru la veille, auquel pourtant il voulait répondre. Il me fait dire, en effet, qu'il suffirait d'avoir une monnaie forte pour résoudre tous nos problèmes. Or j'ai écrit exactement le contraire, c'est-à-dire qu'il est nécessaire mais qu'il ne suffit pas d'avoir une bonne monnaie pour faire une bonne économie. J'ai même précisé que pour faire face au grave problème du chômage, la solution de facilité qui consiste à dire qu'en faisant glisser sa monnaie, on crée automatiquement des emplois, aggrave souvent le mal au lieu de le soigner. Evidemment, c'est plus commode que de s'attaquer aux véritables racines de nos difficultés : une conception du travail dépassée par l'évolution des techniques et des mentalités.

Je ne peux pas croire que l'ancien ministre du travail, qui a été confronté à ce problème et qui a fait l'expérience des méthodes traditionnelles de lutte contre le chômage, ne souhaite pas explorer des voies nouvelles. Il me semble même qu'il les a déjà esquissées.

Voilà une bonne occasion de faire avancer ces débats d'idées réclamés par tous les hommes politiques et trop souvent remplacés par des attaques personnelles.

Jean Boissonnat *est membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France.*



Une stabilité apparente

par Ezra Suleiman

Sont-ce les électeurs ou les sondeurs qui nous ont réservé le plus de surprises dimanche soir ? En tout cas, les sondages nous avaient prédit un résultat bien différent de la réalité qui nous a été révélée. Comme ces sondages jouent un rôle assez important, voire critique, dans le fonctionnement de la démocratie française, il est temps peut-être pour les sondeurs de revoir leurs méthodes.

Il y a en apparence une certaine stabilité dans les mœurs et le système politiques français. Une nouvelle logique voulait reléguer dans un passé révolu les concepts mêmes de « gauche » et de « droite ». On connaît les arguments : fin des idéologies, fin de la classe ouvrière et de la lutte des classes et, surtout, fin d'une politique économique qui pourrait se réclamer de la gauche.

Or, à ne s'en tenir qu'aux résultats du premier tour de l'élection présidentielle, que constate-t-on ? Tout simplement qu'il existe bel et bien encore une gauche et une droite.

La droite était certes divisée, comme la gauche du reste. Mais en arrivant en tête, Lionel Jospin, qui a fait une campagne honorable, a montré qu'il représentait une force encore vivante, bien qu'elle ait été dans un passé récent enterrée à plusieurs reprises.

Le centre et la droite, malgré leurs querelles de famille, existent aussi bel et bien et elles n'ont pas été gravement déchirées par leurs différends idéologiques. MM. Chirac et Balladur se sont opposés pour des raisons qui tenaient aux appétits de pouvoir et non pas aux idées. Ils vont laisser leurs différences de côté dès aujourd'hui afin d'affronter la gauche dont ils peuvent se servir... pour mobiliser la droite. Processus non moins classique, le PS va pouvoir annoncer *« une ère nouvelle »*, ainsi que la nécessité de mobiliser toute la gauche contre la droite.

Cet affrontement du second tour de l'élection présidentielle va certes faciliter les manœuvres de mobilisation de part et d'autre. Il permettra à court terme de dissimuler les fractures à l'intérieur de chaque camp.

M. Chirac va être obligé de concilier beaucoup de contradictions pour se faire élire et, par la suite, pour gouverner : celles qui opposent républicains de droite, libéraux, droite sociale, balladuriens.

De son côté, M. Jospin va être contraint de recouvrir d'un voile pudique les affrontements entre socialistes, les clans, l'héritage mitterrandien, pour donner une cohérence à son parti, qui restera à la recherche d'une nouvelle politique ou d'une nouvelle idéologie pendant quelque temps encore. Et je ne parle pas ici des ambitions d'un certain nombre d'« éléphants » que M. Jospin a brisées par son score inattendu...

Un autre enseignement frappant que nous pouvons tirer de la journée du 23 avril est que les partis politiques sont encore vigoureux et que leur poids ne doit pas être sous-estimé. On nous répétait sans cesse depuis un certain temps que ces formations ne représentaient plus grand-chose. Pourtant, les scores de MM. Jospin, Chirac et Balladur nous montrent manifestement que les grands partis politiques ne sont pas en voie de disparition. Tous ceux qui se sont retirés ou qui ont échoué – je pense en particulier à MM. Barre, Giscard d'Estaing, Hory, Lalonde, Millon et Waechter – l'ont fait parce que leur manquait le soutien d'un appareil. Jacques Chirac a compris depuis longtemps que l'appui de la machine RPR lui était indispensable, tandis qu'Edouard Balladur a commis l'erreur de penser qu'il pourrait se faire élire président tout en se dispensant d'une véritable mécanique politique.

Troisième manifestation de stabilité apparente : la force des extrêmes. L'extrême gauche (PCF et Lutte ouvrière) est une gauche non réformatrice et peu conciliante. Au-delà de la personnalité médiatique de Robert Hue, le Parti communiste reste tout de même une formation qui, loin de se réformer, a éliminé tous ses réformateurs. Quant à l'extrême droite – la mouvance pétainiste voire « facho » de Jean-Marie Le Pen et de Philippe de Villiers –, elle s'est même renforcée.

Au-delà de ces signes de « stabilité » : existence du couple droite-gauche, rôle des partis politiques, persistance des extrémismes, la politique française s'est considérablement compliquée. Jacques Chirac, en ne recueillant qu'un peu plus de 20 % des suffrages au premier tour – un chiffre qu'il n'a jamais pu dépasser –, risque d'être le président le plus faible de la Vᵉ République. Qu'on se souvienne de Bill Clinton : il n'a jamais pu se relever d'avoir été élu comme un président minoritaire.

M. Chirac, par l'étroitesse déjà établie de sa future victoire, devra tenter de mettre fin à la guerre fratricide à laquelle nous venons d'assister. Il va en effet être obligé de conclure une multitude d'accords... qui vont dans le même temps le ligoter. Paradoxalement, c'est avec l'avènement d'une présidence Chirac que nous allons probablement assister au renforcement du rôle du Parlement. Sommes-nous sur le point d'être les spectateurs, dans d'étranges conditions, de la fin de la présidence monarchique ?

Ezra Suleiman *est professeur de science politique à l'université de Princeton.*

Les deux démocraties

par Joël Roman

Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle soulignent la défaite d'une conception de la démocratie et l'émergence d'une autre. A été battue la démocratie sondagière, celle du microcosme et des petites phrases, des rivalités de personnes et des jeux d'appareils, du cynisme en politique et du mépris. L'alliance confortée par quatorze ans de mitterrandisme entre l'affairisme cynique et le moralisme grandiloquent ne peut plus tenir lieu de politique. En effet, les principales leçons de ce scrutin vont dans le sens d'une réappropriation de la vie politique par les électeurs et les citoyens.

La participation électorale tout d'abord, qu'on croyait devoir être plus faible, et qui montre que si malaise il y a par rapport aux formations politiques, à l'« offre » politique, en revanche, l'intérêt pour la politique n'a pas faibli.

La nature de la campagne électorale ensuite, qui a été plus largement qu'auparavant utilisée par les mouvements sociaux, syndicats et associations pour mettre en avant l'urgence des problèmes, à commencer par ceux du chômage et de l'exclusion, comme s'il n'était plus possible de s'en remettre à un candidat pour les résoudre, et comme s'il fallait déjà engager les conditions d'une négociation sociale d'envergure au lendemain de la désignation du vainqueur.

La percée de Lionel Jospin, qui est venue démentir la prétendue fascination des électeurs pour les figures charismatiques, et montre qu'au contraire la posture de la responsabilité, du sérieux et de l'honnêteté ne rebute que les demi-habiles et rencontre un large écho dans l'opinion. Le candidat-citoyen a su convaincre parce qu'il a refusé de séduire ou de mentir.

> Il nous faut retenir de ce premier tour la leçon de civisme plutôt que les conduites de fuite

L'échec des instituts de sondage et des commentateurs, qui ont donné gagnants sans combattre, successivement Jacques Delors, Edouard Balladur et Jacques Chirac, condamne la vision d'une classe politique fermée sur elle-même et qui ne se plaît qu'à des jeux d'appareils et d'images. Quoi qu'en pensent les thuriféraires de la démocratie d'opinion, celle-ci ne s'est pas imposée, et la nécessité d'une politique en charge des problèmes du pays apparaît plus criante que jamais.

Mais la principale et la plus inquiétante leçon du scrutin est bien entendu la montée du vote protestataire extrémiste, qu'il soit porté sur Jean-Marie Le Pen ou sur Arlette Laguiller. C'est bien la même exaspération à l'égard d'un pouvoir confisqué qui s'exprime ainsi, mais cette fois-ci non pas en faveur d'une alternative démocratique, mais de solutions autoritaires : vote de défiance radicale à l'égard des formations parlementaires, voie qui traduit la peur dans laquelle près d'un quart de l'électorat s'enfonce. Ceux-là seront pour une bonne part absents du second tour, ou se reporteront sur l'un ou l'autre des deux candidats plus ou moins au hasard. Ils ne font plus confiance à l'Etat et au politique : quel qu'il soit, l'élu du 7 mai devra s'en souvenir, non pour tenter de bricoler des arrangements sécuritaires à la Pasqua (dont on voit qu'il n'a en rien limité la casse, mais plutôt aggravé le phénomène), mais pour leur redonner une place de citoyen.

Cela veut dire essentiellement trois choses : sur le plan des institutions, rénover en profondeur la vie politique par le non-cumul des mandats, mais aussi le quinquennat, et en accroissant les formes de participation démocratique (on pense notamment à la représentation des chômeurs). Sur le plan de la politique internationale, construire enfin une Europe politique qui ait les moyens de se faire entendre et ne soit pas le symbole de la résignation, mais celui d'une action résolue en faveur du droit : la rupture avec l'abstention complice en Bosnie, en Tchétchénie ou en Algérie est capitale. Sur le plan de la justice sociale enfin, en construisant une société de solidarité, ce qui implique de tirer les conséquences d'une véritable réforme de la protection sociale, notamment fiscale.

La démocratie qui vient devra disputer une âpre bataille aux tentations du populisme et de la démagogie : elle n'est certes pas gagnée, mais dispose d'ores et déjà de solides atouts. Il nous faut retenir de ce premier tour la leçon de civisme plutôt que les conduites de fuite. Demain, un président-citoyen pourra engager cette rénovation démocratique où chacun se verra garantir une place : ce peut être Lionel Jospin, s'il s'engage encore plus résolument dans cette voie.

Joël Roman *est rédacteur en chef de la revue « Esprit ».*

AU COURRIER DU « MONDE »

La représentation politique des femmes

Le mouvement féministe propose l'utilisation de quotas pour la représentation politique française. Malheureusement, cette idée est mal expliquée, car un certain nombre d'objections existent qui ne sont pas clarifiées :

1) Est-ce que les femmes veulent, en se présentant ès qualités, pouvoir défendre des intérêts purement féminins ? Si tel est le cas, on se trouve dans une démarche discriminatoire. Rien n'empêche dès lors les homosexuels de réclamer un quota, les hommes de couleur aussi – pourquoi pas les jeunes de moins de trente ans ou les retraités ? Chacune de ces catégories a ses propres intérêts à défendre.

2) Est-ce que les femmes pensent avoir une approche différente des grands problèmes de notre temps et pouvoir, si elles sont en majorité, apporter un remède au chômage, à la pauvreté, au dysfonctionnement des politiques monétaires... ? Aucune preuve n'en est apportée, et même les femmes qui ont ou ont eu des postes de responsables en France ou à l'étranger n'ont pas montré jusqu'à présent une aptitude particulière qui puisse emporter objectivement l'adhésion générale.

3) La revendication de quotas ne va-t-elle pas à l'encontre de l'égalité qui est justement réclamée par les féministes ? Est-on bien sûr que le barrage à l'élection est dû au machisme des hommes ? Pourquoi ne viendrait-il pas d'un moindre intérêt et d'une moindre disponibilité des femmes, car à ma connaissance les bons scores de représentation féminine chez certains de nos voisins ne sont pas dus à l'existence d'une loi des quotas.

Si les femmes tiennent vraiment au principe des quotas, elles ont besoin d'en expliquer plus sérieusement les objectifs. Qu'elles expriment de bons arguments, et le débat pourra s'ouvrir.

Roger Arnulf
Vendôme (Loir-et-Cher)

Le Monde

Navrant anathème

S'IL n'y avait, en arrière-plan, la tragédie de la Shoah, la polémique engagée par le grand rabbin (ashkénaze) d'Israël, Israël Lau, contre le cardinal archevêque de Paris, Jean-Marie Lustiger, pourrait alimenter la chronique des stupidités dogmatiques. Le grand rabbin israélien s'est offusqué que Mgr Lustiger, juif ashkénaze, converti au catholicisme dans les temps de l'horreur et de la mort, participe aux cérémonies officielles de Jérusalem célébrant le cinquantième anniversaire de la libération des camps d'extermination. La conversion du jeune Aaron Lustiger équivaut, pour le grand rabbin Lau, à *« une trahison de son peuple et de sa religion »*, qui le disqualifierait pour participer à cette rencontre du souvenir et du recueillement.

L'anathème va plus loin : l'archevêque de Paris serait, de l'avis d'Israël Lau, le représentant de *« la voie de l'extermination spirituelle, qui conduit, comme l'extermination physique, à la solution finale de la question juive »*. Nul ne conteste le droit à une autorité religieuse, quelle qu'elle soit, de définir les canons de la bonne conduite pour ses ouailles : si elle estime que l'un de ses fils s'est égaré dans l'apostasie et le reniement, l'étonnant serait qu'elle approuvât cette attitude. Mais de là à mettre un homme qui, comme Jean-Marie Lustiger, a payé un lourd tribu à la Shoah – sa mère fut assassinée à Auschwitz – dans la catégorie des *« exterminateurs »* spirituels du peuple juif, il y a un pas que la décence interdit de franchir. Même si Israël Lau est une victime de la barbarie nazie, rescapé tout jeune des camps de la mort ; même s'il a quelques raisons d'interpeller l'Eglise catholique sur l'attitude ambiguë de ses hiérarques, et notamment du Vatican, à l'époque où le « silence de Dieu » était assourdissant.

Jean-Marie Lustiger a toujours revendiqué, dans ses paroles et ses écrits, le lien qui le relie au judaïsme, bien que la transmission qui lui en a été faite par sa famille eût été plutôt celle d'une judaïté laïque que religieuse. Son action, dans les moments de tension qui ont marqué les rapports judéo-chrétiens de la dernière décennie, en particulier lors de l'affaire du carmel d'Auschwitz, a toujours cherché l'apaisement, en faisant en sorte que des « sages » comme Théo Klein, Mgr Decourtray et d'autres s'attachent à éviter que l'on ne retourne aux querelles archaïques.

On aurait préféré, de la part d'une autorité religieuse respectée en Israël, plus de générosité, plus de compréhension, plus de hauteur de vue dans une période où il importe de transmettre aux générations qui n'ont plus de souvenirs directs du drame un message sans scories. Israël Lau comme Jean-Marie Lustiger ont subi dans leur chair et dans leur âme les meurtrissures infligées par un pouvoir inhumain. Leur témoignage, à tous deux mérite mieux que l'écho d'une querelle provinciale sur fond de politique intérieure israélienne.

L'exception française

LA France, qui revendique si fort une « exception culturelle », présente au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle une particularité dont elle n'a pas lieu d'être fière. Elle est l'un des pays d'Europe occidentale où l'extrême droite enregistre ses meilleurs scores. L'Italie et l'Autriche, avec leurs Fini et leurs Haider, lui disputent la première place, mais, si on additionne les voix recueillies par Jean-Marie le Pen et Philippe de Villiers, la droite extrême, nationaliste, xénophobe, antieuropéenne, quel que nom qu'on lui donne, atteint les 20 %. Comment s'étonner alors que les grandes démocraties voisines nous regardent avec un sentiment d'incompréhension mêlé d'inquiétude ? Et comment oserions-nous à l'avenir faire la leçon à nos partenaires allemands alors que chez eux l'extrême droite n'a, depuis la création de la République fédérale en 1949, jamais dépassé le seuil des 5 % nécessaires pour être représentée au Bundestag ?

Sans doute faut-il éviter les filiations historiques trop simplistes ou les amalgames réducteurs entre le Front national en France, l'Alliance nationale en Italie et le Parti dit « libéral » en Autriche ; pour souligner la rupture de son mouvement avec l'extrême droite traditionnelle, Gianfranco Fini refuse d'ailleurs toute relation avec Jean-Marie Le Pen. Sans doute faut-il aussi se garder de traiter les 4,5 millions d'électeurs de Jean-Marie Le Pen comme de la graine de fascistes. Qu'une majorité d'entre eux se rallie par crainte de l'autre et du lendemain à des slogans nationalistes et à des solutions simplistes n'est pas rassurant ; l'extrême droite a toujours recruté tout autant dans le petit peuple des paumés, des déracinés, des victimes de la modernisation que dans les rangs de la moyenne et grande bourgeoisie.

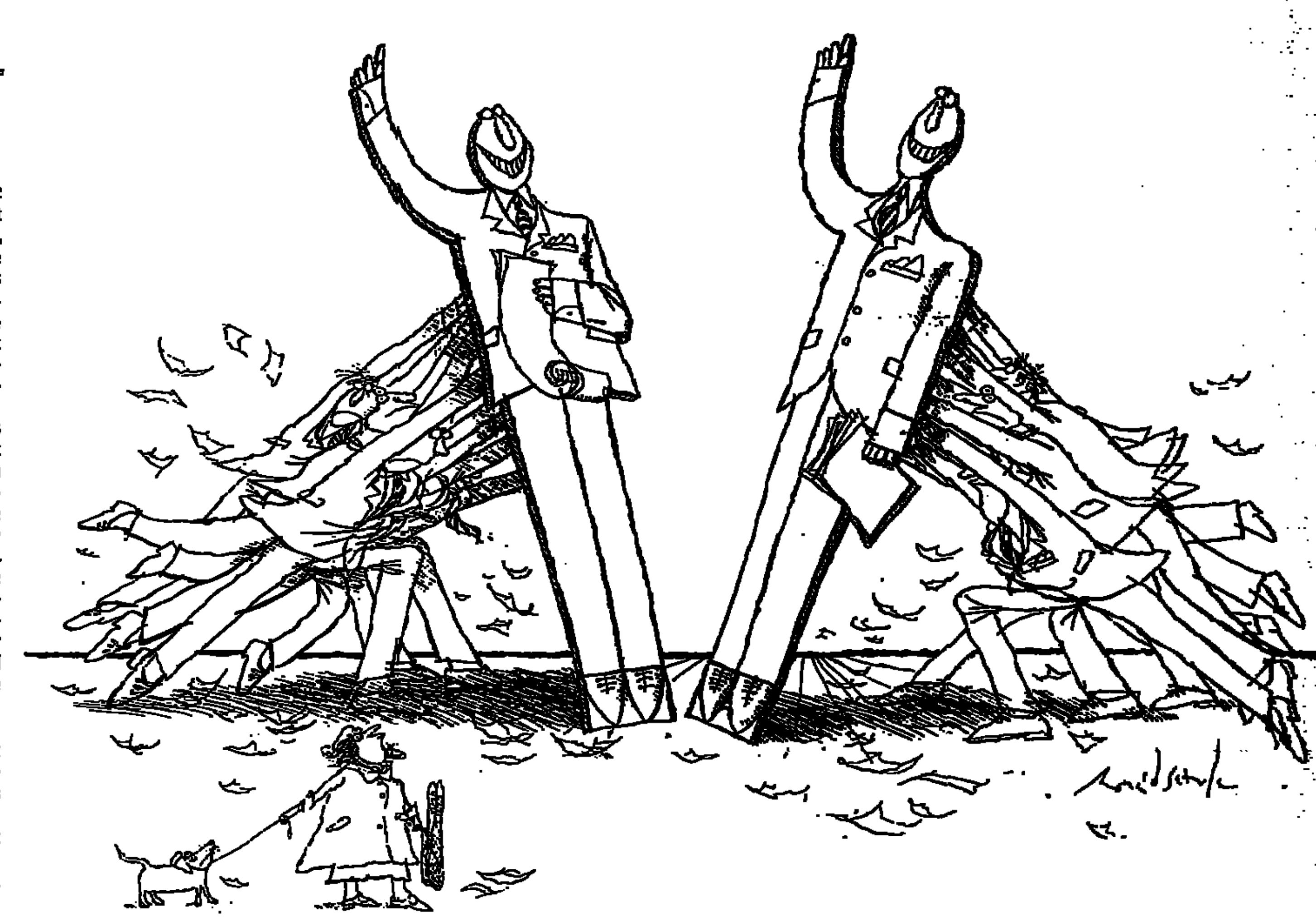
Il y a donc bien un point commun chez ces électeurs : la crispation nationaliste correspondrait à un rejet de la « mondialisation » de l'économie et de la culture, à une crise du modèle politique et social dans ces trois pays de tradition catholique.

Le vote d'extrême droite exprime le repli sur la valeur « nation » à l'heure de la libéralisation des échanges ; la revalorisation des thèmes nationalistes vient « compenser » l'érosion des frontières. Elle est un réflexe de défense, contre les immigrés symboles impuissants de toutes les menaces, contre la mise en cause des situations acquises et le chômage, contre la perte des repères moraux et idéologiques.

Parmi les préoccupations exprimées par les électeurs de M. Le Pen, *« il y a la préservation d'une certaine forme d'identité nationale »*, a déclaré lundi Alain Juppé. Que ce souci prenne une forme exacerbée montre que les vieilles démocraties d'Europe occidentale ne sont pas à l'abri des tentations agitant les Etats qui n'ont pas la même tradition. Tenir compte d'une quête légitime d'identification nationale sans tomber dans la démagogie anti-européenne et sans encourager, fût-ce inconsciemment, le moindre souffle xénophobe, est certainement un des défis majeurs du proche avenir.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.
Directoire : Jean-Marie Colombani, président du directoire, directeur de la publication ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction
Eric Pialloux, directeur de la gestion ; Anne Chaussebourg, directeur délégué
Rédacteurs en chef : Thomas Ferenczi, Edwy Plenel, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction ; Bruno de Camas, Laurent Greilsamer, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Luc Rosenzweig
Manuel Lucbert, directeur du *Monde des débats* ; Alain Rollat, conseiller de la direction ; Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction
Médiateur : André Laurens
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du directoire
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
TEL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
TEL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

La lutte des Titans *par Ronald Searle*



Les « Z'intellos »

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

DE DEUX CHOSES l'une : ou les marchands de sondages nous cachent qu'ils vasouillent ou ils nous manipulent effrontément. Nuls ou crapules, ils tombent sous le coup du code pénal, pour publicité mensongère et propagation de fausses nouvelles.

S'ils échappent à la loi, contrairement aux simples citoyens, c'est qu'ils tiennent leurs clients politiques, même quand ils les mécontentent, comme le *dealer* tient son drogué. Les pourvoyeurs de pronostics en toc sont si assurés de l'impunité qu'ils se sont offert le luxe de récidiver en direct, le soir même et sur les lieux de leur forfait, la main dans le sac. Dès le soir du premier tour, qui aurait dû les rendre muets de vergogne, ils refilaient de la fausse came pour le second tour. Et c'est passé ; moyennant des chantages à la liberté d'informer, à la modernité en marche, et quelques flagorneries au corps électoral, dont les sages démentis serviraient d'excuses aux « Instituts », et annuleraient leur fumisterie.

C'est compter sans la proportion indéniable, même si on ne peut en calculer les effets divers, dans laquelle ces intoxications infléchissent les suffrages et faussent le jeu de la démocratie. Les électeurs seraient fondés à se plaindre, et les artistes-souteneurs de candidats à se porter partie civile. Sans ces sondages erronnés, les plus madrés d'entre eux n'auraient pas rallié des listes de soutien qui se révèlent moins propices à leur avenir personnel. A cause d'une fourchette fantaisiste, la soupe risque de leur passer sous le nez, avec ses tours extérieurs dans les grands corps de l'Etat et ses commissions d'aide à la pâte à modeler.

Pauvre race des seigneurs ! Même « médiatisés », c'est-à-dire déjà beaucoup invités ailleurs et passant bien « le tube », la TV des soirées électorales les relègue à l'arrière des plateaux et aux heures d'écoute baissante, comme pour leurs émissions dites culturelles. Les présentateurs de variétés autoproclamés « écrivains » sont exercés à prendre une parole que leurs hôtes, complices, ne leur mesurent pas. Mais les vrais artistes égarés là, ceux qui n'ont que leur talent pour eux, c'est pitié de les voir attendre sagement en haut de leurs gradins, pomponnés et muets, asparagus des bouquets de politologues, gugusses pour petits cirques de campagne, démonteurs de cage aux fauves, rouleurs et amuseurs de tapis, garçons de piste. Roulement de tambour lugubre, Monsieur Loyal se gratte la gorge vers une heure moins vingt : *« Et voici ceux que vous attendez tous, j'ai nommé... les* Z'Intellos ! *» (Faire siffler le s !)*

Il est vrai qu'ils comptent un peu pour du beurre, à force de ne plus répondre de leurs engagements. Depuis la guerre, on ferme les yeux. Crachats dans la soupe, contorsionnisme et retournements de veste font partie des entrées de clowns goûtées par grands et petits. Les girouettes ne sont plus montrées du doigt et épinglées dans des dictionnaires infamants. *« C'est le vent qui tourne*, disent-elles, *et il n'y a que les abrutis qui ne changent pas. »* Les médias les préfèrent aux convaincus, qui font moins d'audience et dérangent la mafia interprofessionnelle des carriéristes. Parfois, trop de revirements, c'est trop, et certains engagements entraînent un peu loin. Alors les *Z'intellos* se drapent dans des étoles de scrupules, dans le *non possum* – cette fourrure pour catins du cas de conscience. Si les mesquins obsédés de cohérence insistent pour en savoir plus, il reste toujours l'étonnement consterné sur soi-même, comme Cioran à propos de son fascisme musclé d'avant-guerre : *« Comment ai-je pu être celui que j'étais ?... Est-ce bien moi qui ai écrit ces divagations ? » (Itinéraires d'une vie*, de G. Liiceanu, à paraître aux éditions Michalon). *« Qu'est-ce qui m'a pris ? »*, se bornent à s'esclaffer les grands esprits victimes de *L'Illusion communiste* analysée par François Furet. Rideau. Les glissades de gauche à droite sont mieux pardonnées qu'en sens inverse, c'est comme ça.

La tentation est grande de ne plus croire que les *Z'intellos* à qui leurs convictions ne rapportent strictement rien ; mieux : à qui elles coûtent. L'autre tentation, plus radicale et désenchantée, serait de suivre Cioran, encore lui, quand il professe *(ibid.*, p. 39) : *« S'il tient à préserver une quelconque dignité spirituelle, l'homme doit négliger son statut de contemporain. »*

L'Europe attend des candidats une clarification

Suite de la première page

C'est en particulier le moment choisi par Klaus Kinkel, le ministre allemand des affaires étrangères, ou par Leon Brittan, le commissaire chargé de la politique commerciale, pour suggérer l'établissement d'une zone de libre-échange avec les Etats-Unis. Même si les industriels, comme les constructeurs d'avions, qui facturent en dollars, sont asphyxiés par la chute de la monnaie américaine (ce n'est pas sa remontée à 1,40 ou 1,50 DM qui les tirera d'affaire).

Jacques Calvet, le patron de PSA, réclame l'instauration de montants compensatoires monétaires pour se prémunir contre l'insupportable dépréciation, hors les disciplines du SME, de la lire ou de la livre. Les turbulences monétaires mettent en péril la réforme de la politique agricole commune (PAC), avec à la clé, soit des dérapages budgétaires considérables, soit le rétablissement de barrières dans les échanges.

Bref, l'unité du marché est menacée, avec les conséquences lourdes qu'une telle perspective pourrait comporter en termes d'emplois et, donc, d'aggravation de la fracture sociale.

L'Europe du Marché unique, de l'UEM, doit être consolidée afin de traverser des turbulences dont elle n'a pas le contrôle. Mais, pour être en mesure d'aller de l'avant, de réussir la réforme institutionnelle qu'implique son futur élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale (PECO), elle a besoin d'initiatives, d'audace. La Commission, c'est un avis largement partagé, ne semble pas capable de remplir le rôle d'impulsion qu'en d'autres temps on aurait attendu d'elle. Le premier échange de vues qu'elle a eu, le 20 avril, sur ces thèmes d'avenir, est apparu d'une banalité extrême.

Dans ces conditions, les idées que les candidats à l'élection présidentielle mettront éventuellement sur la table avant le second tour, ou que fera ensuite connaître l'élu, sont attendues avec intérêt, comme une contribution indispensable pour échapper à la phase de stagnation actuelle. C'est d'autant plus vrai que la France exerce la présidence des travaux des Quinze et que la relance de la dynamique européenne devrait s'amorcer, fin juin, avec le Conseil européen de Cannes.

Une relance qui impliquera d'entrée de jeu un effort de clarification entre la France et l'Allemagne. Chacun voudrait savoir quel langage Jacques Chirac ou Lionel Jospin envisagent de tenir au chancelier Kohl, mieux connaître leurs idées sur la mise en place d'une défense commune, les entendre préciser leurs intentions à propos de la Bosnie, comprendre comment ils voient le renforcement des organes qui préparent et exécutent les décisions en matière de politique étrangère commune, découvrir jusqu'à quel point ils acceptent un usage plus fréquent de la majorité qualifiée...

Les Français n'ignorent pas que cette attente existe et que la construction européenne va jouer son va-tout dans les années à venir, durant ces années où s'exercera le mandat du président qu'ils s'apprêtent à élire. Sans que le débat électoral qui s'engage apparaisse comme une réédition actualisée de celui qui a précédé le référendum sur le traité de Maastricht, il serait logique que les candidats soient amenés à se montrer plus complets, à s'affronter plus en détail sur leur projet européen.

Philippe Lemaître

RECTIFICATIFS

Les Curie

Une coquille s'est glissée dans la biographie de Marie Curie (notre édition du 21 avril). C'est en 1896, et non dix ans plus tôt, qu'elle se lança avec Pierre Curie, qu'elle avait épousé le 25 juillet 1895, dans l'étude de la radioactivité naturelle mise en évidence par Becquerel.

DASA

Contrairement à ce que nous avions indiqué dans *Le Monde* du vendredi 21 avril (« L'industrie aéronautique allemande s'apprête à délocaliser massivement ses capacités », page 21), la part de la production militaire dans le chiffre d'affaires d'Aérospatiale n'est pas de 50%, mais de 29%. Cette proportion est assez proche de celle de Daimler-Benz Aerospace, qui atteint aujourd'hui 25%.

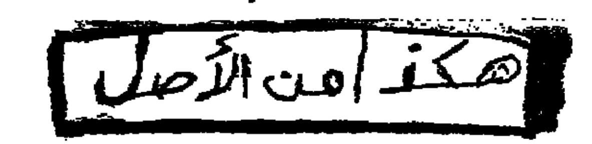
Art

Une erreur s'est glissée dans l'article concernant la Biennale d'art contemporain à Johannesburg (*Le Monde* du 21 avril). C'est à l'artiste angolais Fernando Alvim que l'on doit ces *« bébés en celluloïd peints et collés sur une liste des villages d'Angola »*, et non à Antonio Ole, autre artiste angolais exposé à la Biennale.

PRÉCISION

Bibliothèques

Dans notre article consacré au prêt gratuit ou payant dans les bibliothèques (*Le Monde* du 21 avril), la formulation pouvait laisser croire que Michel Leterrier appartient au Syndicat national des bibliothèques. Il est en fait responsable du secteur politique culturelle de la CGT.



هكذا من الأصل

Le score de M. Le Pen inquiète aux Etats-Unis

NRJ PASSE DEVANT EUROPE 1.

Musique !



UNE PAGE EST TOURNÉE DANS L'HISTOIRE DE LA RADIO. AVEC 4 776 000 AUDITEURS QUOTIDIENS CONTRE 4 615 000 POUR EUROPE 1, LA 1ÈRE RADIO MUSICALE DEVIENT EN PLUS LA 2ÈME RADIO COMMERCIALE DE FRANCE. CHAMPAGNE !

Source : 75 000 Radio Médiamétrie, Janvier-Mars 1995 ; audience cumulée, moyenne lundi-vendredi 5 h-24 h

LA REPRISE a été très bénéfique pour les grands groupes français au cours de l'année 1994. Leurs résultats se sont améliorés nettement, à l'exception de ceux d'Alcatel. En moyenne, les bénéfices ont doublé alors que les chiffres d'affaires ne progressaient que de 5,2 %. ● LVMH est devenu le premier groupe bénéficiaire, suivi de Saint-Gobain et de Renault. ● LES GROUPES ont pratiquement cédé toutes leurs activités périphériques pour se recentrer sur le cœur de leur métier. ● LES RENTRÉES financières ont été mobilisées en priorité pour le désendettement. Les groupes achèvent ainsi une lente mutation qui les fait passer d'une économie d'emprunts à un développement sur fonds propres ● ELF et Pechiney ont enregistré de lourdes pertes après avoir changé leurs méthodes comptables afin de mieux séduire les marchés financiers.

Les bénéfices des vingt-cinq grands groupes français ont doublé en 1994

Les entreprises sortent financièrement renforcées de la récession. Leurs objectifs de désendettement et de recentrage sont pratiquement atteints, et les caisses sont pleines

UN ÉTRANGE CLIMAT règne dans les grands groupes français. Les incertitudes politiques, la crainte d'un durcissement social, les désordres monétaires inquiètent les dirigeants. Alors que la conjoncture se fait moins prometteuse, beaucoup d'entreprises, qui assistent à une stabilisation de leur activité et à une remontée de leurs stocks, hésitent. Doivent-elles aller plus avant et investir, ou au contraire se contenter de gérer avec prudence en attendant des signes plus clairs de reprise ?

Pourtant, rarement les entreprises ont connu une telle liberté financière. Commencée dans la déprime, l'année 1994 s'est achevée dans la prospérité. Au fil des annonces de résultats, l'image d'une industrie solide se précise. Sous la pression de la crise, les groupes ont poussé plus avant leur restructuration et assaini leur bilan. Ayant renforcé leur internationalisation, ils sont désormais capables de jouer sur tous les marchés pour assurer leur activité et surtout faire des profits.

Alors que le chiffre d'affaires aumgente en moyenne de 5,2 %, les résultats, dans leur grande majorité, enregistrent une croissance à deux chiffres, même s'ils n'ont pas retrouvé le niveau exceptionnel de 1990.

Avec un bénéfice net de 6,4 milliards de francs, LVMH s'affirme comme le premier groupe bénéficiaire français ayant su tirer parti de la diversité de ses marques entre les produits de luxe et les vins et spiritueux. De la même façon, L'Oréal et Danone continuent à progresser fortement, appuyant leur image de produits français sur une gestion industrielle rigoureuse.

Mais le redressement dépasse largement ces succès classiques. La grande majorité des groupes ont mis à profit une internationalisation, payée souvent au prix fort à la fin des années 80, pour renforcer leur assise. Saint-Gobain a affiché un résultat net de 4,7 milliards de francs, se classant au deuxième rang des entreprises bénéficiaires françaises. Air Liquide, Lafarge Coppée obtiennent respectivement des marges nettes (résultat net sur chiffre d'affaires) de 7,7 et 6,7 %. Portés par la conjoncture et les effets de la « prime Balladur », Peugeot, Michelin, Usinor-Sacilor, qui étaient en pertes en 1993, sont redevenus profitables.

L'ÈRE DE LA CONCURRENCE

Même les groupes dont les déficits étaient chroniques sont parvenus en 1994 à améliorer légèrement leur situation. Chez Bull, les pertes sont revenues, en un an, de 5 milliards de francs à 1,9 milliard. Air France a réduit son déficit de 8,5 à 2,35 milliards de francs. Aérospatiale n'affiche plus qu'un trou de 480 millions contre –1,4 milliard de francs en 1993. Dans ce contexte, les résultats d'Alcatel-Alsthom détonnent. Le groupe avait pris l'habitude de figurer aux premiers rangs des « champions nationaux ». L'arrivée de la concurrence dans les télécommunications a tiré brutalement les prix vers le bas, notamment en Allemagne. Les « affaires » de surfacturation ont achevé de déstabiliser la firme. La chute de 48 % du résultat net à 3,6 milliards traduit l'ampleur de la mutation qu'Alcatel-Alsthom n'a pas su prévoir.

Les pertes d'Elf Aquitaine et de Pechiney relèvent d'une autre nature *(voir ci-contre)*. Dans ces deux groupes, les changements comptables marquent aussi des changements de mentalité. La logique financière prend le pas sur le développement industriel. Privatisé comme Elf ou en passe de l'être comme le souhaite Pechiney, ils éprouvent, plus que tout autre, le besoin de séduire les marchés financiers et de se soumettre à la norme des ratios financiers.

Les autres groupes ont depuis longtemps franchi le pas. La grande chasse au « superflu », entamée depuis quinze ans, ne s'est pas relâché d'un pouce l'an dernier. Les sociétés ont continué à céder les activités périphériques pour mieux se recentrer sur le cœur de leurs métiers. Lafarge a tiré un trait sur sa diversification, engagée à la fin des années 70 dans les biotechnologies et vendu Orsan. Saint-Gobain a renoncé à la Cellulose du Pin, activité papetière présente dans le groupe depuis plus de soixante-dix ans. Michelin a abandonné la firme Kléber, en crise permanente. Après avoir recherché en vain un repreneur pour Spie, Schneider s'est décidé à fusionner avec sa filiale afin de nettoyer le passif et de liquider sa branche immobilière.

Les métiers conservés n'ont pas été épargnés par les efforts. Partout, les groupes ont exigé des gains de productivité de 5, 10, voire de 15 %. Les méthodes de management venues d'outre-Atlantique *(reengineering, benchmarking)* ont fait de plus en plus d'adeptes. Les frais généraux ont été tenus sous étroite surveillance, et les effectifs, surtout dans les postes administratifs, réduits au maximum les chiffres globaux n'ont pas encore été publiés par les groupes.

RÉVOLUTION LENTE

Des dépenses en moins et des recettes en plus : les résultats ont été dopés. Malgré les faibles cours du pétrole et la réduction des marges dans le raffinage, Total, dirigé par Serge Tchuruk, a réussi à faire progresser son résultat de 36,4 % à 3 milliards de francs. Porté par une conjoncture plus favorable sauf dans le secteur santé, Rhône-Poulenc a tiré profit de ses restructurations pour augmenter son résultat à 1,9 milliard de francs.

A la tête de véritables « machines à cash-flow », les dirigeants, pourtant, n'ont eu, l'an dernier, qu'une seule ambition : se désendetter. Toutes les capacités financières disponibles ont été mobilisées dans ce sens. Renault, qui était classé comme le groupe français le plus débiteur, n'a désormais plus de dettes. Le groupe automobile gagne même plus d'argent avec ses activités financières qu'avec la vente de ses voitures. Air liquide affiche un ratio d'endettemment sur fonds propres d'à peine 20 %. Lafarge n'a plus que 2 milliards de dettes, un niveau qualifié d'insuffisant par son président Bertrand Collomb.

Les groupes français sont en train d'achever ainsi une révolution lente mais fondamentale. En moins de dix ans, ils sont passés d'une croissance entièrement financée par l'emprunt à un développement payé par les fonds propres. La hausse des taux d'intérêt et le poids des marchés financiers ont beaucoup contribué à cette mutation. Le retour d'une économie aux cycles beaucoup plus amples vient renforcer encore cette règle auprès de dirigeants qui refusent d'être à nouveau démunis au prochain retournement de conjoncture. Schneider estime que son ratio d'endettement devra tomber sous les 45 % cette année (contre 55 % en 1994) pour satisfaire aux critères financiers. Usinor-Sacilor, qui a diminué ses dettes de plus de 7 milliards l'an dernier pour les porter à 17 milliards, pense, à l'avenir, avoir un endettement nul ou presque.

Trois sociétés, toutefois, semblent échapper jusqu'à présent à cette règle d'airain : la Générale des eaux, la Lyonnaise des eaux et Bouygues. Les cash-flows généreux et récurrents des concessions d'eau, surtout pour les deux premières, leur ont permis de se tenir à l'écart des normes communes. Pendant des années, elles se sont endettées pour financer une diversification tous azimuts. Pourront-elles encore longtemps s'abstraire des règles normales ? Déjà, la Lyonnaise des eaux estime que son développement devra être financé plus largement sur ses fonds propres. La Générale des eaux avoue qu'elle devra renoncer à son expansion par *« capillarité »* et faire des choix. Bouygues, lui, continue à caresser ses rêves d'expansion.

Martine Orange

Groupes *en millions de francs*	Chiffres d'affaires (CA) 1994	Résultat net (RN) 1994	Chiffre d'affaires 1993	Résultat net 1993	CA 94/CA 93 *en %*	Evolution du résultat net 94/93	Marge nette RN 94/CA 94 *en %*
Elf Aquitaine (a)	210 000	– 5 400	209 000	1 100	0,2	divisé par 6	– 2,57
Renault	178 500	3 630	169 800	1 070	5,1	multiplié par 2,4	2,03
Alcatel-Alsthom	167 600	3 600	156 300	7 000	7,2	– 48,6 %	2,15
PSA	166 200	3 102	145 400	– 1 400	14,3	multiplié par 3	1,87
Générale des eaux	156 200	3 350	147 600	2 200	5,8	52,3 %	2,14
Total	135 000	3 000	135 500	2 200	– 0,4	36,4 %	2,22
Lyonnaise des eaux	100 000	1 061	93 500	804	7,0	32,0 %	1,06
Rhône-Poulenc	86 300	1 915	80 500	962	7,2	99,1 %	2,22
Usinor Sacilor	79 600	1 500	75 300	– 5 700	5,7	multiplié par 5	1,88
Danone	76 800	3 520	70 100	3 400	9,6	3,5 %	4,58
Saint-Gobain	74 400	4 700	71 500	1 200	4,1	multiplié par 3	6,32
Bouygues (b)	72 400	572	68 900	469	5,1	22,2 %	0,79
Pechiney (a)	70 700	– 3 700	62 800	– 980	12,6	divisé par 3	– 5,23
Michelin	67 220	1 290	63 300	–3 670	6,2	multiplié par 4	1,92
Air France	56 200	– 2 350	55 150	– 8 500	1,9	multiplié par 2,6	4,18
Schneider	55 900	679	56 300	405	– 0,7	67,7 %	1,21
Lagardère groupe	53 000	615	53 900	155	– 1,7	multiplié par 3	1,16
Aérospatiale	48 600	–480	50 800	– 1 400	– 4,3	multiplié par 1,8	– 0,99
L'Oréal	47 600	3 120	40 200	2 400	18,4	30,0 %	6,55
Saint-Louis	33 160	1 470	34 200	717	– 1,8	multiplié par 2	4,38
Lafarge-Coppée	32 800	2 200	30 400	1 500	7,9	46,7 %	6,71
Air liquide	31 750	2 452	30 375	2 220	4,5	10,5 %	7,72
Eiffage	32 800	308	33 200	302	– 1,2	2,0 %	0,94
Bull	29 920	– 1 940	28 250	– 5 000	5,9	multiplié par 1,5	– 6,48
LVMH	28 000	6 400	23 800	3 500	17,6	82,9 %	22,86

(a) Changement de méthode comptable en 1994. (b) Données 1993 retraitées.

Le traitement de l'héritage

Parmi les vingt-cinq premiers groupes français, Elf Aquitaine et Pechiney ont été les seuls à annoncer une dégradation de leurs résultats en 1994. Les deux groupes ont chacun un nouveau président. Philippe Jaffré (Elf) comme Jean-Pierre Rodier (Pechiney) ont décidé de traiter l'héritage avec l'adoption de nouvelles normes comptables. Elf a choisi la norme américaine FASB (Federal Accounting Standard Board), qui impose aux entreprises de comparer, actif par actif, la valeur comptable à la valeur économique et de la déprécier dans les comptes si nécessaire. Cela s'est traduit dans les livres d'Elf par une perte de 5,4 milliards de francs. Pechiney a adopté la norme américaine GAAP (General Agreement of Accounting Principles), pour pouvoir mieux amortir ses 16 milliards de francs de survaleurs (écart entre le prix d'acquisition et la valeur comptable). Retraités, les comptes ont fait apparaître une perte nette consolidée de 3,7 milliards. Aucun autre groupe n'a modifié ses règles comptables, l'an dernier.

La relance du chemin de fer en Allemagne dépasse les objectifs

COLOGNE
correspondance

La Deutsche Bahn AG entame sa deuxième année d'existence sur la voie du redressement : l'entreprise publique a réalisé un bénéfice avant impôts de 88 millions de marks en 1994 (310 millions de francs). Du jamais vu – ou presque –, au moment où les Allemands semblent redécouvrir le train : le chiffre d'affaires de la compagnie enregistre une hausse de 2,2 % pour atteindre les 23,8 milliards de deutschemarks. La nouvelle Deutsche Bahn (DBAG) se met à l'heure de la compétitivité alors que les chemins de fer ouest-allemands et est-allemands, fusionnés il y a deux ans, étaient célèbres pour leurs déficits chroniques et leur bureaucratie. C'est l'image du rail qui est en train d'évoluer grâce à une politique commerciale très agressive.

Depuis un an, la compagnie a multiplié les nouveaux produits permettant de voyager *« mieux et moins cher »*. La dernière innovation a d'ailleurs failli provoquer des émeutes sur les quais de gare : lancé début février, le *« Schönes-Wochenende-Ticket »* a déjà attiré plus de 650 000 personnes. Pour la modique somme de 15 marks, ce billet collectif permet de parcourir toute l'Allemagne, sur certaines lignes le week-end. Avec le printemps, les trains ont été pris d'assaut par des hordes de touristes. Les chiffres sont éloquents : quatre voyageurs sur dix sont des nouveaux clients.

D'autres offres rencontrent aussi un bel écho, comme le *« Guten-Abend-Ticket »*, pour voyager en soirée, ou la *« Bahn Card »*, plus ancienne, qui permet de se déplacer à moitié prix pendant un an. Et la DBAG envisage de lancer dès l'automne prochain des trains charters loués, comme les avions, à des voyagistes.

PROJETS GRANDIOSES

Cette *« reconquête »* mobilise bien entendu d'importants moyens financiers : selon Heinz Dürr, le président, la compagnie a *« besoin d'investissements élevés car* [elle ne peut] *gagner des parts de marché qu'avec de nouveaux produits »*. La DBAG a donc investi plus de 13,5 milliards de deutschemarks l'an dernier. Elle développe l'exploitation du train à grande vitesse « ICE », dont le succès s'amplifie avec près de 20 millions de passagers (+ 20 % en un an). A l'étude, une « route ferroviaire » entre Hanovre et Berlin pour décharger les autoroutes en convoyant les voitures. Les projets grandioses ne manquent pas, comme l'aménagement du réseau ferré pour séparer le trafic du fret de celui des passagers. Les lignes régionales se modernisent, tout comme la plupart des grandes gares. Plus de 10 milliards de deutschemarks par an vont être consacrés dans les prochaines années au renouvellement et à l'extension des infrastructures.

Ce flot de mesures et de projets suscite de multiples interrogations : les syndicats dénoncent une politique de la *« tondeuse à gazon »*, qui supprime des emplois tout en prétendant attirer toujours plus de clients. Pour certains contrôleurs et guichetiers, les tarifs du week-end tournent au *« cauchemar »*, car wagons et trains supplémentaires ne sont pas prévus pour endiguer l'afflux de passagers. Certains observateurs sont eux aussi sceptiques quant à la justification de cette politique commerciale, où se mêlent dumping et effets d'annonce : les trains se remplissent mais le chiffre d'affaires du trafic passagers ne suit pas dans les mêmes proportions.

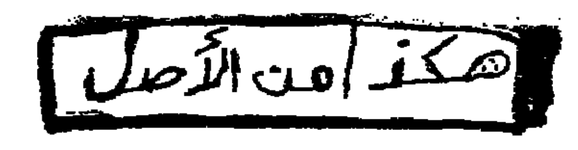
En fait, la DBAG cherche à profiter d'un contexte très favorable pour imposer sa nouvelle image. Elle tire avantage d'abord du monopole actuel pour prendre les devants sur un marché qui devrait devenir plus concurrentiel dès 1996. Les « Länder » gèreront alors le trafic régional et des compagnies privées pourront exploiter certaines lignes. Ensuite, les pouvoirs publics, le ministre des transports Matthias Wissmann en tête, veulent développer le rail car la route arrive à saturation. La part du train n'a cessé de chuter depuis trente ans ; il ne représentait plus au début de la décennie que 6 % des trajets individuels. Or, selon un récent rapport, le trafic routier diminuerait de moitié en quinze ans si le train attirait quatre fois plus de particuliers et trois fois plus de marchandises.

Cette relance du rail semble être très attendue : la récente fusion des activités ferroviaires d'ABB et de Daimler-Benz indique que l'industrie allemande ne compte pas négliger ce secteur, où Siemens est également très présent. Les trains disposent en effet d'un avantage « naturel » convaincant pour les Allemands : c'est le plus écologique des moyens de transport. Une étude indique qu'un voyageur consomme en train trois fois moins d'énergie qu'en avion et six fois moins qu'en auto pour parcourir la même distance. Un argument qui doit faciliter la tâche de la Deutsche Bahn.

Philippe Ricard

La Deutsche Bahn AG, an II

Le rail allemand revient de loin. La chute du mur de Berlin avait laissé deux compagnies exsangues : la Deutsche Bundesbahn, à l'Ouest, et la Reichsbahn, à l'Est, accumulaient 15,6 milliards de DM (53 milliards de francs) de pertes en 1993. La réforme du rail s'est effectuée de manière radicale par la fusion des deux monstres dans une société de droit privé, la Deutsche Bahn AG, dont le capital est détenu en totalité par l'Etat. La privatisation se profile au début du siècle prochain. D'ici là, le chantier d'assainissement reste un des plus importants de l'Allemagne unifiée : l'Etat fédéral a pris à sa charge un endettement de 70 milliards de DM (soit 240 milliards de francs, contre 150 milliards de francs pour la SNCF à la fin 1994) et les investissements indispensables en ex-RDA. La DBAG sera divisée en trois entités (infrastructures, fret et passagers) privatisables, et doit servir de locomotive pour populariser le rail. La société n'est déjà plus soumise aux exigences du service public, mais plutôt aux gains de productivité. Sur 345 000 emplois, 41 000 ont été supprimés l'année dernière. En 1997, il ne devrait rester que 220 000 cheminots allemands.



هكذا من الأصل

Les fonds de pension américains deviennent des actionnaires exigeants à l'étranger

Forts de 2 000 milliards de dollars, leurs gérants veillent sur les rendements

A l'instar de leurs homologues britanniques (*Le Monde* du 25 avril), les fonds de pension américains constituent une force de frappe financière impressionnante. Chargés de faire fructifier l'épargne des salariés dans un pays où chacun doit constituer lui-même un capital en vue de sa retraite, leurs gestionnaires surveillent les performances des entreprises dans lesquelles ils investissent. Aux Etats-Unis, ils prennent une part active aux décisions des assemblées générales. Ils commencent à exporter cette pratique en Europe.

NEW YORK
de notre envoyée spéciale

« *La France, il faut la jouer là où elle est bonne. La distribution, le luxe.* » Celui qui parle n'est pas un courtier ordinaire qui recommanderait une valeur à un spéculateur avide de plus-values rapides. Non, il s'agit de l'un des responsables de la caisse de retraite commune de l'Organisation des Nations unies et de ses agences satellites comme l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Unesco ou encore l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Cette caisse commune gère quelque 13 milliards de dollars (65 milliards de francs) pour le compte de près de 64 000 employés. *Un fonds de pension relativement modeste comparé aux 133 milliards de dollars que brasse celui des instituteurs américains, le CREF, aux 80 milliards de dollars placés par le fameux Calpers (fonctionnaires de l'Etat de Californie) ou aux 55 milliards de General Motors.* Au total, ce sont plus de 2 000 milliards de dollars (sept fois le budget de la France) qui sont investis par les deux cents premiers fonds de pension américains, publics et privés confondus.

Depuis quelques années, ils sont la terreur des entreprises et de leurs directions. Pour plusieurs raisons : d'abord, les gérants ont peu à peu rééquilibré leur portefeuille dominé par les obligations en faveur des actions, ce qui leur donne une plus grande mobilité ; ensuite, essentiellement investis sur le marché domestique, les fonds de pension ont peu à peu découvert l'international ; enfin, depuis longtemps actifs dans les assemblées générales d'actionnaires aux Etats-Unis, ils ont décidé de faire entendre leur voix de ce côté-ci de l'Atlantique.

N'est-ce pas le CREF et le fonds de pension du Wisconsin qui ont remis en cause la gestion de la compagnie publicitaire britannique Saatchi and Saatchi, contraignant son fondateur à en quitter la présidence ? Dans un pays où les salariés doivent constituer eux-mêmes le capital qui, placé dans un fonds de pension, assurera leur retraite, la bonne gestion de cet argent prend une importance considérable. Les gérants des fonds *de pension scrutent donc sans complaisance les performances des entreprises mondiales dans lesquelles ils investissent.*

L'ONU a, depuis 1989, repris en direct la gestion de son fonds et applique quelques règles simples : sécurité, rentabilité, liquidité et convertibilité. Ses participations ne dépassent jamais 4,75 % du capital d'une société ; elle privilégie les grosses capitalisations ; elle ne touche pas au marché des produits dérivés qui a provoqué la faillite du comté d'Orange et a récemment fait perdre 25 millions de dollars au fonds de pension du Connecticut. La caisse onusienne a, en outre, une particularité : elle est la seule des grandes caisses de retraite à investir dans 41 pays, dont 18 pays en développement, et dans 27 monnaies différentes. En *France, ses valeurs favorites sont :* LVMH, Carrefour, Legrand ou la compagnie d'assurance Axa. Paribas ? Trop volatile. Canal Plus ? Elle en est sortie en 1994.

« *Dans 40 % des cas, nous votons contre le management* », admet pour sa part un des membres de l'équipe qui gère le fonds de pension de l'Etat du New Jersey (36 milliards de dollars, 415 000 cotisants), *dont 15 % sontplacés sur le* marché international, ce qui permet de réduire les risques du portefeuille en le diversifiant. Comme la plupart de ses confrères, le fonds de pension du New Jersey a des convictions chevillées au corps concernant le fonctionnement de l'entreprise, la première d'entre elles étant de défendre le principe « une action, une voix » lors des assemblées générales. Chaque fois que possible, l'Etat du New Jersey affirmera donc ses positions, qui *vont toutes vers une plus grande* transparence des opérations menées par les entreprises : contre les *augmentations de capital avec* droits de souscription par action, contre les dividendes majorés pour *les actionnaires qui restent long-*temps, contre les *poison pills*, pour une plus grande transparence de la rémunération du management et la participation aux bénéfices des dirigeants...

Le développement probable en France de ce type de caisse comme complément aux retraites par répartition va contribuer à créer une épargne active

« *Dans le passé,* explique un gérant, *la priorité des sociétés était de soigner leurs relations avec leurs banquiers. Maintenant, elles se tournent de plus en plus vers le marché et donc vers les actionnaires.* » Si théoriquement les fonds de pension se veulent investisseurs à long terme, les gérants ont cependant le nez sur le rendement de leurs investissements et n'hésitent pas à modifier leurs lignes tout en restant dans le cadre d'une allocation définie par pays. En janvier, New Jersey « vend » l'Allemagne au profit de la France. Raison invoquée : le syndicat des métallos IG *Metall réclame des hausses sala*riales fortes et la revalorisation du mark pénalise les entreprises allemandes à l'export. « *Activisme de l'actionnaire* », « *supervision de l'entreprise* », chaque fonds a sa philosophie, *et elle varie selon qu'il* s'agit d'un fonds de pension d'entreprise ou d'un fonds public. Ces derniers, et notamment Calpers, ont choisi de jouer un rôle très actif d'actionnaire des entreprises dont ils détiennent une participation, et votent d'une seule voix aux assemblées générales. A l'inverse, le fonds de General Motors (55 milliards de dollars) laisse libre chacun de ses gestionnaires.

En Europe, la présence des fonds de pension américains devrait se faire de plus en plus active. Parallèlement, leur développement probable en France comme *complément aux retraites par ré*partition va contribuer, comme c'est le cas à Wall Street, à créer une épargne active. « *Les fonds de pension sont condamnés à placer des milliards de dollars des futurs retraités américains. Ils sont devenus le vrai moteur de Wall Street* », estime un banquier new-yorkais. Les dirigeants des entreprises françaises seront de plus en plus sous contrôle de ces actionnaires exigeants.

Babette Stern

Fidelity Investments, premier gestionnaire au monde

L'un des gestionnaires les plus actifs dans les fonds de pension ***d'entreprises*** **se trouve à une portée de** ***shuttle*** **de New York, à Boston, à quelques minutes de la célèbre université Harvard. Fidelity Investments gère la somme colossale de 398 milliards de dollars d'épargne, dont près de 80 milliards pour les plans de retraites complémentaires, pour le compte d'environ 3 millions de salariés.**

Les plans de retraite, dans la plupart des entreprises américaines, associent l'employeur et l'employé, le premier contribuant à l'effort d'épargne mensuel défini par le second. Les sommes récoltées sont placées dans des fonds. Fidelity en gère 215 de types différents. Le plus important (au monde), le Magellan Fund, est spécialisé dans la technologie de pointe et représente plus de 38 milliards de dollars. ***La moindre de ses décisions peut affecter les valeurs d'un secteur.*** **Fidelity Investments s'attaque depuis deux ans au marché européen depuis son bureau de Luxembourg.**

■ **VIDÉODISQUE : trois japonais** ***rejoignent le camp Sony-Philips.*** Les trois groupes Ricoh, TEAC et Mitsumi ont indiqué, mardi 25 avril, qu'ils s'étaient rangés derrière le standard mis au point par les groupes électroniques japonais Sony et néerlandais Philips pour la nouvelle gé*nération de vidéodisques.* Le standard concurrent, défendu par le japonais Toshiba, a reçu l'appui d'une quinzaine de poids lourds de l'électronique mondiale, dont Matsushita, Thomson Multimédia, Samsung Electronics et Pioneer.

■ **BULL.** Le groupe informatique a vu son chiffre d'affaires diminuer de 10,5 % au premier trimestre, annonce *La Tribune Desfossés.* Par ailleurs, selon un avis de la Commission de la privatisation, en date du 12 avril publié le 23 avril au *Journal officiel*, la société est valorisée à 600 millions de francs (avant incorporation au capital de l'avance d'actionnaire de 569 millions de francs de France Télécom). Le 13 avril dernier, le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, avait indiqué que *Bull était valorisé à 700 millions* de francs.

■ **BOEING.** L'avionneur américain a annoncé, *le 24 avril,* une baisse de 38 % de son bénéfice net au premier trimestre, à 181 millions de dollars (environ 900 millions de francs) et de 20 % de son chiffre d'affaires à 5,04 milliards de dollars, à cause de la diminution de ses livraisons d'appareils civils (59 unités contre 82 au premier trimestre 1994). Malgré tout, le PDG de Boeing, Franz Shrontz, s'est déclaré « *encouragé* » par les tendances favorables de l'industrie du transport aérien. Au pre*mier trimestre, 74 commandes* d'avions civils ont été reçues de la part de onze clients.

■ **SOLLAC.** Les salariés du laminoir à chaud de la Sollac, à Sérémange (Moselle), se sont mis en grève lundi 24 avril pour réclamer une augmentation de salaires de 500 francs par mois. A la mi-avril, la CGT avait appelé les salariés du groupe Usinor-Sacilor à des actions pour protester contre la prochaine privatisation du groupe sidérurgiste et obtenir une hausse salariale.

■ **WALL STREET a battu un nouveau record lundi 24 avril, passant pour la première fois au-dessus des 4 300 points. L'indice Dow Jones a gagné 33,89 points à 4 303,98 points.**

■ **LE MINISTRE ALLEMAND des finances, Theo Waigel, a déclaré lundi que seule une politique ferme des Etats-Unis, notamment budgétaire, pouvait faire remonter le dollar.**

■ **SELON L'AIE, l'énergie des hydrocarbures dominera les quinze prochaines années, avec une production de 92 à 95 millions de barils par jour en 2010 contre environ 68 mb/j actuellement.**

■ **LA PRODUCTION MONDIALE d'aluminium devrait rester déficitaire face à une demande croissante les deux prochaines années, prévoit l'analyste britannique Anthony Bird.**

■ **LE DOLLAR cotait 83,27yens mardi en milieu d'après-midi sur le marché des changes de Tokyo, en hausse par rapport à son cours de la veille sur la place japonaise (82,40 yens).**

LES PLACES BOURSIÈRES

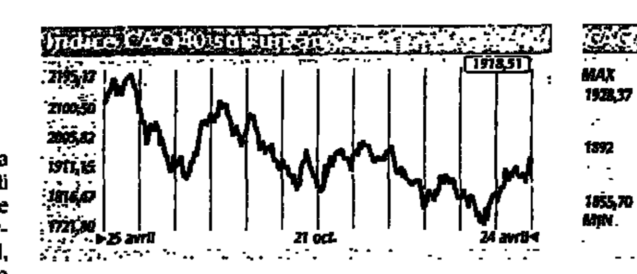
CAC 40	CAC 40	CAC 40	SBF 120	NEW YORK	LONDRES	MILAN	FRANCFORT
↘ Clôture	↗ 1 mois	↘ 1 an	↗ 3 mois	↘ DOW JONES	↗ FT 100	↘ MIB 30	↘ DAX 30

Nette reprise à Paris

LA BOURSE DE PARIS, qui a moyennement accusé le coup lundi après la surprise du premier tour de l'élection présidentielle, se raffermissait nettement, mardi 25 avril, dans un marché actif. En hausse de 0,55 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure et demie plus tard un gain de 1,28 %. Aux alentours de 12 h 30, les valeurs françaises progressaient en moyenne de 1,46 % à 1 946,49 points. Le marché était actif avec plus de 1,6 milliard de francs négocié sur le compartiment à règlement mensuel.

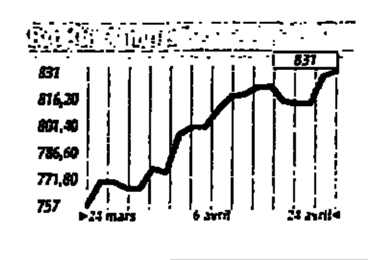
En raison des résultats de l'élection présidentielle, qui à la surprise générale a placé Lionel Jospin devant Jacques Chirac, la Bourse n'a pas pu saluer lundi l'avènement du nouveau terme boursier, celui de mai. Elle rattrape donc ce retard malgré l'augmentation des incertitudes politiques. Pour l'heure, les milieux financiers croient à une victoire du candidat de la droite à la suite des différents ralliements, en attendant la semaine prochaine le duel télévisé entre les deux aspirants à l'Elysée. La balance commerciale a encore affiché un excédent record en février en France, de plus de 11 milliards de francs.

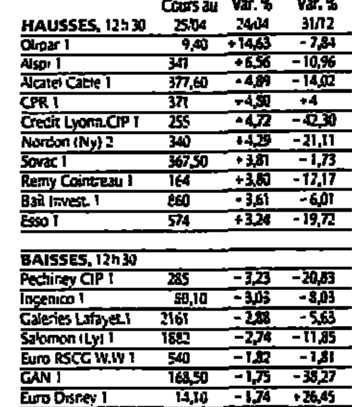
Parmi les titres en hausse sensible, on relève Olipar + 10,3 %, Alspi + 8,7 % et Alcatel Câble + 5,3 %. Hausse de 3,4 % de Rhône-Poulenc et de 2,9 % d'Elf-Aquitaine.



Bic, valeur du jour

LA SOCIÉTÉ BIC, dont le chiffre d'affaires consolidé a reculé de 4 % au premier trimestre, à 1,52 milliard de francs, a annoncé lundi 24 avril son intention de diviser par deux la valeur nominale de l'action Bic, afin d'augmenter la liquidité du titre. Les actionnaires, convoqués en assemblée générale le 30 mai prochain, devront se prononcer sur cette opération, qui fera passer la valeur nominale du titre de 100 francs à 50 francs. Pour la direction de Bic, cette opération « *rendrait accessible l'action Bic à un plus large public* ». Lundi, l'action Bic a clôturé à Paris à 831 francs, en hausse de 0,36 %.



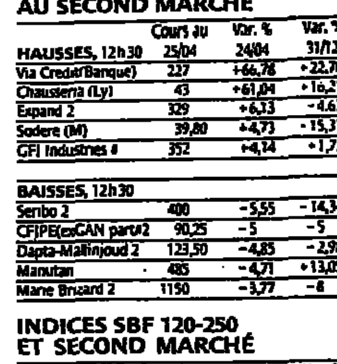


PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12 h 30	Cours au 25/04	Var. % 24/04	Var. % 31/12
Olipar 1	9,40	+14,63	-7,84
Alspi 1	341	+6,56	-10,96
Alcatel Cable 1	377,60	+4,89	-14,02
CPR 1	371	+4,50	+4
Credit Lyonn.CIP 1	255	+4,72	-42,30
Nordon (Ny) 2	340	+4,29	-21,11
Sovac 1	367,50	+3,81	-1,73
Remy Cointreau 1	164	+3,80	-17,17
Bail Invest. 1	860	+3,61	-6,01
Esso 1	574	+3,24	-19,72
BAISSES, 12 h 30			
Pechiney CIP 1	285	-3,23	-20,83
Ingenico 1	80,10	-3,05	-8,03
Galeries Lafayet.1	2161	-2,88	-5,63
Salomon (Ly) 1	1882	-2,74	-11,85
Euro RSCG W.W 1	540	-1,82	-1,81
GAN 1	168,50	-1,75	-38,27
Euro Disney 1	14,10	-1,74	+26,45
Dassault-Aviation1	400,10	-1,70	-6,95
Ciments Fr.Priv.B1	233	-1,60	+1,30
Z Gr.Zannier *Ly 1	110	-1,35	-23,02

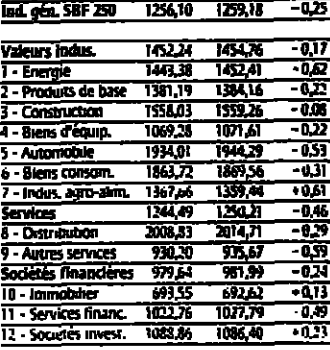
VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12 h 30	25/04 Titres échangés	Capitalisation en KF
Elf Aquitaine 1	257522	100331102,50
LVMH Moet Vuitton1	106640	96951690
Danone 1	95850	78772410
Eaux (Gle Des) 1	136950	71976160
Air Liquide 1	87300	70478530
Alcatel Alsthom 1	150850	69737483
Societe Gale A 1	112320	61677790
Axa 1	223320	59591513,50
Total 1	137993	43657496
Carrefour 1	16355	40589050



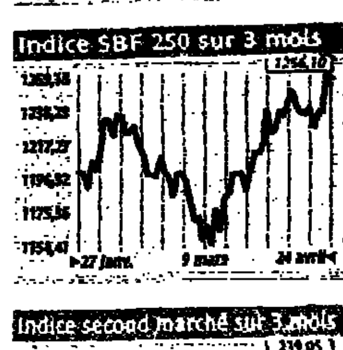
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

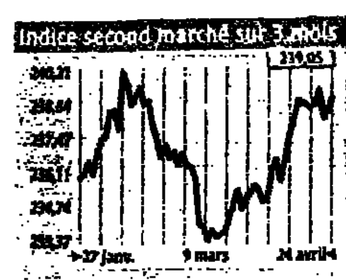
HAUSSES, 12 h 30	Cours au 25/04	Var. % 24/04	Var. % 31/12
Via Credit(Banque)	227	+66,78	+22,70
Chausseria (Ly)	43	+61,04	+16,21
Expand 2	329	+6,33	-4,63
Sodere (M)	39,80	+4,73	-15,31
GFI Industries #	352	+4,14	+1,73
BAISSES, 12 h 30			
Serbo 2	400	-5,55	-14,34
CFJPE(exGAN part)2	90,25	-5	-5
Dapta-Mallinjoud 2	123,50	-4,85	-2,98
Manutan	485	-4,71	+13,05
Mane Bnzard 2	1150	-3,77	-8



INDICES SBF 120-250 ET SECOND MARCHÉ

	24/04	21/04	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1304,04	1308,43	-0,34
Ind. gén. SBF 250	1256,10	1259,18	-0,25
Valeurs indus.	1452,24	1454,76	-0,17
1 - Energie	1443,38	1452,41	-0,62
2 - Produits de base	1381,19	1384,16	-0,22
3 - Construction	1558,03	1559,26	-0,08
4 - Biens d'équip.	1069,28	1071,61	-0,22
5 - Automobile	1934,01	1944,29	-0,53
6 - Biens consom.	1863,72	1869,56	-0,31
7 - Indus. agro-alim.	1367,66	1359,44	+0,61
Services	1244,49	1250,21	-0,46
8 - Distribution	2008,83	2014,71	-0,29
9 - Autres services	930,30	935,67	-0,59
Sociétés financières	979,64	981,99	-0,24
10 - Immobilier	693,55	692,62	+0,13
11 - Services financ.	1022,76	1027,79	-0,49
12 - Sociétés invest.	1088,86	1086,40	+0,23
Ind. Second Marché	239,05	238,66	+0,16





Nouveau record à Wall Street

LA BOURSE DE TOKYO a terminé en hausse mardi 25 avril, mais en deçà de ses meilleurs niveaux du jour, en réaction à des ventes sporadiques réalisées par des sociétés dans l'après-midi. L'indice Nikkei a gagné 106,49 points, à 16 910,54 points, après avoir atteint 17 110,40 points en fin de matinée. La veille, Wall Street a terminé pour la première fois au-dessus du seuil des 4 300 points, grâce notamment à la performance toujours soutenue du secteur de la technologie et de la reprise du dollar à la veille de la réunion du G7. L'indice Dow Jones a gagné 33,89 points, à 4 303,98, soit une avance de 0,79 %.

Initialement affectée par les craintes d'une hausse des taux d'intérêt britanniques, la Bourse de Londres est sortie du rouge, lundi en fin de séance, bénéficiant d'achats de couverture et de la stabilisation du dollar. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a terminé en hausse de 9,4 points, soit 0,3 %, à 3 209,3 points, par rapport à une baisse de 23,6 points dans la matinée. En revanche, la Bourse de Francfort a terminé pratiquement inchangée, l'indice DAX perdant 0,02 %, à 1 976,21 points, dans un marché calme.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 24/04	Cours au 21/04	Var. en %
Paris CAC 40	1918,51	1928,37	-0,51
New-York/DJ indus.	4268,01	4270,09	-0,05
Tokyo/Nikkei	16804,10	16968,20	-0,98
Londres/FT100	3209,30	3199,90	-0,29
Francfort/Dax 30	1976,21	1976,64	-0,02
Frankfort/Commer.	733,96	733,64	-0,04
Bruxelles/Bel 20	1576,46	1576,04	+0,03
Bruxelles/Général	1397,97	1397,60	+0,03
Milan/MIB 30	14424	14513	-0,62
Amsterdam/Gé. Cbs	274,70	274,80	-0,04
Madrid/Ibex 35	276,49	276,06	+0,16
Stockholm/Affarsal	1188,67	1180,09	+0,72
Londres FT30	2434,50	2435,90	-0,06
Hong Kong/Hang S.	8625,55	8645,39	-0,23
Singapour/Strait t	2085,55	2079,50	+0,29

NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

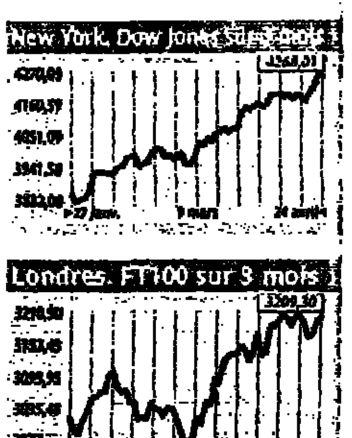
	24/04	21/04
Alcoa	45,62	44,75
American Express	35	34,87
Allied Signal	40	39,25
AT & T	49,12	49,12
Bethlehem	15,37	15,37
Boeing Co	56,87	55,87
Caterpillar Inc	55,75	55,75
Chevron Corp.	46,37	46,50
Coca-Cola Co	58,37	58,12
Disney Corp.	55,62	54,75
Du Pont Nemours&Co	63,37	63,75
Eastman Kodak Co	58,12	57,50
Exxon Corp.	69,62	69,25
Gen. Motors Corp.H	41,62	41,12
Gen. Electric Co	55,50	55
Goodyear T & Rubbe	37,62	37,75
IBM	93,50	91,62
Intl Paper	74,87	74
J.P. Morgan Co	65,37	66,12
Mc Don Dougl	60,25	59,37
Merck & Co.Inc.	43,37	42,87
Minnesota Mng.&Mfg	60,50	60,75
Philip Moris	67,75	67,37
Procter & Gamble C	70	69,12
Sears Roebuck & Co	54,37	53,37
Texaco	67,75	67,25
Union Carb.	30,50	30
Utd Technol	74	72,75
Westingh. Electric	15,37	15,37
Woolworth	15,50	15,75

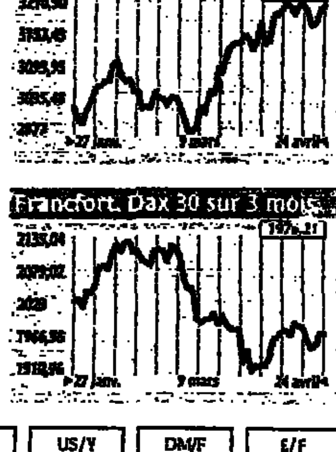
LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

	24/04	21/04
Allied Lyons	5,30	5,32
Barclays Bank	6,39	6,32
B.A.T. industries	4,60	4,55
British Aerospace	5,14	5,13
British Airways	4,01	4,08
British Gas	3,07	3,08
British Petroleum	4,54	4,50
British Telecom	3,94	3,92
B.T.R.	3,31	3,32
Cadbury Schweppes	4,37	4,36
Eurotunnel	1,99	2,05
Glaxo	7,35	7,15
Grand Metropolitan	4,06	4,06
Guinness	4,71	4,68
Hanson Plc	2,38	2,35
Great Ic	5,75	5,74
H.S.B.C.	7,33	7,36
Imperial Chemical	7,49	7,51
Lloyds Bank	6,27	6,21
Marks and Spencer	4,12	4,11
National Westminst	5,40	5,40
Peninsular Orienta	5,64	5,67
Reuters	4,84	4,83
Saatchi and Saatch	0,93	0,91
Shell Transport	7,29	7,27
Smithkline Beecham	4,94	4,90
Tate and Lyle	4,21	4,21
Univeler Ltd	12,19	12,07
Wellcome	10,63	10,52
Zeneca	9,14	9,05

FRANCFORT
Les valeurs du Dax 30

	24/04	21/04
Allianz Holding N	2485	2477
Basf AG	302	301
Bayer AG	345,50	342,50
Bay hyp&Wechselbk	361	363,50
Bayer Vereinsbank	389	384
BMW	684	697
Commerzbank	329,20	328,50
Continental AG	199	200,20
Daimler-Benz AG	617	621
Degussa	410	421
Deutsche Babcock A	156,50	157
Deutsche Bank AG	657	659,70
Dresdner BK AG FR	375,50	376,10
Henkel VZ	513	522
Hoechst AG	302,30	299
Karstadt AG	583	572
Kaufhof Holding.	493,50	486
Linde AG	781	788
DT. Lufthansa AG	179	181
Man AG	329	336
Mannesmann AG	365	369
Mettallges AG	25,10	25,60
Preussag AG	396,50	399
Rwe	464,50	464,30
Schering AG	1073	1070,50
Siemens AG	676,70	668,50
Thyssen	245	249
Veba AG	506	508
Viag	504,50	500
Wellag AG	1020	1010



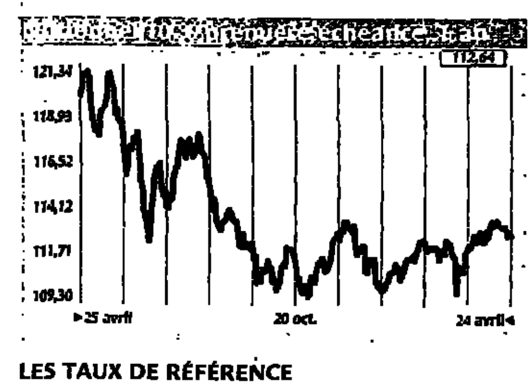


LES TAUX

PARIS	PARIS	NEW YORK	NEW YORK	FRANCFORT	FRANCFORT
→ Jour le jour	↘ OAT 10 ans	→ Jour le jour	↘ Bonds 10 ans	↘ Jour le jour	↘ Bunds 10 ans

Poursuite de la hausse

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif a ouvert mardi matin 25 avril en hausse. L'échéance juin gagnait 14 centièmes à 113,36 lors des premières transactions. Le contrat Pibor 3 mois du Matif s'inscrivait à 92,73, soit une progression de deux centièmes. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'établissait à 7,77 %, soit un écart de 73 points de base (0,73 %) par rapport aux emprunts d'Etat allemands de même échéance. La veille, cet écart s'était élargi jusqu'à 85 points de base (0,85 %) tandis que le contrat notionnel tombait à 112,56 et le contrat Pibor 3 mois à 92,24. Mais la belle remontée du franc face à la monnaie allemande a permis aux marchés de taux d'intérêt de se reprendre. Les professionnels estiment que les résultats du premier tour pourraient inciter Jacques Chirac à renoncer à tout discours de rupture en matière de politique économique et monétaire.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 24/04	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	7,69	7,87	8,39	1,80
Allemagne	4,38	7,08	7,71	2,40
Grande-Bretagne	5,75	8,44	8,86	2,60
Italie	7,87	12,3	12,6	3,80
Japon	2,30	3,31	4,75	0,20
États-Unis	5,88	6,99	7,34	2,90

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 24/04	Taux au 21/04	indice (base 100 fin 94)
Fonds d'État 3 à 5 ans	7,44	7,40	101,42
Fonds d'État 5 à 7 ans	7,57	7,53	101,83
Fonds d'État 7 à 10 ans	7,85	7,81	102,43
Fonds d'État 10 à 15 ans	7,96	7,92	102,70
Fonds d'État 20 à 30 ans	8,40	8,34	102,24
Obligations françaises	8,11	8,06	102,09
Fonds d'État à TME	-0,74	-0,76	100,17
Fonds d'État à TRE	-0,37	-0,35	99,22
Obligat. franç. à TME	-0,59	-0,58	100,06
Obligat. franç. à TRE	+0,09	+0,14	100,52

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)

	Achat 24/04	Vente 24/04	Achat 21/04	Vente 21/04
Jour le jour	7,62	—	—	—
1 mois	7,90	8,05	8,12	8,37
3 mois	7,95	8,20	8,06	8,31
6 mois	7,57	7,82	7,62	7,87
1 an	7,15	7,40	7,18	7,43
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	8	—	—	—
Pibor Francs 3 mois	7,94	—	—	—
Pibor Francs 6 mois	7,56	—	—	—
Pibor Francs 9 mois	7,33	—	—	—
Pibor Francs 12 mois	7,25	—	—	—
PIBOR ÉCU				
Pibor Ecu 3 mois	6,37	—	—	—
Pibor Ecu 6 mois	6,47	—	—	—
Pibor Ecu 12 mois	6,69	—	—	—

MATIF

Échéances 24/04	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Juin 95	106701	112,64	113,28	112,56	113,22
Sept. 95	1257	112,20	112,78	112,18	112,78
Déc. 95	2	111,94	111,94	111,94	112,52
Mars 96	—	—	—	—	—
PIBOR 3 MOIS					
Juin 95	39926	92,30	92,84	92,24	92,71
Sept. 95	9401	93,34	93,59	93,30	93,53
Déc. 95	4510	93,50	93,57	93,30	93,57
Mars 96	1249	93,40	93,43	93,30	93,43
ÉCU LONG TERME					
Juin 95	2157	83,46	83,82	83,40	83,82
Sept. 95	—	—	—	—	83,76

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 24/04	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Avril 95	25681	1930	1930	1902	1920
Mai 95	4443	1930	1930	1900	1916,50
Juin 95	1457	1913	1913	1882	1899,50
Sept. 95	929	1926	1934	1918,50	1923

LES MONNAIES

US/F	US/DM	US/Y	DM/F	£/F
↘ 4,8310	↗ 1,5125	↗ 97,4500	↗ 3,5353	↘ 7,8060

Reprise du franc

LE FRANC S'EST VIVEMENT ressaisi lundi après-midi face à la monnaie allemande. Les résultats-surprises du premier tour de l'élection présidentielle l'avaient fait tomber, dans la nuit de dimanche à lundi sur la place de Tokyo, à un plus bas niveau de 3,5850 pour 1 deutschemark. Mardi matin 25 avril, entre banques européennes, le franc s'échangeait à 3,5350 pour 1 mark, soit un gain de 5 centimes en vingt-quatre heures. Le second tour de scrutin ne semble pas inquiéter outre mesure les opérateurs du marché des changes. Le franc a également bénéficié de la reprise du dollar. Le billet vert s'inscrivait mardi matin à 1,3775 mark, 83,39 yens et 4,8655 francs. Les professionnels ont préféré solder leurs positions vendeuses sur le dollar alors que les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des sept pays les plus industrialisés se réunissent mardi à Washington.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 24/04	% 21/04	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	353,5300	+0,07	341	365
Ecu	6,4745	-0,02	—	—
Etats-Unis (1 usd)	4,8310	-1,20	4,5500	5,1500
Belgique (100 F)	17,1785	+0,05	16,6000	17,7000
Pays-Bas (100 fl)	315,7700	+0,07	—	—
Italie (1000 lir.)	2,8285	-0,04	2,5500	3,1200
Danemark (100 krd)	89,7400	-0,16	84	94
Irlande (1 iep)	7,9325	-0,66	7,6000	8,3500
Gde-Bretagne (1 L)	7,8060	-0,43	7,6000	8,3500
Grèce (100 drach.)	2,1670	-0,02	1,9500	2,4500
Suède (100 krs)	65,1100	-1,11	61	71
Suisse (100 F)	427,1500	+0,06	415	439
Norvège (100 k)	78,4000	-0,15	74	83
Autriche (100 sch)	50,2440	+0,07	48,6000	51,7000
Espagne (100 pes.)	3,9520	+0,03	3,6500	4,2500
Portugal (100 esc.	3,3400	—	3	3,7000
Canada 1 dollar ca	3,5230	-1,50	3,2500	3,8500
Japon (100 yens)	5,8079	-0,97	5,7000	6,0500
Finlande (mark)	113,6300	+0,04	108	119

PARITES DU DOLLAR	25/04	24/04	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,5125	—	—
TOKYO : USD/Yens	97,4500	—	—

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant:	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar États-Unis	4,8950	4,9000	4,8540	4,8560
Yen (100)	5,8413	5,8542	5,9595	5,9556
Deutschemark	3,5365	3,5375	3,5483	3,5493
Franc Suisse	4,2725	4,2806	4,2956	4,3012
Lire ital. (1000)	2,8265	2,8343	2,8046	2,8082
Livre sterling	7,8680	7,8785	7,8052	7,8133
Peseta (100)	3,9419	3,9491	3,9051	3,9114
Franc Belge	17,206	17,241	17,216	17,229

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	7,75	7,37	7
Eurodollar	6,25	6,37	6,56
Eurolivre	6,56	6,81	7,50
Eurodeutschemark	4,50	4,56	4,87

L'OR

	cours 24/04	cours 21/04
Or fin (k. barre)	61200	60700
Or fin (en lingot)	61800	61800
Once d'Or Londres	390,35	391,05
Pièce française(20f)	356	353
Pièce suisse (20f)	355	353
Pièce Union lat(20f)	354	352
Pièce 20 dollars us	2370	2445
Pièce 10 dollars us	1480	1370
Pièce 50 pesos mex.	2300	2280

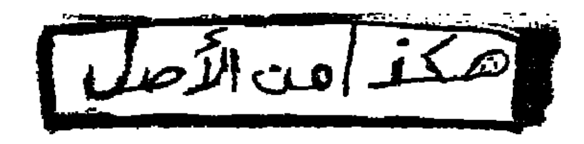
LE PÉTROLE

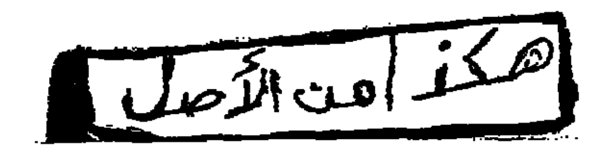
En dollars	cours 24/04	cours 21/04
Brent (Londres)	—	—
WTI (New York)	17,30	17,35
Crude Oil (New York)	—	—

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	24/04	21/04
Dow-Jones comptant	193,12	192,66
Dow-Jones à terme	275,05	274,76
Moody's	—	—
METAUX (Londres)		**dollars/tonne**
Cuivre comptant	2862	2877
Cuivre à 3 mois	2843	2849
Aluminium comptant	1886	1874
Aluminium à 3 mois	—	—
Plomb comptant	—	—
Plomb à 3 mois	—	—
Étain comptant	6060	5940
Étain à 3 mois	6055	5940
Zinc comptant	1074	1074,50
Zinc à 3 mois	1094,50	1096
Nickel comptant	7410	7420
Nickel à 3 mois	7410	7420

METAUX (New-York)		cents/once
Argent à terme	4,73	4,73
Platine à terme	0,50	0,80
Palladium	168,25	167
GRAINES, DENREES (Chicago)		**$/boisseau**
Blé (Chicago)	1,24	1,24
Maïs (Chicago)	2,41	2,41
Grain. soja (Chicago)	—	—
Tourt. soja (Chicago)	—	—
GRAINES, DENREES (Londres)		**£/tonne**
P. de terre (Londres)	335,10	281,80
Orge (Londres)	108	107
SOFTS		**$/tonne**
Cacao (New-York)	1413	1415
Café (Londres)	3079	3079
Sucre blanc (Paris)	—	—
OLEAGINEUX, AGRUMES		**cents/tonne**
Coton (New-York)	1,10	1,10
Jus d'orange (New-York)	1,02	1,02





RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 25 AVRIL

Liquidation : 23 mai
Taux de report : 8,88
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↗ PARIS
+1,39 %
CAC 40 : 1945,16

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% + −	Montant coupon (1)
EDF-GDF 3%	7450	7380	− 0,94	153,58
B.N.P. (T.P)	995	980	− 1,50	49,25
Cr.Lyonnais(T.P.)	865	852	− 1,50	50,35
Renault (T.P.)	1862	1862	—	92,85
Rhone Poulenc(T.P)	2015	2069	+ 2,67	101,52
Saint Gobain(T.P.)	1162	1165	+ 0,25	79,01
Thomson S.A (T.P)	1075	1075	—	46,89
Accor 1	560	567	+ 1,25	18
Air Liquide 1	804	808	+ 0,50	14
Alcatel Alsthom 1	466,50	460,50	− 1,29	15
Alcatel Cable 1	360	377,60	+ 4,89	10
Alspi 1	320	341	+ 6,56	14
AGF-Ass.Gen.France	165	167,40	+ 1,45	12
Axa 1	258	261,80	+ 1,47	5
Bail Invest. 1	830	860	+ 3,61	70,10
Bancaire (Cie) 1	554	560	+ 1,08	10
Bque Colbert C2#	65,25	—	—	18
Bazar Hot. Ville 2	520	520	—	16
BIC 1	831	829	− 0,24	6
BIS 1	382	383	+ 0,26	4
B.N.P. 1	245,70	250	+ 1,75	3
Bollore Techno.1	522	525	+ 0,57	22
Bongrain 1	2799	2850	+ 1,82	61
Bouygues 1	590	600	+ 1,69	5
Canal + 1	652	667	+ 2,30	25
Cap Gemini Sogeti 1	180	181,80	+ 1	7
Carnaudmetalbox 1	177,70	180	+ 1,29	4
Carrefour 1	■ 2463	2488	+ 1,02	26
Casino Guichard 1	141	142	+ 0,71	5
Casino Guich.ADP 1	115	115,10	+ 0,08	5,25
Castorama Dl (Li)1	790	790	—	9,40
C.C.F. 1	212,90	219,80	+ 3,24	4,30
CCMX(ex.CCMC) Ly 2	52	52	—	2,40
Cegid (Ly) 1	483	485	+ 0,41	25
CEP Communication1	499	500	+ 0,20	7,50
Cerus Europ.Reun 1	80	81	+ 1,25	10
Cetelem 1	1058	1073	+ 1,42	10
CGIP 1	1160	1146	− 1,21	34
Chargeurs 1	912	931	+ 2,08	14
Christian Dior 1	425,40	431,60	+ 1,46	5
Ciments Fr.Priv.B1	236,80	233	− 1,60	17,50
Clarins 1	490	485,10	− 1	6,60
Club Mediterranee1	482	488,10	+ 1,27	7
Coflexip	287	289	+ 0,70	—
Colas 1	890	905	+ 1,69	22
Comptoir Entrep. 1	219	—	—	7,50
Comptoir Moder. 1	1490	1511	+ 1,41	20
CPR 1	354	371	+ 4,80	20
Cred.Fon.France 1	652	656	+ 0,61	37,50
Credit Local Fce 1	426,90	432,40	+ 1,29	11
Credit Lyonn.CIP 1	243,50	255	+ 4,72	10
Credit National 1	390	393,10	+ 0,79	20
CS(ex.CSEE)1	309	309,60	+ 0,19	3
Damart 1	4780	4900	+ 2,51	60
Danone 1	816	822	+ 0,74	15,50
Dassault-Aviation1	407	400,10	− 1,70	7
Dassault Electro 1	344,50	342	− 0,73	4,80
De Dietrich 1	2650	2689	+ 1,47	49
Degremont 1	393	393	—	6,50
Dev.R.N-P.Cal.Li 2	70	71	+ 1,43	—
DMC (Dollfus Mi)1	240,50	242	+ 0,62	4
Docks France 1	744	752	+ 1,08	11
Dynaction 1	144	145	+ 0,69	3
Eaux (Gle Des) 1	517	525	+ 1,55	11
E.B.F 1	951	959	+ 0,84	15
Ecco 1	684	704	+ 2,92	10
Eiffage 1	912	900	− 1,32	15,30
Elf Aquitaine 1	381,10	391,50	+ 2,73	13
Eridania Beghin 1	749	755	+ 0,80	30
Essilor Intl 1	855	852	− 0,35	10
Essilor Intl ADP 1	590	590	—	10,80
Esso 1	556	574	+ 3,24	22
Eurafrance 1	1430	1440	+ 0,70	48
Euro Disney 1	14,35	14,10	− 1,74	0,68
Euro RSCG W.W 1	550	540	− 1,82	10,75
Europe 1-1	1238	1240	+ 0,16	19
Eurotunnel 1	15,95	16,20	+ 1,57	—
Filipacchi Medias1	697	690	− 1	12
Finextel 1	64	63,50	− 0,78	7,80
Fives-Lille 1	460	—	—	11
Fromageries Bel 1	4350	4445	+ 2,18	35
Galeries Lafayet.1	2225	2161	− 2,88	11
GAN 1	171,50	168,50	− 1,75	4
Gascogne (B) 1	493	503	+ 2,03	7
Gaz et Eaux 1	1847	1832	− 0,81	55
Geophysique 1	302,50	301,30	− 0,40	8
G.F.C. 1	351,80	348,10	− 1,05	18,50
Groupe Andre S.A.1	428	428	—	9
Groupe De La Cite1	900	900	—	17
GTM-Entrepose 1	400	407	+ 1,75	7,50
Guilbert 1	449,90	449,70	− 0,04	10
Guyenne Gascogne 1	1380	1365	− 1,09	24
Havas 1	415,60	423	+ 1,78	8
I.D.I.A 1	● 130	130,10	+ 0,08	5
Imetal 1	510	512	+ 0,39	10,50
Immeubl.France 2	342	348,50	+ 1,90	16
Immob.Phenix 1	63,20	63,75	+ 0,87	2
Ingenico 1	82,60	80,10	− 3,03	1
Interbail 1	338,10	340	+ 0,56	36
Intertechnique 1	555	552	− 0,54	23,50
Jean Lefebvre 1	357	362	+ 1,40	25
Klepierre 1	576	576	—	27,75
Labinal 1	777	771	− 0,77	10
Lafarge Coppee 1	378	386,50	+ 2,25	9
Lagardere (MMB) 1	108,90	110,40	+ 1,38	2,50
Lapeyre 1	323	323	—	4,10
Lebon 2	247,50	—	—	7
Legrand 1	7430	7560	+ 1,75	29
Legrand ADP 1	4800	4800	—	46,40
Legris Indust. 1	351,50	354,80	+ 0,94	8
Locindus 1	800	804	+ 0,50	70,50
LVMH Moet Vuitton1	904	918	+ 1,55	5
Lyonnaise Eaux 1	485	493,50	+ 1,75	11
Marine Wendel 1	376	384,90	+ 2,37	14,70
Matra-Hachette 1	107	109	+ 1,87	2,50
Metaleurop 1	59,40	59,70	+ 0,51	4
Metrologie Inter.1	28,40	28,50	+ 0,35	—
Michelin 1	214,80	219,60	+ 2,23	1,50
Moulinex 1	113,50	115,90	+ 2,11	4
Navigation Mixte 1	955	950	− 0,52	40
Nord-Est 1	135,90	137,40	+ 1,10	5,20
Nordon (Ny) 2	326	340	+ 4,29	—
NRJ # 1	425	425	—	5,40
Olipar 1	8,20	9,40	+ 14,63	—
Oreal 1	1300	1315	+ 1,15	10,80
Paribas 1	300,40	306,50	+ 2,03	12
Pechiney CIP 1	294,50	285	− 3,23	9,50
Pechiney Intl 1	118	118,50	+ 0,42	5
Pernod-Ricard 1	348,90	349,90	+ 0,29	3,75
Peugeot 1	727	731	+ 0,55	10
Pinault-Prin.Red.1	1135	1162	+ 2,38	21,20
Plastic-Omn.(Ly) 1	548	550	+ 0,36	6,50
Poliet 1	430	431	+ 0,23	6
Primagaz 1	885	897	+ 1,36	16,30
Promodes 1	1171	1176	+ 0,43	8,50
Publicis 1	405	414	+ 2,22	4
Radiotechnique 1	460,50	467	+ 1,41	10
Remy Cointreau 1	158	164	+ 3,80	4,60
Renault 1	166,80	170,50	+ 2,22	—
Rexel 1	786	788	+ 0,25	10
Rhone Poulenc A 1	118,50	121,50	+ 2,53	2,40
Rochette (La) 1	48	48,10	+ 0,21	1,20
Roussel Uclaf 1	710	712	+ 0,28	12,50
Rue Imperiale(Ly)1	3500	3550	+ 1,43	95
Sade (Ny) 1	173	—	—	12
Sagem 1	2869	2840	− 1,01	20,50
Saint-Gobain 1	640	651	+ 1,72	14,50
Saint-Louis 1	1519	1530	+ 0,72	35
Salomon (Ly) 1	1935	1882	− 2,74	20
Salvepar (Ny) 2	430	439	+ 2,09	17
Sanofi 1	272,50	277,50	+ 1,83	24
Sat 2	2037	2040	+ 0,15	25
Saupiquet (Ns) 1	1151	1152	+ 0,09	15
Schneider 1	376,20	381,60	+ 1,44	7
SCOR S.A 1	108,10	108	− 0,09	1,50
S.E.B. 1	527	530	+ 0,57	8,30
Sefimeg 1	294,50	295	+ 0,17	19
SEITA 1	138,60	138,80	+ 0,14	—
Selectibanque 1	141,50	142	+ 0,35	13,18
SFIM 2	910	926	+ 1,76	25
SGE 1	168	169,50	+ 0,89	5
Sidel 1	1380	1395	+ 1,09	9
Simco 1	402	402	—	20,76
S.I.T.A 1	682	689	+ 1,03	7,50
Skis Rossignol 1	1340	1330	− 0,75	22
Sligos 1	444	441	− 0,68	9
Societe Gale A 1	543	550	+ 1,29	16
Sodexho 1	931	940	+ 0,97	22
Sommer-Allibert 1	1900	1902	+ 0,11	33
Sophia 1	412	419,90	+ 1,92	34,46
Sovac 1	354	367,50	+ 3,81	38
Spie Batignolles 1	231	237	+ 2,60	17
Spir Communic. 1	475	476	+ 0,21	18
Strafor Facom 1	636	640	+ 0,63	23
Suez 1	246,50	251,40	+ 1,99	8,20
Synthelabo 1	247	251	+ 1,62	3,24
Technip S.A. 1	291,50	290	− 0,51	—
Thomson-CSF 1	137,30	138	+ 0,51	6
Total 1	313,50	317	+ 1,12	7,50
UAP 1	132,50	136	+ 2,64	3
UFB Locabail 1	350,10	350	− 0,03	10
UGC DA (M) 1	178,90	183,50	+ 2,57	3,54
Ugine S.A 1	345	350	+ 1,45	8
UIC 1	95	95,10	+ 0,11	25
UIF 1	440	437	− 0,68	22
UIS 2	194,50	196,90	+ 1,23	73,40
Unibail 1	470	480	+ 2,13	26
Union Assur.Fdal 1	497	493,50	− 0,70	10
Valeo 1	270,20	276	+ 2,15	1,60
Vallourec 1	231,80	238	+ 2,67	6,30
Via Banque 1	287	288,90	+ 0,66	6
Worms & Cie 1	239	241	+ 0,84	7,50
Z Gr.Zannier (Ly) 1	111,50	110	− 1,35	9
Zodiac 1	571	573	+ 0,35	32
Elf Gabon 1	990	999	+ 0,90	56

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% + −	Montant coupon (1)
ABN Amro Holding 1	186,90	—	—	0,69
American Express 1	162	168,50	+ 4,01	0,92
Anglo American 1	278	280	+ 0,71	1,43
Amgold 1	475	—	—	10,22
Arjo Wiggins App.1	20,50	20,75	+ 1,21	0,35
A.T.T. 1	236	238,10	+ 0,88	1,39
Banco Santander 1	174	176	+ 1,14	1,80
Barrick Gold 1	120,10	120,10	—	0,20
B.A.S.F. 1	1065	1079	+ 1,31	20,55
Bayer 1	1240	1237	− 0,24	28,24
Blenheim Group 1	18,85	18,50	− 1,85	0,29
Buffelsfontein 1	34	34	—	1,79
Chase Manhattan 1	215,70	214,60	− 0,50	1,75
Cordiant PLC 1	7,30	7,50	+ 2,73	—
Daimler Benz 1	2210	2243	+ 1,49	20,42
De Beers 1	133	138,20	+ 3,90	0,80
Deutsche Bank 1	2337	2365	+ 1,19	42,27
Dresdner Bank 1	1325	1350	+ 1,88	34,54
Driefontein 1	70,65	70,50	− 0,21	1,25
Du Pont Nemours 1	315	—	—	1,96
Eastman Kodak 1	271	283,90	+ 4,76	1,66
East Rand 1	5,35	5,30	− 0,93	0,10
Echo Bay Mines 1	50,30	50	− 0,59	0,15
Electrolux 1	253	—	—	3,13
Ericsson 1	307,60	311,20	+ 1,17	2,25
Exxon Corp. 1	335	336,30	+ 0,38	3,18
Ford Motor 1	129,30	—	—	1,13
Freegold 1	60,90	—	—	1,57
Gencor Limited 1	16	16,20	+ 1,25	0,07
General Electric 1	264,60	268,10	+ 1,32	1,79
General Motors 1	210,10	213,90	+ 1,80	0,85
Generale Belgique1	371,50	—	—	14,14
Grd Metropolitan 1	31,25	31,40	+ 0,48	0,73
Guinness Plc 1	37,10	37,60	+ 1,34	0,33
Hanson Plc 1	18,65	18,65	—	0,23
Harmony Gold 1	43	42,70	− 0,69	0,33
Hewlett-Packard 1	621	631	+ 1,61	1,26
Hitachi 1	51,10	51	− 0,19	0,25
Hoechst 1	1050	1079	+ 2,76	17,98
I.B.M 1	443,10	452,80	+ 2,18	1,06
I.C.I 1	59,70	60	+ 0,50	0,98
I.T.T. 1	511	507	− 0,78	2,01
Ito Yokado 1	260,10	262,63	+ 1,03	0,81
Matsushita 1	81,30	81,60	+ 0,36	0,29
Mc Donald's 1	172	172,20	+ 0,11	0,25
Merck and Co 1	208	210	+ 0,96	1,22
Minnesota Mining 1	289,30	—	—	1,99
Mitsubishi Corp. 1	62,90	—	—	0,18
Mobil Corporat. 1	447,30	—	—	3,61
Morgan J.P. 1	321,40	—	—	3,05
Nestle SA Nom.1	4760	4770	+ 0,21	65,03
Nippon MeatPacker1	71,70	—	—	0,73
Norsk Hydro 1	190,50	193,60	+ 1,62	2,34
Petrofina 1	1511	1529	+ 1,19	34,53
Philip Morris 1	324,60	328	+ 1,04	3,52
Philips N.V 1	174,10	176	+ 1,09	1,14
Placer Dome Inc 1	119,10	120,40	+ 1,09	0,28
Procter Gamble 1	■ 338,60	338,60	—	1,42
Quilmes 1	218	218	—	7,13
Randfontein 1	26,65	26,65	—	1,18
Rhone Poul.Rorer 1	201,50	202,70	+ 0,59	1,31
Royal Dutch 1	595	599	+ 0,67	8,68
R T Z 1	64	62,80	− 1,87	0,76
Sega Enterprises 1	230	230	—	1,08
Saint-Helena 1	45,80	45,30	− 1,09	2,19
Schlumberger 1	302,50	312	+ 3,14	1,47
SGS Thomson Micro.	162	167	+ 3,08	—
Shell Transport 1	57,70	—	—	0,94
Siemens 1	2391	2449	+ 2,42	33,72
Sony Corporation 1	246	247,80	+ 0,73	1,17
Sumitomo Bank 1	104,60	—	—	0,20
T.D.K 1	232,60	—	—	1,17
Telefonica 1	58	59,80	+ 3,10	0,80
Toshiba 1	33	—	—	0,23
Unilever 1	645	645	—	3,43
Unit.Technologie 1	350,30	357,20	+ 1,96	2,11
Vaal Reefs 1	325	319,50	− 1,69	6,30
Volkswagen A.G 1	1314	1308	− 0,45	5,11
Volvo (act.B) 1	91,90	—	—	3,93
Western Deep 1	166,80	166	− 0,47	2,70
Yamanouchi 1	110	110	—	0,58
Zambia Copper 1	2,93	2,97	+ 1,36	—

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : quotité de négociation

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

MARDI 25 AVRIL

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	105,40	4,241
CEPME 8,5% 88-97CA	102,10	6,940
CEPME 9% 89-99 CA#	105,09	6,140
CEPME 9% 92-06 TSR	—	7,545 ↓
CFD 9,7% 90-03 CB	110,25	2,099
CFD 8,6% 92-05 CB	—	1,744
CFF 10% 88-98 CA#	107,15	5,068
CFF 9% 88-97 CA#	103,45	5,030
CFF 10,25%90-01CB#	111,65	1,148
CLF 8,9% 88-00 CA#	105,05	8,095 ↓
CLF 9%88-93/98 CA#	103,98	2,047
CNA 9% 4/92 CB	106,20	8,778
CRH 8,6%92/93/94CB	103,10	7,068
CRH 8,5% 87-88 CA#	—	1,184
EDF 8,6% 88-89 CA#	104,05	1,626 ↑
EDF 8,6% 92 CA#	104,50	0,376 ↑
Em.Etat10,26%86 CA	102,51	1,233 o
Emp.Etat 6%7/93 CA	97,69	4,652 d
Finansder 9%91CB#	106,85	3,699
Finansd.8,6%92 CA#	104,40	2,073 o
Floral9,75% 90 CA#	107,83	7,346 ↑
OAT 8,7%5/88-95CA#	100	7,985 ↓
OAT 9,8% 1/96 CA#	101,75	2,282 d
OAT 8,50% 6/97 CA#	102,70	7,079
OAT 9,90%85-97 CA#	106,60	3,607
OAT 88-98 TME CA	100,15	1,806 ↑
OAT 9/1998 TRA	—	3,770
OAT 9,50%88-98 CA#	106,29	7,912 d
OAT TMB 01/99 CA	99,40	1,680
OAT 8,125% 99 CA#	102,76	7,457
OAT 8,50%90/00 CA#	104,63	0,650
OAT 85/00 TRA CA	—	4,632 d
OAT 10% 5/2000 CA#	110,40	9,123 o
OAT 01 TME CA	99,59	1,806 ↑
OAT 8,5% 11/02 CA#	104,50	3,516 ↑
OAT 8,50% 2019 CA#	101,90	4,238
OAT 8,50%92-23 CA#	101,68	—
PTT 11,2%85-95 CB#	—	4,170
SNCF 8,8% 87-94CA	103,45	1,977
Lyon.Eaux 6,5%90CV	841	—

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel 2	410	420
Bains C.Monaco 2	709	709
B.N.P.Intercont.2 ◆	245	245
Bidermann Intl ◆	110	110
B T P (la cie) 2	13,70	12,75
Cambodge ◆	750	750
Carbone Lorraine 2	598	582
CBC 1	220	218
Centenaire Blanzy	255	253
Ceragen Holding ◆	36	36
Champex (Ny) ◆	15,20	15,20
CIC Un.Euro.CIP 1	306,90	305
C.I.T.R.A.M. (B) ◆	2817	2817
Cpt Lyon Alem.2	369,90	371
Concorde-Ass Risq2	720	720
Gpe Valfond ex.CMP ◆	14,85	14,85
Credit Gen.Ind. ◆	24	24
Darblay	480	470
Didot Bottin	599	599
Eaux Bassin Vichy ◆	2801	2801
Ecia 1	728	730
Ent.Mag. Paris ◆	3910	3910
Eridania Beghin CI	742	742
Fidei(ex Immofice)2	105,50	90
Finalens	365	364
F.I.P.P. ◆	115	115
Fonciere (Cie)	531	531
Fonciere Euris	200	210
Foncina #	464	464
France I.A.R.D. ◆	551	551
France S.A 1	720	710
From. Paul-Renard ◆	2050	2050
Gaumont 1 ◆	270	270
Genefim	169	168
Gevelot ◆	1201	1201
G.T.I (Transport)2	420	415
Immobail 2	261	261
Immobanque 2	800	805
Im.Marseillaise 2	5080	5080
Invest.(Ste Cie.)	1380	1390
Lille Bonnieres	1701	1745
Locafinanciere ◆	402,10	402,10
Louvre 1	198	196
Lucia	75	77
Machines Bull ◆	22,10	22,10
Monoprix ◆	180	180
Metal Deploye ◆	422,20	422,20
Mors 2 #	15,05	15
Navigation (Nle)	85,10	85,10
Origny-Desvroise	1352	1293
Paluel-Marmont ◆	335	335
Pap.Clairefont(Ny)	850	850
Parfinance 2	174	179
Paris Orleans	233	234
Piper Heidsieck ◆	900	900
Porcher	190	189
Promodes (CI)	870	888
PSB Industries 2Ly ◆	400	400
Rochefortaise Com.	188,50	188,50
Rosario 2 ◆	209	209
Rougier #	758	752
S.A.F.I.C Alcan	299,10	299,10
Saga ◆	245	245
Salins du Midi 2	365	370
Savoisienne M. ◆	149,90	149,90
Silic 2 ◆	685	685
S.I.P.H.	204	166,60
Sofal ◆	300	300
Soffo	350	350
Sofitam act.a reg. ◆	70,30	70,30
Sofragi ◆	3850	3850
Soudure Autogene	905	940
Sovabail ◆	407	407
Taittinger 1	2425	2405
Tour Eiffel ◆	289,10	289,10
Elyo 2	275	277
Vicat 2 ◆	542	542
Virax ◆	123	123

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
A.E.G. AG	432	432
Bayer.Vereins Bank	1340	1340
Commerzbank AG	1120	1120
Fiat Ord	19,65	20
Gevaert	248	248
Gold Fields South	107,50	107,50
Johannesburg Cons.	120,60	123,40
Kubota Corp.	32	32
Montedison act.ep.	4,80	7,282 d
Olympus Optical	43,05	43,05
Ottomane(cie Fin.)	175,10	175,10
Robeco	321,80	311
Rodamco N.V.	140,10	140
Rolinco	330,50	335
Solvay SA	2565	2601
Wagons Lit	1528	1535

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

MARDI 25 AVRIL

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #	50,95	51
AFE 2 #	484,90	486,50
Aigle 2 #	280	280
Alain Manoukian(Ly)2#	95	93,10
Albert S.A (Ns) ◆	120,50	120,50
Altran Techno 1 #	519	518
Arnault Associes ◆	500	500
Asme (ex.Segin)	268	268
B.A.C. ◆	23,70	28,70
Bque Picardie (Li) ◆	609	609
Bque Sofirec (M)	480	480
Bque Tarneaud(B)#	209	210
Bque Vernes	615	635
Beneteau #	387	386,90
B I M P ◆	77,55	94,15
Boiron (Ly) 1 #	451,60	452,50
Boisset (Ly)#	270,90	271
Brioche Pasq.(Ns)1	550	552
But S.A. 1	925	924
Cardif SA 1	515	520
CDA-Cie des Alpes2	136,60	135
C.E.E 2#	488,90	491
CEGEP #	157,70	157,70
Cermex 2 # (Ly) ◆	282	282
CFPI ◆	277	277
Change Bourse (M)	235	235
Christ.Dalloz 2 #	800	790
Cipe France Ly 2 #	675	675
CNIM CA#	230	230
Codetour	300	292
Comp.Euro.Tele-CET	164,50	164,50
Conflandey S.A.	315,90	318
C.A. de la Brie 2	348,70	348,70
C.A.Gironde (B) ◆	441,20	441,20
C.A.Haute Normand.	397	398
C.A.Ille & Vilaine	330	330,20
C.A.Indre et Loire	306	306
C.A. Paris IDF 1	728	728
C.A.de l'Isere Ly#	372	373
C.A.Loire Atl.(Ns)	351	359,60
C.A.Loire/H.Loire#	805	815
C.A.du Loiret CCI#	458	458
C.A.Morbihan (Ns)	348,50	348,50
C.A.du Nord (Li)	430	430
C.A. Oise CCI	239,50	240
C.A.Pas de Calais	405	414,10
C.A. Somme CCI 2	236	236
C.A.Toulouse (B)	337,90	336
CFJPE(exGAN part)2	95	90,25
Chaine et Trame #	270	269
C.A. Midi CCI#(Ly)	225	225
Credit de l'Est ◆	426	426
Creeks	120	120
Dapta-Mallinjoud 2	129,80	123,50
Damal Expansion#2	59	59
Dauphin OTA	250,50	260
Delta Prot.# C2 Ly	310	310
Desquenne Giral	123	120
Devanlay 2	725	730
Deveaux(Ly)	570	569
Devernois (Ly)	450	450
Ducros Serv.Rapide ◆	65	65
Ecco Trav. Tempo 1	329,80	329
Elysee Inv. 1	36,10	36
Emin-Leydier# (Ly)	595	605
Eramet 2	327	336
Europ.Extinc.(Ly)#	272	272
Europ Propulsion 2 ◆	301	301
Expand 2	310	329
Factorem	465	465
Faiveley #2	268	270
Finabail 2	127	126
Finacor 2	155	158
Fininfo	445	446
Fructivie 1	525	529
Gautier France 2#	344	341,20
Gel 2000 2	112	115
GFI Industries #	338	352
Girodet # (Ly)	67	67,05
GLM S.A.	380	386
Grandoptic.Photo #	390	390
Gpe Guillin # Ly	139	139
Kindy #	176,90	171,10
Guerbet 2	325	325
Hermes internat.1 #	633	638
Hurel Dubois ◆	372,10	372,10
ICBT Groupe # 2	189	190
I.C.C. 2	186	179
Idianova ◆	62	62
Immob.Hotel. 2 #	86	86
Installux (Ly)2	498	498
Int. Computer # ◆	144	144
Invest.Paris 1	136	140
IPBM 2 ◆	60	60
J.Clairbois(Ly) ◆	112,10	112,10
Lambert-Riviere ◆	400	400
M6-Metropole TV 2	328,30	329,80
Manitou 2#	480	485
Manutan	509	485
Marie Brizard 2	1195	1150
Maxi-Livres/Profr.	435	435
Mecadyne	171	171
Mecelec 2 (Ly)	121	121
MGI Coutier 2#	520	519
Michel Thierry# 2	720	722
Monneret Jouet #	97,90	97,95
Naf-Naf 1#	128,30	129,10
Norbert Dentres 2#	455	465
N.S.C Schlum.2 Ny	955	925
OGF Omn Gest.Fin.1	762	762
Onet	884	900
Paul Predault #	176	176
P.C.W. 2	77,50	77,50
Petit Boy #	101	103,50
Pier Import	96,50	96,50
Pochet 2	1177	1170
Poujoulat Ets (Ns) ◆	209	209
Radiall 2#	351	350
Rallye(Cathiard)Ly	151	154
Reydel Indust.Li 2 ◆	1069	1069
Robertet #	1160	1164
Rouleau-Guichard 2	509	515
Securidev 2 #	124,40	122,60
Sediver 2 #	213	210
Seribo 2	423,50	400
Siparex (Ly) #	81	79,60
Smoby (Ly) 2	535	526
Sofco (Ly)	133	128,50
Sofibus ◆	417	417
Sogepag 2 #	132	132
Sogeparc (Fin) 1	575	584
Sopra 2	301	300
Steph.Kelian # ◆	92	92
Sylea 2	515	512
Teisseire-France ◆	203	203
TF1-1	472,80	474,50
Thermador Hold(Ly)	457	457
Trouvay Cauvin 2#	134	130
Unilog 2	320	320
Union Fin.France 1	445	440,20
Via Credit(Banque) ●	136,10	227
Viel et Cie #	151,90	152,50
Vilmorin et Cie#2	357	359,70
Virbac	532	537

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV

Une sélection
Cours de clôture le 24 avril

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actimonétaire C	34922,37	34922,37
Actimonétaire D	31327,44	31327,44
Agepi Ambition (Axa)	108,82	103,64
Amplia ○	109443,19	109443,19
Amplitude Monde D.	663,22	643,90
Antigone Trésorerie	805765	805765
Arbitr. Court Terme	8905,71	8905,71
Asie 2000	607,65	589,95
Associa Première	35368,82	35368,82
Associc	1093,10	1093,10
Atout Amérique	102,43	99,93
Atout Asie	92,15	89,90
Atout Futur C	536,62	523,53
Atout Futur D	521,84	509,11
Aurecic	1393,52	1352,93
Avenir Alizes	1811,07	1775,56
Axa Valeurs PER	145,82	141,57
Cadence 1	1025,67	1015,57
Cadence 2	1032,55	1022,30
Cadence 3	1020,79	[illegible]
Capimonétaire	[illegible]	[illegible]
Capiobig	7548,83	[illegible]
Capitacic ◆	1550,89	[illegible]
Cicamonde	1139,83	[illegible]
Conversis	1600,35	1570,51
Comptavalor	2156,53	2153,30
Crédit Mutuel Capital	1504,55	1475,05
Créd.Mut.Ep.Cour.T.	799,61	799,61
Créd.Mut.Ep.Ind. Cap	94,85	92,31
Créd.Mut.Ep.Ind. Dis	92,58	90,10
Créd.Mut.Ep.J	21220,12	21220,12
Créd.Mut.Ep.long.T.	203,56	198,11
Créd.Mut.Ep.Monde	1064,52	1036,03
Créd.Mut.Ep.Quatre	1071,83	1043,14
Dieze	1595,30	1565,55
Ecocic	1173,74	1139,55
Ecupar	126,34	122,66
Ecur. Actions futur	191,28	185,71
Ecur. Distrimonétaire	10261,33	10261,33
Ecur. Expansion	299460,54	298267,47
Ecur. Géovaleurs	2672,69	2594,84
Ecur. Investissement	159,66	155,01
Ecur. Monepremière ◆	10328,97	10328,97
Elanciel D	122,70	119,13
Elicash ○	866906,11	866906,11
Emergence Poste D.	95,04	92,27
Eparcic	4465,41	4465,41
Eparcourt-Sicav	188,17	187,70
Epargne-Unie	1401,95	1367,76
Eurl Cash capi ◆	9496,31	9496,31
Eurco Solidarité	1185,27	1171,55
Eurocic Leaders	1208,67	1173,47
Eurodyn	1383,20	1349,46
Fonsicav	17920,07	[illegible]
France Garantie	269,33	[illegible]
France Obligations	444,10	[illegible]
Francic	501,04	[illegible]
Francic Pierre	110,02	106,82
Francic-Régions ◆	1387,85	1347,43
Gestilion	18200,86	18200,86
HLM Monétaire	17205,96	17205,96
Indicia ◆	1122,52	1094,94
Intensys D	104,80	104,54
Interoblig	5522,41	5467,93
Intersélection Fce	529,60	519,22
Japacic	173,04	168
Jeunepargne	339	333,99
Latitude C	2741,31	2737,20
Lion 20000	15875,79	15875,79
Lion Association	10846,72	10846,72
Lion Institution	36991,11	36898,86
Lionplus	1214,53	1190,72
Lion Trésor	2110,35	2089,46
Livret Bourse Inv.	587,58	570,47
Livret Portefeuil.	756,90	734,85
Méditerranée	207,03	201
Mensuel CIC	10132,50	10032,38
Moneden ◆	84259,88	84259,88
Moné-Dis ○	10261,90	10261,90
Mone.J. ○	10983,80	10983,80
Monévalor	50640,93	50640,93
Mutualité dépôts	16719,55	16686,18
Natio Court Terme	12946	12946
Natio Court Terme2	352069	352069
Natio Epargne	20666,44	20461,82
Natio Ep. Capital	13491,78	13358,20
Natio Ep. Croissance	1917,08	1879,49
Natio Ep. Obligations	196,98	193,12
Natio Epargne Retraite	130,40	127,84
Natio Epargne Trésor	9528,95	9509,93
Natio Epargne Valeur	466,99	457,83
Natio France Index	1034,35	1014,07
Natio Immobilier	1154,80	1132,16
Natio Inter	1676,02	1643,16
Natio Monétaire	5084,76	5079,68
Natio Opportunités	140,28	137,53
Natio Patrimoine	1360,39	1333,72
Natio Perspectives	1156,31	1133,64
Natio Placements	72435,11	72435,11
Natio Revenus	1025,78	1015,62
Natio Sécurité	11607,33	11607,33
Natio Valeurs	913,73	895,81
Nord Sud Dévelop.	1875,80	1872,06
Oblicic-Mondial	3012,47	2967,95
Oblicic-Régions	1087,79	1071,71
Oblifutur	3403,13	3339,68
Oblig. tres caté.	208,74	205,66
Oblilion	1653,63	1637,26
Oblisécurité Sicav	5316,79	5316,79
Oblitys D.	514,35	506,75
Oraction	1421,66	1386,99
Pervalor	597,54	585,82
Plénitude D.	145,33	141,10
Poste Croissance C	3318,86	3315,54
Poste Gestion C	40701,05	40701,05
Première Oblig. C	11968,65	11968,65
Première Oblig. D	11140,27	11134,70
Proficius	949,34	931,64
Rentacic	160,70	158,33
Revenus Trimestr.	5200,11	5148,62
Revenu-Vert	1123,45	1102,50
St-Honoré Pacifique	713,16	680,82
St-Honoré Réal.	18364,85	18291,68
Sécuricic	2111,08	2111,08
Sécuritaux	1696,14	1696,14
Sensivalor	32422,39	32422,39
SEVEA ◆	105,24	102,67
SFI-CNP Assur	702,40	681,94
S.G. France opport. C	1435,44	1407,29
S.G. France opport. D	1402,16	1374,67
S.G. Monde opport. C	925,32	907,18
S.G. Monde opport. D	925,32	907,18
Sicav Associations	2242,54	2242,54
Sicav 5.000	486,29	476,75
S.I. Est	1129,80	1096,89
Sivafrance	784,18	768,80
Sivam	411,20	403,14
Sivarente	220,02	215,71
Sivinter	497,70	487,94
Sogenfrance C	1338,43	1312,19
Sogenfrance D	1251,10	1226,57
Sogépargne	302,84	299,84
Sogevar	1093,10	1071,67
Soginter	1567,01	1536,28
Solstice D	2277,01	2271,33
State Street Act. Eur ◆	11935,36	11644,25
State Street Act. France ◆	11539,87	11258,41
State Street Act. Japon ◆	1432,52	1397,58
State Street Act. Monde ◆	949,56	926,40
State Street Activ.Asie ◆	1277,51	1233,89
State Street Alloc.Franc. ◆	1026,62	1016,46
State Street Amér.Latine ◆	597,67	577,26
State Street Emer. Mts ◆	1345,32	1299,38
State Street États-Unis ◆	1214,19	1184,58
State Street OAT Plus ◆	12767,09	12640,68
State Str. Oblig. Monde ◆	972,15	962,52
State Street Spinnaker2 ◆	1189,42	1160,41
State Street Trésorerie ◆	12681,51	12681,51
Stratégie Actions	946,30	909,90
Stratégie Rendement	1616,70	1565,81
Synthesis	13441,04	13177,49
Thésora D	765,75	758,17
Trésor Plus	1589,91	1574,17
Trésor Trimestriel	1016,75	1006,68
Trésoricic	161461,49	161461,49
Trilion	5084,25	5019
Uni-Associations ○	120,88	120,88
Uni-Foncier	1182,70	1153,85
Unifrance	597,35	582,78
Uni-Garantie C	1463,59	1436,30
Uni-Garantie D	1270,44	1246,75
Uni Régions	1380,01	1346,35
Univar ○	284,38	284,38
Univers Actions	1536,87	1499,39
Univers Obligations	1973,02	1936,23
Valorg	2316,65	2314,34
Valreal	32652,19	32635,87
Winterthur St-Honoré	243,16	232,13

SYMBOLES
○ cours du jour; ◆ cours précédent.

AUJOURD'HUI

SCIENCES

PALÉOLITHIQUE Publiée en 1965, la *Préhistoire de l'art occidental* est considérée comme l'œuvre majeure d'André Leroi-Gourhan et la bible de toute une génération de chercheurs. En nous donnant des clés pour comprendre l'art des chasseurs du paléolithique, l'ethnologue balayait par la même occasion les théories échafaudées avant lui. ● CET OUVRAGE capital vient d'être réédité. Pour l'occasion, il a été mis à jour et complété par Brigitte et Gilles Delluc, deux anthropologues, anciens élèves du préhistorien. ● LES INTERROGATIONS des chercheurs sur la signification de l'art pariétal sont parfaitement illustrées par le débat autour de la grotte de Niaux, à laquelle Jean Clottes vient de consacrer un ouvrage. Un fac-similé de ce « sanctuaire » magdalénien constitue le clou du parc pyrénéen de l'art préhistorique, ouvert dans le département de l'Ariège.

L'« évangile » de la préhistoire revu par des élèves d'André Leroi-Gourhan

Trente ans après sa parution, l'ouvrage magistral du grand anthropologue, aujourd'hui un peu contesté, a été enrichi des découvertes les plus récentes



PRÉHISTOIRE DE L'ART OCCIDENTAL/ED. CITADELLES-MAZENOD.

Grottes de Lascaux.

LA RÉÉDITION est de taille. L'ouvrage magistral d'André Leroi-Gourhan avait été publié une première fois en 1965. Une mise à jour avait été faite par l'auteur en 1971. Aujourd'hui, grâce à deux anciens élèves du professeur au Collège de France, Brigitte et Gilles Delluc, tous deux anthropologues et historiens de la préhistoire, le volume est augmenté, complété par les découvertes les plus récentes. Cinquante et un nouveaux sites y sont décrits et analysés, quatre-vingt-onze sont réactualisés. La grotte Cosquer (Bouches-du-Rhône), « inventée » en 1991, ou la grotte Chauvet à la Combe-d'Arc (Ardèche), découverte en décembre 1994, figurent parmi les « nouveautés ». De nombreuses photos inédites ont été ajoutées, qui permettent de (re)découvrir des œuvres qui sont, pour la plupart, de la main de vrais professionnels. Incontestablement, des artistes à part entière : les premiers de l'histoire de l'humanité.

Si, aujourd'hui, tout le monde est d'accord là-dessus, leur interprétation est loin de faire l'unanimité. Et c'est ici que cette réédition est capitale. André Leroi-Gourhan avait revu une partie de ses théories. *« L'écheveau est embrouillé et j'avoue que j'ai parfois perdu le fil conducteur »*, reconnaissait-il. Aussi avait-il lui-même amorcé quelques repentirs dans la réédition de 1971. Brigitte et Gilles Delluc sont allés plus loin. Sans vouloir retoucher une œuvre figée par la mort de l'auteur (en 1986), ils sont discrètement intervenus pour indiquer, ici et là, l'état de la recherche contemporaine. *« La pensée de Leroi-Gourhan est intacte,* précisent néanmoins les deux historiens. *Nous avons étudié, après lui, de nombreuses grottes. Nous sommes arrivés aux mêmes conclusions. Aussi n'avons-nous pas eu à retoucher le corps du texte, qui est republié intégralement. Nous avons seulement atténué certains points. Mais ces interventions sont toujours visibles, entre crochets. »*

A la fin des années 50, s'appuyant sur des études de terrain minutieuses, André Leroi-Gourhan élabora un système radicalement différent de ceux proposés par le totémisme et le structuralisme. Plutôt que de spéculer sur les improbables motivations des chasseurs du paléolithique, il montra qu'il existe une structure dans l'ornementation de chaque grotte. Chacune d'entre elles semblait en effet conforme à un modèle général renvoyant à une structure mentale.

Dans ces grottes, trois parties. Les entrées sont marquées par des signes, points et traits. Ensuite on trouve des panneaux centraux où l'on distingue des animaux dominants (bisons, chevaux) au centre, et des animaux secondaires (mammouths, bouquetins, cervidés) sur le pourtour. Dans les fonds, les modèles sont repris en mineur. En outre, les animaux et les signes sont affectés d'une valeur sexuelle : bisons et signes pleins (ronds, carrés, fissures dans le mur) sont féminins ; chevaux et signes minces (points, barres, bâtonnets) sont masculins. Ce système de représentation symbolique envisage donc deux groupes antagonistes et complementaires (comme le yin s'oppose au yang). Vers la fin de sa vie, Leroi-Gourhan apercevait, cependant, les limites d'un tel systématisme.

Si l'importance de la grotte elle-même, de la répartition des animaux, de la localisation des fissures, n'est pas remise en cause, certains doutent, en effet, qu'un même système puisse s'appliquer, sans variation, sur une période aussi longue que le paléolithique (25 000 ans). N'y aurait-il pas plutôt un buissonnement d'explications en fonction des époques, des lieux, voire des cérémonies ? Un même symbole ne peut-il pas changer de signification au cours des âges ? Les animaux représentés sont-ils de purs symboles ?

Un préhistorien, Jean Clottes, auteur d'une étude sur la grotte de Niaux (Ariège), a montré des représentations paléolithiques de bisons à un éthologue, spécialiste du bison européen. Ce dernier a caractérisé du premier coup d'œil les animaux : sexe, âge, état (blessé, mort, gravide, etc). Si chaque animal est ainsi individualisé, peut-il être un stéréoptype interchangeable ? Enfin, s'il y a sans doute, à la base de ces représentations, une conception religieuse du monde, son interprétation n'a t-elle pas énormement varié au fil de cette interminable période ?

IMAGES DE TRANSE ?

La chronologie des styles élaborée par Leroi-Gourhan est également remise en cause. Ce dernier a voulu faire coïncider styles et datation. Il voyait quatre styles (I, II, III, IV et même IV bis) se succéder chronologiquement. Avec des balbutiements, une maîtrise qui s'affirme, un apogée, un académisme et une décadence, le tout étalé sur vingt mille ans. Brigitte et Gilles Delluc sont aujourd'hui réservés sur ce système, dans lequel ils ne voient plus qu'une simple *« grammaire stylistique »*.

« On distingue bien un système ancien avant Lascaux, la période de Lascaux et puis le magdalénien, reconnaissent-ils. *Les préhistoriens d'aujourd'hui préfèrent parler le langage de l'archéologie plutôt que celui de l'histoire de l'art. »* Jean Clottes est encore plus dubitatif : *« Un système unique courant sur 25 000 ans me semble impossible. Je pense qu'il y a beaucoup de débuts, d'apogées et de fins. »* Sans doute arrivera-t-on à mieux dater certaines peintures grâces à des techniques comme celle du carbone 14. Mais, si *« nous pouvons connaître le vase et son décor, nous n'en connaîtrons jamais le contenu »*, disait Leroi-Gourhan.

Une nouvelle explication se profile actuellement. Elle est due à un chercheur sud-africain, David Lewis Williams, de l'université de Johannesburg, qui a beaucoup étudié les Bushmen du Kahalari. Le cadre explicatif de cette théorie est le chamanisme. Il part du principe que l'homme du paléolithique a le même système nerveux que nous (c'est un *Homo sapiens sapiens*) et qu'il peut, comme nous, par diverses méthodes (absorption de drogues, jeûne, musique, etc.) parvenir à un état de conscience altérée. Cet état a été pratiqué par les hommes de toutes les civilisations, à toutes les époques, pour avoir des visions et pénétrer dans un monde parrallèle. Là, ils rencontrent des esprits, puissances humaines ou animales, qui vont les aider.

Au moment où le chaman réintègre son corps, il transpose sur le mur de la grotte les visions qu'il a eues pendant sa transe, ce qui renforce le pouvoir qu'il a acquis en « voyageant ». Ces parois elles-mêmes acquièrent un pouvoir. Ces propositions ne sont pas totalement incompatibles avec les théories de Leroi-Gourhan, même si ce dernier, qui a toujours dénoncé l'anachronisme des analogies ethnologiques par-delà les siècles, refusait ce genre de rapprochement.

L'« évangile » de la préhistoire peut-il être remis en cause ? En dépit des « hérétiques », il nous aura appris deux ou trois choses : ces grottes sont des sanctuaires, elles sont choisies en fonction du sacré. Il y a des maîtres dans cette première histoire de l'art. Les travaux de ces vrais professionnels sont des aboutissements. Même si ces œuvres restent à des années-lumière de notre compréhension, elles parlent aujourd'hui à notre sensibilité.

Emmanuel de Roux

★ ***Préhistoire de l'art occidental*, par André Leroi-Gourhan, Brigitte et Gilles Delluc, préface d'Yves Coppens. Citadelles et Mazenod éd., 620 p., 950 F (jusqu'au 30 juin), 1 130 F ensuite.**
★ ***La Nutrition préhistorique*, par Gilles et Brigitte Delluc et Martine Roques, Pilote 24 éd., 224 p., 150 F.**

Une personnalité fascinante

Près de dix ans après sa disparition, la personnalité de Leroi-Gourhan fascine toujours le monde de la préhistoire internationale. Cette fascination tient à l'ampleur de la pensée du célèbre chercheur, qui brasse des sciences diverses – biologie, paléontologie, archéologie, technologie, philologie, ethnologie et histoire des religions –, le tout au service d'une rigoureuse méthodologie mise en application sur le terrain. Les sites de Pincevent (Seine-et-Marne) et d'Arcy-sur-Cure (Yonne), étudiés par ses soins, restent des modèles. Enfin, avec son livre *Préhistoire de l'art occidental*, les anciennes interprétations des peintures rupestres avaient été définitivement balayées.

Totémisme et structuralisme

Avant qu' André Leroi-Gourhan n'écrive *Préhistoire de l'art occidental*, les interprétations des peintures rupestres étaient de plusieurs ordres :

● le premier, élaboré au début du XXe siècle, reposait sur une théorie simpliste de l'art pour l'art : les chasseurs du paléolithique ornaient leurs abris de peintures comme d'autres, plus tard, accrocheraient des tableaux dans leurs salons ;

● cette vision anachronique fut vite abandonnée au profit du totémisme, défendu par Salomon Reinach : les animaux représentés sur la paroi des grottes sont ceux avec lesquels l'homme – le groupe, la tribu – se sent des affinités, ceux avec lesquels il s'identifie et qu'il n'a pas le droit de tuer ;

● entre les deux guerres, l'abbé Breuil verra dans ces dessins des rites de chasse. On dessine un prédateur pour se débarrasser de lui, on crible un bison de flèches imaginaires pour mieux s'en emparer. Ces rites magiques doivent aussi favoriser la multiplication du gibier. Cette théorie a été admise pendant un demi-siècle.

La grotte de Niaux divise les préhistoriens sur l'interprétation de ses peintures magdaléniennes

Les analyses ne permettent pas de dater l'ensemble de façon précise

*« **ICI J'HAY PERDU** mon pucelage à l'âge de treize ans. »* Au fond d'un boyau souterrain, à près d'un kilomètre de l'entrée de la grotte de Niaux (Ariège), on remarque cet aveu inscrit sur une paroi, dans une graphie du XVIIIe siècle. On sait que l'endroit était régulièrement fréquenté à cette époque. Plus tard, ce sera, pour les curistes, nombreux à Tarascon-sur-Ariège, un but de promenade. On explorait les ténèbres torche à la main. Frissons garantis. De nombreux graffitis attestent de ces visites.

Pourtant, curieusement, les peintures pariétales sont à peine mentionnées par les visiteurs. Il faudra attendre 1906 pour qu'un militaire en vacances, le commandant Molard, accompagné de ses deux fils, repère les dessins rupestres. Un spécialiste de la préhistoire est alors alerté. Emile Cartailhac authentifie ces vestiges. Jean Clottes consacre aujourd'hui un bel ouvrage à cette grotte qu'il connaît particulièrement bien, à sa découverte et à son exploration, menée avec une légèreté qui, on l'espère, ne serait plus de mise aujourd'hui. Des imprudences répétées ont perturbé l'environnement climatique et écologique de ces espaces souterrains. Des vestiges capitaux, comme ces traces de pas humains sur le sol sableux, ont été définitivement effacés. Surtout depuis 1906. Sans parler des dégradations naturelles – ruissellement – qui ont aminci les couches picturales.

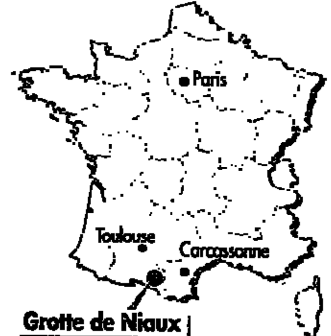
« Un historique tel que celui de Niaux devrait nous enseigner la modestie. [Ici] *diverses mésaventures eurent pour origine des décisions prises avec le désir de bien faire, mais qui se révélèrent malencontreuses. Nous ne sommes pas moins exposés à de telles erreurs de jugement que nos prédécesseurs »*, écrit Jean Clottes.

EN FAC-SIMILÉ

Afin de protéger le site, celui-ci est simplement entrouvert aux visiteurs. Onze groupes, de vingt personnes au maximum, y sont admis chaque jour. Le département de l'Ariège a décidé de créer à proximité de Tarascon-sur-Ariège *« un parc pyrénéen de la préhistoire »*, qui offrirait aux visiteurs la reproduction en fac-similé de la grotte de Niaux. En août 1994, les portes du parc se sont ouvertes et 40 000 curieux s'y sont engouffrés pendant trois mois, pour assister aux projections de fac-similés des originaux. Après une fermeture hivernale, au cours de laquelle des retouches assez importantes ont été apportées aux implantations initiales, le parc a ouvert à nouveau ses portes au début du mois d'avril.

Le projet a été piloté par Jean Clottes, qui n'a pas pour autant abandonné la grotte, où il poursuit l'étude minutieuse des trouvailles que recèlent ces deux kilomètres de souterrains : empreintes, dessins, signes. C'est au fond d'une de ces galeries que fut découverte l'image d'une belette – plus grande que nature, avec ses quarante-six centimètres de long – campée d'un trait incisif. Une abondance de marques diverses, points, traits, barbelés, diversement associés, ponctuent la topographie du lieu.

La grotte constitue-t-elle un ensemble homogène et délibérément construit, comme le soutient Denis Vialou, qui reprend les approches structuralistes de Leroi-Gourhan ? Jean Clottes est beaucoup plus prudent. Pour lui, les animaux représentés ne relèvent pas du seul ordre symbolique, mais sont aussi identifiables par leur âge et par leur sexe. *« Même si les représentations animales ont une valeur symbolique, et font partie d'un bestiaire, rien ne nous dit que les thèmes "femelle morte", "jeune immobile" ou "mâle chargeant" n'avaient pas pour les magdaléniens une valeur discriminante essentielle, jusqu'à présent négligée, et qui reste à explorer plus à fond »*, dit-il.



HYPOTHÈSES NON CONFIRMÉES

La datation des peintures l'amène, là encore, à prendre quelques distances avec Leroi-Gourhan. Récemment, trois datations de dessins par radiocarbone ont été réalisées à Niaux. Les deux premières indiquent une exécution entre 12 900 et 13 000 avant J.-C. (à deux cents ans près), soit à l'époque du magdalénien final. Une troisième analyse faite à partir de l'effigie d'un bison donne une date plus ancienne d'un millénaire (13 850 av. J.-C.). *« L'hypothèse de Leroi-Gourhan d'un ensemble homogène rapidement réalisé à un moment du magdalénien moyen n'a pas été confirmée »*, soutient Jean Clottes, qui penche pour une réalisation des peintures plus étalée dans le temps. Mais les échantillons analysés sont trop limités pour que des conclusions définitives puissent être tirées.

L'organisation spatiale des dessins de Niaux et leur signification opposent encore Jean Clottes à Leroi-Gourhan et Denis Vialou. *« A vouloir que tout soit construit ou sanctuarisé, on court le danger d'aller trop loin et de présenter comme des faits établis ce qui n'est que supputations, surtout lorsque les bases de l'analyse ne sont pas toujours bien assurées et que la subjectivité intervient à toutes ses étapes. »*

Sans vouloir donner de réponses formelles, Jean Clottes semble se rattacher aux thèses avancées par D. Lewis-Williams, l'ethnologue sud-africain qui a mis en évidence le rôle chamanistique de tels dessins. Mais il conclut avec prudence : *« Quels que soient les arguments invoqués, nous n'aurons jamais la preuve formelle de tout cela, chacune de ces idées pourra être controversée et le sera sans doute. »*

E. de R.

★ ***Les Cavernes de Niaux*, par Jean Clottes, Le Seuil Ed., 180 p., 390 F.**
★ ***Niaux, une construction symbolique magdalénienne*, par Denis Vialou, Ars Praehistorica.**

هكذا من الأصل

Aimé Jacquet joue sa dernière carte contre la Slovaquie

Une nouvelle contre-performance de l'équipe de France de football devrait coûter sa place au sélectionneur. En cinq rencontres, le bilan offensif des Bleus est maigre : deux buts seulement ont été marqués

L'équipe de France de football entame face à la Slovaquie, mercredi 26 avril à Nantes (20 h 45 sur TF 1), les matches retour des éliminatoires du championnat d'Europe de 1996, qui se disputera en Angleterre. Après une série de déceptions (dont quatre matches nuls par zéro à zéro), les Français se trouvent dans l'obligation de gagner s'ils veulent préserver leurs chances de qualification. Leur sélectionneur, Aimé Jacquet, fortement critiqué après le dernier 0-0 en Israël, joue également sa place sur le résultat de ce match. Nommé le 17 décembre 1993, en remplacement de Gérard Houllier, après le traumatisme de l'élimination pour la Coupe du monde 1994 aux Etats-Unis, l'ancien entraîneur de Bordeaux n'a pas encore su forger une personnalité à la sélection nationale, ce que lui reprochent de plus en plus ouvertement certains grands anciens tels que Michel Platini.

NANTES
de notre envoyé spécial

Sur la pelouse du vieux stade Marcel-Saupin, Aimé Jacquet s'époumone pour transfuser aux joueurs un peu de son entrain. Il semble à son aise, là, au milieu des exercices d'entraînement de son équipe de France. Moins gêné que face aux journalistes qui le forcent à de douloureuses introspections, qui l'acculent à une sincérité navrée. Moins isolé que parmi ses pairs du football professionnel qui le critiquent ou le soutiennent en guettant sa chute. Moins impuissant que sur son banc de touche, lorsqu'il regarde s'effondrer les espoirs d'un jeu qu'il n'a pas réussi à étayer.

EURO 96

Depuis que les Bleus ont pris leurs quartiers dans une abbaye du sud de Nantes, pour un stage de préparation qui rompt avec les coutumes de Clairefontaine, Aimé Jacquet paraît même moins tourmenté. Comme si l'ancien footballeur-ouvrier de l'AS Saint-Etienne et de Creusot-Loire respirait mieux en province loin des complots de la Fédération et des critiques *« parisianistes »*. Comme s'il cherchait à goûter au maximum les maigres plaisirs d'une carrière de sélectionneur dont les jours semblent comptés.

Car, mercredi soir, dans le stade de la Beaujoire, s'ouvre la série des matches sans retour. Toute nouvelle désillusion, défaite ou match nul à domicile, coûterait à l'équipe de France la plupart de ses espoirs de qualification pour l'Euro 96. *« Dans ce cas, je sais ce qui m'attend »*, dit Aimé Jacquet. Les dirigeants du football français se laisseraient dicter par un nouvel échec les décisions qu'ils ont refusé de prendre à temps. Déjà, derrière la façade de l'union sacrée, Claude Simonet, le président de la Fédération française de football (FFF), laisse planer des menaces implicites sur l'avenir du sélectionneur. Noël Le Graët préfère, lui, invoquer les responsabilités des joueurs. Le président de la Ligue n'en réfléchit pas moins à des nouvelles structures d'encadrement de l'équipe de France, qu'il refuse de laisser assimiler à une préparation de l'après-Jacquet.

Face aux rumeurs, aux critiques de Michel Platini, aux offres de service de Jean Tigana ou de Rolland Courbis, le sélectionneur entend se maintenir grâce à une série de victoires. Mais au point où il en est, il avoue qu'il préférerait, en cas de catastrophe, une défaite à un cinquième 0-0 en six matches. *« Qu'on ne me parle plus de ce score,* dit-il. *Les 0-0 sont les résultats les plus mortels pour un sélectionneur. On ne sait pas quel langage tenir avec les joueurs qui pensent qu'ils ont bien fait, ni quelle attitude avoir vis-à-vis de l'extérieur. »*

Aimé Jacquet explique ainsi les décalages entre ses déclarations satisfaites d'après-match et le spectacle indigent du terrain. Son souci permanent de protéger ses footballeurs semble primer sur toute considération personnelle, notamment celle de préserver son image. *« De toute manière, on n'échappe pas aux réputations toutes faites dans ce milieu. On m'avait collé une étiquette d'entraîneur défensif au temps où j'entraînais Bordeaux, et on continue à me considérer ainsi aujourd'hui alors que j'aligne l'équipe de France la plus offensive depuis des années. »*

REMANIEMENT PARTIEL

Reste à savoir pourquoi cette formation censée être construite pour l'attaque ne parvient pas à marquer de buts. Tout en réfutant les procès d'intention et les critiques malveillantes, le sélectionneur reconnaît là une part de responsabilité. *« Je fais le sale boulot,* dit-il. *Il faut que j'arrive à mélanger la génération de joueurs qui s'en vont peu à peu et celle des jeunes qui disputeront la Coupe du monde de 1998. Pour l'instant mon brassage n'a rien donné. A Nantes, il faut que j'arrive à créer, à déclencher quelque chose. »*

Aimé Jacquet pensait que le puzzle finirait par s'assembler en Israël. Après l'échec de Tel-Aviv, il tentera donc de trouver ce *« quelque chose »*, face aux Slovaques, dans un remaniement partiel de son effectif. Mais l'arrivée dans le groupe de deux milieux récupérateurs supplémentaires – Didier Deschamps et Vincent Guérin – ne laisse guère augurer un changement profond d'un système beaucoup moins audacieux que le sélectionneur veut bien le croire. Pourquoi cette combinaison fonctionnerait-elle, alors que toutes les autres ont échoué ? Malgré les enseignements d'un récent France-Bulgarie, Aimé Jacquet croit surtout aux vertus motivantes des situations extrêmes. *« En France, c'est souvent dos au mur que l'on se surpasse »*, dit-il.

Jérôme Fenoglio

Victoire obligatoire

Troisième du groupe 1, à 4 points de la Roumanie et à 2 points d'Israël, l'équipe de France semble d'ores et déjà avoir perdu toute chance d'en arracher la première place. Pour se qualifier pour le championnat d'Europe de 1996, il ne lui reste plus qu'à obtenir le deuxième rang, en sachant que, sur les huit groupes éliminatoires, seuls les six meilleurs seconds iront automatiquement en Angleterre. Les deux autres devront se disputer le quinzième billet lors d'un match d'appui sur terrain neutre. Une défaite des Français à Nantes annihilerait pratiquement les espoirs de deuxième place. Mais un nouveau match nul serait à peine moins catastrophique : il les condamnerait au mieux à ne plus viser que cette rencontre de barrage à l'issue aléatoire.

Le parcours des Bleus

● **Matches joués.**
Slovaquie-France (17 septembre): 0-0; France-Roumanie (8 octobre): 0-0; Pologne-France (16 novembre): 0-0; Azerbaïdjan-France (13 décembre): 0-2; Israël-France (29 mars): 0-0.

● **Classement du groupe 1.** 1. Roumanie, 11 pts (+5); 2. Israël, 9 (+3); 3. France, 7 (+2); 4. Slovaquie, 5 (+2); 5. Pologne, 4 (-1); 6. Azerbaïdjan, 0 (-11). *Entre parenthèses, la différence de buts.*

● **Matches retour à jouer.**
France-Slovaquie (26 avril); France-Pologne (16 août); France-Azerbaïdjan (6 septembre); Roumanie-France (11 octobre); France-Israël (15 novembre).

Le base-ball américain se met en quatre pour son public

ATLANTA
correspondance

Ces dernières nuits, un rêve étrange hante le sommeil du base-ball américain. Il se voit retrouver enfin le chemin des stades, après une grève étirée sur 234 jours. Il aperçoit ses joueurs et les propriétaires se renvoyer de pénibles sourires crispés. Mais le songe se fait cauchemar à la vue des gradins. En lieu et place des spectateurs, il n'aperçoit que des sièges vides.

L'image est à peine forcée. La saison 1995 débute enfin, mercredi 26 avril. Le différend entre les joueurs et les propriétaires sur la réglementation des salaires a été partiellement réglé (*Le Monde* du 4 avril). Mais l'incertitude demeure quant à la réaction du public. La rumeur le dit lassé par une grève aux contours parfois indécents. A vouloir éprouver trop longtemps la patience de ses fans, le premier sport américain aurait fini par en perdre son crédit. Une impression confirmée à plusieurs reprises par l'avalanche de sondages publiés dans la presse. A Atlanta, le principal quotidien de la ville a creusé la question auprès de 3 000 de ses lecteurs. Résultat : 70 % des personnes interrogées affirmaient avoir perdu l'envie de se rendre au stade. Même si le billet leur était offert.

La menace semble prise très au sérieux par les dirigeants de la Ligue majeure de base-ball. Ces dernières semaines, ils ont déployé des trésors d'imagination pour retrouver grâce aux yeux de leur public. Ils ont cogné à la porte de l'une des agences de publicité les plus créatives de la Côte ouest, la suppliant de découvrir les mots justes pour convaincre les spectateurs. Il leur en a coûté plus de 50 millions de francs. Mais le slogan de la campagne, *« Bienvenue au spectacle »*, leur semble judicieux et fort à propos. *« Il nous faut expliquer aux fans qu'ils feront désormais vraiment partie de la fête »*, explique Joe Schrier, le vice-président du marketing des California Angels.

Transmis à chacune des équipes, le message a obtenu un écho inattendu. A Montréal, l'équipe des Expos a fait savoir à ses supporters que les billets de deux rencontres seraient vendus la moitié de leur prix. A Chicago, un tirage au sort a désigné neuf spectateurs invités à descendre sur le terrain pour serrer les mains des joueurs. A San Diego, les dirigeants des Padres ont promis de célébrer l'ouverture de la saison par une vaste distribution de cadeaux dans les rues de la ville. A Kansas City, l'entrée générale sera gratuite pour les quatre premiers matches joués par les Royals. Un geste que le président de l'équipe a accompagné de ces mots enjoués : *« C'est la meilleure preuve que nous puissions vous donner, cher public, de l'affection que nous vous portons. »*

Rien de tout cela n'est prévu à Cincinnati. *« L'argent qu'il nous reste après cette douloureuse grève, nous allons le dépenser sur le terrain,* a sobrement prévenu le président des Reds. *Le mieux que nous puissions vous offrir est de composer une équipe compétitive. »* Une idée qui n'est sûrement pas la plus sotte.

Alain Mercier

RÉSULTATS

FOOTBALL
COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS
Eliminatoires

GROUPE 1

Zimbabwe-Malawi	1-1
Zaïre-Cameroun	2-1

Classement : 1. Zimbabwe, 9 pts ; 2. Zaïre, Malawi, 7 ; 4. Cameroun, 3 ; 5. Lesotho, 2.

GROUPE 2 :

Sénégal-Togo	5-1
Libéria-Tunisie	1-0

Classement : 1. Libéria, 8 pts ; 2. Sénégal, 7 ; 3. Tunisie, Togo, 5 ; 5. Mauritanie, 3.

GROUPE 3 :

Ghana-Niger	1-0
Congo-Sierra Leone	0-2

Classement : 1. Ghana, 10 pts ; 2. Sierra Leone, 8 ; 3. Congo, 4 ; 4. Gambie, 3 ; 5. Niger, 3.

GROUPE 4 :

Tanzanie-Egypte	1-2
Soudan-Algérie	2-0
Ethiopie-Ouganda	0-0

Classement : 1. Egypte, 8 pts ; 2. Algérie, 7 ; 3. Tanzanie, Ouganda, Soudan, 6 ; 6. Ethiopie, 5.

GROUPE 6 :

Angola-Guinée	3-0
Botswana-Mozambique	0-3
Mali-Namibie	2-0

Classement : 1. Mozambique, Angola, 10 pts ; 3. Mali, 9 ; 4. Guinée, 8 ; 5. Namibie, 4 ; 6. Botswana, 1.

HOCKEY SUR GLACE
CHAMPIONNAT DU MONDE

GROUPE A

Italie-Allemagne	2-1
Canada-Suisse	5-3

Classement : 1. France, Canada, Russie, Italie, 2 pts ; 5. Suisse, Allemagne, 0.

GROUPE B

Etats-Unis-Autriche	5-2

Classement : 1. Suède, Etats-Unis, République tchèque, 2 pts ; 4. Autriche, Finlande, Norvège, 0.

VOILE
COUPE DE L'AMERICA
Finale des défenseurs
Coupe Citizen : *Young-America* bat *Stars-and-Stripes* de 52 s.
Classement : 1. *Stars-and-Stripes, Young-America*, 5 pts ; 3. *Mighty-Mary*, 4.

■ **RUGBY : Patrick Sébastien a été nommé président de la section rugby de Brive.** L'artiste de variétés a été désigné par Jean Dupuy, président général du Club athlétique omnisports de Brive-Corrèze, en remplacement de Jean-Jacques Gourdy, démissionnaire (*Le Monde* du 5 avril).

Les « hockeyeurs smicards » français rivalisent avec l'élite mondiale

Aux championnats du monde, en Suède, la France tente de se maintenir dans le groupe A

« RECRUTE HOCKEYEURS de bon niveau aimant poulet, dinde et volatiles de basse-cour en tout genre. » Six mois après la flambée médiatique des Jeux olympiques d'Albertville, les clubs perclus de dettes et leurs joueurs chômeurs prennent l'offre d'emploi pour une provocation. Comment, au milieu de cette cascade de dépôts de bilan, de redressements fiscaux et de naufrages annoncés, résultats d'années de gabegie financière, peut-on encore oser embaucher un joueur ? Sans parler du corollaire qui classe d'office l'avis de recherche au rang des plaisanteries de mauvais goût. A la fin de l'année 1992, le hockey sur glace va mal et l'on n'a pas le droit d'en rire.

Trois ans plus tard, l'équipe de Brest, née de cette « plaisanterie », vient de disputer la finale du championnat de France et quatre de ses joueurs ont été présélectionnés pour les stages préparatoires aux championnats du monde qui ont lieu du 23 avril au 7 mai en Suède. *« On m'a pris pour un farfelu, mais l'expérience a prouvé que j'étais dans le vrai. »* Président du groupe agroalimentaire breton Doux (maison mère du célèbre Père Dodu) et grand amateur de hockey, Briec Bournoure a toujours refusé d'associer son label à l'un de ces clubs qui gèrent si mal les mannes accordées par les villes et les sponsors locaux. Pour lui, le hockey *« doit cesser d'être un sport d'employés municipaux »*. Il a voulu montrer la voie en créant sa propre équipe dont les joueurs, salariés de son groupe, plument des poulets le jour avant d'aller s'entraîner le soir. Aujourd'hui, Brest et son budget ridicule – un million de francs pour les frais de fonctionnement – est cité en exemple, mais ne peut rester qu'un cas unique. Il paraît aujourd'hui impensable, vu l'intérêt généré par ce sport en crise de croissance, de trouver un Père Dodu à marier à chacun des huit clubs qui forment le nouveau championnat Elite. Même si, dans les bureaux de la Fédération française des sports de glace (FFSG), on se prend à rêver à des mécènes passionnés appliquant à grande échelle la théorie bretonne du joueur-ouvrier.

LES AFFRES DE LA RECONVERSION

Sommés d'assainir leurs comptes sous peine de disparaître (Rouen et Reims, par exemple) ou ressurgis des cendres d'un dépôt de bilan rédempteur (Gap, Chamonix, Amiens ou Grenoble), les autres clubs ont fait leur révolution. Leurs budgets, allégés, oscillent entre 5 (Chamonix) et 10 millions de francs (Rouen), selon leurs performances et les moyens des collectivités locales et des sponsors régionaux.

Les salaires des joueurs ont été revus à la baisse. *« Avant 1992,* explique Jean-Claude Ducable, président des Dragons de Rouen, champions de France depuis quatre ans, *tous les clubs ont cru à la réussite du hockey et ont investi inconsidérément. Il y a eu une flambée des salaires, du recrutement et aussi des pratiques illégales, puisqu'on oubliait systématiquement de cotiser à l'Urssaf. A l'époque, on pouvait verser 400 000 francs d'honoraires par an à un joueur. Et puis le soufflé est retombé. »* Les héroïques quarts de finaliste d'Albertville ont retrouvé l'anonymat d'un championnat abâtardi par la présence de seize clubs de niveaux trop différents, un train de vie de sportifs smicards, l'indifférence des médias et l'ambiance morose de patinoires aux trois quarts vides. *« Quand on nous qualifie de sportifs professionnels, ça fait rire,* dit Franck Pajonkowski. *A Rouen, club le plus riche, le joueur le mieux payé touche 250 000 francs brut par an pour environ quatre-vingts matches. Et à trente-deux, trente-quatre ans, on lui dit* "Merci, au revoir" *et on le jette. Il faut se rendre compte que l'on n'est pas payés jusqu'à la fin de nos jours. Un footballeur, qui gagne par mois ce que nous gagnons par an, peut mettre de l'argent de côté pour sa retraite. »*

La génération des hockeyeurs trentenaires – Christophe Ville, Antoine Richer, Jean-Philippe Lemoine, Franck Pajonkowski ou Petri Ylonen –, auteurs de la méritoire montée dans l'élite mondiale du groupe A en 1991, a trop longtemps cru que le statut de hockeyeur se suffisait à lui-même. *« Ils sont démunis dès que leur carrière s'arrête »*, note André Ville, père de Christophe et membre de la commission de contrôle et de gestion mise en place en janvier pour éplucher les comptes des clubs. *Parmi les internationaux, tous peuvent vivre du hockey en gagnant entre 8 000 et 20 000 francs par mois. Il y a une dizaine d'années, les salaires n'étaient pas assez décents et les joueurs avaient tous un emploi. Ils n'avaient donc pas de problèmes de reconversion. Cette génération est la première qui puisse vivre, même modestement, de son sport. Il faut attendre trois ou quatre ans pour en voir les effets. »*

Beaucoup d'internationaux ont pris les devants. Avec les cent et quelques jours par an de service obligatoire sous la bannière tricolore, la moitié de l'équipe de France cumule petit boulot, poste à responsabilité, études ou formation. Ylonen et Pajonkowski ont ainsi ouvert, à Rouen, un magasin d'articles de hockey, Eric Pinard vend du... vin à Dieppe, sans parler des nombreux joueurs qui font office d'entraîneurs de jeunes dans leurs clubs respectifs. Et, à Brest, les dix-huit « volaillers »-hockeyeurs de l'équipe prient chaque jour pour que demeure intacte la passion de leur président pour un sport qui bat parfois de l'aile.

Françoise Jubin

Le Grand Stade attend une décision d'Edouard Balladur

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE risque de perturber l'organisation de la Coupe du monde de football en France, en 1998. Il reste en effet moins de deux semaines, c'est-à-dire jusqu'au deuxième tour, pour que le traité de concession entre l'Etat et le consortium d'entreprises pour la construction du Grand Stade à Saint-Denis soit signé dans les délais prévus. En raison de la défaite d'Edouard Balladur, cette période est plus propice à la gestion des affaires courantes qu'à la décision d'engager un investissement de 2 milliards de francs, dont 1 milliard de fonds publics, ou de fixer les conditions d'exploitation pendant trente ans d'un stade dont tout le monde s'accorde à dire qu'il sera difficile de rentabiliser ses 80 000 places.

La fin du mois d'avril reste la date butoir fixée par les responsables du projet : le permis de construire doit impérativement être délivré dans les prochains jours pour que l'équipement soit livré comme prévu en novembre 1997, puis mis en service en janvier 1998.

FINALE LE 12 JUILLET 1998

Plusieurs semaines de rodage seront ensuite nécessaires pour que le premier match de la Coupe du monde ait lieu dans de bonnes conditions. Ce sera le 10 juin 1998 : une date qui vient d'être fixée conjointement par la Fédération internationale de football (FIFA) et le comité d'organisation. La finale, quant à elle, aura lieu le dimanche 12 juillet, et non le 14 juillet comme l'auraient souhaité les autorités françaises.

On attendait une signature du traité avant le 23 avril. Le premier ministre, qui a fait le choix de Saint-Denis, puis celui du projet de l'équipe d'architectes Macary-Zublena-Regembal, aurait pu mettre l'aboutissement de ce dossier très public à l'actif de ses deux années de gouvernement. Il semble que, sous la pression du ministère du budget, rien n'ait été fait par Matignon pour accélérer l'accord entre l'Etat et les entreprises Bouygues-SGE-Dumez, désignées pour la concession du Grand Stade. A Bercy, on s'avoue inquiet du risque financier pour l'Etat en raison des garanties accordées aux constructeurs en cas de pertes d'exploitation.

Le traité de concession est prêt aussi bien techniquement que financièrement et juridiquement. Il devrait être imprimé mercredi 26 avril. La décision de le signer appartient donc à Edouard Balladur, mais elle ne constitue plus aujourd'hui le principal souci du premier ministre. Le report de cette signature serait pourtant lourd de conséquences financières, puisque le dépassement des délais autoriserait les entreprises à remettre en cause le traité. Elles pourraient, par exemple, demander aux pouvoirs publics de majorer leur subvention si les travaux devaient être accélérés pour rattraper le retard.

Le prochain gouvernement pourrait difficilement se saisir, avant la fin du mois de juin, du dossier du Grand Stade : sa construction serait alors lancée dans des délais très tendus, la livraison ne pouvant plus intervenir qu'en avril 1998. C'est toute l'organisation de la Coupe du monde de football qui est donc entrée, depuis quelques jours, dans une phase critique.

Christophe de Chenay

TABLE

Une cuisine au goût de sardane

A Perpignan, les mets chantent, et assez souvent dansent, grâce à l'apport des tomates, des piments, de l'ail, de l'huile d'olive et des anchois



LE PRINTEMPS du Roussillon, c'est la frange lumineuse de l'arbre de Judée, les premières glycines, les cognassiers en fleurs, sur fond immobile, voire éternel, du Canigou. Cyprès, oliviers et pins contrastent avec l'infinie richesse, la variété des paysages de la Catalogne. Ce sont les vignes, les vergers d'abricots et de cerisiers, huertas de Perpignan, de Thuir, de Céret, jusqu'aux confins des monts Albères.

Ce paysage est visible au Mas Vermeil, une ancienne exploitation agricole devenue restaurant, entourée de pins et d'une oliveraie. Le Mas Vermeil, avec sa couleur ocre, son patio abrité, sa table aux fruits d'or, tomates et piments, est ancré dans ce terroir, à quelques kilomètres seulement de Perpignan. La variété, c'est le mot qui caractérise le Roussillon. Voici la mer, les lamparos de ses pêcheurs, puis la forêt des Angles, c'est déjà la montagne; et voilà le plat pays de Perpignan, avec ses légumes primeurs. Un microcosme enchevêtré de vignes, qui se donne aux yeux éblouis par la lumière.

La Catalogne française, terre d'élection et d'histoire, se veut à la fois région de passage – depuis Hannibal – et terroir, havre de paix et de lumière qui a toujours attiré peintres et poètes. Perpignan, hier capitale des rois de Majorque, ancienne place forte face à l'Espagne, est la porte ouverte et le seuil entre la Catalogne et l'Europe.

Dans son élégance gothique, voici la cathédrale Saint-Jean, les lumières de Pâques, les fleurs et le « Dévot Christ ». C'est une ville de la Méditerranée, avec ses marchés, ses fêtes, sa vivante jeunesse, la sardane comme affirmation sonore de la tradition conservée. Perpignan la catalane, à Pâques, se souvient lorsque le *régidor* ouvre la procession des « Pénitents de la Confrérie de la Sanch ».

Sur la table de Perpignan, les traditions conjuguées du Roussillon, de la Cerdagne, du pays catalan, ont rassemblé tomates, piment, ail, huile d'olive et anchois. Pure cuisine de Méditerranée, variante d'un ensemble qui comprend Palma de Majorque, Gérone, Barcelone proche et lointaine à la fois. C'est le chemin que nous invite à faire, en ville, Eric Lecerf, au restaurant Le Chapon Fin, avec un menu du terroir catalan.

Ne dit-on pas ici que « les escargots sont des aiguilles pour enfiler le vin »?

Bien d'autres, par ailleurs s'y emploient, et pratiquent ce retour aux origines de la région, comme le Villa Duflot (109, avenue Victor-Dalbiez, Perpignan. Tél.: 68-56-67-67) ou Le Festin de Pierre (7, rue du Théâtre, Perpignan. Tél.: 68-51-28-74). A Paris, avant l'ouverture, très récente de Cobla Café, il n'y avait guère d'ambassade de la cuisine catalane. L'Espace Hérault, jusqu'au départ de Patrick Pagès pouvait y prétendre, et, pendant un bref moment, la Casa Sansa, bien décevante aujourd'hui.

Pour ouvrir l'appétit, ce sont les anchois de Collioure et la tapenade. Puis, en ce temps pascal, c'est l'*esqueixada* de morue à la tomate, un plat de maigre. Les ingrédients d'une telle cuisine, morue séchée, olives, piments, anchois en caques, se trouvent non loin du marché, à l'épicerie Sala ou bien *Aux Bonnes Olives*, chez Marie-Hélène Cardonne. Ce sont boutiques du plaisir odorant, et des vives couleurs. Les primeurs sont la richesse de la cuisine de Perpignan, asperges, fèves, tomates, petits pois, produits d'un art du jardinage et de l'irrigation, qui viennent de la lointaine Valence mozarabe.« Au menu catalan », ce sera un velouté de fèves, petits pois frais du Roussillon et croûtons. « *Il pa y all* », un croûton doré frotté d'ail et d'huile d'olive vierge: « *C'est le pain du paradis* », nous dit Joseph Delteil.

Il faut voir à cette saison, près du marché, l'étal de *L'Escargot du Roussillon* où petits-gris et escargots de montagne seront choisis un à un, pour l'indispensable *cargolade* de la Pentecôte, prétexte à de joyeuses libations : ne dit-on pas ici que « *les escargots sont des aiguilles pour enfiler le vin* »? Notre « menu catalan » nous permettra de goûter la cassolette d'escargots à la catalane, à la juste cuisson, avec l'exquise tomate arômatisée.

Plus consistant est *l'escudella*, nourriture de base, entre pot-au-feu castillan et garbure gasconne, avalanche de viandes, de légumes et de riz. Et cela tient au corps !

Des plats aussi, qui nourrissent la mémoire, comme le civet de sanglier au vin de Fitou, assorti de morceaux de jambon de montagne. Sur le même chemin, ce sera *arroz negro*. Les langoustines auront la texture, la fraîcheur et le fondant des grandes occasions. Le plat pascal régional, le carré d'agneau des Pyrénées en croûte de poivrons, est farci de légumes, de foie d'agneau, de griottes. Un piquemal rouge 1993 (côtes-de-roussillon A.O.C.) accompagnera cette préparation, vin de cépages grenache, carignan et mourvèdre. Ce sont des plats qui nourrissent la mémoire, car le savoir-faire catalan est dans le détail qui ne s'oublie pas, ainsi le perdreau mijoté au vin *rancio* et petites oranges amères. Voilà la touche colorée, qui signe un paysage culinaire.

Port-Vendres apporte – irrégulièrement – les trésors de la Méditerranée, langoustes, supions, baudroies et tous les poissons de la « *bouille* », ici nommée « *all cremat* ». *All y olli*, l'aïoli catalan, au printemps, se consomme avec l'escargot et la saveur des premiers artichauts. La *bullinada* du Barcarès est simplement pourvue de pommes de terre. C'est roboratif et odorant. Le rouget à la catalane est un plat très fin, de poissons et de riz cuits ensemble. La *zarzuela* est un confit de poissons préalablement frits, un mets quelque peu aride !

Pour l'accompagner, un simple vaquer, blanc, vin de pays 100% macabeu. Légumes du marché, arômates, huile d'olive fruitée, voilà ce qu'évoque la cuisine catalane, du rouge vif au jaune safran. Les condiments, l'ail, l'oignon, le pignon, sont les ingrédients obligés, la marque olfactive et gustative d'une civilisation culinaire qui, du Pirée à Barcelone, a posé, ici, l'empreinte perceptible de la Méditerranée.

Il faut saluer la cuisine catalane, qui est toute de visibilité, de fraîcheur modeste grâce à ses légumes, ses poissons, le porc de la montagne et son gibier. Cette diversité constitue une palette exigeante des goûts, que l'on ne saurait transgresser. C'est une tradition qui se transmet de mère à fille, comme la langue vivante catalane et les légendes, ce goût du pays, fait de piment frais, d'oranges amères et de touron. Une couleur de cuisine forte comme le son de la *cobla*, qui appelle à la sardane. Et le bon accent du *rancio*, ce vin de Banyuls, noble et évocateur. La Catalogne accorde un paysage évident avec les goûts, les saveurs où s'enracine la mémoire d'un peuple.

Jean-Claude Ribaut

TOQUES EN POINTE

■ **LE CHAPON FIN.** Eric Lecerf, remarquable « rôtisseur » et ancien de chez Joël Robuchon, propose un menu du terroir catalan à 250 francs, avec un verre de vin différent pour chaque plat proposé : velouté de fèves, rouget en anchoïade, carré d'agneau. La délicate juxtaposition des goûts, la précision de la cuisson, offrent d'ingénieuses retrouvailles avec les saveurs méditerranéennes. Par ailleurs, vaste carte où abondent les poissons. Un « menu de la mer » nous fait souvenir que Port-Vendres, la cité d'Aphrodite, est la porte à cô: Fromages des Pyrénées de qualité, qu'accompagnera un rivesaltes Dom Brial 1973. Les merveilles locales de cette cave sont le domaine du sommelier Georges Pauls. Menu : 250 francs vin compris. A la carte, il faut compter environ 350 francs.

★ Perpignan. 18, boulevard Jean-Bourrat (66000). Tél. : 68-35-14-14. Fermé dimanche et lundi midi.

■ **LE RELAIS SAINT-JEAN.** C'est ici, sans doute, le conservatoire de la cuisine catalane le moins sophistiqué, établi au pied de la cathédrale Saint-Jean. De la terrasse ombreuse, vous admirerez le portail et l'édifice avec ses arcs puissants. Un cadre austère et de bonne tenue et un excellent menu à 120 francs (vin compris), soit salade catalane, chevreau du pays et desserts maison. Lors de notre passage, les poissons du jour étaient : gallets, daurades, sars et sarrans. On pouvait apprécier aussi le « lapin all y olli » ou bien l'épaule d'agneau. Escargots, jambon « serrano » et morues sous diverses préparations étaient de la fête. Menu : 120 francs. Carte : environ 200 francs.

★ Perpignan. 1, cité Bartissol (66000). Tél. : 68-51-22-25. Fermé dimanche et lundi soir.

■ **LE MAS VERMEIL.** Un mas du XVI[e] siècle, construit dans un parc, devenu une exploitation agricole, puis un restaurant. Patio à l'andalouse autour de la fontaine et salles décorées d'azulejos. Cuisine à dominante catalane et menu très soigné à 200 francs : salade safranée de rougets, supions et brandade de morue, avec tomates et fenouil, d'une grande justesse de goût. Puis canard farci aux fèves et soupe de poires. Vin du pays, un sarda-mallet, rouge, 1993, peu coûteux fera l'affaire. Ce mas est un lieu accueillant, où la justesse des prix incite à goûter le paysage, avec d'autant plus de plaisir. Menu : 200 francs. A la carte, environ 300 francs.

★ Perpignan. Route de Canet. Cabestany (66000). Tél. : 68-66-95-96. Tous les jours.

■ **L'ÉCHANSON.** C'est le classique restaurant de l'Hôtel de France. Un monument, sinon désuet, qui a gardé son confort ancien. On y remarque parmi les plats d'un carte banale les classiques de la cuisine catalane : zarzuela de poissons, paella, parillada. Le tout justement accommodé et servi avec beaucoup de courtoisie. Salade de calamars, bien assaisonnée, bourride de lotte, comme sur la côte, anchois très fins au vinaigre de rancio. La cave conserve quelque éclat, les excellents vins des côtes du Roussillon y sont présents. Un relais, quelque peu nostalgique, de calme et de confort, au centre-ville.

★ Perpignan. 16, quai Sadi-Carnot (66000) Tél. : 68-34-92-81. Fermé le dimanche.

■ **COBLA CAFÉ.** Patrick Barboteu est catalan. Installé d'abord rue de la Roquette, au *Basilic Opéra*, il vient d'aménager très soigneusement une brasserie aux couleurs de lumière, sobre espace « à la catalane » muni, au sous-sol, d'un club musical et d'un bar. Ambiance de sardane assurée le week-end ! Disons-le sans détour, même si les poissons ne viennent pas de Port-Vendres, la qualité de cette table est excellente. Nous avons goûté l'effiloché de morue marinée à l'huile d'olive et au vinaigre de banyuls, à la puissance aromatique bien équilibrée ; les anchois de Collioure aux poivrons grillés, d'authentique saveur, et le poêlon de petits gris à la catalane. Le suquet de poisson se présente comme un ragoût de lotte, cabillaud, moules, quelques légumes et croutons, abondant – ici pas de mini-portion – et parfumé. Mais c'est à la « bouillinade des pêcheurs de Collioure au sagi » (lard vieilli) que vont nos suffrages : colin, lotte, moules et supions dans un fumet de poisson puissamment imprégné de l'inimitable saveur du sagi. Une réussite du chef Pascal Porée. Crème catalane pour conclure. Un sarda-mallet, Etiquette blanche 1994, s'impose dans une carte riche des vins de la région. Accueil très courtois. Menu le midi à 76 francs et formule « bouillabaisse », le soir avec apéritif et dessert, à 145 francs. A la carte, compter 200 francs environ.

★ Paris. 20, rue du Louvre (75001). Tél. : (1) 40-20-00-14. Fermé le dimanche.



LIVRES GOURMANDS

● **JOËL ROBUCHON PAR LUI-MÊME.** Joël Robuchon raconte l'enfance d'un chef, puis son parcours de compagnon. Car le cuisinier, en améliorant sa pratique, se perfectionne lui-même. Opinions que partagent les compagnons du Devoir depuis le XVIII[e] siècle. A la double question : qui mange ? que mange-t-on ? ce livre ne semble pas apporter de réponses. Joël Robuchon a pourtant réussi un portrait de société, en livrant les arcanes du métier et quelques fragments savoureux sur ses maîtres (Chapel, Delaveyne) et ceux qui l'ont aidé, tel Jacques Manière (et non Magnère !).

★ *Le Carnet de route d'un compagnon cuisinier*, de Joël Robuchon et Elisabeth de Meurville. Payot, 1995, 95 F.

● **GOURMANDISE ALSACIENNE.** Marc Haeberlin et Elisabeth Scotto, avec tout le talent du photographe Jean Magis, livrent un recueil d'admirables recettes alsaciennes, évocatrices de cette riche cuisine tournée vers l'Europe. La beauté des illustrations et la qualité des textes, mêlés de commentaires, donnent le même plaisir qu'un musicien peut avoir à la lecture d'une partition. A la condition de connaître la musique, naturellement.

★ *L'Alsace gourmande*, de Marc Haeberlin et Elisabeth Scotto. Albin Michel, 1995, 141 p., 240 F.

● **DICTIONNAIRE DE CUISINE.** Après le premier volume *(Gibiers et volailles)* du *Grand dictionnaire de cuisine* d'Alexandre Dumas, préfacé par Régine Deforges, voici le deuxième *(Viandes et légumes)* d'une édition qui en comptera cinq. Geneviève Dormann, qui a publié récemment un excellent *Essai sur la gourmandise* de Guillaume Apollinaire (Albin Michel), signe la préface et souligne la fantaisie et le vagabondage de certains articles de ce dictionnaire, « *qui*, dit-elle, *frisent le surréalisme* ». Mais la précision est une autre vertu de cet ouvrage : « barder », par exemple, c'est « *envelopper de bardes de lard : on barde une volaille, mais on fonce une casserole* » (Courchamps).

★ *Le Grand Dictionnaire de cuisine*, d'Alexandre Dumas. Volume 2, Edit-France, 1995, 452 p., 160 F.

هكذا من الأصل

Lente amélioration

LE SYSTÈME dépressionnaire présent sur la France depuis quelques jours va se décaler vers l'est mercredi provoquant une très lente amélioration du temps sur le pays, sensible surtout à partir de jeudi.

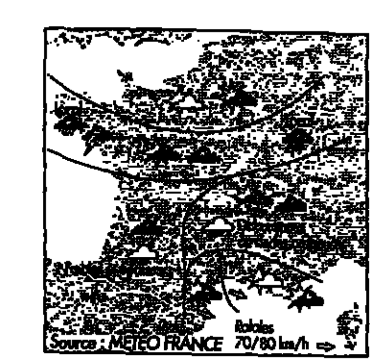
Mercredi matin, le temps sera gris et pluvieux sur l'Aquitaine, la région Midi-Pyrénées, le Limousin, l'Auvergne, Rhône-Alpes et la Côte d'Azur. Les pluies seront faibles en général, mais modérées sur le relief. Les cumulus seront assez importants sur les versants des Pyrénées centrales et ariégeoises. La limite pluie-neige se situera vers 1 800 à 2 000 mètres sur les Alpes et 1 000 mètres sur les Pyrénées.

Sur le Languedoc-Roussillon et la Provence, la tramontane soufflera à 80 km/h en rafales et le ciel sera juste balayé par des nuages élevés. En Corse, le ciel sera variable avec quelques averses. Sur le Nord, la Picardie, la Champagne-Ardennes et l'Ile-de-France, le ciel sera bien nuageux avec des brouillards locaux. Sur la Bretagne, la Normandie, les pays de Loire, le Poitou-Charentes, le Centre, la Bourgogne, la Franche-Comté, la Lorraine et l'Alsace, le temps sera très nuageux avec des pluies discontinues parfois orageuses.

Mercredi après-midi, il y aura une petite amélioration sur l'Aquitaine et la région Midi-Pyrénées, avec l'arrêt des précipitations, mais le ciel des Pyrénées restera bien chargé. La tramontane faiblira un peu à 60 km/h, mais le vent d'ouest se renforcera sur la Corse à 80 km/h. Ailleurs, le ciel restera chaotique avec des risques d'ondées orageuses.

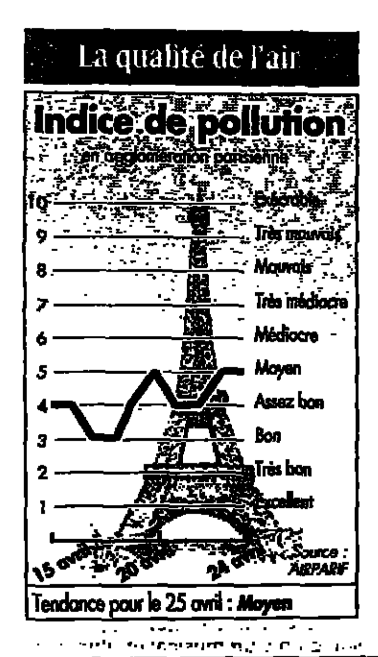
Les températures seront de saison avec le matin entre 8 et 11 degrés sur la moitié nord, entre 6 et 9 degrés sur la moitié sud et jusqu'à 10 degrés sur les côtes méditerranéennes. L'après-midi, il fera doux avec 15 à 18 degrés sur le Nord, la Picardie et la Normandie, 17 à 20 degrés près de la Méditerranée et 12 à 15 degrés sur le reste du pays.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

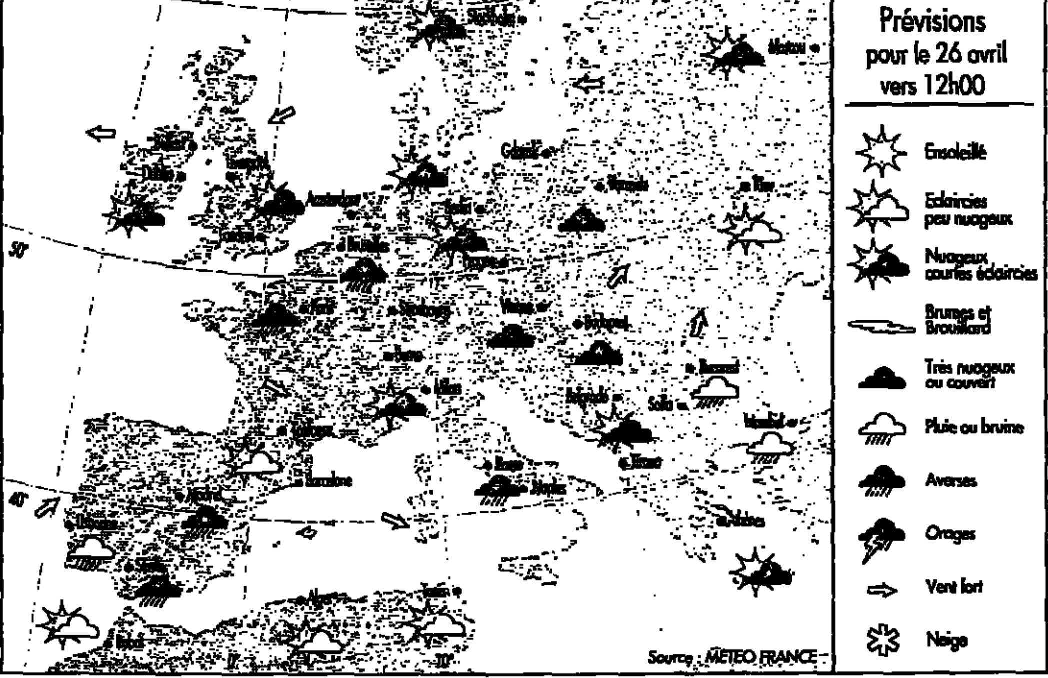


Prévisions pour le 26 avril vers 12h00

La qualité de l'air



Tendance pour le 25 avril : *Moyen*



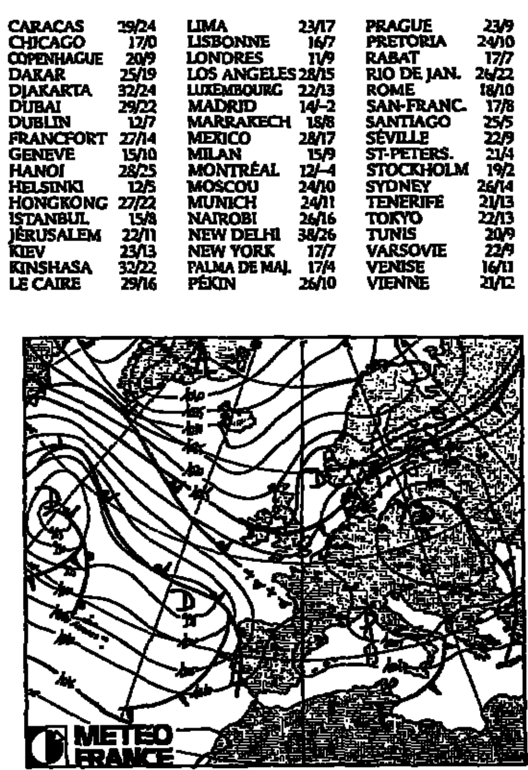
TEMPÉRATURES

du 24 avril 1995 maxima/minima

FRANCE	
AJACCIO	13/8
BIARRITZ	13/9
BORDEAUX	13/8
BOURGES	9/7
BREST	11/8
CAEN	9/8
CHERBOURG	10/8
CLERMONT-F.	10/7
DIJON	12/8
FORT-DE-FR.	30/25
GRENOBLE	14/10
LILLE	11/8
LIMOGES	6/5
LYON, BRON	11/8
MARSEILLE	14/11
NANCY	14/10
NANTES	12/8
NICE	13/11
PARIS	9/8
PAU	12/7
PERPIGNAN	14/8
POINTE-A-PIT.	29/21
RENNES	11/8
ST-D.-RÉUNION	29/23
ST-ÉTIENNE	9/7
STRASBOURG	21/9
TOULOUSE	10/7
TOURS	9/7
ÉTRANGER	
ALGER	17/8
AMSTERDAM	25/12
ATHÈNES	25/13
BANGKOK	36/27
BARCELONE	16/10
BELGRADE	24/13
BERLIN	22/12
BOMBAY	34/25
BRASILIA	28/20
BRUXELLES	16/9
BUCAREST	20/7
BUDAPEST	24/11
BUENOS-AIRES	
CARACAS	29/24
CHICAGO	17/0
COPENHAGUE	20/9
DAKAR	25/19
DJAKARTA	32/24
DUBAI	29/22
DUBLIN	12/7
FRANCFORT	27/14
GENEVE	15/10
HANOI	28/25
HELSINKI	12/5
HONGKONG	27/22
ISTANBUL	15/8
JÉRUSALEM	22/11
KIEV	23/13
KINSHASA	32/22
LE CAIRE	29/16
LIMA	23/17
LISBONNE	16/7
LONDRES	11/9
LOS ANGELES	28/15
LUXEMBOURG	22/13
MADRID	14/–2
MARRAKECH	18/8
MEXICO	28/17
MILAN	15/9
MONTRÉAL	12/–4
MOSCOU	24/10
MUNICH	24/11
NAIROBI	26/16
NEW DELHI	38/26
NEW YORK	17/7
PALMA DE MAJ.	17/4
PÉKIN	26/10
PRAGUE	23/9
PRETORIA	24/10
RABAT	17/7
RIO DE JAN.	26/22
ROME	18/10
SAN-FRANC.	17/8
SANTIAGO	25/5
SÉVILLE	22/9
ST-PETERS.	21/4
STOCKHOLM	19/2
SYDNEY	26/14
TENERIFE	21/13
TOKYO	22/13
TUNIS	20/9
VARSOVIE	22/9
VENISE	16/11
VIENNE	21/12



Situation le 25 avril, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 27 avril, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS *Le Monde*

Le retour de Pétain

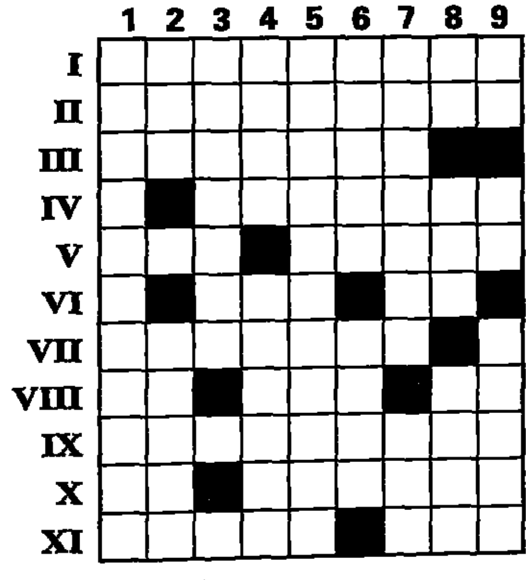
LE PASSAGE en Suisse du maréchal Pétain et son intention de se mettre à la disposition de la justice française passionnent déjà l'opinion. Il ne s'agit certes que de juger un homme, mais un homme sur lequel pèsent les responsabilités les plus écrasantes : toute la lugubre histoire de ces dernières années, le puissant appui, conscient ou inconscient, dont, dès avant la guerre, a bénéficié la *cinquième colonne*, la *démoralisation* du pays, l'armistice de capitulation, le renversement de la République et l'instauration d'une dictature abritée sous le masque dérisoire d'une révolution nationale, la soumission à l'occupant, l'appui officiel donné par la police et l'administration à la déportation des travailleurs, la persécution des juifs, la lutte contre les patriotes, l'appel aux postes les plus importants de l'Etat des agents les plus misérables de l'ennemi, les Brinon, les Marion, les Philippe Henriot, les Darnand, l'ordre donné aux troupes de s'opposer par les armes à la libération de notre empire par nos alliés et nos soldats de la France libre, Dakar, la Syrie, l'Afrique du Nord, et en même temps l'acceptation passive de toutes les violations de l'armistice par l'ennemi, l'occupation de la zone « libre », le désarmement de ce qui subsistait de l'armée française, l'attaque de la flotte à Toulon.

Ces fautes et ces trahisons doivent être jugées, elles ont commencé à l'être, et il n'eût pas été possible que celui qui disposait de l'autorité suprême et qui a revendiqué, devant l'Histoire, toutes les responsabilités de ses décisions fût seul laissé hors de cause. Mais certains persistent à penser que le maréchal Pétain a, dans des conditions difficiles, tout sacrifié – et jusqu'à son propre honneur – pour réduire les épreuves du pays, et son *retour volontaire* ne manquera pas d'être invoqué en faveur d'une telle interprétation. La justice de la France est saisie ; c'est à elle de se prononcer.

(26 avril 1945.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6548



HORIZONTALEMENT

I. A remplacé la lance. – II. Adeptes récents d'un parti. – III. Dans sa légende, il y a à boire et à manger. – IV. Cap, dans le Var. – V. Pronom. N'est pas le premier venu. – VI. Aujourd'hui, c'est Tokyo. Adverbe. – VII. Pièces romaines. – VIII. Mangea comme une vache. Eclate au subjonctif. Dans une série de sept. – IX. Ne sont satisfaits que lorsqu'ils s'en sont mis plein les poches. – X. Article étranger. Fut vainqueur des Madianites. – XI. Provoquer un effondrement. Sigle.

VERTICALEMENT

1. N'aiment pas qu'on leur présente des secrétaires trop jeunes. – 2. Est appelé à plus ou moins bien tourner. Au sud de Moscou. – 3. Endroit où l'on risque de se faire piquer. – 4. Fit un choix. Donne une orientation. – 5. C'est parfois frictionner ceux qui ont une sale tête. – 6. On peut voir au Louvre son champ de bataille. Américaine qui a étudié les problèmes de l'adolescence. – 7. Comme des frères dont on ne peut pas dire que ce sont des fils à papa. Nous amène à quelque chose de nouveau. – 8. Symbole. Preneur de son. Coupure dans un câble. – 9. Un peu d'essence. Est souvent sur la planche. Mouille son lit.

SOLUTION DU N° 6547

HORIZONTALEMENT

I. Lierre. Il. – II. Entières. – III. Serve. Où. – IV. Treille. – V. Et. Elance. – VI. Ecrémera. – VII. Lèse. Ad. – VIII. Bras. Séné. – IX. Ion. Tés. – X. Musicien. – XI. Ex. Oreste.

VERTICALEMENT

1. Leste. Abîme. – 2. Inerte. Roux. – 3. Etre. Clans. – 4. Rivières. Io. – 5. Réelles. Cr. – 6. Er. Lames. Ie. – 7. ENE. Etés. – 8. Iso. Crânent. – 9. Oréades.

Guy Brouty

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **RUSSIE.** A l'intention des touristes fortunés qui souhaitent devenir apprentis cosmonautes, la Russie lance des stages de trois à cinq jours, à la Cité des étoiles, pour la somme de 7 500 dollars *(38 500 francs environ). En option* à cette formation figure un voyage dans un centrifugeur géant qui simule les forces exercées sur l'homme lors d'un décollage de fusée. – *(Reuter.)*

■ **CANADA.** En 1994, la compagnie aérienne canadienne Air Transat a transporté 1,4 million de passagers dans vingt-sept pays, dont 250 000 entre la France et le Canada. Air Transat dessert Paris, *mais aussi* Nantes, Toulouse, Marseille, Nice, Lyon, Bâle-Mulhouse et Bruxelles.

■ **NICARAGUA.** Le Nicaragua étudie le projet d'une voie ferrée longue de 420 kilomètres, qui relierait les océans Pacifique et Atlantique, et suppléerait le canal de Panama. – *(AFP.)*

■ **NOUVELLE-ZÉLANDE.** New Zealand Airlines a accepté de racheter la compagnie aérienne australienne Ansett. La fusion des deux transporteurs est imminente. – *(AP.)*

■ **FRANCE.** En accord avec la SNCF, CGE Alsthom va lancer la fabrication d'une motrice prototype du TGV de l'an 2000. Les premiers essais de cette nouvelle motrice, qui pourra rouler à une vitesse commerciale de 360 km/h, commenceront fin 1997. – *(AFP.)*

■ **SUÈDE.** La compagnie suédo-estonienne Estline a annoncé que le ferry *Mare Balticum*, successeur de l'*Estonia*, qui a sombré en septembre 1994 au large des côtes finlandaises, transportera 1 100 personnes par voyage entre Stockholm et Tallinn, au lieu des 700 autorisées actuellement. – *(AFP.)*

■ **ANTILLES.** Air Liberté propose du mardi 2 mai au jeudi 22 juin des tarifs promotionnels sur tous les vols à destination de Fort-de-France et Pointe-à-Pitre, au départ de Paris, Bordeaux ou Nantes.

■ **EUROPE.** D'après un rapport publié par le Conseil mondial du tourisme et des voyages, l'industrie touristique dans l'Union européenne rapportera 2 260 milliards de dollars d'ici dix ans et emploiera environ 21 millions de personnes. – *(Reuter.)*

PARIS EN VISITE

Jeudi 27 avril

■ **MONTMARTRE** : cités d'artistes et jardins secrets (55 F), 10 h 30, sortie du métro Abbesses (Pierre-Yves Jaslet).

■ **MUSÉE D'ART MODERNE** : exposition Chagall (50 F + prix d'entrée), 11 h 20 (Christine Merle).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : les Etrusques, 11 h 30 ; la stèle des Vautours, 12 h 30 (Musées nationaux).

■ **MUSÉE D'ART MODERNE** : exposition Chagall (25 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ **MUSÉE D'ORSAY** : exposition Les Schneider et Le Creusot (1836-1960) (23 F + prix d'entrée), 12 h 30 ; visite par thème : les impressionistes (34 F + prix d'entrée), 14 h 30 ; exposition Whistler (23 F + prix d'entrée), 19 h 30 (Musées nationaux).

■ **MUSÉE DU PETIT PALAIS** (25 F + prix d'entrée) : parcours littéraire dans l'exposition Carthage, 12 h 30 ; exposition Carthage, 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ **LES SALONS DE LA GRANDE CHANCELLERIE** de la Légion d'honneur (40 F + prix d'entrée), 14 heures, 2, rue de Bellechasse (Approche de l'art).

■ **LA CRYPTE ARCHÉOLOGIQUE** sous le parvis de Notre-Dame (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, sur le parvis devant l'entrée de la crypte (Connaissance de Paris).

■ ***DE L'ANCIEN BOULEVARD DU*** **CRIME** au faubourg Saint-Martin (45 F), 14 h 30, sortie du métro Filles-du-Calvaire (Paris pittoresque et insolite).

■ ***HÔTELS DU MARAIS*** (60 F + prix d'entrée), 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Isabelle Hauller).

■ **LA MAIRIE DU 18e ARRONDISSEMENT** (37 F), 14 h 30, 1, place Jules-Joffrin (Monuments historiques).

■ **MUSÉE DU GRAND-ORIENT DE FRANCE** : la franc-maçonnerie, histoire et symbolique (45 F), 14 h 30, 16, rue Cadet (Découvrir Paris).

■ **LE PANTHÉON** et la montagne Sainte-Geneviève (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, sortie du métro Cardinal-Lemoine (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

■ **LA SEINE**, deuxième port fluvial d'Europe (50 F), 14 h 30, place du Châtelet devant la fontaine (Paris autrefois).

■ **MUSEUM D'HISTOIRE NATURELLE** : la grande galerie rénovée (55 F + prix d'entrée), 14 h 45, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (Paris et son histoire).

■ **LA CATHÉDRALE ORTHODOXE RUSSE** (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 12, rue Daru (Monuments historiques).

■ **LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE** (50 F), 15 heures, sortie du métro Père-Lachaise côté escalier roulant (Bertrand Beyern).

■ **LA CRYPTE ARCHÉOLOGIQUE** sous le parvis de Notre-Dame (37 F + prix d'entrée), 15 heures, devant l'entrée de la crypte sur le parvis côté Préfecture de police (Monuments historiques).

■ **HÔTELS ET ÉGLISE DE L'ÎLE SAINT-LOUIS** (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ **MAISON DE VICTOR HUGO** : visite pour les jeunes (27 F + prix d'entrée), 15 heures, 6, place des Vosges (Monuments historiques).

■ **MUSÉE CARNAVALET** : Paris et les Parisiens à travers les siècles (25 F + prix d'entrée), 15 heures (Musées de la Ville de Paris).

■ **MUSÉE DU PETIT PALAIS** : exposition Carthage (50 F + prix d'entrée), 15 heures, devant l'entrée (Pierre-Yves Jaslet).

LES SERVICES DU *Monde*

Le Monde	40-65-25-25
Télématique	3615 code LE MONDE
Documentation	3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM :	(1) 43-37-66-11
Index et microfilms :	(1) 40-65-29-33
Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE	accès ABO
Cours de la Bourse :	3615 LE MONDE

Films à Paris et en province : (1) 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,19 F/min)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037


Imprimerie du *Monde* : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-cedex.
PRINTED IN FRANCE. 1993

Le Monde PUBLICITÉ
Société filiale de la SA Le Monde et de Médias et Régie Europe SA

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morax
Membres du comité de direction : Dominique Alduy, Gisèle Peyou

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30



MUSIQUE Grande fête de la chanson et du rock'n'roll, le Printemps de Bourges offre depuis dix-neuf ans des concerts par dizaines qui sont le reflet des musiques de l'année. Francis Cabrel, Alain Souchon, Enzo Enzo, Higelin, Youssou N'Dour, MC Solaar, Les Négresses vertes, John Trudell, P. J. Harvey, Suprême NTM et beaucoup d'autres sont attendus, à partir du mercredi 26 avril jusqu'au lundi 1er mai, dans les salles et sous les chapiteaux du chef-lieu du Cher. ● ALAIN BASHUNG sera la vedette de ce Printemps, aux accents militants en faveur de la chanson française libérée de l'inspiration anglo-saxonne. A quarante-huit ans, l'auteur de *Gaby Oh Gaby* s'est acheté une conduite. ● A SUIVRE aussi Vic Chesnutt, chanteur américain rendu paraplégique par un accident de voiture, dernière figure culte du rock underground.

Le Printemps de Bourges salue le rock mélancolique d'Alain Bashung

Depuis 1977, le chef-lieu du Cher reçoit les chanteurs et les chanteuses qui ont marqué l'année. Des dizaines de milliers de spectateurs s'y rendent pour entendre et voir les reflets des musiques du temps

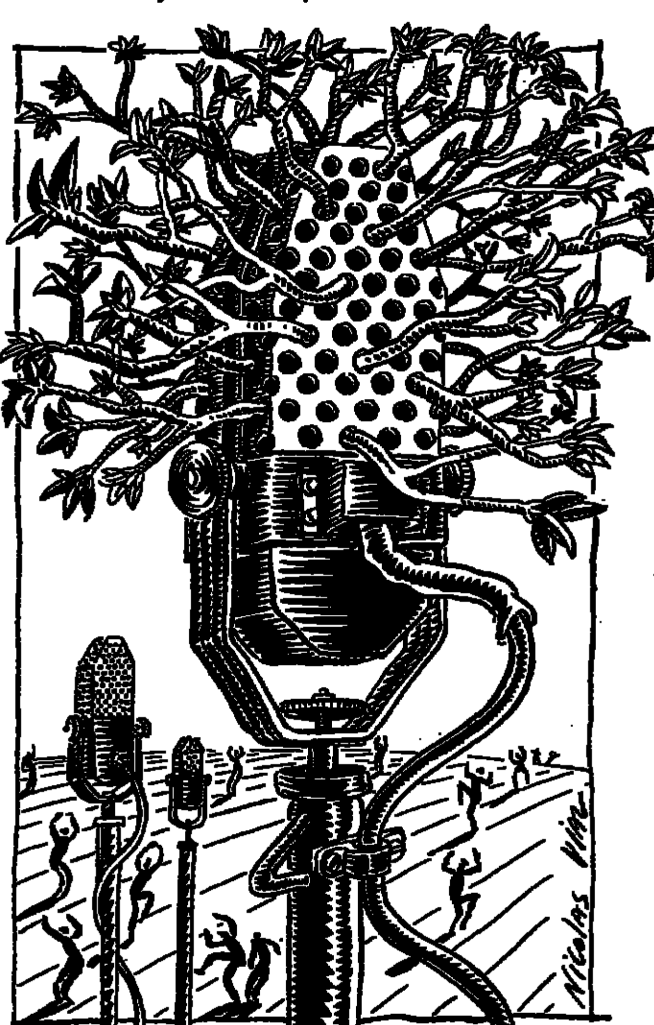
« C'EST PAS facile, facile de se foutre en l'air, ça coûte, ça coûte, ça coûte très cher. je vais me faire la peau, je vais me tirer la chasse d'eau de mon petit studio », écrivait le parolier Boris Bergman (*Je fume pour oublier que tu bois*, 1979) pour Alain Bashung, attraction désabusée et splendide d'un prochain jeudi de printemps à vivre dans la préfecture du Cher, mère rédemptrice des tournées finissantes. Le chanteur, transformé en Jésus par Arrabal pour les besoins de son film *Le Cimetière des voitures*, sera vissé sur une scène commune, mais non partagée, avec un Américain à moitié paralysé, Vic Chesnutt, jeune homme sacrifié par une voiture mal contrôlée à Pike County (Géorgie), un lundi de Pâques. Les chemins de Bashung, rocker frontalier, né en Alsace, fils d'une ouvrière en accessoires automobiles, furent autres : moins tranchants, davantage noyés dans un halo poudreux. *« Je me souviens d'une autoroute... coupée en deux, j'ai pas vu le panneau... je fermais les yeux, toujours sur la ligne blanche. Mes yeux sont dans le miroir où je les ai laissés »* (Bergman/Bashung, 1979).

Les usages ont établi que le Printemps de Bourges est le parfait reflet des musiques de l'année : Higelin le militant en 1977, date de création du festival-mastodonde, le professeur (Brownie) Mc Ghee et le docteur (Sony) Terry en 1981, le turbulent Khaled en 1988 et pourquoi pas aujourd'hui le sardonique Bashung, sphinx de sucre glacé, qui dénonce la crise et ses remèdes de bout de ficelle, *« petite entreprise »*, sans surprise, à moins qu'une femme... *« Allez au charbon, allez aux ouailles ! »*, lance Alain B., délinquant volontaire, tandis que les guitares se transforment en sirène d'usine – comme si l'ancien monde ouvrier existait encore. Cérébral, enjôleur, tireur d'élite, éclairé par le « sculpteur » de lumières Yan Kersalé, un amoureux des grues, bases sous-marines et phares à l'abandon, passé de l'Atlantique aux Champs-Elysées pour cause de notoriété grandissante.

LA LOI DE LA TOURNÉE

L'éclaireur breton et le noceur alsacien dépoussièrent les scènes françaises depuis de longs mois : c'est la loi de la *« tournée »*, comme dirait, avec une moue cauchemardeuse, Jean-Louis Murat, autre expert du spleen à la française, qui vient de terminer la sienne (elle passait par Bourges l'année dernière ; cette année, les chanteurs *« tournants »* en fin d'exercice annuel s'appellent Cabrel, Souchon, Higelin ou Enzo Enzo, tandis qu'aux étrangers, John Trudell ou PJ Harvey, l'on trouvera des dates additionnelles, à Paris par exemple). A quarante-huit ans, pour tenir le rythme de la route en lacets, Alain Bashung ne boit plus. Il est sobre, puisque, dit-il, il a appris que sa vie *« ne se limitait pas à la journée présente »*. Qu'il n'y avait pas dans une heure que la simple vision d'un coin de toile cirée dans la cuisine, ou le balancement agaçant d'une pendule. Vic Chestnutt a trouvé son salut dans la musique, Alain Bashung a trouvé la musique dans le chahut.

Un festival, même de conception militante (ici en faveur de la chanson française libérée de l'inspiration anglo-saxonne), a besoin de locomotives pour survivre. Et un chanteur, de tubes. Le Printemps de Bourges a rempli des chapiteaux à ras bord, accueilli jusqu'à cent mille spectateurs en dix jours, invité Boy George au moment où il était encore quelqu'un, offert Patricia Kaas ou Jacques Dutronc à la foule rassemblée. Alain Bashung a fait *Vertiges de l'amour*, *Gaby*, renonçant, à première vue, celle du grand public, à sa trilogie préférée – sexe, [illegible] et crapulerie –, contournée, noyée dans la profusion des mots : *« Je fais mon footing au milieu des algues et des coraux, et je fais mes pompes sur les restes d'un vieux cargo, je dis bonjour... Faut bien que je me mouille »* (*Gaby, Oh Gaby* 1980). Des écrans si malins que l'épais silence qui submergea l'enfance paysanne et alsacienne du compositeur n'en fut guère troublé, jusqu'à la découverte de l'humour dans *Passé le Rio Grande* (album paru en 1986, qui contient l'ineffable *SOS Amor*) et l'affirmation de la nébuleuse du soi d'*Osez Joséphine* (1991).



AU MILIEU DES RUMEURS

L'année 1977 fut celle du *15e Round* de Lavilliers et du *Laisse Béton* de Renaud. Bashung enregistre un 33 tours chez Barclay, *Roman-Photos*, exclu de l'intégrale remaniée en 1992 par le maître en personne (1 coffret de 9 CD Barclay, dont un inédit, *Réservé aux Indiens*, où l'on s'arrêtera notamment sur la musique du film *Nestor Burma*, de Jean-Luc Miesh). Suit *Roulette russe* (1979), sulfureux, objet de tous les vertiges (*« Les petits enfants qui tombent du balcon, toute leur enfance défile dans leurs yeux. Elle est courte et ils s'ennuient même un peu »*, *Les Petits Enfants*, Bergman/Bashung), acte fondateur d'une identité taillée à la serpe dans la mélancolie, le *« masochisme européen, façon Kurt Weill »*, et affirmée comme *« une expédition punitive contre le confort »*. Bashung met les pieds dans les territoires interdits du non-dit : creusant la terre comme un chien pour cacher les facilités, étalant les réalismes les plus crus, *« La fille du patron, faut lui donner, pour la tirer – de là. Tu sais où c'est. C'est lavabo. »*

Dans les années 80, après *Gaby*, Bashung a gagné de l'argent. *« Quand je n'en avais pas, j'étais un con. Quand j'en ai eu, j'étais un fumier*, déclarait-il l'été dernier au magazine *Chorus*. *Cela faisait partie de toutes ces contradictions supplémentaires que nous avions dans nos têtes depuis 68. Trop de contradictions peuvent amener au suicide... »* Les fondateurs du Printemps de Bourges voulaient lancer un pavé dans la mare en expédiant un barbu-chevelu, Maxime Le Forestier, ou un loubard en révolte, Bernard Lavilliers, troubler la paix du centre exact (?) de l'Hexagone. Puis Bourges est devenu une machine à créer du spectacle, après avoir été happé dans la nébuleuse progressiste du ministère Lang. Au seuil des année 90, le festival a fait faillite et s'est redressé après une cure d'amaigrissement. Les nerfs à vif, sur le chemin de la schizophrénie, Alain Bashung s'est garé des alcools et des poudres. Une cure de désintoxication. Une coupure, une onction de gutta-percha, le latex malésien utilisé par le Dr Chatterton pour parer aux courts-circuits.

Pour honorer le cuir noir de son ami Bashung, Kersalé a disposé des miroirs autour de la scène, où se reflètent les images multiples du chanteur, en lutte contre la dissipation. Pendant ce temps, une fois encore, le Printemps de Bourges, avec ses 70 000 spectateurs, ses 25 millions de francs de budget, naviguera au milieu des rumeurs – les politiques à convaincre, les sponsors à garder, le public à attirer (on verra même cette année les Chippendales, des garçons très « sexe ») –, et la constatation existentielle que la musique aujourd'hui est affaire de tribu, une somme d'errances, réunies le temps d'un festival.

Véronique Mortaigne

La nouvelle conscience de Suprême NTM

LES GROUPES de rap survivent rarement à leur premier cri. Comme si leur énergie se consumait d'un coup. Les pionniers ont vite perdu leur pertinence, largués par des modes plus rapides que leurs rimes. Le Suprême NTM fait de la résistance. Il y a dix ans, la bande de Saint-Denis posait les bases de la culture hip-hop en France. D'abord danseurs et « graffeurs », ils prirent la parole pour *« réagir »* et *« revendiquer »*. Insolents, provocateurs (NTM sont les initiales de « Nique Ta Mère »...), ils entraient sans frapper, barbouillaient les bonnes consciences de peinture aérosol et disaient avant beaucoup de sociologues les souffrances des banlieues.

Aujourd'hui, Bruno, dit Kool Shen, et Didier – Joey Starr – ont toujours autant de raisons de s'indigner mais ces dix années les ont enrichis. *Paris sous les bombes*, leur troisième et meilleur album à ce jour, est le signe de cette maturité. On est tout surpris d'entendre les plus durs de nos rappeurs évoquer la fragilité de l'amitié, la nostalgie d'une jeunesse perdue. Sa voix de rocaille, son impressionnante « gueule » de boxeur des cités ont souvent fait de Joey Starr le symbole de l'agressivité du groupe. Il évoque ce qui motive ces humeurs plus sentimentales. *« Au départ, nous étions une bande, un groupuscule. On vivait pour nos idéaux, dans la foi de l'éthique hip-hop. Naïfs, novices, mais tellement fiers... »* Avec le temps et les problèmes d'argent, la bande s'est un peu décomposée. *« En 1993, après notre deuxième album, notre DJ* [disc-jockey] *nous a quittés. Cet événement nous a fait gagner en maturité. »* NTM gomme les fioritures et s'appuie sur un vécu. Quand Kool Shen chante *« Et nos rêves tu t'en souviens nos rêves/ Quand on était dans les hangars et qu'on sentait monter la fièvre/ Putain c'est loin tout ça, c'est loin/ J'ai passé mon adolescence à défoncer des trains/ Je ne regrette rien/ On a tellement tutoyé de fois le bonheur qu'on pourrait mourir demain »*, on y croit. La chanson *Paris sous les bombes* raconte leurs épopées nocturnes, bombes de peinture à la main, artistes sauvages pour certains, vandales pour d'autres. *« Le côté illicite du graffiti nous faisait délirer*, avoue le duo. *Avec la police et la RATP, on jouait aux cow-boys et aux Indiens. Pour nous, c'était une façon formidable de s'évader de Saint-Denis, de créer notre propre musée. Si nous étions restés au pied de notre immeuble, les choses auraient pu tourner mal. »*

Sur leur nouveau disque, cette palette inédite d'émotions s'accompagne d'impressionnants progrès techniques et musicaux. La violence d'*Authentik*, leur premier album, le débit encore trop mécanique du second *1993... J'appuie sur la gâchette* » ont fait place à des rimes moins linéaires, capables de violence, de rigolades, comme de méditation. Responsable de presque toutes les musiques, Clyde, leur nouveau DJ, ancien membre du groupe Assassin, a élaboré des bandes-son qui n'ont rien à envier aux grands noms du pop américain. Elles proclament leur purisme hip-hop, mais relèvent aussi, par leur *groove* sensuel, une nouvelle école qui, de MC Solaar à Alliance Ethnik ou Soon EMC, a ajouté un peu de mélodie et de poésie au rap d'ici. Kool Shen cependant émet quelques réserves : *« Je préfère que les choses soient dites plus directement. Le rap est le langage de la rue, son message doit passer instantanément. »*

On a souvent reproché au groupe son discours réduit à des slogans simplistes. *Paris sous les bombes* n'échappera pas à la polémique. Dans *Plus jamais ça*, leur haine du nationalisme va jusqu'au meurtre. Le titre *Qu'est-ce qu'on attend* pourrait s'interpréter comme un appel à l'émeute. Mais NTM refuse qu'on les caricature. *« Les gens ont une vision tronquée de nos textes. Nous avons écrit* Qu'est-ce qu'on attend pour foutre le feu ? *après les manifestations de pêcheurs et d'agriculteurs. Pas des délinquants, mais des pères de famille poussés par le désespoir. Quand ils parleront de ce morceau, j'espère que les gens n'oublieront pas de citer ce passage :* "Qui sont nos modèles ?/ De toute une jeunesse, vous avez brûlé les ailes". »

S. D.

★ **« Paris sous les bombes ». 1 CD EPIC/478432-2. Distribué par Sony.**

Les grands moments de la semaine

● **Mercredi 26 avril** : John Trudell et Paul Personne à 20 h 30 au Palais des congrès, Julia Migenes à 21 heures à la cathédrale, Prohibition et Lofofora salle Germinal à minuit.
● **Jeudi 27** : Vic Chesnutt et Alain Bashung au Palais des congrès à 19 heures, Flaco Jimenez et repas tex-mex à l'Exotic Mirrors à 20 heures, Daniel Seff et Francis Cabrel au Chapiteau à 20 heures, Electrification, P. J. Harvey et Franck Black au Pavillon à 22 heures, Fefita la Grande au Magic Club à minuit.
● **Vendredi 28** : Beethova Obas et Gabriel Yacoub au Grand Théâtre à 15 heures, The Almighty, Machine Head et Suicidal Tendencies au Pavillon à 17 heures, Fefita la Grande et repas caraïbe à l'Exotic Mirrors à 20 heures, Peter Kingsbery et Alain Souchon au Chapiteau à 20 heures, Raggasonic et Suprême NTM salle Gilles-Sandier à 22 heures, Big Chief, Mudhoney et Therapy au Palais des congrès à 22 heures. Kevin Coyne et Franck Black au Grand Théâtre à 23 h 30, X-Syndicate et Hoax salle Germinal à minuit, Duke Robillard au Magic Club à minuit.
● **Samedi 29** : Serge Hureau et Juliette au Grand Théâtre à 15 heures, Yassine Dahbi et Thieffaine au Pavillon à 17 heures, Ledward Kaapana & Cyril Pahinui et repas hawaïen à l'Exotic Mirrors à 20 heures, Gun et Simple Minds au Chapiteau à 20 heures, Putain de soirée (le Réseau Printemps fête ses dix ans) avec les Clam's, Zap Mama, Zebda, Ferhat et Higelin au Palais des congrès à 20 heures, Gary Clail/African Head Charge salle Gilles-Sandier à 22 heures, Greg Brown et Ben Harper au Grand Théâtre à 23 heures, Distant Winter et dEUS salle Germinal à minuit, Tandsads au Magic Club à minuit.
● **Dimanche 30** : De Palmas et Enzo Enzo au Grand Théâtre à 15 heures, Corrosion of Conformity et Megadeth au Pavillon à 17 heures, CJ Chenier et repas cajun à l'Exotic Mirrors à 20 heures, Youssou N'Dour et MC Solaar au Chapiteau à 20 heures, Alliance Ethnic et Daddy Yod salle Gilles-Sandier à 22 heures, Tom Principato, Junior Wells et Rory Gallagher au Palais des congrès à 22 heures, Carte blanche à Richard Galliano au Grand Théâtre à 23 h 30, Sloy et Welcome To Julian salle Germinal à minuit, Skatalites au Magic Club à minuit.
● **Lundi 1er mai** : Jad Wio et les Négresses vertes au Pavillon à 14 h 30, John Mayall au Palais des congrès à 17 heures. Chaque jour, deux sessions sont réservées aux « découvertes » du Réseau Printemps.

★ **Tél. : (16) 48-24-30-50 et Minitel 3615 code PDB**

Vic Chesnutt, comme un oiseau tombé du nid

NEW YORK
de notre envoyé spécial

A dix-huit ans, après une soirée trop arrosée, un accident de la route a laissé Vic Chesnutt paraplégique. La vie a tiré le chanteur jusqu'au bord du gouffre. Souvent, il y a précipité lui-même son corps perdu, pour se rattraper toujours à ses chansons, chroniques d'une vie brisée et de ses dépressions. Dans son fauteuil roulant, Vic ressemble à un oiseau tombé du nid. Ses membres meurtris n'atténuent pas la vivacité de son regard bleu tendre. Son petit rire hésite entre enthousiasme et cruauté.

Il parle avec passion de cette musique qui, bien avant son handicap, l'a rendu différent. *« Je viens de Pike Country, une petite localité de Géorgie. Aussi loin que je me rappelle, j'ai toujours composé des chansons. Même quand je recevais une fessée, j'en inventais une.* "Maman je te déteste, la, la, la." [Rires.] *Nous habitions en pleine campagne. J'adorais me promener seul des journées entières et créer mon propre monde. Le goût de la solitude a profondément marqué mon écriture. On m'a offert très jeune une guitare acoustique. Je me suis identifié à ceux qui jouaient de cet instrument. Léonard Cohen et Bob Dylan en particulier, et aussi des musiciens country comme Willie Nelson, Johnny Cash ou Hank Williams. Mais dans le Sud profond, on méprise les formes d'expression artistique. Un jour, j'ai essayé de jouer mes chansons au lycée pour mes camarades et un professeur. Ils se sont foutus de moi. J'ai décidé de fuir. »*

Athens sera son refuge. Oasis culturelle de l'Etat de Géorgie, cette ville universitaire accueille à bras ouverts ce nouvel étudiant encore sous le coup de son terrible accident. *« J'avais l'impression d'être un artiste bohème dans le Paris des années folles. Pour la première fois, on acceptait mon travail. J'écrivais de la poésie que je collais sur les murs. Un jour, la chanteuse d'un groupe local m'a avoué avoir collé un de mes poèmes sur son frigo. J'étais aux anges ! »* Il se destine à la littérature mais d'autres rencontres déterminent d'autres choix. *« A une soirée, on m'a demandé d'apporter ma guitare. A 4 heures du matin, j'ai joué deux chansons et immédiatement quelqu'un m'a décroché un concert. »*

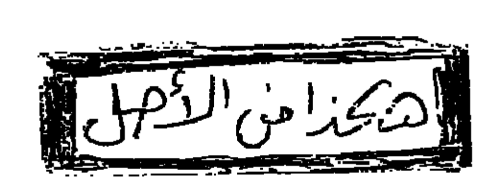
A peine le temps de monter un petit groupe qu'un autre admirateur bouleverse son destin. En l'occurrence Michael Stipe, le chanteur du groupe REM, star du rock alternatif américain. Celui-ci est resté très attaché à sa ville d'Athens, au point de devenir le parrain de la scène locale. Vic garde un souvenir brumeux de cette première rencontre. *« A la fin de notre prestation, Michael est venu me dire :* "Vous êtes le meilleur groupe que j'aie écouté depuis les Butthole Surfers", *enfin, c'est ce qu'on m'a raconté. J'étais beaucoup trop saoul pour comprendre. »*

Trois ans plus tard, en 1990, il enregistre son premier album, *Little*. Deux autres suivront : *West of Rome* (produit à nouveau par Michael Stipe) et *Drunk*, dont il dessine à chaque fois la pochette. Marqués par l'alcool et les obsessions maniaco-dépressives de son auteur, ces disques de folk aride et anguleux établiront le statut de figure culte de Vic Chesnutt dans le milieu rock underground. Au point que deux groupes – Animals that Swim et Smog – lui consacreront des chansons. Enregistré avec un (tout petit) peu plus de moyens, son magnifique dernier album *Is the Actor Happy ?* fait sourdre sa douleur plus sereinement. Moins cassantes, ses chansons respirent plus librement.

Sa musique change-t-elle aujourd'hui de fonction ? *« Après avoir tourné plusieurs fois en première partie de groupes importants et m'être fait huer et bombarder par des hordes d'adolescents, je m'étais juré d'écrire des chansons plus accessibles, des mélodies qui retiendraient leur attention. »* Coupable compromission ? *« Si mes mélodies sont plus attirantes, mes textes sont restés personnels. »* Très attentif à la musicalité des mots, passionné de double sens et d'associations verbales, Vic Chesnutt s'affirme comme un des meilleurs *songwriters* américains.

Stéphane Davet

★ **« Is the Actor Happy ? », 1 CD Texas Hotel, 724384038526, distribué par Virgin.**



« Micromégas », un parcours débridé dans l'art contemporain

Le conte de Voltaire est pris pour symbole d'une singulière exposition

Distorsion d'échelle, miniaturisation ou grossissement : *voilà quelques-uns des procédés utilisés par la dizaine d'artistes exposant jusqu'en juin à l'American Center, à Paris, sous le titre « Micromégas ». Placé sous le signe de Voltaire, leur travail se lit comme une méditation esthétique et philosophique*

« Micromégas », American Center (grande galerie, 5e étage), 51, rue de Bercy, 75012 Paris. Tél. : 44-73-77-77. Du mercredi *au samedi*, de 12 heures à 20 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Fermé lundi et mardi. *Jusqu'au 4 juin.*

Un relief en forme de trou de serrure surdimensionnné – signé Robert Therrien – introduit dans l'exposition, qui a pris le conte de Voltaire *Micromégas* pour titre et prétexte d'un parcours fantaisiste dans l'art contemporain, bien plus philosophique qu'il n'y paraît. *Lynne Cooke, conservateur du DIA* Center for the Arts à New York, qui a eu cette bonne idée, a choisi des œuvres d'une dizaine d'artistes.

Tous recourent aux distorsions d'échelle, à la miniaturisation ou au grossissement, à la dislocation des proportions, pour traiter de la réalité. Ils exercent leur sens critique sur le mode sceptique, plaisant, ou franchement désagréable. *Ils aiment à poser quelques petites* – et grandes – questions, comme le font les duettistes suisses Peter Fischli et David Weiss en alignant les interrogations du genre : Dois-je changer les draps ? D'où est-ce que ça vient ? Un autre verre ? Où va la galaxie ?... Bref, le « D'où venons-nous ? Que sommes-nous ?, Où allons-nous ? » des artistes présumés sérieux qui se trouve là pataphysiquement décliné.

Un coin de salle est dominé par une souris noire de 2 mètres qui, vue de loin et de dos, fait penser à quelque aimable Mickey, alors qu'en approchant on découvre que le lit sur lequel trône le méga-rongeur *de Katharina Fritsch* est occupé par un homme dont la tête, *de taille normale*, est aussi blanche que les draps. Pauvres de nous ! Non loin de là gît le petit monde monde de Thomas Schütte, qui propose, entre autres, un site lilliputien constitué d'un monument qui tient de la *tête* coupée, de la jarre renversée et du terrier d'Alice, face auquel une silhouette donne une échelle trop grande pour pouvoir inscrire l'homme dans ce lieu plein de *mystère*.

Dans une autre installation, l'artiste allemand attache un peintre à sa chaise, face à son chevalet, *aligne plusieurs tableautins* croûteux avec nuages pâteux et pluvieux, et place prosaïquement tout à côté un sèche-linge grandeur nature où sont pendues des dizaines de vraies paires de chaussettes. Soit trois réalités : celle du peintre, celle de la peinture, celle de la vie quotidienne, qui ne cadrent pas entre elles.

> Le « D'où venons-nous ? Que sommes-nous ?, Où allons-nous ? » des artistes présumés sérieux se trouve là pataphysiquement décliné

D'objets en photos plus ou moins truquées, de maquettes en installations, il ressort bien de la relativité de ces jeux d'échelles qui *ne risquent pas de faire de* l'homme la mesure de toute chose, pas plus qu'ils ne font de l'artiste un *deus ex machina*. Le temps du doute est là, et celui-ci (ou celle-là) fait plutôt l'effet d'un libre-penseur doté d'un sens particulièrement sûr de la démesure qui se plaît à l'exercer à tout propos.

Par exemple à propos du beau, du laid, du grotesque, de l'anormal, comme nous en balance l'Américaine Jeanne Dunning avec ses *photos d'aberrations du système* pileux qui frisent le monstrueux sans jamais l'atteindre. On n'y voit pas la femme à barbe des foires, mais un visage normal qui, de près, s'avère semé de grains de beauté assortis chacun d'un poil long comme un cheveu, où le petit détail intime qui cloche finit par prendre des proportions monstrueuses.

Au point que l'artiste s'en débarrasse en sortant de la photo l'objet de sa « fixette » pour en faire un paysage : installé sur un socle au milieu d'une *flaque de résine* couleur peau, le poil en grandeur réelle devient au grain de beauté ce que le cocotier serait à un îlot dans l'océan. *Dans le genre petites* atrocités au féminin, on peut remarquer aussi les vidéos-vignettes qu'Ann Hamilton réalise sur des fragments de visage humain, partant de rien pour en faire un supplice : celui de la bouche fourrée de billes (de *bonbons ou d'olives ?*) *qui* roulent à perpète ou celui de l'eau qui n'arrête pas de couler sur le trou d'une oreille.

Une autre partie de l'exposition traite plutôt de l'architecture, du paysage et de la nature que de la figure humaine déformée et diminuée. Robert Gober, dont la boîte géante de céréales renvoie aux pratiques alimentaires visant la croissance *de nos chers petits* (et au pop art), est aussi l'auteur de cette maquette d'habitation traditionnelle qui ne serait qu'une maison de poupée si elle n'était coupée en deux par le mur de cimaise, et ainsi rattachable à une histoire de sécession (nord-sud ou est-ouest). De son côté, sur la terrasse qui fait front à Paris, Julian Opie prend le paysage urbain à partie en plaçant d'un côté des maquettes d'immeubles passe-partout, de l'autre des pierres tombales.

Ailleurs, on voit le paysage américain et sa grandeur mis en caisse par Jon Kessler, à la façon des dioramas, le merveilleux en moins. *L'un est un site vide avec maison* isolée à la Hopper qui répète à un rythme accéléré l'embrasement du soleil couchant, quand l'autre, dont on ne sait s'il s'agit d'un parc d'attractions ou d'un chantier de mine, clignote dans la nuit.

Autre décalage du même artiste : une installation qui use avec emphase des technologies nouvelles pour offrir le spectacle bête et bruyant *d'un oiseau naturalisé* glissant le long d'un axe. Et de quoi greffer quelque considération sur la conservation des espèces.

Geneviève Breerette

Les retrouvailles réussies de « Wozzeck » avec Toulouse

Le chef-d'œuvre d'Alban Berg est traité à la façon d'un drame naturaliste, *avec une efficacité dramatique qui a déjà fait ses preuves* à Nice, il y a quelques années

WOZZECK D'ALBAN BERG. Jean-Philippe Lafont (Wozzeck), Carole Farley (Marie), Ricardo Cassinelli (le capitaine), Walter Berry (le docteur), Michael Pabst (le tambour-major), Donald George (Andres), Chœur et Orchestre national du Capitole de Toulouse, James Johnson (direction), Pierre Médecin (mise en *scène*).
THÉÂTRE DU CAPITOLE, Toulouse. Les 25 et 28 à 20 h 30 ; le 30 à 14 h 30. Tél. : 61-22-80-22. De 90 F à 300 F.

TOULOUSE
de notre envoyé spécial

Depuis vingt ans, *Wozzeck* n'avait pas reparu sur la scène du Capitole. Les applaudissements prolongés du public, à l'issue de la première, témoignaient du plaisir de retrouver le chef-d'oeuvre de Berg et de l'efficacité dramatique d'une production qui a fait ses preuves à Nice il y a quelques années. Sans doute les décors et les costumes d'Annelise Corrodi peuvent lasser par leur tonalité sombre. Leur grisaille est celle des bas-fonds d'une cité ouvrière ou de la campagne avoisinante. Une poubelle et un tas de détritus délimitent la chambre de Marie, quelques rideaux de joncs secs situent les bords de l'étang et, d'un bout à l'autre, les dessins de la toile de fond évoquent une infernale machine à broyer l'humanité.

On peut se demander *si la violence* d'un drame enveloppée dans une musique si merveilleusement raffinée doit s'exprimer d'une façon aussi crue. Le metteur en scène, Pierre Médecin, en plein accord avec sa décoratrice, semble convaincu, au contraire, que la dimension idéale de la partition se *dégagera d'autant mieux que le* spectacle ressemblera à un drame naturaliste.

Avec un art consommé de la direction d'acteurs et l'oreille d'un musicien, il colle au rythme de la pièce depuis la séance où Wozzeck rase son capitaine jusqu'à la vision pathétique de l'enfant prisonnier de son parc et qui grignote un morceau de pain sec tandis que ses camarades courent voir le cadavre de Marie. On n'oubliera pas l'épisode où Wozzeck, la tête plongée par le tambour-major dans un bidet immonde, jure de se venger. A travers ce porte-voix imprévu, la menace de Jean-Philippe Lafont ressemble à celle du Commandeur.

> La partition est très exigeante pour les voix de la fosse

On n'a pas attendu ces deux scènes pour être convaincu de l'opportunité de cette prise de rôle. Non seulement ses ressources vocales sont appropriées à la tessiture de Wozzeck, qu'il chante avec beaucoup d'exactitude, mais il en a aussi la couleur, la puissance brute quoique sans dureté. Enfin, son physique d'athlète, de Samson en butte à la persécution des Philistins, et l'humanité naturelle qui se dégage de son jeu correspondent si *étroitement au rôle qu'on le dirait* taillé exactement pour lui.

A ses côtés, Carol Farley (Marie) est surtout idéale par sa présence dramatique car son aigu se révèle parfois ingrat. Walter Berry, qui chanta longtemps Wozzeck, a changé de camp pour incarner à présent le docteur avec la même autorité. Les ténors, Ricardo Cassinelli (le capitaine) et Michael Pabst (le tambour-major), chacun dans leur registre respectif, bouffe ou lyrique, possèdent les qualités vocales et scéniques accordées à celles de leurs partenaires. Les seconds rôles, les choeurs du Capitole et les Petits Chanteurs de la Croix-Potencée complètent un plateau d'une tenue *remarquable*.

La partition de *Wozzeck* est si exigeante pour les voix de la fosse, sollicitant souvent les solistes, que la part de l'Orchestre national du Capitole dans la réussite de l'ensemble apparaît avec un éclat particulier.

Tout entendre, et si clairement, est un de ces plaisirs qu'on éprouve rarement au théâtre ; le chef américain James Johnson obtient ces miracles répétés avec une aisance naturelle impressionnante, mais le travail qu'on devine derrière ne l'est pas moins.

Gérard Condé

DANS LES SALLES DE CONCERT

JEUNES INTERPRÈTES À ARCACHON

Festival des jeunes solistes d'Arcachon, Palais des congrès, salle des ambassadeurs. Jusqu'au 30 avril. 70 F et 90 F. Tél. : 56-83-17-20.

Quoi de pire pour un jeune interprète bardé de diplômes, primé dans de nombreux concours internationaux, que de ne pas jouer, faute d'engagements ? C'est à partir de ce constat que Thierry Freslon, directeur artistique du Festival d'Arcachon, a bâti sa programmation à partir d'un réseau d'amitié, en s'appuyant sur une convivialité décontractée. Lors du deuxième concert, après la *Sonate* de Franck, interprétée par David Grimal (violon) et Mathieu Papadiamandis (piano), *le violoniste, dont l'interprétation avait provoqué l'enthousiasme* du public, s'exclame : *« Puisque vous insistez, on va jouer quelque chose, mais il faudrait retrouver la partition... »*

A vingt et un ans, David Grimal demeure sous l'aile de Régis Paquier, son ancien professeur au Conservatoire de Paris, qui n'est pas seul à croire en lui : un mécène a confié un stradivarius de 1710 à David, qui partage avec Caroline Sageman le titre de benjamin du festival. La *pianiste est attendue* à Arcachon. Elle y donnera un récital le 27 avril. Ex-enfant prodige, connue des habitués des concerts parisiens depuis l'âge de neuf ans, Caroline a remporté le 6e prix du Concours Chopin alors qu'elle était âgée de dix-sept ans.

Ce qui en fait la plus jeune lauréate de l'histoire de l'un des plus prestigieux concours de piano au monde. *« Depuis l'âge de cinq ans, je ne vis que pour et par la musique. Je ne sais d'ailleurs rien faire d'autre »*, dit-elle avec gentillesse. Celle qui ne jure que par Claudio Arrau et Martha Argerich se prépare à affronter le public du Théâtre des Champs-Elysées (le 17 mai). Le 29 avril viendra l'excellent Trio Bartholdy, qui interprétera des trios de Haydn et de Brahms. Le festival *se refermera sur un récital de l'étonnante et émouvante pianiste* chinoise Zhu Xiao Mei, le lendemain.

N. D.

UNE IRRÉSISTIBLE « ODE À LA JOIE »

« Neuvième Symphonie » de Beethoven. Alessandra Marc (soprano), Uta Priew (mezzo-soprano), Peter Schreier (ténor), René Pape (basse), Chœur du Staatsoper de Berlin, Staatskapelle de Berlin, Daniel Barenboïm (direction). Théâtre du Châtelet, le 21 avril.

Quelques invités de marque trônaient à la corbeille du Châtelet pour *le premier concert symphonique donné par Daniel Barenboïm, cette* semaine à Paris : sa femme, la pianiste Elena Bashkirova, qui jouera aussi dans ce festival Beethoven, et le pianiste américain Emanuel Ax, entendu la veille au soir sur France-Musique dans une interprétation mémorable du *Premier Concerto* de Brahms qui fera peut-être, dans dix ou vingt ans, un beau disque pirate ! Barenboïm dirige la *Neuvième*, dont il a donné une remarquable version discographique chez Erato, l'an dernier (4509-94353-2).

Ce chef est si irrégulier que l'on se tient sur ses gardes. Et l'on a malheureusement raison. Après un début mystérieux, surgissant peu à peu du silence, le chef se perd dans le développement du premier mouvement, change trop fréquement de tempo, sans s'accrocher à une idée fixe.

Tenir ses tempos et diriger en conservant toujours une grande précision rythmique, cette double exigence, Barenboïm la tient mieux dans *le deuxième mouvement, un scherzo molto vivace, qu'il soulève de* terre, même si, parfois, il perd fugitivement le contrôle d'un orchestre dont on se demande comment il peut suivre une battue si peu orthodoxe (dans l'ensemble de la symphonie, les vents, excellents, ont de temps à autre du mal à se caler).

Chanté de façon un peu molle par les cordes, le troisième mouvement manque de tenue, ce qui contraste avec un finale admirable de tension (très bien chanté, même si l'on n'entend guère la mezzo... que l'on n'entend, de toute façon, jamais). Avec un moment magique, provoquant une intense émotion : l'entrée *pianissimo* du thème de l'« Ode à la joie », jouée par des cordes diaphanes, sans poids, faisant *vibrer imperceptiblement chaque note, qui restera dans les mémoires.*

A. Lo.

Baldus, reporter-photographe du Grand Louvre de Napoléon III

Souvenirs du chantier achevé il y a 125 ans

LE PHOTOGRAPHE ET L'ARCHITECTE, le Louvre de Napoléon III. Exposition-dossier du Musée du Louvre. Tél. : 40-20-51-51. Jusqu'au 3 juillet. Catalogue, sous la direction de Geneviève Bresc-Bautier et Françoise Heilbrun, RMN, 136 p., 150 F.

Le chantier du Grand Louvre se poursuit. Avant la fin du siècle, la vieille demeure des rois de France sera entièrement vouée aux œuvres d'art. Cette transformation radicale voulue par François Mitterrand aura duré plus de quinze ans. Il y a cent vingt-cinq ans s'achevait au même endroit un autre chantier, entamé par Napoléon III, et qui aura contribué à faire du Louvre ce que nous connaissons aujourd'hui : un grand monument du XIXe siècle. Témoin officiel de l'opération, le photographe Edouard Denis Baldus nous a donné les dernières images du palais ancien et les premières du bâtiment nouveau. Mais aussi un suivi des travaux arrêtés par la fin du Second Empire.

On sait que Baldus est l'un des deux ou trois grands photographes du siècle dernier : la qualité des images exposées au Louvre nous le confirme. Il avait participé, en 1851, à la célèbre Mission héliographique organisée par la Commission des monuments historiques. Objectif : fixer un état du patrimoine français avant la restauration de plusieurs bâtiments. Le résultat de ce voyage lui avait valu la commande, en 1853, d'un reportage sur les constructions entreprises au Louvre par les architectes Visconti, puis Lefuel. Pour ce reportage il va bénéficier de gros moyens – un atelier sur place et une douzaine d'ouvriers. Il réalisera ainsi plus de 5 000 photographies. Ses images (qui correspondent au format du négatif) sont tirées dans des formats divers : des classiques 25 x 34 cm aux géants 80 x 60 cm, très rares pour l'époque. Elles étaient destinées aux archives des architectes, mais aussi à des expositions ou à des albums dont le but est de glorifier les réalisations du régime. Beaucoup sont restées inédites et sont montrées pour la première fois au Louvre. On y retrouve toutes les qualités de Baldus : subtilité des cadrages et des premiers plans, effets de lumière savants, transparence des ombres, finesse des détails.

En dehors de ces vertus plastiques, les photos ont un immense intérêt documentaire. On suit la genèse des travaux ordonnés par Napoléon III afin d'achever *« le grand dessin de la monarchie »*, c'est-à-dire la réunion du château des Tuileries et du palais du Louvre : poursuivre la construction de l'aile impériale, terminer la rue de Rivoli et faire disparaître le vieux quartier délabré, qui occupe l'espace compris entre les deux actuels guichets du Louvre. Principale difficulté : gommer la dissymétrie entre le Louvre et les Tuileries. Louis Visconti va proposer à Napoléon III de développer deux ailes nouvelles de part et d'autre de la cour Carrée. Un système de cours intérieures permet de rééquilibrer les façades. Visconti meurt vingt mois après le début des travaux. Il est remplacé par Hector Lefuel, qui va poursuivre son œuvre avec moins de discrétion. Les facades se gonflent d'un décor bavard à la gloire de son commanditaire.


LES DOSSIERS DU MUSÉE DU LOUVRE

Le pavillon de Flore en cours de démolition (septembre 1861).

Les travaux se sont déroulés en deux étapes. Au cours de la première (1853-1857), on détruit ce qui reste de l'ancien quartier, on bâtit, côté Rivoli, ce qu'on appelle aujourd'hui l'aile Richelieu, avec ses trois cours intérieures, et on achève la liaison avec la galerie ébauchée par le premier empereur. En même temps, au fond de la cour Napoléon, on plaque sur la sobre facade du XVIIe siècle dessinée par Le Vau un nouveau décor pour l'harmoniser avec ce qui vient d'être construit. L'opération est allée bon train : quatre ans. Lefuel s'attaque alors à la partie sud du palais (1863-1868) et, plutôt que de la restaurer, on abat la galerie du Bord-de-l'Eau et le pavillon de Flore, qui seront reconstruits dans le plus pur style Napoléon III. Le double palais gagne en homogénéité ce qu'il perd en beauté et en élégance. La guerre de 1870 empêchera Lefuel de continuer son œuvre. Quant au château des Tuileries, il disparaitra dans les flammes de la Commune, en 1871.

Le Louvre, en dehors de la cour Carrée et d'une fraction de l'aile Rivoli (vestige de Napoléon Ier), est donc du pur Napoléon III. Baldus a suivi l'ensemble du chantier, photographiant (le dimanche, jour férié) ce qui est détruit par les travaux mais aussi les décors non réalisés. Comme cette statue équestre de François Ier, due à Clésinger, et dont une ébauche en plâtre patiné fut installée pendant quelques jours dans la cour Carrée. Le projet ne fut pas retenu et le plâtre détruit. Il n'en reste que l'image de Baldus.

Emmanuel de Roux

Un des premiers enregistrements des Beatles retrouvé à Liverpool

ALORS QU'IL NETTOYAIT le grenier de son grand-père, à Liverpool, un fan des Beatles a trouvé une bande magnétique contenant seize chansons dont *Hello Little Girl*, une composition de Lennon et McCartney qui est devenu un « tube » dans les années 60 avec le groupe The Fourmost. On y trouve également *Hallelujah, I love so*, de Ray Charles. L'enregistrement date de 1959. Le grand-père de Peter Hodgson, le « découvreur », avait prêté son magnétophone à Paul McCartney pour une séance de rythm 'n' blues avec George Harrison et John Lennon. Paul McCartney aurait écouté la bande et l'aurait reconnue, selon Peter Hodgson. Toutefois l'attaché de presse du musicien a refusé de confirmer ou de démentir l'authentification. Si cette bande se révélait originale, elle pourrait atteindre la somme de 200 000 livres (1,6 million de francs) dans une vente aux enchère, selon le *Sunday Times*. En 1994, un enregistrement de John Lennon interprétant deux chansons lors d'une fête scolaire en 1957, le jour-même de sa rencontre avec McCartney, avait atteint 70 000 livres (560 000 F).

■ **MIDEM : le premier Midem Asie se tiendra, à Hongkong,** les 23, 24 et 25 mai prochain. Calqué sur la manifestation cannoise, ce grand marché de l'industrie discographique s'accompagnera de conférences et de débats principalement centrés vers les spécificités du marché asiatique.
■ **CINÉMA : le film britannique *Quatre mariages et un enterrement*** a obtenu cinq prix de l'Académie britannique des arts du cinéma et de la télévision (Bafta) pour 1994 : meilleur film, meilleure direction (Mike Newell), meilleur acteur (Hugh Grant), meilleure actrice (Kristin Scott Thomas) et film le plus populaire de l'année. *Pulp Fiction*, de l'Américain Quentin Tarantino, a reçu deux prix (meilleur scénario original et meilleur second rôle pour Samuel L. Jackson).
■ **ART : des dessins de maîtres allemands du XVIe siècle**, appartenant à la collection néerlandaise Koenig, ont refait surface à Moscou, a indiqué, samedi 22 avril, le ministère néerlandais de la culture. Un particulier russe a fait don à l'ambassade des Pays-Bas à Moscou d'un dessin d'Albrecht Altdorfer représentant d'un côté *Le Jugement de Pâris* et de l'autre un *Thomas incrédule*. De plus, la banque russe Stolitsjny a fait savoir qu'elle était en possession d'un *Homme à la barbe*, de Hans Brosamer. Les Pays-Bas réclament la restitution de cette collection, volée par les nazis en 1941, et saisie par l'armée rouge en 1945. Selon l'ambassade néerlandaise, il n'est pas sûr que la banque russe accepte de restituer le dessin qu'elle possède.
■ **PHOTOGRAPHIE : le 10e Mai de la photo de Reims**, aura lieu du 9 mai au 5 juin. Les directeurs artistiques, André Rouillé et Emmanuel Hermange, ont choisi pour thèmes l'ordinaire et le banal, l'évidence et le quotidien. Des expositions sont également consacrées à Araki, Paul Graham, Beat Streuli, Manfred Willmann, Florence Chevallier, Jean-Louis Garnell, Jean-Luc Moulène, Florence Paradeis... Rens. : 26-77-78-79.
■ **Le 5e Printemps de Cahors, festival consacré à la photographie contemporaine** et aux arts visuels, aura lieu du 12 mai au 28 mai. En liaison avec le « Premier siècle du cinéma », le festival traitera des rapports entre image fixe et image mobile. Les principales expositions sont consacrées à Sophie Calle, Paul Graham, Knut Maron, Joachim Schmid, Johan Van der Keuken, Valérie Belin, Denis Farley, Salvatore Puglia. Paris Audiovisuel présentera sa collection de Polaroïd et Madeleine Millot-Durrenberger, sa collection personnelle. Des bornes lumineuses, installées dans la ville, montreront des vidéos de Stan Douglas, Dan Graham, Jenny Holzer, Joan Logue, Bill Viola, Florence Paradeis... Rens. : 65-22-07-32.

Matta en roue libre

Le peintre expose un choix d'œuvres récentes dans deux galeries parisiennes



A PLUS de quatre-vingts ans (il est né en 1911, au Chili), Roberto Sebastian Matta Echaurren, dit Matta, cet indiscipliné de l'architecture, du surréalisme et de la politique, est toujours très actif.

Il peint, sculpte, dessine et grave, évoluant plus que jamais en toute liberté dans le jardin peu ordinaire, *« chaoscosmique »*, aurait dit l'artiste, qu'il cultive depuis les années 40.

Avec l'âge, s'étant dégagé de l'actualité, ne se donnant plus pour tâche de visualiser l'Histoire, Matta fait souffler un nouveau vent de fraîcheur sur son œuvre. Ses derniers pastels enflammés, ses poteries colorées renouant avec les arts premiers d'Amérique latine témoignent allègrement d'une forme d'innocence retrouvée.

★ Galerie de France, 52, rue de la Verrerie, 75004 Paris. Tél. : 42-74-38-00. Jusqu'au 7 juillet. Galerie Dionne, 19 *bis*, rue des Saints-Pères, 75006 Paris. Tél. : 49-26-03-06. Jusqu'au 31 août.

UNE SOIRÉE A PARIS

PJ Harvey, Tricky
Entourée de nouveaux musiciens, délaissant sa guitare pour se concentrer sur un chant plus intense encore, Polly Jane Harvey délivrera les chansons de son remarquable album, *To Bring You My Love*.
En première partie : Tricky, nouvel exemple de l'inventivité de la scène de Bristol.
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11e. Mo Voltaire. 20 h 30, le 25. Tél. : 47-00-55-22. Location Fnac. 157 F.

Chenart
Le Québécois Chenart a de l'humour, de la fantaisie. Il chante des chansons joliment brodées, cousines du classicisme et du blues, en utilisant sa guitare comme instrument de percussion.
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2e. Mo Sentier. 20 heures, les 25, 26, 27, 28 et 29. Tél. : 42-36-37-27. De 60 F à 80 F.

Le Médium, les Adieux
Après avoir été très joué en Europe, Menotti est aujourd'hui un compositeur (et un metteur en scène) davantage réputé aux Etats-Unis et en Italie, où il dirige le festival de Spoleto. Il ne s'est jamais départi d'un lyrisme et d'une efficacité théâtrale qui est aussi la marque de la musique de Marcel Landowski.
Menotti : *Le Médium*.
Landowski : *Les Adieux*.
Monique Zanetti, Ghyslaine Raphanel, Sylvie Valayre (sopranos), Rita Gorr, Roselyne Allouche (mezzo-sopranos), Christophe Fel (basse), Orchestre symphonique français, Cyril Diederich (direction), Charles Tordjman (mise en scène).
Opéra-Comique. Salle Favart, 5, rue Favart, Paris 2e. Mo Richelieu-Drouot. 19 h 30, les 25, 26, 27 et 28. Tél. : 42-86-88-83. De 50 F à 490 F.

THEATRE

Une sélection des pièces à Paris et en Ile-de-France

NOUVEAUTÉS

Les Animaux malades de la piste
de Jean-Paul Farré, mise en scène de Vincent Colin et Agnès Boury, avec Jean-Paul Farré, Stéphane Broquedis, François Brunet, David Negroni, Olivier Neveux, Guillaume Pelé, Guillaume Rachez, Jean-Pierre Serisier et Anne Caloustian (chanteuse), Corinne Hournau (flûtiste) et Claudia Vals (harpiste).
Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, Paris-10e. Mo La Chapelle. A partir du 28 avril. Du mardi au vendredi, à 21 heures ; le samedi, à 16 heures et 21 heures. Tél. : 46-07-34-50. Durée : 1 h 30. 60 F et 130 F. Jusqu'au 3 juin.*

Archibald
de Julien Vartet, mise en scène de Daniel Colas, avec Axelle Abbadie, Yvan Varco, Henri Poirier, Claude Nicot, Bernard Dumaine, Jean-Michel Mole, Sophie Tellier, Stéphanie Marchais, Didier Rousset et Sylvia Remo.
Théâtre Edouard-VII Sacha-Guitry, 10, place Edouard-VII, Paris 9e. Mo Opéra. A partir du 26 avril. Du mardi au vendredi, à 20 h 45 ; le samedi, à 17 heures et 20 h 45 ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 47-42-59-92. Durée : 2 h 15. De 60 F à 220 F. Jusqu'au 30 juillet.

Le Défilé
de Jérôme Deschamps et Macha Makeieff, mise en scène des auteurs, avec Yolande Moreau, Bruno Lochet, Olivier Saladin, Lorella Cravotta, Atmen Kélif, Philippe Rouèche, Jean-Marc Bihour et Philippe Duquesne.
Fondation Cartier pour l'art contemporain, 261, boulevard Raspail, Paris 14e. Mo Raspail. Les samedi 29 et mardi 9, à 20 h 30 et 22 heures. Tél. : 42-18-56-72. Durée : 0 h 40. 20 F et 30 F. Jusqu'au 11 juin.*

Les Exclus
de Joël Jouanneau, d'après Elfriede Jelinek, mise en scène de Stéphane Loïk, avec Jenny Bellay, Heidi Brouzeng, France Darry, Phil Deguil, Valérie Delangre, Eduardo Galhos, Christian Gautier, Romain Lagarde et Christian Antoine, Denis Jarosinski et Daniel Rousseau (musiciens).
Théâtre, 1, rue Simon-Dereure, 94 Ivry. A partir du 2 mai. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 46-72-37-43. Durée : 1 h 45. 70 F et 110 F. Jusqu'au 28 mai.*

Intérieur rue
avec les compagnies Cie K, Déviation, Géométrie Variable, Hors Strate, Quartet Buccal, Les Costards, Les Piétons, Le Samu, Les Voisins et Turbulence.
Cartoucherie-Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, Paris 12e. Mo Château-de-Vincennes, puis navette Cartoucherie ou bus 112. A partir du 2 mai. Les mardi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi, dimanche, lundi, à 20 heures. Tél. : 43-74-24-08. 30F. Jusqu'au 31 mai.

Lucioles
de Laurent Charvillat, mise en scène de Laurent Charvillat et Bruno Lajara, avec Isabelle Antoine, Fanny Chevalier, Stéphanie Dos Santos, Catherine Dréan, Virginie Larquet, Marie Lods et Christelle Rafflin.
Centre culturel de la Clef, 21, rue de la Clef, Paris 5e. Mo Censier-Daubenton, Gobelins. Les mardi 2, mercredi 3, jeudi 4, à 21 heures. Tél. : 43-36-15-64. Durée : 1 h 15. 50 F et 80 F. Jusqu'au 30 mai.*

Mers
de Françoise Barret, Catherine Zambon et Valérie Deronzier, mise en scène de Jacques Hadjaje, avec Françoise Barret, Catherine Zambon et Valérie Deronzier.
Collège néerlandais, 61, boulevard Jourdan-Cité universitaire, Paris 14e. Mo Porte-d'Orléans. A partir du 2 mai. Du mardi au vendredi, à 21 heures. Tél. : 40-09-19-25. Durée : 1 heure. 50 F. Jusqu'au 14 mai.

Où est passé mon chandail islandais ?
d'après Stig Dagerman, mise en scène de Stéphane Verrue, avec Roland De Pauw.
Théâtre de l'Atalante, 10, place Charles-Dullin (impasse à gauche), Paris-18e. Mo Abbesses. A partir du 26 avril. Du mercredi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 17 heures. Tél. : 46-06-11-90. Durée : 1 h 20. De 50 F à 110 F. Jusqu'au 3 juin.*

Peer Gynt
d'Henrik Ibsen, mise en scène d'Eric Da Silva, avec Guillaume Allibert, Isabelle Benkemoun, Philippe Chateau, Eric Da Silva, Damien Dodane, Frédéric Fachéna, Hervé Gaboriau, Mbembo, Béatrice Michel, Christine Sireyzol et Véronique Wanda.
Théâtre, 41, avenue des Grésillons, 92 Gennevilliers. A partir du 2 mai. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 41-32-26-26. Durée : 3 heures. 110 F et 130 F. Jusqu'au 24 mai.*

P/H
de Teiji Furuhashi, mise en scène de l'auteur, avec Teiji Furuhashi, Peter Golightly, Noriko Sunayama, Mayumi Tanaka et Misako Yabuuchi.
Maison des Arts, place Salvador-Allende, 94 Créteil. Le mardi 2, à 20 h 30 ; les mercredi 3 et jeudi 4, à 19 heures ; le vendredi 5, à 19 h 30. Tél. : 45-13-19-19. Durée : 1 h 15. De 55 F à 100 F. Jusqu'au 5 mai.*

Portraits de femme en bleu
de Céline Monsarrat, mise en scène d'Hervé Icovic, avec Michel Papineschi, Anneliese Fromont et Christian Pélissier.
Théâtre Kiron, 10, rue La-Vacquerie, Paris-11e. Mo Voltaire. A partir du 26 avril. Du mercredi au vendredi, le lundi, à 21 heures ; le samedi, à 19 heures et 21 heures. Tél. : 44-64-11-94. Durée : 1 heure. 55 F et 95 F. Jusqu'au 24 mai.*

La Suivante
de Pierre Corneille, mise en scène d'Eugène Green, avec Laurent Besançon, Sophie Delage, Mario Caniglia, Christian Girault, Pierre Laneyrie et Evelyne Bork.
Cartoucherie-Epée de Bois, route du Champ-de-Manœuvre, Paris-12e. Mo Château-de-Vincennes. Les mardi 2, mercredi 3, jeudi 4, vendredi 5, samedi 6, à 19 h 30 ; le dimanche 7, à 16 heures. Tél. : 48-08-39-74. Durée : 3heures. De 55 F à 110 F. Jusqu'au 7 mai.*

Le Théâtre comique
de Carlo Goldoni, mise en scène de François Debary, avec Laurent Debouverie, Emérantine Vignon, Marie-Do Corbillon, Raymond Godefroy, Anne-Claude Fustier, Ludmila Russo, Dominique Herbet, Fred Egginton, Patrick Trépagne, Julien Flament et Irène Boudinel (flûtiste).
Théâtre de la Main-d'or Belle-de-Mai, 15, passage de la Main-d'Or, Paris-11e. Mo Ledru-Rollin. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 48-05-67-89. Durée : 2heures. 80 F et 120 F. Jusqu'au 7 mai.*

SÉLECTION

Les affaires sont les affaires
d'Octave Mirbeau, mise en scène de Régis Santon, avec Pierre Meyrand, Bernard Dhéran, Marie-France Santon, Marie-Christine Rousseau, Emmanuel Courcol, Vincent Solignac, Jacques Fontanel, Jean-Pierre Jacovella, Claude-Bernard Pérot, Sacha Santon et Christine Kay.
Théâtre du Palais-Royal, 38, rue Montpensier, Paris-1er. Mo Palais-Royal, Bourse. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 42-97-59-81. Durée : 2 h 15. De 60 F à 200 F. Jusqu'au 30 juin.

Art
de Yasmina Reza, mise en scène de Patrice Kerbrat, avec Pierre Arditi, Michel Blanc et Pierre Vaneck.
Comédie des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8e. Mo Alma-Marceau. Du mardi au vendredi, à 21 heures ; le samedi, à 18 heures et 21 heures ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 47-23-37-21. Durée : 1 h 30. De 110F à 250F. Jusqu'au 30 juin.

Le Baladin du monde occidental
de John Millington Singe, mise en scène d'André Engel, avec Jean Badin, Claude Evrard, Jean-Pierre Lorit, Charlie Nelson, Nada Strancar, Elizabeth Vitali, Serge Merlin, Jean-Christophe Quenon, Juliette Croizat, Julie Dumas et Karen Oubraham.
Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, Paris-6e. Mo Odéon. Les mercredi 26, vendredi 28, samedi 29, à 20 h 30 ; le jeudi 27, à 19 h 30 ; le dimanche 30, à 15 heures. Tél. : 44-41-36-36. Durée : 2 h 15. De 30 F à 170 F. Dernières.

Histoire du rat qui voulait du lait
d'Anne Quesmand, avec Laurent Berman et Anne Quesmand.
Jardin des Tuileries (sous chapiteau chauffé), place de la Concorde, Paris 8e. Mo Concorde. Les mercredi, samedi, dimanche, à 15 heures. Tél. : 44-64-79-70. Durée : 1 heure. 30 F et 40 F. Jusqu'au 28 juin.*

Intrigue et amour
de Friedrich von Schiller, mise en scène de Marcel Bluwal, avec Roland Bertin ou Jean Dautremay, Alberte Aveline, Jean-Luc Bideau, Andrzej Seweryn, Sylvia Bergé...
Comédie-Française Salle Richelieu, place Colette, Paris-1er. Mo Palais-Royal. Les vendredi 28 avril, mardi 2, jeudi 4, lundi 8 mai, à 20 h 30 ; le samedi 6, à 14 h 30 et 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 heures. De 25 F à 170 F. Jusqu'au 8 mai.

La Musica, deuxième
de Marguerite Duras, mise en scène de Bernard Murat, avec Fanny Ardant et Niels Arestrup.
Gaîté-Montparnasse, 26, rue de la Gaîté, Paris-14e. Mo Edgar-Quinet, Gaîté, Montparnasse-Bienvenüe. Du mardi au samedi, à 20 h 45 ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 43-22-16-18. Durée : 1 h 40. De 120 F à 230 F. Jusqu'au 30 juin.

Nini
d'Alfredo Arias, d'après Nini Marshall, mise en scène d'Alfredo Arias, avec Marilu Marini.
Théâtre Montparnasse (Petit), 31, rue de la Gaîté, Paris-14e. Mo Montparnasse-Bienvenüe. Du mardi au vendredi, à 21 heures ; le samedi, à 18 h 30 et 21 h 15. Tél. : 43-22-77-30. Durée : 1 h 20. 65 F et 130 F. Jusqu'au 30 juin.*

La Promenade
de Gilberte Tsaï, d'après Robert Walser, mise en scène de Gilberte Tsaï, avec Claire Lasne.
Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3e. Mo Saint-Paul. Du mercredi 26 au samedi 29, à 20 h 30 ; le dimanche 30, à 17 heures. Tél. : 42-71-38-38. Durée : 1 h 15. Entrée libre.

La Thébaïde
de Jean Racine, mise en scène de Yannis Kokkos, avec Catherine Samie, Jean-Yves Dubois, Michel Favory, Anne Kessler, Nathalie Nerval, Redjep Mitrovitsa, Malik Faraoun, Alexandre Pavloff et Vincent Boussard.
Comédie-Française Salle Richelieu, place Colette, Paris-1er. Mo Palais-Royal. Les samedi 29 avril, vendredi 5, mardi 9 mai, à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 heures. De 25 F à 170 F. Jusqu'au 24 juin.

Un air de famille
d'Agnès Jaoui et Jean-Pierre Bacri, mise en scène de Stephan Meldegg, avec Claire Maurier, Agnès Jaoui, Catherine Frot, Jean-Pierre Bacri, Jean-Pierre Darroussin et Wladimir Yordanoff.
Théâtre de la Renaissance, 20, boulevard Saint-Martin, Paris-10e. Mo Strasbourg-Saint-Denis. Du mardi au vendredi, à 20 h 30 ; le samedi, à 17 h 30 et 20 h 30. Tél. : 42-08-18-50. Durée : 1 h 45. De 60 F à 220 F. Jusqu'au 1er juillet.

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine et une sélection des films en exclusivité

NOUVEAUX FILMS

CIRCUIT CAROLE
Film français d'Emmanuelle Cuau, avec Bulle Ogier, Laurence Côte, Frédéric Pierrot (1 h 15).
Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).

DIS-MOI OUI...
Film français d'Alexandre Arcady, avec Jean-Hugues Anglade, Julia Maraval, Claude Rich, Nadia Fares, Patrick Braoude, Valérie Kaprisky (1 h 46).
Forum Orient Express, dolby, 1er (36-65-70-67) ; Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Danton, dolby, 6e (36-68-34-21) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; George-V, dolby, 8e (36-68-43-47) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

INNOCENTS ET COUPABLES
Film américain de Paul Mones, avec Damian Chapa, Jennifer Rubin, Scott Plank, (1 h 40).
Interdit-12 ans.
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12) ; Elysées Lincoln, dolby, 8e (43-59-36-14) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

PETITS MEURTRES ENTRE AMIS
Film britannique de Danny Boyle, avec Kerry Fox, Christopher Eccleston, Ewan McGregor, (1 h 35).
Interdit-12 ans.
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; La Pagode, 7e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Champs-Elysées, dolby, 8e (36-68-66-54) ; UGC Opéra, dolby, 9e (36-68-21-24) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22). VF : Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).

LES TRUFFES
Film français de Bernard Nauer, avec Jean Reno, Christian Charmetant, Isabelle Candelier, (1 h 25).
Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Odéon, 6e (36-68-37-62) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; réservation : 40-30-20-10) ; George-V, 8e (36-68-43-47) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

SELECTION

A LA CAMPAGNE
de Manuel Poirier,
avec Benoît Régent, Judith Henry, Sergi Lopez, Jean-Jacques Vanier, Serge Riaboukine, Elisabeth Commelin.
Français (1 h 48).
14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

ALERTE !
de Wolfgang Petersen,
avec Dustin Hoffman, René Russo, Morgan Freeman, Cuba Gooding Jr, Patrick Dempsey, Donald Sutherland.
Américain (2 h 08).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Bretagne, dolby, 6e (36-65-70-37 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Odéon, dolby, 6e (36-68-37-62) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, 8e (36-68-49-56) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Gobelins, dolby, 13e (36-68-22-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 15e (43-06-50-50 ; 36-68-75-15 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Maillot, dolby, 17e (36-68-31-34). VF : Rex, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

L'ANNÉE JULIETTE
de Philippe Le Guay,
avec Fabrice Luchini, Valérie Stroh, Philippine Leroy-Beaulieu.
Français (1 h 25).
Gaumont les Halles, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22).

L'APPAT
de Bertrand Tavernier,
avec Marie Gillain, Olivier Sitruk, Bruno Putzulu, Richard Berry.
Français (1 h 55).
Interdit-12 ans.
14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12) ; UGC Rotonde, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-70-14) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Opéra, 9e (36-68-21-24) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10).

ASTÉRIX ET LES INDIENS
de Gerhard Hahn,
dessin animé Allemand (1 h 24).
VF : Rex, 2e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Triomphe, dolby, 8e (36-68-45-47) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, dolby, 13e (36-68-22-27) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Saint-Lambert, dolby, 15e (45-32-91-68) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

CHUNGKING EXPRESS
de Wong Kar-Wai,
avec Brigitte Lin Chin-Hsia, Takeshi Kaneshiro, Tony Leung Chiu-Wai, Faye Wang, Valérie Chow.
Hong Kong (1 h 37).
VO : Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LA CONQUÊTE DE CLICHY
de Christophe Otzenberger,
avec Didier Schuller, Gilles Catoire.
Français (1 h 30).
L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

L'EMIGRÉ
de Youssef Chahine,
avec Yousra, Michel Piccoli, Mahmoud hémida, Khaled el-Nabaoui, Safia el-Emary.
Egyptien (2 h 08).
VO : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00 ; 36-68-59-02).

HAUT BAS FRAGILE
de Jacques Rivette,
avec Marianne Denicourt, Nathalie Richard, Laurence Côte, André Marcon, Bruno Todeschini, Anna Karina.
Français (2 h 49).
Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (43-54-15-04) ; L'Arlequin, 6e (45-44-28-80) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60).

JLG/JLG,
de Jean-Luc Godard,
avec Geneviève Pasquier, Denis Jadot, Brigitte Bastien, Elisabeth Kaza
Français (1 h 20).
La Pagode, dolby, 7e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10).

LES JOINTS DES MINES SONT PLUS ÉTANCHES
de Isabelle Quignaux,
Français (1 h 15).
VO : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

LÉGENDES D'AUTOMNE
de Edward Zwick,
avec Brad Pitt, Anthony Hopkins, Aidan Quinn, Julia Ormond.
Américain (2 h 13).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Danton, dolby, 6e (36-68-34-21) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22). VF : Rex, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

LES MISÉRABLES
de Claude Lelouch,
avec Jean-Paul Belmondo, Michel Boujenah, Alessandra Martines, Annie Girardot, Clémentine Célarié.
Français (2 h 50).
14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 8e (36-68-48-56) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56).

LE MONSTRE
de Roberto Benigni,
avec Roberto Benigni, Michel Blanc, Nicoletta Braschi, Dominique Lavanant, Jean-Claude Brialy.
Franco-italien (1 h 48).
VO : Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; UGC Odéon, dolby, 6e (36-68-37-62) ; UGC Rotonde, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-70-14) ; George-V, 8e (36-68-43-47). VF : UGC Opéra, 9e (36-68-21-24) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (36-65-70-38 ; réservation : 40-30-20-10).

LE PETIT CIRQUE ET AUTRES CONTES
de Pascal Le Nôtre, Jacques-Rémy Girerd, Laurent Pouvaret, Jean-Loup Felicioli, Sylvain Vincendeau, Michel Ocelot, Michaël Dudok de Wit.

PRINCIPIO Y FIN
de Arturo Ripstein,
avec Ernesto Laguardia, Julietta Egurrola, Bruno Bichir, Lucia Munoz, Alberto Estrella, Blanca Guerra.
Mexicain (2 h 44).
Interdit-12 ans.
VO : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LES RENDEZ-VOUS DE PARIS
de Eric Rohmer,
avec Clara Bellar, Antoine Basler, Mathias Megard, Aurore Rauscher, Serge Renko, Michael Kraft.
Français (1 h 40).
Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60).

STREET FIGHTER
de Steven E. De Souza,
avec Jean-Claude Van Damme, Raul Julia, Kylie Minogue, Ming-Na Wen, Damian Chapa, Byron Man.
Américain (1 h 40).
VO : Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; UGC Danton, 6e (36-68-34-21) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; George-V, dolby, 8e (36-68-43-47). VF : Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, dolby, 13e (36-68-22-27) ; Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, dolby, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

LES TROIS PALMIERS
de Joao Botelho,
avec Pedro Hestnes, Teresa Roby, Rita Lopes Alves, Alexandra Lencastre, Diogo Infante, Canto e Castro.
Portugais (1 h 08).
VO : Latina, 4e (42-78-47-86).

VIVE L'AMOUR
de Tsai Ming-Liang,
avec Yang Kuei-Mei, Chen Chao-Jung, Lee Kang-Sheng.
Chinois (1 h 58).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (36-65-70-38 ; réservation : 40-30-20-10).

REPRISES

CETTE SACRÉE VÉRITÉ
de Léo McCarey,
avec Cary Grant, Irène Dunne, Ralph Bellamy, Alexandre d'Arcy, Cecil Cunningham, Molly Lamont.
Américain, 1937, noir et blanc (1 h 32).
VO : Le Quartier Latin, 5e (43-26-84-65).

L'extension du cinquième réseau de télévision se poursuit

ANNONCÉ en avril 1994 par Alain Carignon, alors ministre de la communication, l'extension du cinquième réseau hertzien de télévision devait débuter cette année. La création, en décembre 1994, du Groupement d'intérêt économique (GIE) La Sept/Arte-La Cinquième a permis de respecter ce premier engagement avec la mise en service, le 15 mars, d'un nouvel émetteur à Montbéliard.

Actuellement, le cinquième réseau, qui permet la diffusion et la transmission des émissions de la télévision du savoir et de la connaissance (dans la journée) et de la chaîne culturelle franco-allemande (en soirée), représente 400 émetteurs, attribués par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et exploités par Télédiffusion de France (TDF). Il couvre 82 % du territoire national, soit 42,2 millions de personnes. Le plan d'extension devrait permettre d'atteindre, d'ici à trois ans, une couverture de 92 % du territoire.

Avant la fin de l'année, le cinquième réseau augmentera son parc d'émetteurs de 2,5 % et gagnera donc 1,2 million de téléspectateurs potentiels. En 1996 la progression sera de 3,5 % (soit plus 1,5 million de téléspectateurs). Enfin, en 1997, Arte-La Cinquième complétera son dispositif avec 4 % d'émetteurs supplémentaires (soit 1,8 million de téléspectateurs en plus).

Pour 1995, le plan d'extension devrait mettre en service 300 émetteurs supplémentaires. Il bénéficie d'un budget de 15 millions de francs et a été défini selon des critères de rendement précis, et découpé en trois tranches. La première touchera, outre Montbéliard (Doubs), les villes de Royan (Charente-Maritime), Chaumont (Haute-Marne), Neufchâtel-en-Bray (Seine-Maritime), Saint-Maximin et Pignans (Var). La deuxième portera sur l'Alsace (villes de Colmar, Sélestat et Haguenau) qui, comme toutes les zones frontalières, offrent peu de fréquences disponibles. Enfin, la troisième tranche concernera des départements (Aveyron, Cantal, Côtes-d'Armor, Drôme, Seine-Maritime, Var).

« Pour cette dernière étape du projet 1995, nous considérons que les grosses zones d'ombre ont été préalablement résorbées. Les départements seront donc uniquement sélectionnés selon des principes d'efficacité, précise Jean-Pierre Léoni, responsable du service technique de la Sept/Arte.

Déjà présents sur les satellites Astra 1D et Télécom 2B, Arte et La Cinquième ont aujourd'hui entamé des négociations avec Eutelsat. Un accord, *« en bonne voie de finalisation »* avec le consortium européen, permettrait à la chaîne franco-allemande de compléter son dispositif de diffusion. Outre une version allemande d'Arte retransmise *via* Astra 1D, la chaîne franco-allemande pourrait proposer un programme en français sur l'Europe et le Maghreb grâce au satellite Eutelsat 2-F1. Enfin, la location d'un répéteur (là ou passent les chaînes) sur le satellite Télécom 2B assurera la réception directe de la chaîne par les téléspectateurs français et sa reprise par les câblo-opérateurs.

V. Ca.

L'offensive de « La Montagne » à Limoges

La nouvelle édition du quotidien attire des lecteurs dans une zone où la diversité des titres reste forte

LIMOGES
de notre correspondant

Presque quatre mois après la mise en œuvre d'une nouvelle orientation rédactionnelle et d'une forte offensive de diffusion, l'édition de Limoges du quotidien *La Montagne*, lancée le 10 janvier, dresse un premier bilan positif. La vente sur Limoges, selon le nouveau chef d'agence départemental, Jacques Spindler, a augmenté au premier trimestre de plus de 20 % depuis le milieu de l'année 1994. Ce chiffre est même de 30 % les jours de forte vente, soit les samedis et lundis.

Le quotidien de Clermont-Ferrand, en situation de quasi-monopole sur le Massif central, n'a jamais réussi, depuis son implantation, en 1971, de véritables percées en Haute-Vienne. Sa pratique est celle de l'entente cordiale avec les pouvoirs locaux, de droite (Corrèze), plutôt socialistes (Puy-de-Dôme) ou communistes (Montluçon).

Or, à Limoges, ce rôle était déjà assuré par le quotidien d'origine socialiste *Le Populaire du Centre*, organe proche de la mairie, du conseil général et du conseil régional, trois collectivités présidées par des élus du PS. Ce quotidien, qui va fêter cette année ses quatre vingt-dix ans d'existence, est, à Limoges, « le journal », celui que tout le monde, ou presque, lit.

A ses côtés, figure l'insubmersible quotidien communiste, *L'Echo du Centre*, qui, depuis sa création clandestine en 1943, a survécu à tous les aléas (le plastiquage de sa rotative de Châteauroux en 1953, l'incendie de celle de Limoges en 1988), aux crises externes (la chute des recettes publicitaires, la baisse du nombre des agriculteurs résidant dans des campagnes marquées par la Résistance) et internes (la sécession de Marcel Rigout, qui en était le directeur politique, avait écartelé la rédaction et fait chuter les ventes de près de moitié). Un paysage pluraliste donc, et très typé, dans lequel *La Montagne*, en arrivant, s'est aussitôt retrouvée étiquetée quotidien de droite.

FAIBLE TAUX DE PÉNÉTRATION

Une situation assez paradoxale, d'autant que, deux ans après son implantation à Limoges, le groupe Centre France, dont *La Montagne* est le navire amiral (épaulé par d'autres titres, comme *Le Berry Républicain*, à Bourges, et *Le Journal du Centre*, à Nevers) absorbait *Le Populaire du Centre*. En lui conservant sa ligne socialisante, mais avec une relative unification des rédactions locales et le souci nouveau pour *La Montagne* de ne pas concurrencer le premier occupant, désormais allié.

Et, comme l'édition de Haute-Vienne n'a pas succombé explicitement aux périodiques tentatives de séduction du RPR local, qui espérait y trouver une sympathie que les autres quotidiens ne lui témoignaient pas, *La Montagne* se retrouva en apesanteur dans le paysage médiatique limousin, avec une vente au numéro sur Limoges qui n'atteignit pas les 2 000 exemplaires.

C'est cette situation que vise à briser l'opération actuelle. En partant des constats d'un audit réalisé voilà un an. Un audit qui mit en lumière un autre paradoxe régional : la pluralité des titres quotidiens n'empêche pas un faible taux de pénétration de la presse régionale limousine : 55,2 %. Alors que ce taux est, par exemple, de 68,4 % en Bretagne et que, dans son fief auvergnat, *La Montagne* atteint à elle seule les 60,7 %. De plus, le lectorat limousin est âgé ; les jeunes générations, les étudiants, comme les actifs venus d'ailleurs, préfèrent lire la presse nationale. Il y a donc là beaucoup à gagner, en conquérant cette clientèle plutôt boudeuse.

L'édition est donc devenue *La Montagne-Limoges*, au mois de janvier. Sa pagination s'est accrue pour ce qui concerne la vie et l'actualité de la ville ; sa rédaction a été coupée de celle du *Populaire du Centre* et un effort particulier a été fait sur les informations présumées intéresser cette clientèle nouvelle : l'économie et la culture.

Georges Chatain

Nouvelle direction à « InfoMatin »

LE QUOTIDIEN *InfoMatin* vient de se doter d'une nouvelle direction. Christophe Veyrin Forrer doit occuper le poste de directeur général à partir du mardi 2 mai, mais sera en fonctions dans le courant de la semaine. Il remplace Jean-Pierre Jochum, un haut fonctionnaire qui avait été nommé à la tête du journal, en novembre 1994, par André Rousselet, actionnaire de référence d'*InfoMatin*. Jean-Pierre Jochum a quitté récemment le journal.

A la différence de son prédécesseur, qui n'avait visiblement pas réussi à se glisser dans les habits d'un homme de presse, Christophe Veyrin Forrer arrive en terrain connu. Après des débuts dans la publicité, à l'agence française du groupe américain Young and Rubicam, il a été successivement directeur du marketing puis directeur général adjoint du groupe de presse Philippe Amaury (*Le Parisien*, *L'Equipe*, etc.) de 1984 à 1989. Ensuite il a pris la direction de plusieurs magazines des Editions mondiales et occupé le poste de PDG du mensuel féminin de ce groupe, *Dépêche mode*. Christophe Veyrin Forrer était parti des Editions mondiales après leur rachat par le groupe britannique EMAP, au cours de l'été 1994.

La nomination d'un professionnel de la presse à la direction générale, qui fait suite à l'arrivée de Didier Pourquery à la rédaction en chef, traduit l'intérêt d'André Rousselet pour *InfoMatin* et son développement. D'actionnaire principal de la jeune entreprise de presse M. Rousselet doit d'ailleurs devenir prochainement le président.

MARDI 25 AVRIL

TF 1

13.40 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.30 Série : Dallas.
15.20 Série : La loi est la loi.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.45 Club Dorothée vacances.
17.30 Série : Les Garçons de la plage.
18.00 Série : Premiers baisers.
18.30 Série : Le Miracle de l'amour.
19.00 Magazine : Coucou ! (et 1.55).
19.50 Le Bébête Show (et 2.40).
20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique, Météo.

20.50 Cinéma : Le Grand Pardon. ■
Film français d'Alexandre Arcady (1981).
23.10 Les Films dans les salles.
23.15 Téléfilm : Perry Mason.
Le Cercueil de verre, de Christian I. Nyby II.
0.50 Magazine : Je suis venu vous dire.
Présenté par Florence Belkacem.
2.45 Journal et Météo.
3.00 Programmes de nuit.
Reportages (rediff.) ; 3.20, TF 1 nuit (et à 4.05, 4.40) ; 3.30, Histoires naturelles (et à 5.05) ; 4.15, L'Aventure des plantes ; 4.50, Musique.

FRANCE 2

15.40 Tiercé à Auteuil.
15.55 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.15).
16.45 Des chiffres et des lettres.
17.20 Série : Seconde B.
17.45 Série : Les Années collège.
18.15 Série : Sauvés par le gong.
18.45 Jeu : Que le meilleur gagne (et 4.10).
19.10 Flash d'informations.
19.15 Studio Gabriel (et 2.10).
19.50 Bonne nuit les petits.
19.59 Journal et Météo.

20.55 Cinéma : Mister Majestyk. ■
Film américain de Richard Fleisher (1974).
22.45 Magazine : Ça se discute.
Présenté par Jean-Luc Delarue. Contrefaçons et imitations [2/2] Peut-on se passer de la contrefaçon ?
0.15 Les Films Lumière.
0.20 Journal, Météo, Journal des courses.
0.50 Le Cercle de minuit.

FRANCE 3

13.35 Magazine : Vincent à l'heure.
Invités : Anne-Marie Peysson, Serge Lama.
14.50 Série : La croisière s'amuse.
15.40 Série : Simon et Simon.
16.30 Les Minikeums.
Ulysse 31 ; Tintin : Le Crabe aux pinces d'or (1)
17.40 Une pêche d'enfer.
18.20 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
De l'antisémitisme, de Stéphane Zagdanski.
18.55 Le 19-20 de l'information.
A 19.09, Journal régional.
20.05 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.

20.50 ▶ Questions pour un champion.
Animé par Julien Lepers. Spécial cinéma. Invités : Claudia Cardinale, Bernadette Lafont, Andréa Ferréol, Jean-Pierre Darras, Jean-Claude Petit, Micheline Presle, André Pousse, Féodor Atkine, Nicole Courcel, Charles Gérard, Philippe Khorsand.
22.30 Météo et Journal.
23.00 Mardi chez vous.
Programme des treize télévisions régionales.
0.30 Un jour en France.
1.15 Musique Graffiti.
Sérénade, de Tchaïkovski, par l'Ensemble instrumental de Grenoble (20 min).

M 6

13.25 Série : L'Homme de fer.
14.20 Série : Jim Bergerac.
15.10 Boulevard des clips (1.10, 5.40).
17.00 Variétés : Hit Machine.
Emission présentée par Yves Noël et Ophélie Winter.
17.30 Série : Guillaume Tell.
18.00 Série : O'Hara.
18.54 Six minutes première édition.
19.00 Série : Caraïbes offshore.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Magazine : E = M 6.
Record du monde de vitesse à la voile.
20.45 Magazine : Grandeur nature.
Orphelinat de Nairobi.

20.50 Série : Loïs et Clark, les nouvelles aventures de Superman.
L'Informateur. Le Farceur.
22.40 Téléfilm : Le Souffle de la vie.
De Bobby Roth.
0.15 Série : Les Professionnels.
Echange.
2.30 Rediffusions.
Fanzine ; 2.55, Le Monde des hélicoptères (2) ; 3.50, Venise, cité des doges ; 4.45, Coup de griffes (Louis Ferraud) ; 5.20, E = M 6.

CANAL +

13.35 Cinéma : Hexagone. ■ ■
Film français de Malik Chibane (1993).
14.55 Magazine : 24 heures (rediff.)
16.00 Le Journal du cinéma.
16.05 Cinéma : Délit mineur. □
Film français de Francis Girod (1993).
18.00 Canaille peluche.
Rocko and Co.
En clair jusqu'à 20.35
18.30 Jeu : Pizzarollo.
18.40 Nulle part ailleurs.
Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
19.20 Magazine : Zérorama.
Présenté par Daisy d'Errata, Eric Laugerias, Marianne Nizan, Albert Algoud, Christophe Bertin, José Garcia, Karl Zéro.
19.55 Les Guignols.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Cinéma : Malcolm X. ■ ■
Film américain de Spike Lee (1992).
23.45 Flash d'informations.
23.55 ▶ Cinéma : Les Epices de la passion. □
Film mexicain d'Alfonso Arau (1992, v.o.).
1.44 Pin-up.
2.00 Documentaire : Cent ans de cinéma américain.
4. Le Système du studio.
2.50 Surprises (10 min).

LA CINQUIÈME

13.30 Le Sens de l'Histoire.
Palestine-Israël (rediff.).
15.00 Guerriers des temps anciens.
Les Macédoniens.
15.30 ▶ Qui vive.
15.45 Allô ! La Terre. Le Loup (2).
16.00 La Preuve par cinq.
Le Moyen Age (2).
16.35 Inventer demain.
Jean-Marie Pelt, biologiste (2).
16.40 Cours de langues vivantes.
Anglais.
17.00 Jeunesse.
La Vie devant moi : jockey ; La Panthère rose ; Téléchat.
17.30 Les Enfants de John.
18.00 Les Grandes Inventions.
Le premier satellite de l'espace.
18.15 Les Alphabets de l'image.
18.30 Le Monde des animaux.
Le barrage du castor.
18.55 Le Journal du temps.

ARTE

19.00 Magazine : Confetti.
19.30 Documentaire : Oskar Moll.
Une vie européenne, de Karl Wiehn.
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Magazine : Transit.
La guerre des sexes. L'Egalité des sexes en Suède, de Sophie Rosenzweig ; Les Nouvelles Japonaises, de Claus Richter et André Baumüller ; Harcèlement sur les campus, de Lionel de Coninck.
21.45 Soirée théâtre : La Schaubühne de Berlin.
21.46 Théâtre : Le Prince de Hombourg.
Pièce de Heinrich von Kleist, mise en scène de Peter Stein, avec Bruno Ganz, Peter Lühr, Jutta Lampe (v.o.).
0.05 Documentaire : La Schaubühne de Berlin.
Des années Stein à nos jours, de H.H. Fischer.
0.55 Reportage : Berlin, changement de décor.
De Wilma Pradetto et Christiane Pulvermacher.
1.25 Reportage : La Schaubühne en URSS.
1989 : *Les Trois Sœurs*, de retour à Moscou, de Hans von Brescius
1.55 Magazine : Actuel
(rediff., 26 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Envoyé spécial. Rediff. de France 2 du 20 avril. 21.30 Perfecto. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.35 Le Grand Jeu des célébrités. 22.40 Bouillon de culture. Rediff. de France 2 du 21 avril. 0.00 Tout va bien. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3 (40 min).

PLANÈTE 19.10 Le Goût du toro. De Jean-Pierre Vedel. 19.40 Ile de Sein, compagnon de la Libération. De Thierry Spitzer. 20.35 L'Ouest, le vrai. De Donna E. Lusitana [63/65]. Armes indiennes et sociétés guerrières (45 min). 21.20 Mardi, Lalbenque. De Michel Cros. 21.50 L'Enfance. De Geoff Haines-Stiles, Eugène Marner et Erna Akuginen [6/7]. Entre égaux. 22.50 Pompidou : l'école du pouvoir. De Patrick Barberis et Michel Winock. 23.45 Escales : Thaïlande De Pierre Brouwers. 0.40 La Foi et la Colère. De Francis Bouchet (60 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos. 19.15 Tout Paris (et 20.30, 0.55). 19.45 Archives. 20.00 Premières loges. 21.00 Jean-Edern's Club. 21.55 Premières loges. 22.25 Le Christ s'est arrêté à Eboli. ■ ■ Film italien de Francesco Rosi (1979, v.o., 150 min).

CANAL J 17.35 Les Triplés. 17.40 La Panthère rose. 17.55 Soirée Domino. C'est comme moi ; 18.00, Le Bus magique ; 18.20, Tip top clip ; 18.25, Les Nouvelles Aventures de Skippy ; 18.55, Cinéma ; 19.00, Atomes crochus ; 19.15, Cinéma ; 19.20, Rébus. 19.30 Série : Zorro. 20.00 Cajou (60 min).

CANAL JIMMY 21.00 Série : Les monstres nouveaux sont arrivés. 21.25 Série : Michel Vaillant. 21.55 The Muppet Show. Invité : Mac Davis. 22.15 Chronique bakélite. 22.20 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. 23.10 Le Raid des baroudeurs. 0.00 Série : Monty Python's Flying Circus. 0.40 Country Box (30 min).

SÉRIE CLUB 19.50 Série : Les Twist. 20.15 Série : Les deux font la loi. 20.45 Série : Supercopter (et 0.00). 21.35 Le Club. 21.40 Série : Mission impossible. 22.30 Série : Code Quantum. Duel aux douze coups de minuit. Avec Scott Bakula. 23.15 Série : Equalizer. 0.50 Série : Le Gerfaut (45 min).

MCM 19.30 Blah-Blah Groove (et 23.30). 20.10 MCM mag (22.30). 20.40 MCM découvertes. 21.00 X Kulture. 21.30 MCM rock legends. 23.00 MCM backstage. 0.30 Blah-Blah Metal (30 min).

MTV 19.30 MTV Sports. 20.00 Greatest Hits. 21.00 Guide to Alternative Music. 22.00 The Worst of Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 Série : The Real World 1. 0.00 The End ? (90 min).

EUROSPORT 19.00 Eurosportnews (et 1.00). 19.00 Hockey sur glace. En direct. Championnats du monde : Poule A. Russie-Suisse, à Gävle (Suède) ; Poule B. Suède-Finlande, à Stockholm (Suède). 23.00 Motors (120 min).

CINÉ CINÉFIL 18.25 La Captive aux yeux clairs. ■ ■ Film américain de Howard Hawks (1952, N., v.o.). 20.30 Le monde tremblera. ■ Film français de Richard Pottier (1939, N.). 22.15 Cuesta Abajo. ■ Film espagnol de Louis Gasnier (1934, N., v.o.). 23.25 L'Amant de paille. ■ Film français de Gilles Grangier (1950, N.). 0.45 Les Amants passionnés. ■ ■ Film britannique de David Lean (1949, N., v.o., 85 min)

CINÉ CINÉMAS 18.45 Le Petit Juge ■ ■ (Au nom du peuple italien). Film italien de Dino Risi (1971, v.o.). 20.30 Equus. ■ Film américain de Sidney Lumet (1977). 22.45 Young Guns. ■ Film américain de Christopher Cain (1988, v.o.). 0.30 Cobra. □ Film américain de George Pan Cosmatos (1986, 85 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Spécial fil rouge : Dominique Noguez. 19.30 Perspectives scientifiques. L'espace des espèces : la biogéographie. 2. De la description à l'explication : évolution et écologie. 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Ornette Coleman, invité de Banlieues Bleues. 2. Une musique sans garde-fou. 20.30 Archipel médecine. Le vieillissement des yeux. 21.30 Le Bon Choix. A l'occasion de l'élection présidentielle. 22.40 Les Nuits magnétiques. Terre de soucis ou l'écologie au cœur (1). 0.05 Du jour au lendemain. Jocelyne François (La Femme sans tombe).

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ ■ Ne pas manquer ; ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Peter Diamand, conseiller artistique de l'Orchestre de Paris. 20.00 Concert. Donné le 6 juillet 1994, à la basilique de Saint-Denis. La Passion selon Saint Bach, de Kagel, par le Chœur Accentus, dir. Laurence Equibey, la Maîtrise de garçons de Caen, dir. Robert Weddle et l'Orchestre national d'Ile-de-France, dir. Jacques Mercier, sol. Marga Schiml, Ian Caley, Roland Hermann, Mauricio Kagel. 22.00 Soliste. Dietrich Fischer-Dieskau, baryton. Œuvres de Schubert : Wehmut D 772 ; Der Strom D 565 ; Die Sterne D 939 ; Fischerweise D 881 ; Der Wanderer D 649 ; Im Frühling D 882, Sviatoslav Richter, piano. 22.25 Dépêche-notes. 22.30 Musique pluriel. Nattuvanar, de Hämeenniemi, par The Polytech Choir, dir. Tapani Länsiö ; Ou bien le débarquement désastreux, de Goebbels, André Wilms, récitant, Boubakar Djebate, kora, Sira Djebate, chant. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Reicha, Grieg, Wolf. 0.00 La Guitare dans tous ses états. Œuvres de Rodrigo, Catherine, Brouwer, traditionnelles, Caruli.

Thierry Michel, réalisateur du documentaire « Les Derniers Colons »

« Les Zaïrois voient le Blanc comme un « oncle » qui a un devoir d'assistance envers ses neveux »

JUSQU'EN 1991, Thierry Michel n'avait jamais mis les pieds en Afrique noire. A l'époque, ce documentariste est déjà connu pour des films tels que *La Grâce perdue d'Alain Van der Biest* ou *Gosses de Rio*. Après *Le Cycle du serpent* (qu'ARTE rediffuse samedi 29 avril), terrifiant état des lieux de la société zaïroise, après *Somalie, l'humanitaire s'en va-t-en guerre*, avant un film sur les hôpitaux en Afrique, dont il commence les repérages en Angola, voici *Les Derniers Colons* : un portrait à multiples facettes des Blancs implantés au Zaïre. Histoire de deux rêves brisés : l'idéal colonisateur et évangélisateur chez les Blancs ; l'espoir de l'indépendance chez les Noirs. Un regard sur un continent à la dérive, abandonné à ses malheurs par les puissances occidentales depuis la fin de la guerre froide.

« Pourquoi avez-vous choisi de faire un film sur les Blancs du Zaïre ?

– Au départ, tout s'est fait par hasard. En septembre 1991, je suis parti à Kinshasa pour les repérages du *Cycle du serpent*. Un matin, j'ai été réveillé par des coups de feu : la vague d'émeutes et de pillages qu'allait subir le Zaïre jusqu'en janvier 1993 venait de commencer. Les militaires étaient sortis de leurs casernes pour protester contre les retards de paiement de leurs soldes, et, rapidement, la population civile, poussée par la misère, s'est jointe à eux. Les Blancs – Belges et Français pour la plupart – étaient terrorisés, et la plupart des « expatriés » ont été évacués. Moi je filmais, dans le feu des événements. Sans le savoir, je commençais un documentaire sur la vie des Blancs installés au Zaïre. Puis je me suis rendu compte que ces événements étaient la matière d'un film intéressant : je pourrai ainsi interroger la présence blanche en Afrique, et regarder cette présence comme un baromètre de la situation politique et économique du pays.



– Qui sont ces « expatriés » qui restent aujourd'hui au Zaïre, malgré la déroute et la violence ?

– Il n'y a pas « un » type de Blanc. Je dirais qu'il y a les purs prédateurs, à la mentalité colonialiste, voire raciste, comme Antoine Declerk, le forestier qui affirme tranquillement : *« J'attends la recolonisation, et je suis persuadé qu'elle viendra tôt ou tard. »* Il y a aussi les purs bâtisseurs : ce sont surtout les missionnaires (il en reste un peu plus de mille). Ces dernières années ils ont soutenu l'opposition au président Mobutu et pris des positions claires en faveur des droits de l'homme. Entre les deux, la majorité des « expatriés » oscillent entre le cynisme et un « amour » de la terre africaine assez ambigu : on aime le pays, mais pas les gens, ni la cuisine, ni la musique. Il y a très peu d'interpénétration entre les deux cultures, même chez les couples mixtes.

– Pourquoi s'accroche-t-on à cette terre ?

– D'abord, pour beaucoup, la vie d'expatrié implique une aisance financière, des privilèges, un statut qu'ils n'auraient pas en Europe. C'est à la fois matérialiste et existentiel : dans cette société néo-colonialiste, ils existent. Ils savent qu'une fois rentrés en Europe ils ne seront plus rien... Mais ceux qui vivent dans l'intérieur du pays, planteurs, forestiers, exploitants agricoles, ont plus une mentalité de pionniers : ils ont été attirés par le Zaïre comme par un nouvel eldorado où l'on pouvait se bâtir des fortunes, rapidement et sans contraintes. Ce désir d'Afrique est aussi un désir d'aventure. Antoine Declerck dit : *« Au Zaïre, je n'ai jamais payé d'impôts, je n'ai jamais voté. Je suis comme l'oiseau. J'ai vécu d'une façon totalement libre. »*

– Quel est le regard des Noirs sur ces « derniers colons » ?

– Les Zaïrois aujourd'hui sont désespérés, ils n'ont même plus la force de se révolter, ils savent que cela déboucherait sur un bain de sang. Alors ils voient le Blanc comme un recours, comme un « oncle », qui, dans la tradition africaine, a un devoir d'assistance envers ses neveux. C'est peut-être cet espoir qui les fait tenir : cette flamme africaine, qui fait qu'on croit que demain sera meilleur qu'aujourd'hui... »

Propos recueillis par Fabienne Darge

★ *Les Derniers Colons, Arte, mercredi 26 avril à 20 h 40.*

Une bonne droite

par Agathe Logeart

HÉLAS ! la scène s'est passée hors caméra, et nous n'y étions pas conviés. C'est Patrick Poivre d'Arvor qui a vendu la mèche à la fin du journal de 20 heures de TF 1 : à l'issue d'un débat sur FR3 Ile-de-France, Patrick Balkany, maire de Levallois-Perret et député balladurien des Hauts-de-Seine, a souffleté Jean-Yves Le Gallou, président du groupe du Front national au conseil régional d'Ile-de-France. L'ami de Jean-Marie Le Pen a annoncé sa décision de porter plainte pour venger sa joue endolorie et sa vertu outragée. Objet de la querelle ? Des noms d'oiseaux que les deux messieurs, passablement énervés, avaient échangés sous l'œil impuissant de journalistes débordés. On sentait bien qu'il y avait de l'électricité dans l'air. Mais on n'a pas bien compris comment ils étaient parvenus à faire monter aussi vite leur aigrelette mayonnaise.

Fort des 15 % d'électeurs qui ont apporté leurs suffrages à son parti, le représentant du Front national avait de la jubilation au fond des yeux. Gonflé de sa toute neuve importance, amusé à l'évidence de l'embarras du socialiste Daniel Vaillant, député de Paris, qui se serait volontiers passé des propos de Jean-Marie Le Pen qui juge Lionel Jospin *« respectable »* (plus que Jacques Chirac ?), il devait se sentir la star du jour, la vedette du plateau. Et c'est parti très vite, quand le balladurien Patrick Balkany et le chiraquien Pierre Lellouche, député du Val-d'Oise, ont tenté de manifester le mépris commun qu'il leur inspirait. Mais l'intouchable s'est rebellé : *« Je n'ai pas de leçon de valeurs à recevoir de gens qui ont les affaires des HLM sur le dos ! Vous êtes un voleur ! »*, lançait M. Le Gallou à Patrick Balkany. Et vous, un *« fasciste »*, rétorquait l'autre. *« Facho ! - Voleur ! - Assassin ! »* Dans le brouhaha, on crut entendre voler le nom de Didier Schuller, fantôme évanoui d'une rocambolesque pantalonnade trop vite oubliée.

Où en était-on du second tour de l'élection présidentielle, des indispensables reports de voix, des solidarités déchirées qu'il faudrait renouer au plus vite ? L'échange d'insultes prenait la place des discussions policées dont on nous régale d'ordinaire. Est-ce parce que l'édition du journal de l'Ile-de-France de FR3 est moins prestigieuse qu'un grand débat du prime time que l'on s'autorisa ces navrantes bouffonneries ? Se croyaient-ils tout seuls au zinc d'un bistro de quartier, nous avaient-ils oubliés, nous, simples téléspectateurs mais cochons de votants tout de même ? Nous nous sentions de trop dans ce pugilat amorcé. C'était comme si nous regardions à travers le trou de la serrure les scènes de ménage dont l'on nous dissimule d'ordinaire plus soigneusement la vulgarité. Nous n'avions rien à faire là, rien à faire d'eux, dont les langages et les attitudes se superposaient, invocations dévoyées d'une morale dont ils ne paraissaient ni l'un ni l'autre les hérauts les plus indiqués.

MERCREDI 26 AVRIL

TF 1

13.40 Série : 21, Jump Street.
14.35 Club Dorothée vacances.
17.30 Série : La Croisière Foll'amour.
18.00 Les Nouvelles Filles d'à côté.
18.30 Série : Le Miracle de l'amour.
19.00 Magazine : Coucou ! (et 0.25).
19.50 Le Bébête Show (et 1.10).
20.00 Journal et Météo.

20.40 Sport : Football.
En direct de Nantes. Eliminatoires Euro 96 : France-Slovaquie ; 21.30, mi-temps et La Minute hippique ; 21.45, 2e période.
Invaincue mais stérile offensivement, l'équipe d'Aimé Jacquet doit impérativement l'emporter, face à des Slovaques accrocheurs, si elle veut conserver des chances de rejoindre la phase finale en Angleterre l'année prochaine.
22.40 Le Droit de savoir.
Le cinquième président ; Les prisonnières de choc.
0.00 Les Rendez-vous de l'entreprise.
Invité : Alexandre Perk, Opel France.
1.15 Journal et Météo.
1.25 Programmes de nuit.
Histoires naturelles (et 3.35, 5.05) ; 2.15, TF 1 nuit (et 2.55, 3.25) ; 2.25, L'Aventure des plantes ; 3.05, Côté cœur ; 4.05, Série : Passions ; 4.30, Musique.

FRANCE 2

13.45 Téléfilm : David et David.
De Giorgio Capitani.
15.20 Chalu Maureen.
Hartley cœurs à vif ; Mister T.
17.15 Série : Seconde B.
17.40 Série : Les Années collège.
18.15 Série : Sauvés par le gong.
18.45 Jeu : Que le meilleur gagne.
19.10 Flash d'informations.
19.15 Studio Gabriel.
19.50 Bonne Nuit les petits.
Comptine de la souris verte.
19.55 Tirage du Loto (et 20.50).
19.59 Journal et Météo.

20.55
▶ **Magazine : Bas les masques.**
L'enfance violée. Pour briser le silence. Invités ; le Dr Cordier, chef du service psychiatrique de l'hôpital Foch ; le Dr Coutanceau, médecin psychiatre à La Garenne-Colombes ; Martine Bouillon, *substitut du procureur* à Bobigny ; Emmanuelle Piet, médecin généraliste, responsable de la Protection maternelle et infantile de Seine-Saint-Denis.
23.05 Téléfilm : Le Tueur de l'ombre.
De Peter Edwards.
0.45 Les Films Lumière.
0.50 Journal, Météo, Journal des courses.
1.15 Le Cercle de minuit.
Autour de Maurice Béjart.
2.35 Programmes de nuit.
Histoires courtes : Jour de fauche, de Vincent Monnet avec Michel Modo, Philippe Naon ; 2.50, Emissions religieuses (rediff.) ; 3.50, 24 heures d'info ; 4.10 Ballet au Zénith ; 4.40, Outremers, (rediff) ; 5.40, Dessin animé.

FRANCE 3

13.40 Série : Magnum.
Prémonition. Les deux épisodes sont diffusés à la suite.
15.20 Série : La croisière s'amuse.
16.15 Félix le chat.
16.30 Les Minikeums.
17.40 Une pêche d'enfer.
18.20 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
Chaval inconnu.
18.55 Le 19-20 de l'information.
A 19.09, Journal régional.
20.05 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.40 INC.

20.50 Magazine : La Marche du siècle.
La vallée qui travaillait du chapeau. Invités : Pierre Miquel, historien ; Jean Fourrier et Mme Guilhem, anciens fabricants de chapeaux.
22.30 Météo et Journal.
23.00 Magazine : Un siècle d'écrivains.
Présenté par Bernard Rapp. Dos Passos, de Daniel Costelle.
Celui dont Sartre disait en 1938 : « Je tiens Dos Passos pour le plus grand écrivain de notre temps » Il fut l'ami d'Ernest Hemingway. Pourquoi est-il oublié aujourd'hui ?
23.50 Documentaire : Les Cinq Continents.
Présenté par Bernard Rapp. Femmes du Sahel, de Paolo Quaregna et Mahamane Souleymane (rediff.).
0.45 Musique Graffiti.
Danse macabre, de Liszt, sol. Lière Circène, piano, l'Orchestre philharmonique de Varsovie, dir. Jerzy Katlewicz (15 min).

M 6

13.30 M 6 Kid.
Kidimot : L'ordinateur ; Kid découverte : Le Maroc ; Mighty Max ; 14.05, Conan l'aventurier ; 14.55, Moi, Renart ; 15.05, 20.000 lieues dans l'espace ; 15.35, Highlander.
16.05 Magazine : Méga 6.
Présenté par Guillaume Stanzik.
16.25 Variétés : Hit Machine.
Emission présentée par Yves Noël et Ophélie Winter.
17.00 Magazine : Fanzine (et 0.40).
NTM, Lofofora, Renaud, la scène hardcore US, rock express.
17.30 Série : Guillaume Tell.
18.00 Série : O'Hara.
18.54 Six minutes première édition.
19.00 Série : Caraïbes offshore.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Magazine : Ecolo 6.
Les Chèvres oubliées de Jobourg.

20.45 Téléfilm : L'Ordinateur amoureux.
De Henri Helman.
22.35 Téléfilm : Pas si fous, les flics de Midwatch.
De David Robertson.
0.10 Série : Emotions.
1.05 Boulevard des clips. (et à 6.10).
2.30 Rediffusions.
Sports et découverte (3) ; 3.25, Le Ballet royal ; 4.20, La Ferté-Alais 1991 ; 5.15, Fréquenstar.

CANAL +

13.35 Décode pas Bunny.
14.30 Documentaire : Les Joubert, une passion pour l'Afrique.
14.55 Sport : Football.
En direct de Rennes.
France-Slovaquie, match de Championnat d'Europe Espoirs.
17.00 Sport : Basket-ball américain.
Match de la NBA : Seattle-Phenix.
18.00 Canaille peluche.
Rocko and Co.
— *En clair jusqu'à 21.00* —
18.30 Jeu : Pizzarollo.
18.40 Nulle part ailleurs.
19.20 Magazine : Zérorama.
Présenté par Daisy d'Errata, Eric Laugerias, Marianne Nizan, Albert Algoud, Christophe Bertin, José Garcia, Karl Zéro.
19.55 Les Guignols.
20.30 Le Journal du cinéma du mercredi.

21.00 Cinéma : Pas très catholique. ■
Film français de Tonie Marshall (1993).
22.35 Flash d'informations.
22.45 Cinéma : The Snapper. ■ ■
Film britannique de Stephen Frears (1993, v.o.).
0.14 Pin-up.
0.15 Cinéma : The Long Day Closes. ■ ■
Film britannique de Terence Davies (1991 v.o.).
1.35 Téléfilm : La Vengeance au cœur.
De Bradford May. (90 min.).

LA CINQUIÈME

13.30 Va savoir. Rambouillet (rediff.).
14.00 L'Esprit du sport (rediff.).
15.00 Mag 5.
Sport : Le Street Ball ; Cinéma : Innocents et Coupables ; Société : Les as de la récupération ; Technologies : Les concepts cars ; Nature : Espace Rambouillet ; Musique : Les Chieftains.
15.30 ▶ **Qui vive.**
15.45 Allô ! La Terre. Le Loup (3).
16.00 La Preuve par cinq (rediff.).
16.35 Inventer demain (3).
16.40 Les Grandes Inventions.
17.00 Jeunesse. Les Explorateurs de la connaissance ; Téléchat.
17.30 Les Enfants de John.
18.00 Eco et compagnie.
18.15 L'Amour en questions.
Faire un enfant.
18.30 Le Monde des animaux.
Le plus gros nid du monde.

ARTE

19.00 Magazine : Confetti.
19.30 Histoire naturelle de la sexualité.
La séduction [4].
20.20 Le Dessous des cartes.
Milieu des empires, de Natacha Nisic.
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Documentaire : Les Mercredis de l'Histoire.
Les Derniers Colons, de Thierry Michel.
21.45 Magazine : Musica.
Opéra : Les Fantômes de Versailles, de John Corigliano, livret de William M. Hoffman, d'après La Mère coupable, de Beaumarchais. Mise en scène de Colin Graham. Avec Teresa Stratas, Hakan Hagegard, Renée Fleming, Marilyn Horne, Graham Clark, Peter Kazaras, Gino Quilico et l'Orchestre, les Chœurs et le Ballet du Metropolitan Opera, dir. James Levine.
0.45 Karajan dirige Strauss.
Ainsi parlait Zarathoustra op. 30, par l'Orchestre philharmonique de Berlin.
1.25 Téléfilm : Albert Savarus.
D'Alexandre Astruc, avec Dominique Sanda, Niels Arestrup (rediff., 62 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Faut pas rêver. Rediff. de France 3 du 21 avril. 21.00 Temps présent. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.35 Le Grand Jeu des célébrités. 22.40 Feuilleton : Le Sorcier. Avec Eric Brisebois, Patrice Godin. 23.30 Bas les masques. Rediff. de France 2 du 5 avril. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3 (40 min).
PLANÈTE 19.40 La Voix de leurs maîtres. De Gilles Roussel. 20.35 Le Village au cimetière. De Thierry Compain. 21.30 L'Année du Parrain : Philippe Candeloro. De Christian Debackère. 22.00 Le Goût du toro. De Jean-Pierre Vedel. 22.30 Ile de Sein, compagnon de la Libération. De Thierry Spitzer. 23.25 L'Ouest, le vrai. De Donna E. Lusitana [63/65]. Armes indiennes et sociétés guerrières. 0.10 L'Enfance. De Geoff Haines-Stiles, Eugène Marner et Erna Akuginen [6/7]. Entre égaux (60 min).
PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos (et 23.50). 19.15 Tout Paris (et 20.30, 23.20). 19.45 Archives. 20.00 Aux arts et caetera (et 21.55). 21.00 Paris modes. 22.25 Edith Piaf, ma vie en rose. De Jacques Rouhaud et Philippe Fortin. 0.05 Concert : Jamiroquai. 0.30 Buzz. 1.00 Premières loges (25 min).
CANAL J 17.35 Les Triplés. 17.40 La Panthère rose. 18.00 Coup de bleu dans les étoiles. 18.15 Cajou. 19.15 Domino. 19.30 Série : Zorro.
CANAL JIMMY 20.00 Série : Au nom de la loi. 20.30 Série : Private Eye. 21.20 Série : Star Trek. 22.10 Chronique de mon canapé. 22.15 Série : Seinfeld. 22.40 Série : Les Incorruptibles de Chicago. 23.30 T'as pas une idée ? 0.30 Série : Dream On (30 min).
SÉRIE CLUB 19.50 Série : Les Twist. 20.15 Série : Les deux font la loi. 20.45 Série : L'Age de cristal (et 0.00). 21.40 Série : Mission impossible. 22.30 Série : Code Quantum. Chansons pour une âme en peine. Avec Scott Bakula. 23.15 Série : Equalizer. 0.50 Série : Le Gerfaut (45 min).
MCM 19.30 Blah-Blah Groove (et 23.30). 20.10 MCM mag. (et 22.30, 1.00). 20.40 MCM découvertes. 21.00 Radio mag. 21.30 MCM rock legends. 23.00 X Kulture. 0.30 Blah-Blah Metal (30 min).
MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Guide to Alternative Music. 22.00 The Worst of Most Wanted (et 23.30). 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 0.00 The End ? (90 min).
EUROSPORT 21.30 Hockey sur glace. En direct. Championnats du monde : Poule B. Norvège-Finlande, à Stockholm (Suède). 23.00 Football. En différé. Euro 96 : éliminatoires. 1.00 Eurosportnews (30 min).
CINÉ CINÉFIL 18.30 La Dernière Fanfare. ■ ■ Film américain de John Ford (1958, N., v.o.). 20.30 Les Amants passionnés. ■ ■ Film britannique de David Lean (1949, N., v.o.). 22.00 L'Amant de paille. ■ Film français de Gilles Grangier (1950, N.). 23.20 Le fauve va frapper. ■ Film britannique de Cyril Frankel (1962, N., v.o.) 0.55 La Captive aux yeux clairs. ■ ■ Film américain de Howard Hawks (1952, N., v.o., 115 min).
CINÉ CINÉMAS 18.38 Paysage dans le brouillard. ■ ■ ■ Film franco-grec de Theo Angelopoulos (1988). 20.30 Jersey Girls. ■ Film américain de David Burton Morris (1992). Avec Jami Gertz. 22.05 La Lettre du Kremlin. ■ ■ Film américain de John Huston (1970, v.o.). 0.00 La Ballade des misérables. 0.55 Téléfilm : Sexual Fascinations. Classé X (85 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Spécial fil rouge : Irène Frain. 19.30 Perspectives scientifiques. L'espace des espèces : la biogéographie. 3. Le temps, clé des espaces disparus. 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Ornette Coleman, invité de Banlieues Bleues. 3. Free-jazz : un slogan, un disque. 20.30 Antipodes. Histoires d'immigrés. 21.28 Poésie sur parole. Poèmes d'Orient (3). 21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. Regards croisés sur l'actualité culturelle francophone. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Rencontre avec Yvonne Cattier, peintre et graveur (2). Une émission de la radio belge. 22.40 Les Nuits magnétiques. Terre de soucis ou l'écologie au cœur. 2. En Ardèche et au pied du Lubéron, visite de l'écovillage de Balazuc. 0.05 Du jour au lendemain. Vilma Fuentes (L'Autobus de Mexico). 0.50 Coda. Au pays de l'éléphant blanc. 3. Mom Soth, célèbre acteur de théâtre. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). La fabuleuse histoire du Far-West (3) ; 2.25, Marcel Moreau (Noces de mort) ; 2.55, Les Guarani ; 4.21, Le Gai Savoir : Michel Boccara ; 5.00, Mégaphonie : Edward Bond ; 6.30, Les parfums (1).
FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Marina Vlady, comédienne. 20.00 Concert. Donné le 10 mars 1994, au Concertgebouw d'Amsterdam, par l'Orchestre royal du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. John Adams : Musiques de scène (prologue, danse, interlude, burlesque, épilogue), de Copland ; Le Livre de Baudelaire, d'Adams, Roberta Alexander, soprano ; Harmonielehre, d'Adams. 22.00 Soliste. Dietrich Fischer-Dieskau, baryton. Lieder eines fahrenden Gesellen, de Mahler ; Wenn ich ein Vöglein wär op. 54 nº 6, Horch' ! Leise horch', Gebiebte !, de Weber. 22.25 Dépêche-notes. 22.30 Musique pluriel. Œuvres d'Andriessen, Krupowicz. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Haydn, Franck, Wolf. 0.00 Jazz vivant. Musiques blanches et noires avec les pianistes Ran Blake et Muhal Richard Abrams, Roscoe Mitchell, à Radio-France et à la Maison de la culture de Bobigny. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector. Œuvres de Fauré, Roussel, Martin, Schoenberg, Mahler, Moussorgski, Tchaïkovski, Liszt, Schubert, Rossini, Broschi, D'Andrieu, Delalande, CPE Bach, Schumann, Balakirev.

Les interventions à la radio

RTL, 18 h 20 : Jacques Delors (« Question d'actualité »).

Le Monde
MERCREDI 26 AVRIL 1995

Malheur au vainqueur !

par Pierre Georges

VIT-ON JAMAIS candidat prôner l'immobilisme total, figé en ses certitudes et ses habitudes ? Evidemment, non. Même le plus fieffé conservateur, le plus absolu réactionnaire, n'oserait s'afficher ainsi, impavide et statufié, pour annoncer des veilles qui chantent.

L'homme politique roule au changement, carburant frelaté ou non. Il en célèbre le merveilleux air. Il promet des lendemains qui changent. Il arpente, au besoin à reculons, les sentiers radieux de l'avenir.

C'est sa fonction et sa damnation. Le candidat, qu'il en ait envie ou non, doit se vendre d'abord et prioritairement comme un acteur du changement. Il lui faut inventer, improviser, sentir son rôle, promettre l'impossible pour accéder au possible, vendre du rêve à crédit. Il lui faut y croire et le faire accroire. Ce n'est pas un métier. Et, dans le même temps, c'est la plus belle et la plus rude des vocations, celle de « changeur » de France.

Car, cette fois, il y a urgence. Le pays est mal dans sa peau. Mal dans ses habits de crise. Il ne s'aime plus trop à se voir en son miroir brisé. Il doute. Il désespère et se désespère. Il veut du changement et n'y croit plus. Il erre d'un marchand d'illusions à un apprenti sorcier. Il vote sans trop de conviction, au gré de ses humeurs et de ses craintes. Il fait comme s'il ne savait plus à quel président se vouer.

La France erre dans cet état-réflexe d'un pays sans tête, sans espoir et sans futur. Elle ne marche plus qu'au pas somnanbulique d'une désespérance molle et résignée, avant un réveil qui pourrait être brutal. Cette France-là fait un peu peur à voir avec sa tentation du pire.

Voilà bien pourquoi les deux hommes encore en piste, les deux inconscients qui vont s'affronter pour gouverner ce pays sans boussole ni barre, vont avoir, comme l'on dit, du souci à se faire. Ils n'ont d'autre choix que de promettre le changement, ce qui est le plus facile. Et il n'y aura d'autre salut, pour le gagnant, que de l'imposer, ce changement, de l'imposer d'urgence. Sinon, malheur au vainqueur !

Lionel Jospin et Jacques Chirac sont même dans l'absolue obligation de proposer le « vrai changement ». Le slogan est de l'un, mais il vaut pour les deux. A-t-on mesuré tout ce que ce slogan de « vrai changement » comportait de repentir et de crainte, au-delà du pléonasme. Car le changement est vrai ou il n'est pas ! Sauf à vouloir faire référence à des promesses passées et égarées.

Le pays n'en est plus là. Nous n'en sommes plus là. Chaque électeur voit le changement à sa porte. Il choisira. Une majorité choisira entre Lionel Jospin et Jacques Chirac. Gauche-droite, le vieil affrontement pourrait être classique. La différence, cette fois, est qu'il devra être résolument moderne. Pour évoquer les vrais problèmes, avancer de vraies propositions, pour qu'enfin le débat soit. Les deux hommes, neufs et vieux à la fois, ont quinze jours pour convaincre. Ils ont quinze jours moins pour prendre le pouvoir que pour n'avoir pas ensuite à le redouter. Car, tous, nous l'attendrons, le président, au changement !

M. Jospin, en meeting à Valence, se veut le « président du vrai changement »

VALENCE
de notre bureau régional

Lionel Jospin ne s'est pas encore tout à fait remis de la soirée du dimanche 23 avril. Il l'a reconnu, lundi 24 avril, à Valence, lors de son premier meeting pour le second tour de l'élection présidentielle, devant plus d'un millier de personnes qui lui ont fait entendre combien elles aussi appréciaient l'*« inattendu »*. Entassée dans une petite salle du Palais des expositions, l'assistance a donné à ce meeting des allures de fête improvisée et un peu désordonnée. M. Jospin y a pris goût, s'excusant au passage d'avoir *« troublé la belle ordonnance »* des instituts de sondage.

Mais il lui a fallu déjà se mettre dans la peau d'un candidat du second tour, *« celui que les Français ont décidé de placer en tête*, a-t-il souligné, *peut-être parce qu'ils ont senti que mon discours correspond à l'homme que je suis, que j'ai toujours été »*. Manière pour M. Jospin de dénoncer *« le langage d'emprunt »* de Jacques Chirac, *« l'immobilisme de sa pensée, l'incapacité à concrétiser son discours »*. *« Le peuple français continue à avoir un problème avec M. Chirac »*. Ce dernier a été *« ressenti (...) comme un peu étranger à lui-même »*, a ajouté M. Jospin, qui attend de cette seconde partie de campagne *« une confrontation de projets, de cohérence, de sincérité et de personnalités »*.

L'HOMME À LA ROSE

Car, pour le candidat socialiste, M. Chirac, *« sur les conseils de M. Séguin »*, *« a désorienté le camp de la droite »* avec des propos *« à tonalité sociale »*. *« A contre-emploi »*, le candidat du RPR n'a pas, selon M. Jospin, convaincu les Français de ses capacités à rassembler, et *« c'est à la droite qu'il doit maintenant s'adresser »* sur fond de *« réconciliation »* avec M. Balladur. *« Pendant deux mois*, a expliqué M. Jospin, *M. Chirac, qui a pourtant toujours soutenu le gouvernement, a prôné une autre politique. Il va avoir un problème pour caler son discours du second tour »*.

« M. Chirac a le droit d'être de droite, mais il ferait mieux de s'assumer. Moi, je m'assume comme un homme de progrès », a déclaré M. Jospin, qui veut apparaître comme le *« président du vrai changement »*, le nouveau slogan de sa campagne. Il a défini ce qu'il a appelé *« la méthode Jospin »* : *« Une volonté politique de l'Etat qui laisse place aux initiatives de la société »*. Prenant en exemple la semaine de 37 heures en 1997, la défense du service public dans les villes, ou les *« contrats de sécurité »* signés dans les quartiers, le candidat socialiste a estimé que *« les différences sont profondes entre l'approche traditionnelle de la droite »* et celle qu'il *« propose au pays »*.

M. Jospin se veut *« confiant »* sur l'issue du scrutin : *« Nous avons quinze jours, après la surprise du premier tour, pour créer la surprise du second tour »*, a-t-il lancé, concédant cependant que ce sera *« difficile »*. Il a donc appelé *« au rassemblement de la gauche »*, et plus largement à une majorité de Français. Ainsi, il a estimé nécessaire de *« reconquérir ces hommes et ces femmes, proches de nous, mais aliénés par l'idéologie d'extrême droite »*. *« Car*, a-t-il prévenu, *l'addition de la droite et de l'extrême droite fermera la porte de la transformation sociale »*.

« Les Français trancheront, je leur fais confiance. En même temps, je leur demande leur confiance », a conclu M. Jospin, dont le discours a souvent été interrompu aux cris de *« On va gagner »*. Il y avait même un sympathisant qui agitait une rose d'antan...

Bruno Caussé

■ **Avant le meeting de Valence, lundi 24 avril, Lionel Jospin a** rencontré des représentants de la communauté arménienne, très représentée dans cette ville, qui célébrait le quatre-vingtième anniversaire du génocide.

Chrysler rejette l'OPA de Kirk Kerkorian

LE CONSEIL d'administration de Chrysler, réuni lundi 24 avril, a unanimement rejeté l'offre publique d'achat (OPA) de la société présentée le 12 avril par le milliardaire Kirk Kerkorian.

Cette décision, annoncée par un communiqué, confirme une précédente prise de position de ce même conseil, qui, quelques heures après que M. Kerkorian eut fait état de sa proposition surprise, avait indiqué que le troisième groupe automobile américain n'était *« pas à vendre »*.

Robert Eaton, PDG de Chrysler, et les membres du conseil ont confirmé la politique financière de Chrysler, qui vise à préserver le matelas de 7,3 milliards de dollars de liquidités (36,5 milliards de francs environ) accumulé par le constructeur, alors que Kirk Kerkorian en aurait utilisé 5,5 milliards pour financer son OPA.

« Chrysler n'accumule pas de l'argent sans raison. Notre réserve de liquidités actuelle a été constituée après un examen attentif de ce qui est nécessaire pour rester compétitif sur le marché international, particulièrement durant les baisses d'activité cycliques qui affectent notre métier de temps à autre », rétorque la direction de Chrysler.

Tracinda, la société de M. Kerkorian, déjà propriétaire de 10 % du capital de Chrysler, propose de racheter les 90 % restants à 55 dollars par action, soit 22,8 milliards de dollars pour l'ensemble du constructeur. Une somme qu'elle ne semble pas parvenir à rassembler.

DANS LA PRESSE

Lendemains de premier tour

LIBÉRATION

Il y eut tout au long de la campagne un processus de légitimation sociale-démocrate enclenché par la droite et dont le candidat socialiste a été le principal bénéficiaire. (...) Jacques Chirac, agent électoral, malgré lui, de Lionel Jospin, ne s'est pas arrêté là. L'électorat a anticipé sa victoire probable le 7 mai prochain. Or cette élection inquiète, parce que Jacques Chirac suscite toujours une certaine méfiance sur la profondeur de ses engagements en même temps que le spectre d'un pouvoir entièrement aux mains du RPR a le don de provoquer de l'urticaire dans des fractions importantes de l'éventail politique. (...)

Chat échaudé craint l'eau froide. Si cette anticipation est exacte, le score du deuxième tour devrait être particulièrement serré.

Serge July

LE FIGARO

La grande inconnue réside dans le report des voix de M. Le Pen. Les incompatibilités d'humeur entre caciques sont une chose, les mouvements profonds de l'électorat en sont une autre. Les électeurs du Front national obéissent à trois motivations : le rejet d'une immigration incontrôlée, la crainte de l'insécurité, la quête d'identité nationale. Ils sont assez avertis pour savoir que leurs inquiétudes ont été créées par l'idéologie de gauche.

Alain Peyrefitte

RTL

Chez les *centristes*, les *hussards* balladuriens, le cœur n'y est pas. Leurs dirigeants se sont réunis [lundi] au grand complet, et ce conseil de guerre en vue du second tour a baigné dans une vague de pessimisme et d'amertume. Quelqu'un a résumé la situation en ces termes : notre fidèle électorat vient de recevoir un grand coup sur le crâne, il nous faut à présent lui donner des raisons de voter Chirac. *« Rude boulot »*, a ajouté un dirigeant centriste de province dans un silence à couper au couteau.

Philippe Alexandre

■ **COLOMBIE : une enquête pour enrichissement illicite** lié au trafic de drogue met en cause neuf parlementaires importants du Parti libéral, actuellement au pouvoir en Colombie. Vingt-quatre personnes, dont Miguel et Gilberto Orejuela, chefs supposés du cartel de Cali, étaient par ailleurs sous le coup de mandats d'arrêt. Cette offensive anticorruption intervient alors que le gouvernement de M. Samper est accusé par les Etats-Unis de laxisme envers les narco-trafiquants. – *(Corresp.)*

■ **BOSNIE : deux civils ont été tués et trois autres blessés** à Sarajevo par deux obus de mortiers, tirés lundi 24 avril dans la soirée. Selon la Forpronu, les deux obus, dont l'origine n'a pu être déterminée, sont tombés près du pont Gavrilo-Princip, dans une zone sous contrôle bosniaque du centre-ville. Par ailleurs, un avion cargo de l'ONU a été touché dans la journée par des tirs d'armes légères à son décollage de Sarajevo. L'aéroport qui n'est actuellement utilisé que par les avions de ravitaillement des « casques bleus », a été de nouveau fermé à l'ensemble du trafic. – *(AFP, Reuter.)*

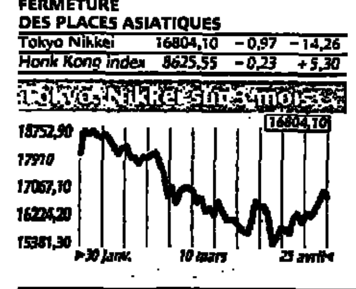
SOMMAIRE

BOURSE

Cours relevés le mardi 25 avril, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	16804,10	– 0,97	– 14,26
Honk Kong index	*8625,55*	*– 0,23*	*+ 5,30*



OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 24/04	Var. en % 21/04	Var. en % fin 94
Paris CAC 40	1918,51	– 0,51	+ 1,99
Londres FT 100	3209,30	+ 0,29	+ 4,69
Zurich	1203,95	+ 0,12	– 2,93
Milan MIB 30	*975*	*– 0,71*	*– 4,87*
Francfort Dax 30	1976,21	– 0,02	– 6,18
Bruxelles	1397,97	+ 0,03	+ 0,59
Suisse SBS	1011,60	+ 0,28	– 2,55
Madrid Ibex 35	276,49	+ 0,16	– 2,98
Amsterdam CBS	274,70	– 0,04	– 1,18

DEMAIN dans « Le Monde » :

LES MÉMOIRES DE LA SHOAH (III) : Le fardeau des enfants de nazis. Du rejet viscéral de leurs pères à l'exaltation d'une mémoire tronquée, l'attitude des fils et filles des criminels exprime l'angoisse d'être « nés coupables ».

Tirage du *Monde* daté mardi 25 avril 1995 : 821 298 exemplaires.